

R É P U B L I Q U E   F R A N Ç A I S E

MISSION MINISTÉRIELLE  
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES  
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2009

VILLE ET LOGEMENT



Version du 29/09/2008 à 16:31:04



## NOTE EXPLICATIVE

---

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances (PAP) des programmes qui lui sont associés.

**Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les emplois demandés pour 2009 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.**

Elle inclut une présentation de la programmation pluriannuelle des crédits de la mission sur la période 2009-2011 comportant :

- la présentation stratégique de la mission ;
- la présentation de l'évolution pluriannuelle des crédits pour 2009-2011 ;
- la présentation des réformes ;
- un tableau récapitulatif des plafonds de crédits de la mission ainsi qu'une répartition indicative de ces plafonds par programme.

Suite aux modifications apportées à la maquette missions/programmes/actions dans le cadre de la construction du projet de loi de finances pour 2009 et afin de permettre une analyse systématique des écarts avec la loi de finances pour 2008, il a été décidé de retraiter, lorsque cela était nécessaire, les données de la loi de finances pour 2008 dans les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances pour 2009. Cependant, les résultats de l'exécution 2007 ne sont pas fournis compte tenu de la difficulté de retraitement de celle-ci au format de la maquette budgétaire du projet de loi de finances pour 2009.

**Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :**

### ■ La présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours et attributions de produits attendus en 2009 est précisée.

Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome II de l'annexe Voies et moyens).

### ■ Le projet annuel de performances qui regroupe

- la présentation stratégique du programme ;
- la présentation du programme et de ses actions ;
- la présentation des objectifs et des indicateurs de performance ;
- la justification au premier euro des crédits qui développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et présente un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
- une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois ;
- la présentation des coûts associés à chaque action.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP).

**Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT).** On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80% sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80% correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.



## TABLE DES MATIÈRES

---

Mission

**VILLE ET LOGEMENT** **7**

Présentation de la programmation pluriannuelle 8

Récapitulation des crédits 11

Programme 177

**PRÉVENTION DE L'EXCLUSION ET INSERTION DES PERSONNES VULNÉRABLES** **15**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 16

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 18

Présentation du programme et des actions 24

Objectifs et indicateurs de performance 32

Justification au premier euro 41

Opérateurs 52

Analyse des coûts du programme et des actions 54

Programme 147

**POLITIQUE DE LA VILLE** **57**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 58

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 60

Présentation du programme et des actions 65

Objectifs et indicateurs de performance 73

Justification au premier euro 83

Opérateurs 93

Analyse des coûts du programme et des actions 105

Programme 109

**AIDE À L'ACCÈS AU LOGEMENT** **109**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 110

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 111

Présentation du programme et des actions 115

Objectifs et indicateurs de performance 121

Justification au premier euro 125

Analyse des coûts du programme et des actions 130

Programme 135

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉLIORATION DE L'OFFRE DE LOGEMENT** **133**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 134

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 137

Présentation du programme et des actions 148

Objectifs et indicateurs de performance 157

Justification au premier euro 164

Opérateurs 181

Analyse des coûts du programme et des actions 191

## MISSION

---

**MISSION****VILLE ET LOGEMENT**

Présentation de la programmation pluriannuelle

8

Récapitulation des crédits

11

## PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

Christine BOUTIN Ministre du Logement et de la ville

### ■ PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA MISSION

La mission contribue à la mise en œuvre des politiques publiques relevant du ministère du logement et de la ville en matière de logement, de politique de la ville et de lutte contre l'exclusion. Dans le souci d'une plus grande cohérence, l'ensemble des programmes budgétaires, y compris le programme 177 « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » ont été réunis dans la même mission.

La stratégie budgétaire pluriannuelle arrêtée pour cette mission vise à mobiliser l'ensemble des acteurs pour rendre les politiques publiques plus équitables et plus efficaces, en concentrant les moyens là où sont les besoins les plus importants.

A travers ses quatre programmes, la mission concourt :

- à réduire les inégalités entre les zones relevant de la politique de la ville et les autres quartiers urbains,
- à faciliter l'accès au logement, particulièrement des plus modestes,
- à développer l'offre de logement tant dans le parc privé que dans le parc social,
- à lutter contre l'exclusion, en particulier en offrant aux personnes sans abri un hébergement,
- à éradiquer les logements indignes.

Les programmes s'inscrivent dans une logique partenariale avec les autres intervenants agissant dans le champ de la mission : en particulier les collectivités territoriales, le 1% logement et les organismes du logement social. En outre, s'agissant de politiques d'interventions qui sont au centre des préoccupations des Français, les autres ministères contribuent également aux politiques publiques de la ville et de la lutte contre l'exclusion. Les documents de politique transversale « Ville » et « Outre-mer » déclinent ces contributions.

### ■ PRÉSENTATION DE L'ÉVOLUTION PLURIANNUELLE DES CRÉDITS POUR 2009-2011

Dans le cadre de la programmation des dépenses de l'État pour la période 2009-2011, la mission disposera d'un montant de crédits qui évoluera, à structure courante, comme suit :

- pour ce qui concerne les crédits de paiement : 7 637 M€ pour 2009, 7 532 M€ pour 2010 et 7 367 M€ pour 2011.
- pour ce qui concerne les autorisations d'engagement : 7 605 M€ pour 2009, 7 296 M€ pour 2010 et 7 279 M€ pour 2011.

L'évolution de ces crédits s'accompagne de la réorientation des emplois des moyens, notamment ceux du 1% logement, autour des priorités de la politique du logement dans une logique d'optimisation. Par ailleurs, la mobilisation de recettes nouvelles (en particulier pour le logement social la péréquation entre organismes et les ventes de logements sociaux à leurs occupants) permet un recentrage des aides à la pierre sur la construction de logements neufs.

### ■ PRÉSENTATION DES RÉFORMES

Le budget de la mission prend en compte l'incidence des mesures liées à la révision générale des politiques publiques (RGPP) et au projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. Ces réformes produiront leurs effets de 2009 à 2011. Elles concerneront la politique du logement et celle de la ville.



**a) les réformes dans le cadre de la politique du logement :**

Les 4 avril et 11 juin, le Conseil de modernisation des politiques publiques (CMPP) a retenu les orientations suivantes :

- réforme des outils de programmation de l'urbanisation (PLU, PLH) dans l'optique d'une meilleure adéquation entre les objectifs de construction de logements et la politique d'urbanisme ;
- abaissement du plafond de ressources pour l'accès au logement social de 10 % et indexation de celui-ci sur l'indice des prix ;
- expérimentation d'un loyer progressif en fonction des revenus dans le parc HLM ;
- relèvement des suppléments de loyer de solidarité dans le parc social ;
- généralisation d'un conventionnement global et mutualisation des ressources des organismes HLM pour instaurer une solidarité financière entre les organismes HLM ;
- rénovation du dispositif du 1% logement et de sa gouvernance afin de réorienter l'utilisation des crédits et de limiter les coûts de gestion.

La ministre du logement et de la ville a tenu compte de l'ensemble de ces préconisations et met en œuvre ces orientations dans le présent projet de loi de finances et dans le projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion qu'elle a présenté au conseil des ministres le 28 juillet dernier.

La décision du Premier ministre du 29 janvier 2008 de déclarer l'hébergement et l'accès au logement « grand chantier prioritaire 2008 – 2012 » trouve sa traduction dans l'évolution très significative des crédits consacrés au financement de l'hébergement d'urgence et d'insertion. En effet conformément aux recommandations de la Mission confiée à Etienne PINTÉ, député, ces structures d'hébergement verront, pour 2009, leurs crédits augmenter de plus de 17 %. Les crédits dédiés à l'aide alimentaire d'urgence sont sensiblement revalorisés pour être portés à près de 10 millions d'euros.

**b) les réformes dans le cadre de la politique de la ville**

Les 4 avril et 11 juin, les CMPP ont retenu les orientations suivantes :

- mobiliser en priorité les moyens des politiques de droit commun ;
- simplifier la gouvernance de la politique de la ville ;
- mieux cibler les territoires prioritaires afin d'éviter le « saupoudrage » des moyens.

En premier lieu, l'État va concentrer, dans le cadre du plan « espoir banlieues », ses moyens dits de « droit commun » sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville, afin que leurs habitants voient concrètement un changement de leurs conditions de vie, en particulier, à travers la qualité du service rendu aux habitants. Cet effort majeur de l'État sera coordonné avec celui des collectivités locales. L'État donnera des moyens financiers accrus aux communes pauvres dont la population rencontre de grandes difficultés sociales et économiques. Ainsi, les maires et les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale, proches des habitants, auront les moyens d'agir. Des mesures consistant à renforcer la solidarité financière en faveur des communes pauvres par l'augmentation des moyens de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et par la création d'une nouvelle dotation de développement urbain vont entrer en vigueur en 2009. Enfin, les moyens de la politique de la ville feront l'objet, à l'occasion de la renégociation de l'actuelle génération de contrats urbains de cohésion sociale, d'une plus grande concentration géographique et temporelle dans les quartiers les plus en difficulté, où la solidarité locale est insuffisante.

Par ailleurs, les compétences des acteurs de la politique de la ville ont été redéfinies ou sont sur le point de l'être pour plus de lisibilité et d'efficacité. Le Conseil interministériel des villes devient, sous l'autorité du Premier ministre, le lieu de décision et de suivi des résultats obtenus sur le terrain par les ministres, quartier par quartier. La Délégation interministérielle à la ville (DIV) en assure le secrétariat permanent pour en suivre les travaux. La redéfinition des missions et de l'organisation de la DIV sera prochainement achevée. Les missions de l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSé) ont été recentrées sur son rôle de mise en œuvre de la politique en faveur des quartiers défavorisés. À ce titre, l'ACSé reprend, à compter de 2009, la plupart des missions de gestion assurées jusqu'alors par la DIV. En revanche, les missions exercées par l'ACSé pour le compte du ministère de l'Immigration en matière d'accueil des primo-arrivants (en particulier sur l'apprentissage de la langue) seront regroupées avec celles de l'Agence nationale d'accueil des étrangers et des migrants (ANAEM) en vue de créer un opérateur unique chargé de la politique d'intégration. Les échelons régionaux de l'ACSé ainsi reconfigurée seront intégrés dans les services de l'État chargés de la cohésion sociale.

**Ville et logement**

Mission

PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

Le renforcement de l'organisation territoriale de l'État se traduira également par la création dans le cadre du plan espoir banlieues de 350 postes de « délégués du préfet » qui, prolongeant l'expérience de quelques 230 délégués de l'État, auront pour mission de coordonner l'action des services de l'État dans les quartiers prioritaires, sous l'autorité du Préfet.

Enfin, un programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) est mis en place par le projet de loi de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion, qui sera soumis au Parlement à l'automne 2008. Ce programme, qui concerne les quartiers présentant une part élevée d'habitat indigne et une situation économique et sociale de ses habitants difficile, sera mis en œuvre par l'ANRU et l'ANAH, en partenariat avec les acteurs locaux concernés.

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

## 2009 / 2011 RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME

## Avertissement

La répartition par programme, ferme pour le PLF, est indicative pour les 2ème et 3ème années. Les plafonds par mission sont fermes.

Mission / Programme		PLF 2009	2010	2011
Ville et logement	Plafond AE	<b>7 604 733 452</b>	<b>7 296 006 724</b>	<b>7 279 210 141</b>
	Plafond CP	<b>7 636 613 452</b>	<b>7 531 686 724</b>	<b>7 366 890 141</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	AE	1 117 381 778	1 069 410 050	1 032 868 467
	CP	1 117 381 778	1 069 410 050	1 032 868 467
Politique de la ville (libellé modifié)	AE	744 263 674	701 263 674	688 263 674
	CP	769 263 674	688 263 674	680 263 674
Aide à l'accès au logement	AE	4 945 300 000	4 946 700 000	4 975 150 000
	CP	4 945 300 000	4 946 700 000	4 975 150 000
Développement et amélioration de l'offre de logement	AE	797 788 000	578 633 000	582 928 000
	CP	804 668 000	827 313 000	678 608 000

## Ville et logement

Mission

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
Numéro et intitulé du programme et de l'action		Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
177	<b>Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables</b>	1 043 561 100	1 117 381 778		994 549 042	1 117 381 778	
01	Prévention de l'exclusion	58 095 774	64 874 970		58 095 774	64 874 970	
02	Actions en faveur des plus vulnérables	906 234 898	988 306 380		857 002 840	988 306 380	
03	Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion	28 217 428	26 200 428		28 437 428	26 200 428	
04	Rapatriés	51 013 000	38 000 000		51 013 000	38 000 000	
147	<b>Politique de la ville</b> (libellé modifié) (LFI 2008 retraitée)	1 141 019 317	744 263 674		1 020 019 317	769 263 674	
01	Prévention et développement social	340 289 968	363 173 674		367 489 968	383 173 674	
02	Revitalisation économique et emploi	375 400 000	308 950 000		382 200 000	313 950 000	
03	Stratégie, ressources et évaluation	43 030 000	58 140 000		43 030 000	58 140 000	
04	Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie (nouveau) (libellé modifié)	382 299 349	14 000 000		227 299 349	14 000 000	
109	<b>Aide à l'accès au logement</b>	4 993 942 500	4 945 300 000		4 993 942 500	4 945 300 000	
01	Aides personnelles	4 985 900 000	4 937 000 000		4 985 900 000	4 937 000 000	
02	Accompagnement des publics en difficulté	8 042 500	8 300 000		8 042 500	8 300 000	
135	<b>Développement et amélioration de l'offre de logement</b>	1 528 672 087	797 788 000	130 000	1 134 422 087	804 668 000	130 000
01	Construction locative et amélioration du parc	1 321 436 067	586 000 000		929 731 953	592 810 000	
02	Soutien à l'accession à la propriété	6 342 374	4 700 000		6 055 868	4 770 000	
03	Lutte contre l'habitat indigne	24 582 846	0		24 418 821	0	
04	Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction	8 063 172	8 680 000		7 032 618	8 680 000	
05	Soutien	168 247 628	176 008 000	130 000	167 182 827	176 008 000	130 000
06	Délégués du préfet dans les quartiers (nouveau) (libellé modifié)		22 400 000			22 400 000	

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
<b>177 / Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables</b>	1 043 561 100	1 117 381 778		994 549 042	1 117 381 778	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 681 620	1 681 620		1 681 620	1 681 620	
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 041 879 480	1 115 700 158		992 867 422	1 115 700 158	
<b>147 / Politique de la ville</b> (libellé modifié)	1 141 019 317	744 263 674		1 020 019 317	769 263 674	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	15 830 000	59 647 770		15 830 000	59 647 770	
Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000	192 230		200 000	192 230	
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 124 989 317	684 423 674		1 003 989 317	709 423 674	
<b>109 / Aide à l'accès au logement</b>	4 993 942 500	4 945 300 000		4 993 942 500	4 945 300 000	
Titre 6. Dépenses d'intervention	4 993 942 500	4 945 300 000		4 993 942 500	4 945 300 000	
<b>135 / Développement et amélioration de l'offre de logement</b>	1 528 672 087	797 788 000	130 000	1 134 422 087	804 668 000	130 000
Titre 2. Dépenses de personnel	155 051 556	186 178 000		155 051 556	186 178 000	
Autres dépenses :	1 373 620 531	611 610 000	130 000	979 370 531	618 490 000	130 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	24 219 019	23 630 000	130 000	23 133 449	23 630 000	130 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 349 401 512	587 980 000		956 237 082	594 860 000	
<b>Totaux pour la mission</b>	<b>8 707 195 004</b>	<b>7 604 733 452</b>	<b>130 000</b>	<b>8 142 932 946</b>	<b>7 636 613 452</b>	<b>130 000</b>
Dont :						
Titre 2. Dépenses de personnel	155 051 556	186 178 000		155 051 556	186 178 000	
Autres dépenses :	<b>8 552 143 448</b>	<b>7 418 555 452</b>	<b>130 000</b>	<b>7 987 881 390</b>	<b>7 450 435 452</b>	<b>130 000</b>
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	41 730 639	84 959 390	130 000	40 645 069	84 959 390	130 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	200 000	192 230		200 000	192 230	
Titre 6. Dépenses d'intervention	8 510 212 809	7 333 403 832		7 947 036 321	7 365 283 832	



## PROGRAMME 177

**PRÉVENTION DE L'EXCLUSION ET INSERTION DES PERSONNES VULNÉRABLES**

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTINE BOUTIN, MINISTRE DU LOGEMENT ET DE LA VILLE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	16
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	18
Présentation du programme et des actions	24
Objectifs et indicateurs de performance	32
Justification au premier euro	41
Opérateurs	52
Analyse des coûts du programme et des actions	54

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Jacques TREGOAT

Directeur général de l'action sociale

Responsable du programme n° 177 : Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Les axes stratégiques du programme sont en cohérence à la fois avec les objectifs définis dans le rapport national de stratégie inclusion sociale/protection sociale 2008-2011 et avec les priorités définies par le Comité interministériel de lutte contre l'exclusion 2006, l'objectif de réduction de la pauvreté auquel doit contribuer le Revenu de solidarité active (RSA), devant être généralisé à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009 et le rapport sur l'hébergement et le logement rendu par Monsieur Etienne PINTE, député.

Depuis 2000, la lutte contre l'exclusion sociale et la pauvreté est un des éléments centraux de la modernisation du modèle social européen. Dans le cadre du rapport national de stratégie inclusion sociale/protection sociale 2008-2011 dont un des trois volets porte sur l'inclusion sociale, la France s'engage à poursuivre et à développer des réponses globales visant à agir simultanément sur tous les freins qui mettent en péril l'inclusion sociale, mobilisant l'ensemble de la société, en rompant autant que possible avec les logiques d'assistance qui restent cependant nécessaires pour répondre aux situations de grand dénuement. Le document de politique transversale Inclusion sociale 2009 dont les objectifs transversaux sont intégrés au programme Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables s'articule autour des quatre priorités du Plan national d'action pour l'inclusion sociale 2008-2011, volet du rapport national de stratégie inclusion sociale/protection sociale :

- l'accès et le retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées ;
- l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ;
- l'offre de logement social et d'hébergement ;
- la gouvernance, la transparence et la participation des personnes vulnérables.

Le Comité interministériel de lutte contre l'exclusion (CILE) du 12 mai 2006 réuni sous la présidence du Premier ministre a défini trois axes prioritaires :

- s'engager à réduire la pauvreté ;
- garantir un accès effectif aux droits fondamentaux ;
- encourager le retour à l'emploi.

Le Programme « Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » s'inscrit dans la perspective de cette stratégie d'ensemble en mettant l'accent sur :

- la prévention de l'exclusion,
- l'action en faveur des plus vulnérables,
- la conduite et l'animation de la politique de lutte contre l'exclusion,
- les actions visant à résoudre les difficultés subsistant pour un certain nombre de rapatriés,
- l'achèvement de l'effort de solidarité nationale envers les rapatriés.

L'année 2009 sera marquée par la poursuite du renforcement des dispositifs d'hébergement et de logement adapté suite au vote, le 5 mars 2007, de la loi instituant le droit au logement opposable (DALO) qui sera complétée par des dispositions du projet de loi de mobilisation pour le logement, par la généralisation du Revenu de Solidarité Active (RSA), et par la poursuite de la mise en place du Plan d'action renforcé en faveur des sans abri (PARSA) et des mesures décidées en février 2008 suite à la mission confiée à Monsieur Etienne Pinte, député.

Le dispositif d'Appui social individualisé (ASI) est supprimé, progressivement, en cohérence avec la mise en place de mesures d'accompagnement global et personnalisé des personnes en difficulté professionnelle et sociale, suite aux travaux du Grenelle de l'insertion et de la généralisation du RSA.



Les objectifs transversaux du DPT Inclusion sociale pour 2009 sont repris pour information dans ce programme en tant que programme référent. Il s'agit des objectifs n°3 et n°6.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Renforcer l'accès aux droits des publics les plus défavorisés par un meilleur accès aux dispositifs d'accueil et d'information</b>
INDICATEUR 1.1	Taux d'aires d'accueil des gens du voyage dotées d'un dispositif d'accompagnement ou de suivi social et de santé
INDICATEUR 1.2	Pourcentage des CHRS, CCAS, CIAS qui domicilient les personnes sans domicile
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Améliorer la qualité et l'efficacité de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables</b>
INDICATEUR 2.1	Part des personnes sortant de CHRS bénéficiant d'une insertion en matière de logement ou d'emploi
INDICATEUR 2.2	Proportion des personnes hébergées suite à un appel au 115 et ayant reçu une réponse adaptée à leur demande d'hébergement
INDICATEUR 2.3	Taux de logements adaptés (Maisons relais et résidences accueil)
INDICATEUR 2.4	Proportion du public accueilli en maison relais qui relève du public cible (bénéficiaires de l'AAH, du RMI, isolés et âgés de plus de 40 ans)
INDICATEUR 2.5	Proportion de la dépense d'hôtel par rapport aux dépenses d'hébergement d'urgence (HU) et par rapport aux dépenses d'hébergement (HU - HI)
INDICATEUR 2.6	Ecart des coûts moyens régionaux de l'hébergement, pour chaque type d'hébergement (HU - HS - HI)
INDICATEUR 2.7	Part des ménages hébergés grâce à l'ALT1 (Allocation logement temporaire) dont le séjour est inférieur à six mois
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Promouvoir la prise en compte de la lutte contre l'exclusion par les différents acteurs concernés, développer l'évaluation des politiques mises en oeuvre et favoriser le partenariat associatif</b>
INDICATEUR 3.1	Proportion de mesures du PNAI (Plan national d'action pour l'inclusion sociale) et du CILE (comité interministériel de lutte contre l'exclusion) ayant été mises en oeuvre
INDICATEUR 3.2	Proportion de conventions partenariales signées avec des associations nationales intervenant auprès des publics défavorisés ou dans un cadre de prévention sociale incluant des indicateurs d'évaluation
<b>OBJECTIF 4</b>	<b>Garantir une qualification adaptée par la certification des compétences professionnelles requises dans l'exercice d'un métier du travail social</b>
INDICATEUR 4.1	Part de la certification en travail social délivrée par les DRASS, centres d'examen à l'issue d'une VAE (validation des acquis de l'expérience) par rapport au nombre total de diplômes de travail social qu'elles délivrent
<b>OBJECTIF 5</b>	<b>Parachever la mise en oeuvre des mesures de solidarité en faveur des rapatriés et harkis.</b>
INDICATEUR 5.1	Pourcentage des enfants de harkis inscrits dans le dispositif qui bénéficient d'un retour vers l'emploi
INDICATEUR 5.2	Taux cumulé du nombre de bénéficiaires de l'allocation aux enfants de harkis orphelins par rapport au nombre de personnes éligibles à la date de dépôt des demandes.
<b>OBJECTIF 6</b>	<b>Renforcer la cohésion sociale par une réduction de la pauvreté (Objectif DPT inclusion sociale)</b>
INDICATEUR 6.1	Ecart entre le niveau de vie médian des personnes sous le seuil de pauvreté et ce seuil
INDICATEUR 6.2	Ecart entre le niveau de vie médian des personnes de moins de 18 ans sous le seuil de pauvreté et ce seuil

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Prévention de l'exclusion		64 874 970	<b>64 874 970</b>	
02	Actions en faveur des plus vulnérables		988 306 380	<b>988 306 380</b>	
03	Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion	1 681 620	24 518 808	<b>26 200 428</b>	
04	Rapatriés		38 000 000	<b>38 000 000</b>	
Totaux		<b>1 681 620</b>	<b>1 115 700 158</b>	<b>1 117 381 778</b>	

## 2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Prévention de l'exclusion		64 874 970	<b>64 874 970</b>	
02	Actions en faveur des plus vulnérables		988 306 380	<b>988 306 380</b>	
03	Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion	1 681 620	24 518 808	<b>26 200 428</b>	
04	Rapatriés		38 000 000	<b>38 000 000</b>	
Totaux		<b>1 681 620</b>	<b>1 115 700 158</b>	<b>1 117 381 778</b>	

## 2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

## 2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Prévention de l'exclusion		58 095 774	<b>58 095 774</b>	
02	Actions en faveur des plus vulnérables		906 234 898	<b>906 234 898</b>	
03	Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion	1 681 620	26 535 808	<b>28 217 428</b>	
04	Rapatriés		51 013 000	<b>51 013 000</b>	
Totaux		<b>1 681 620</b>	<b>1 041 879 480</b>	<b>1 043 561 100</b>	

## 2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Prévention de l'exclusion		58 095 774	<b>58 095 774</b>	
02	Actions en faveur des plus vulnérables		857 002 840	<b>857 002 840</b>	
03	Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion	1 681 620	26 755 808	<b>28 437 428</b>	
04	Rapatriés		51 013 000	<b>51 013 000</b>	
Totaux		<b>1 681 620</b>	<b>992 867 422</b>	<b>994 549 042</b>	

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>		1 681 620	1 681 620		1 681 620	1 681 620
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		2 000	2 000		2 000	2 000
Subventions pour charges de service public		1 679 620	1 679 620		1 679 620	1 679 620
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>		1 041 879 480	1 115 700 158		992 867 422	1 115 700 158
Transferts aux ménages		95 188 498	103 127 558		95 188 498	103 127 558
Transferts aux entreprises		1 800 000			1 800 000	
Transferts aux autres collectivités		944 890 982	1 012 572 600		895 878 924	1 012 572 600
<b>Totaux</b>		<b>1 043 561 100</b>	<b>1 117 381 778</b>		<b>994 549 042</b>	<b>1 117 381 778</b>

DÉPENSES FISCALES<sup>1</sup>

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
120203	<b>Exonération des allocations, indemnités et prestations d'assistance et d'assurance</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les allocataires de prestations d'assistance et d'assurance</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1939 - Dernière modification : 1979 - CGI : 81-9°</i>	20	25	25
<b>Coût total des dépenses fiscales<sup>2</sup></b>		<b>20</b>	<b>25</b>	<b>25</b>

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX, PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux, prises en charge par l'État, contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
070202	<b>Dégrèvement d'office en faveur des bénéficiaires du RMI</b> Taxe d'habitation <i>Objectif : Aider les personnes allocataires du RMI</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 926 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1991 - Dernière modification : 1999 - CGI : 1414-III</i>	374	384	407
<b>Coût total des dépenses fiscales</b>		<b>374</b>	<b>384</b>	<b>407</b>

<sup>1</sup> Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

<sup>2</sup> Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (11)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
110201	<b>Réduction d'impôt au titre des dons</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les associations d'intérêt général</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 5 175 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1948 - Dernière modification : 2008 - CGI : 200</i>	835	950	950
720106	<b>Exonération des associations intermédiaires conventionnées, visées à l'article L. 5132-7 du code du travail dont la gestion est désintéressée</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider les associations conventionnées à but non lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 815 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1987 - Dernière modification : 1998 - CGI : 261-7-1° bis</i>	75	75	75
320105	<b>Taxation à un taux réduit des produits de titres de créances négociables sur un marché réglementé, perçus par des organismes sans but lucratif</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1951 - Dernière modification : 2004 - CGI : 219 bis</i>	10	10	10
530209	<b>Exonération du droit d'enregistrement de 1,10 % pour les ventes publiques d'objet d'art, d'antiquité ou de collection réalisées au profit de certains organismes d'intérêt général ayant une vocation humanitaire d'assistance ou de bienfaisance</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les organismes d'intérêt général ayant une vocation humanitaire, d'assistance ou de bienfaisance</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1963 - Dernière modification : 2000 - CGI : 733-2°</i>	€	€	€
520114	<b>Abattement sur la part nette de l'héritier à concurrence du montant des dons effectués au profit de fondations, de certaines associations, de certains organismes reconnus d'utilité publique, des organismes mentionnés à l'article 794 du C.G.I., de l'Etat et de ses établissements publics</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider les organismes d'utilité publique</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1973 - Dernière modification : 2006 - CGI : 788-III</i>	€	€	€
320106	<b>Franchise et décote applicables à l'impôt dû par les organismes sans but lucratif</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1965 - Dernière modification : 2000 - CGI : 219 bis-II</i>	€	€	€
110243	<b>Réduction d'impôt sur le revenu au titre des investissements dans les résidences hôtelières à vocation sociale</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider le secteur hôtelier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 199 decies I</i>	-	€	€
740105	<b>Franchise en base pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 €</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1975 - Dernière modification : 2002 - CGI : 261-7-1°</i>	nc	nc	nc
530102	<b>Application d'un droit fixe au lieu de la taxe de publicité foncière sur la transmission de biens appartenant à un organisme d'intérêt public au profit d'un établissement reconnu d'utilité publique effectuée dans un but d'intérêt général ou de bonne administration</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Favoriser les dons aux organismes d'intérêt général</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1982 - Dernière modification : 1996 - CGI : 1020</i>	nc	nc	nc

(En millions d'euros)

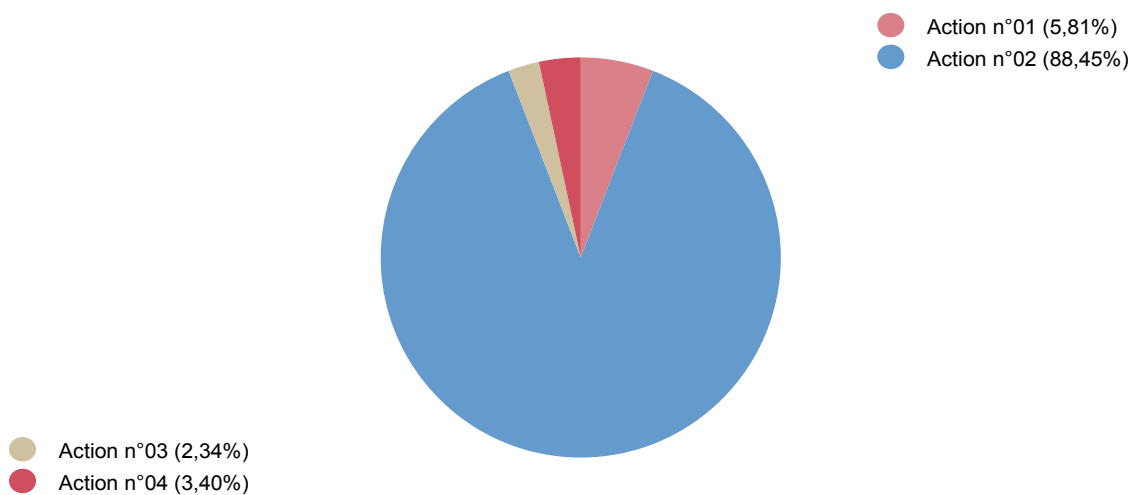
Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffrage pour 2007	Chiffrage pour 2008	Chiffrage pour 2009
520104	<b>Exonération des mutations en faveur de certaines collectivités locales, de certains organismes ou établissements publics ou d'utilité publique</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider certains organismes publics et collectivités locales</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Création : 1923 - Dernière modification : 2008 - CGI : 794, 795-2°, 4°, 5°, 11° et 14°</i>	nc	nc	nc
320116	<b>Franchise d'IS pour les activités lucratives accessoires des associations sans but lucratif lorsque les recettes correspondantes n'excèdent pas 60 000 €</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider les organismes sans but lucratif</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1948 - Dernière modification : 2000 - CGI : 206-1 bis</i>	nc	nc	nc
<b>Coût total des dépenses fiscales</b>		<b>920</b>	<b>1 035</b>	<b>1 035</b>

## PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Prévention de l'exclusion	64 874 970	64 874 970
02	Actions en faveur des plus vulnérables	988 306 380	988 306 380
03	Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion	26 200 428	26 200 428
04	Rapatriés	38 000 000	38 000 000
<b>Totaux</b>		<b>1 117 381 778</b>	<b>1 117 381 778</b>

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009





## PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Les nombreuses définitions du terme d'exclusion ont en commun de considérer l'exclusion comme un processus aux dimensions multiples. Selon celle retenue par la Cour des comptes dans son rapport sur la grande exclusion (2007) : « L'exclusion est un processus de marginalisation, plus qu'une réalité figée, par lequel un individu, ou un groupe, est rejeté hors d'un ensemble social donné, et ne peut plus participer à son fonctionnement collectif. Les origines de l'exclusion sont diverses et peuvent se cumuler. Le facteur d'exclusion réside souvent dans la perte d'un emploi ou de protection sociale, à une situation de grande pauvreté, mais ce processus résulte aussi parfois d'un isolement dû à une fragilisation ou d'une absence de liens familiaux (ex : divorce, perte d'un être cher) et d'échanges sociaux ».

La vie des personnes défavorisées témoigne donc de cheminements marqués par des interactions entre des conditions de vie défavorables et des événements qui se succèdent tout au long de la vie. Aucun facteur n'explique à lui seul la situation de pauvreté dans laquelle vivent ces personnes ; il ne suffit pas non plus de faire l'addition des difficultés pour caractériser la précarité ou la pauvreté. Face à des facteurs explicatifs souvent multiples et à des mécanismes d'interaction complexes, l'État a un rôle essentiel à mener d'observation et d'analyse des phénomènes de précarité et de pauvreté et d'animation et de pilotage des politiques publiques. Dans cette perspective, il s'agit non seulement de prévenir la pauvreté et l'exclusion, de créer les conditions favorables à une sortie de l'assistance, et de répondre à l'urgence, mais également de soutenir la professionnalisation des intervenants, notamment du secteur social, et de renforcer le partenariat avec les acteurs chargés de l'aide directe auprès des personnes.

Ces axes d'action ont guidé l'élaboration du programme : les objectifs retenus proposent des perspectives, en termes d'accès au droit commun et d'offre de services adaptés, aux deux étapes prioritaires d'intervention des politiques publiques - la prévention (action n° 1) et le traitement (action n° 2) - et prennent en compte la nécessité de mobiliser les nombreux acteurs institutionnels et associatifs concernés afin de créer une synergie propre à assurer la cohérence et la continuité des actions (action n° 3). L'objectif de l'action n°4 "Rapatriés" vise à mettre fin aux difficultés liées à la réinstallation des Français de toutes origines ayant, dû, en raison des événements, quitter un territoire précédemment placé sous souveraineté ou protectorat de la France.

### Environnement du programme

Depuis une dizaine d'années, le traitement des phénomènes durables de pauvreté et d'exclusion sociale touchant de larges franges de la population connaît de profondes évolutions qui se sont traduites par l'adoption de lois d'orientation ou de programmation comme celle du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion ou du 18 janvier 2005 relative à la cohésion sociale, qui visent à développer une approche stratégique générale, avec trois objectifs majeurs :

- poursuivre et développer des réponses globales pour agir simultanément sur tous les éléments qui favorisent l'inclusion sociale en prenant en compte l'ensemble des droits fondamentaux que sont l'accès au droit et à la justice, l'éducation, l'emploi, le logement, la santé, la lutte contre les discriminations, l'intégration des personnes immigrées, la culture et les loisirs ;
- rompre autant que possible avec les logiques d'assistance et développer le capital humain en promouvant le retour à l'emploi, le développement de l'autonomie, notamment financière, ainsi que l'exercice de l'ensemble des droits et devoirs des citoyens ;
- favoriser la mobilisation de tous les acteurs et l'évaluation par les personnes en situation de pauvreté.

En 2007, l'instauration d'un droit au logement opposable par la loi du 5 mars 2007, le développement d'un mode plus pérenne d'hébergement - l'hébergement de stabilisation - et le renforcement du dispositif de logement adapté-les maisons-relais- sont venus compléter ces dispositions générales afin d'apporter des réponses à une crise du logement qui se traduit par l'impossibilité pour des couches de plus en plus importantes de la population d'accéder à un logement autonome, particulièrement dans les grandes agglomérations à loyers élevés.

En 2009, le Revenu de Solidarité Active (RSA), issu des travaux de la commission « famille vulnérabilité pauvreté » de 2005, enrichi de la phase expérimentale qui s'est développée dans 34 départements durant deux ans, constituera le socle de la réforme des minima sociaux sur la base de la loi « généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ». Le RSA, conçu de telle sorte qu'une augmentation des revenus se traduise toujours par une

amélioration des ressources visera également, par une redynamisation des dispositifs d'accompagnement des personnes aux faibles revenus, en simplifiant leur accès aux services, à optimiser l'accès à l'emploi de ceux qui en sont durablement éloignés.

### Acteurs et pilotage du programme

Le pilotage du programme ainsi que l'animation interministérielle et interpartenariale des politiques de lutte contre l'exclusion sont confiés à la direction générale de l'action sociale (DGAS). Elle les exerce, notamment, à travers le secrétariat du comité interministériel de lutte contre l'exclusion (CILE) et du conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE). La Mission interministérielle aux rapatriés participe également au pilotage du programme. La DGAS est responsable du document de politique transversale (DPT) " inclusion sociale " annexé au projet de loi de finance pour 2006.

### Modalités de gestion du programme

Pour les trois premières actions, le programme se décline en un budget opérationnel de programme (BOP) central et un BOP par région (DRASS).

Pour l'action n°4, le programme se décline en un budget opérationnel de programme (BOP) central et en une unité opérationnelle (UO) par département (préfecture).

## RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Prévention de l'exclusion
- ACTION n° 02 : Actions en faveur des plus vulnérables
- ACTION n° 03 : Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion
- ACTION n° 04 : Rapatriés

## PRÉSENTATION DES ACTIONS

ACTION n° 01  
Prévention de l'exclusion

5,8 %



Depuis 2000, la France s'inscrit dans la **stratégie européenne pour l'inclusion sociale** qui a fixé un objectif de réduction significative de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'horizon 2010. La France participe à la poursuite de cet objectif par la mise en œuvre d'une politique active d'inclusion sociale qui entend répondre à ce qui est parfois appelé une pauvreté disqualifiante, qui se réfère au fait que les personnes confrontées à la pauvreté constituent une population importante vivant à la marge de la sphère productive et dépendant pour l'essentiel de revenus des politiques sociales. Habitant fréquemment dans des quartiers situés à la périphérie des grandes villes, ces personnes se heurtent à un ensemble de difficultés : logement, santé, éducation des enfants, participation à la vie sociale... qui ne leur permettent pas d'exercer pleinement l'ensemble de leurs droits et de leurs devoirs de citoyens.

Sans attendre l'apparition de situations d'exclusion, il convient d'agir en amont par des interventions ciblées aux moments où risque de se produire une rupture dans les conditions de vie des personnes déjà confrontées à la précarité. Celle-ci se définit par une insuffisance de ressources, une fragilité accrue et une instabilité des conditions de vie qui peut conduire à une situation de pauvreté et d'exclusion.

La précarité s'apprécie en effet au regard de multiples dimensions : irrégularité des revenus (y compris les revenus sociaux), liens entretenus avec le marché du travail, capital scolaire, situation familiale, conditions de logement et de santé. Il n'existe pas à proprement parler de mesure globale de la précarité car des ruptures peuvent naître et s'étendre dans tous les domaines de la vie sociale.

C'est pourquoi les mesures de prévention doivent intervenir le plus en amont possible et sur un périmètre très large. Il s'agit, sans créer de droits spécifiques, de faciliter l'accès de chacun aux droits et de permettre leur exercice effectif en adaptant les dispositifs de droit commun et en développant des actions de suivi et d'accompagnement, confiées à des personnels compétents.

Accéder à une information simple, éviter les ruptures de droits ou de versements d'aide, prévenir le surendettement, accéder à l'emploi, accéder et se maintenir dans le logement, permettre à tous, dont les plus démunis, de conserver un accès aux droits fondamentaux et à des moyens d'existence décents, lutter contre l'illettrisme et une sortie prématurée du système scolaire sans qualification, éviter les atteintes à la dignité et permettre un exercice plein et entier de la citoyenneté, constituent des thématiques qui sont au centre des différents plans d'actions de lutte contre l'exclusion, adoptés tant dans le cadre européen que national depuis 1998.

**Organisation et principaux moyens d'intervention**

Les dispositifs de prévention et d'exclusion sont gérés dans le cadre de conventions partenariales signées entre l'État et différents acteurs locaux : collectivités locales, associations, caisses départementales de protection sociale... Ils concernent des publics divers comme : les jeunes avec les Points d'accueil et d'écoute pour les jeunes (PAJE) ; gens du voyage ou personnes illettrées avec des actions socio éducatives, etc...

## ACTION n° 02

## Actions en faveur des plus vulnérables

88,4 %

**Principaux moyens d'intervention**

A l'ensemble de ces situations, il convient d'apporter des réponses adéquates, afin de favoriser les parcours des personnes vers l'autonomie par une insertion sociale et professionnelle.

Dans cet objectif, l'intervention des services sociaux publics et des associations pour la mise en œuvre des politiques publiques est primordiale pour :

- offrir un accompagnement social global et individualisé visant à permettre l'accès à une insertion sociale de qualité et à une insertion professionnelle durable pour des populations souvent très marginalisées : actions de mise au travail ou d'insertion par l'activité économique pour des personnes hébergées;

- mettre à disposition des personnes à la rue des plates-formes d'accueil et d'orientation (n° vert sans abri " 115 ", équipes mobiles, accueils de jour et services d'accueil et d'orientation - SAO) ou assurer un accueil spécialisé aux personnes connaissant des problèmes de santé qui ne justifient pas d'une hospitalisation (lits " halte soins santé ") et aux victimes des réseaux de traite (accueil sécurisant) ;
- offrir un parc d'hébergement adapté pour les personnes sans domicile. Ce parc comprend des places d'hébergement d'urgence qui se caractérisent par un accès immédiat, des places de stabilisation ainsi que des places d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), pour lesquelles la prise en charge vise à l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet d'insertion vers le logement autonome et vers l'emploi.
- offrir un hébergement ou aider à la gestion des aires d'accueil des gens du voyage, dans le cadre de " l'aide au logement temporaire " (ALT) qui est une allocation attribuée aux associations dont la mission est d'accueillir des personnes sans domicile ;
- poursuivre la création de places en maison-relais destinées aux personnes en manque d'autonomie à la suite parfois d'une longue errance, aux personnes vieillissantes sans domicile fixe ainsi qu'à des personnes souffrant de troubles psychiques (dans des résidences accueil).

### Publics bénéficiaires

- le parc d'hébergement généraliste comptait au 31 décembre 2007 : 37 220 places en CHRS, 10 267 places en centres d'hébergement d'urgence, 4298 places en centres de stabilisation et environ 9 800 places dans les hôtels, soit 61 587 places au total (hors places hiver, résidences sociales et maisons-relais) ;
- le parc de maison-relais, dont l'ouverture effective est parfois retardée pour diverses raisons techniques, s'établissait à 4619 places au 31 décembre 2007, dont 25 places pour les personnes vieillissantes sans domicile et quelque 200 places en résidences accueil dédiées spécifiquement aux personnes souffrant de handicap psychique.

### Organisation et principaux moyens d'intervention

La DGAS est compétente pour tout le dispositif d'accueil généraliste, d'aide au logement temporaire, CHRS, places d'urgence et de stabilisation, pour la veille sociale, ainsi que les maisons-relais et différents dispositifs d'accompagnement renforcé.

Un plan triennal d'action en faveur de l'hébergement d'urgence adopté au CILE du 12 mai 2006 a amélioré les conditions d'accueil, notamment, en prévoyant la pérennisation de 5000 places hivernales dont 500 places en 2006 (7 régions) et 2000 places en 2007 (France entière). Ce plan a été complété par la mise en œuvre du programme d'action renforcé pour les sans-abri (PARSA – janvier 2007) qui modifie sensiblement le traitement de l'urgence sociale dans son volet hébergement. Le PARSA vise, en effet, à construire un dispositif nouveau composé de places d'hébergement restructurées et de solutions nouvelles d'hébergement et de logement. A des objectifs quantitatifs de créations de places, notamment par transformation de places d'urgence, s'ajoutent des objectifs qualitatifs comme l'extension des horaires d'ouverture dans les centres d'hébergement d'urgence et une action de soutien aux métiers du secteur. Pour compléter le dispositif d'hébergement et faciliter l'accès au logement, le PARSA prévoit la création de 9 000 places en maison-relais (au total le PARSA prévoit 12 000 places dont 3 000 existant au préalable).

Ces actions ont été prolongées et renforcées en 2008 par le plan d'action adopté suite à la mission confiée au député Etienne Pinte. Un délégué général à la coordination de l'hébergement et de l'accès au logement a été nommé, un programme d'humanisation du parc d'hébergement est en cours ainsi que des diagnostics locaux des besoins d'hébergement et d'accès au logement. Ce plan d'action vise aussi à prévenir l'errance à la sortie des établissements de soins, de prison et, pour les jeunes, à la fin d'une prise en charge par l'aide sociale à l'enfance. Le plan prévoit aussi la mise en cohérence, avant la fusion prévue dans le projet de loi de mobilisation pour le logement, des schémas de l'accueil, hébergement et insertion avec les Plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées. Enfin il vise à développer l'accès au logement notamment via la mobilisation du parc privé (intermédiation locative) et la levée des obstacles au développement des maisons relais.

La loi instituant un droit au logement opposable (dite loi DALO) prévoit un quota de places d'hébergement par nombre d'habitants, crée des catégories de publics « super-prioritaires » pour l'accès au logement social, dont les personnes hébergées dans des structures collectives ou logées dans des structures de logements adaptés, et instaure un principe de continuité dans la prise en charge des personnes sans abri (circulaire DGAS du 19 mars 2007 relative au principe de continuité dans la prise en charge des sans abri prise en application de l'article 4 de la loi DALO). Un projet de loi de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion a été présenté par le Ministre du logement et de la ville au conseil des ministres du 28 juillet 2008 pour compléter la loi DALO.

La mise en œuvre de ces différents dispositifs est majoritairement confiée à des opérateurs associatifs avec lesquels la DGAS ou les services déconcentrés du ministère concluent des conventions.

**ACTION n° 03****Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion****2,3 %**

La diversité et la complémentarité des intervenants représentent une des caractéristiques de l'approche française de la lutte contre la précarité et l'exclusion. La loi du 29 juillet 1998 rappelle que la lutte contre l'exclusion est un impératif national, auquel tous concourent, de l'État aux citoyens eux-mêmes. L'objectif est donc de mobiliser l'ensemble de ces acteurs, dans le respect de leurs compétences respectives.

La DGAS, en s'appuyant sur un travail interministériel et en concertation avec les instances consultatives de la lutte contre l'exclusion, a pour mission de garantir la prise en compte de la lutte contre l'exclusion dans l'ensemble des politiques sectorielles, d'améliorer la lisibilité globale des actions conduites et de suivre l'effort global de l'État en faveur de la politique de lutte contre l'exclusion, grâce à la mise en place d'outils de mesure des résultats et des performances.

La DGAS est également chargée d'organiser les modalités du pilotage des politiques de prévention et de lutte contre l'exclusion par les services déconcentrés de l'État (DRASS/DDASS).

Elle élabore, avec les partenaires ministériels également concernés, les Rapports nationaux de stratégie protection sociale/inclusion sociale dans le cadre européen de stratégie révisée de Lisbonne, notamment le volet relatif à l'inclusion sociale. La DGAS s'est vue confier, depuis la première réunion du CILE en 2004, la coordination des travaux d'élaboration du Document de Politique Transversale (DPT) relatif à l'inclusion sociale, qui constitue désormais une annexe générale du PLF et dont les objectifs transversaux sont repris dans ce programme.

En outre, la DGAS crée et organise les diplômes du travail social et est, à ce titre, responsable de la qualification des professionnels du secteur du travail social, qui interviennent auprès des personnes en situation de fragilité : personnes exclues, en situation de maltraitance ou de perte d'autonomie, handicapées ou inadaptées.

**Organisation et principaux moyens d'intervention**

Au niveau national, la DGAS s'appuie sur le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) et le comité interministériel de lutte contre l'exclusion (CILE), la commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale (CPC) et le conseil supérieur du travail social (CSTS).

Par ailleurs, la DGAS participe aux travaux et réflexions du conseil national de la vie associative et à la gestion des ressources du conseil national de développement de la vie associative et apporte un soutien financier aux principales associations têtes de réseau intervenant dans le champ social.

Le secteur associatif est un acteur essentiel des politiques de lutte contre l'exclusion. Qu'elles agissent en tant que gestionnaires d'établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (au sens de la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale) ou à travers des actions de solidarité, les associations représentent un moyen d'intervention irremplaçable au contact des populations en difficulté.

Dans le cadre du dispositif interministériel du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), la DGAS financera en 2009 1488 postes qui constituent des aides au projet associatif par l'emploi de professionnels qualifiés. Ceux-ci font l'objet de cofinancements au niveau local, contribuant à l'animation de territoires notamment par les centres sociaux et les foyers de jeunes travailleurs.

**ACTION n° 04 3,4 %**  
**Rapatriés**


L'action 4 "Rapatriés", a pour objectif de mettre fin à l'ensemble des difficultés liées aux conditions de réinstallation des Français de toutes origines ayant dû quitter, en raison des événements, des territoires précédemment placés sous souveraineté ou protectorat de la France.

La mise en œuvre de la loi du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés poursuit cet objectif : extension du bénéfice de l'allocation de reconnaissance créée par la loi de finances rectificative pour 2002 à tous les anciens membres des forces supplétives ou assimilés et leurs veuves de plus de 60 ans ; prorogation des mesures en faveur du logement des familles d'anciens supplétifs et de l'insertion professionnelle de leurs enfants ; restitution, aux rapatriés réinstallés dans des professions non salariées, des sommes prélevées sur des prêts de réinstallation consentis au titre des lois de 1970 et de 1978.

### **Les rapatriés installés dans une activité professionnelle non salariée**

Lors de leur arrivée en métropole, les rapatriés exerçant outre-mer une activité professionnelle non salariée se sont réinstallés dans des conditions souvent précaires. Un certain nombre d'entre eux sont toujours confrontés à un endettement important lié aux conditions de leur réinstallation professionnelle.

Les mesures d'aide antérieures (effacement des dettes, prêts de consolidation,...) n'étant pas parvenues à résorber les situations les plus dégradées, le décret du 4 juin 1999 a institué une commission nationale (CNAIR) - se substituant aux anciennes commissions départementales (CODAIR) - présidée par un magistrat à la Cour des comptes et comprenant un représentant du Premier ministre (MIR), un représentant du préfet, et trois représentants des associations de rapatriés.

Le désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée dans le cadre de ce décret devrait s'achever en 2009, avec le règlement financier des derniers dossiers instruits en 2008 ; en effet, l'année 2008 aura été consacrée, sur instruction du Premier ministre, à régler définitivement, par voie de négociation, les dossiers éligibles au dispositif, mais n'ayant pu, tous, déboucher sur des plans d'apurement globaux.

#### **Public bénéficiaire :**

3145 demandes ont été déposées dans le cadre du décret du 4 juin 1999 par des rapatriés réinstallés ; 723 ont été reconnues éligibles et 340 plans d'apurement déposés ont été approuvés. 302 recours dans le cadre de l'article 12 du décret du 4 juin 1999 ont été enregistrés et font l'objet d'un réexamen.

#### **Organisation et principaux moyens d'intervention :**

Les plans d'apurement signés entre les débiteurs et l'ensemble de leurs créanciers font l'objet d'une instruction conjointe des préfets et des trésoriers payeurs généraux et sont mis en état d'examen par la mission interministérielle avant examen par la CNAIR (c.f. supra) qui statue sur leur viabilité et prescrit, si nécessaire, l'octroi d'une aide de l'Etat destinée à les finaliser.

### **Les harkis, anciens supplétifs et leurs familles**

La loi du 23 février 2005 a adapté et revalorisé l'allocation de reconnaissance mise en place en 2003, qui assure maintenant un complément de revenu régulier aux anciens supplétifs et à leurs conjoints survivants. Elle a également institué une allocation forfaitaire en faveur des enfants de supplétifs, orphelins de père et mère.

L'allocation de reconnaissance versée aux anciens supplétifs ou à leurs veuves est entrée en "régime de croisière" ; la seconde tranche de bénéficiaires de l'allocation aux orphelins (capital) sera mise en paiement en 2009.

Les dispositifs d'aides diverses dédiées au logement et à l'insertion professionnelle des enfants seront poursuivis en 2009.

Enfin, sur instruction du Gouvernement, la mission interministérielle aux rapatriés a engagé, dès 2008, un plan ambitieux, associant acteurs publics, associatifs et privés, visant à placer, sur le marché de l'emploi, les enfants d'anciens supplétifs dans une situation identique à celle de l'ensemble des demandeurs d'emploi.

#### **Public bénéficiaire :**

La population des anciens harkis et membres des formations supplétives et leurs familles rapatriées était estimée à 11.200 personnes au 31 décembre 2005 ;

#### Organisation et principaux moyens d'intervention :

A la demande de la Mission interministérielle aux rapatriés, les préfets mettent en œuvre les actions en faveur des harkis et de leurs familles, en liaison avec les services territoriaux de l'Office national des anciens combattants (ONAC) et mobilisent les différents acteurs (services de l'Etat, ANPE, AFPA, Missions locales, organisations professionnelles, etc.).

Les crédits destinés au financement de l'allocation de reconnaissance sont inscrits au programme 177, puis délégués aux préfets par imputation au compte d'affectation spéciale " pensions "( programme 743 " pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions ").

Sur l'ensemble de son action, la mission interministérielle aux rapatriés bénéficie du concours du Service central des rapatriés (ministère de l'intérieur) localisé à Agen, pour la gestion comptable (engagement, délégations des crédits déconcentrés, mandatement des aides imputées au budget central), l'instruction des dossiers relatifs à l'allocation aux orphelins, l'expertise sur le statut de rapatrié et la conservation des archives.



## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**OBJECTIF n° 1 : Renforcer l'accès aux droits des publics les plus défavorisés par un meilleur accès aux dispositifs d'accueil et d'information**

**Choix de l'objectif :** informer toute personne de la nature et de l'étendue de ses droits et l'aider, éventuellement par un accompagnement personnalisé, à accomplir les démarches administratives ou sociales nécessaires à leur mise en œuvre dans les délais les plus rapides, est un des objectifs prioritaires fixés par l'État aux organismes chargés de l'accueil et de l'information des publics, notamment de ceux présentant des fragilités particulières. L'accès aux droits constitue un outil efficace contre la précarité et l'exclusion et une condition préalable à toute démarche d'insertion.

**Choix de l'indicateur n° 1 :** cet indicateur vise à renforcer l'accès aux droits des gens du voyage accueillis sur des aires d'accueil qui leur sont réservées. Ceux-ci sont en effet particulièrement défavorisés du point de vue de leur accès au dispositif d'accueil et d'information. Cet indicateur a été considéré dans le cadre d'un groupe de travail réunissant la DGAS, la DAGPB et de représentants des services déconcentrés comme un indicateur de pilotage local tout à fait nécessaire compte tenu de la population concernée et de ses besoins importants à cet égard sur l'ensemble du territoire national.

**Choix de l'indicateur n°2 :** l'indicateur doit permettre de mesurer l'activité effective de domiciliation dans les CCAS et CIAS, agréés de droit, et les CHRS pour lesquels cette activité est fréquemment pratiquée compte tenu du public reçu.

**INDICATEUR 1.1 : Taux d'aires d'accueil des gens du voyage dotées d'un dispositif d'accompagnement ou de suivi social et de santé**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Taux d'aires d'accueil des gens du voyage dotées d'un dispositif d'accompagnement ou de suivi social et de santé	%	nd (nouvel indicateur)	nd (nouvel indicateur)		nd (nouvel indicateur)	35	38

**Source des données :**

Elles résultent de l'exploitation des conventions partenariales DDASS/associations gestionnaires. Les DDASS collectent et analysent au niveau départemental les données de base. Elles les transmettent à la DRASS au mois de février chaque année. Cette dernière les consolide pour un envoi à la DGAS au mois de mars pour synthèse générale par celle-ci.

**INDICATEUR 1.2 : Pourcentage des CHRS, CCAS, CIAS qui domicilient les personnes sans domicile**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Pourcentage des CHRS, CCAS, CIAS qui domicilient les personnes sans domicile	%	nd (nouveau périmètre)	nd (nouveau périmètre)		nd (nouveau périmètre)	60	70

**Précisions méthodologiques :**

La domiciliation consiste à fournir une adresse pour les démarches d'accès aux droits de personnes sans domicile (prestations sociales, carte d'identité et à certains services essentiels comme par exemple les services bancaires). La réforme de la domiciliation dans le cadre de la loi DALO du 5 mars 2007 prévoit que les organismes domiciliaires agréés par les Préfets pratiquent l'ensemble des activités.

Source des données : La loi DALO du 5 mars 2007 a confié à l'Etat la responsabilité de l'ensemble du service de domiciliation. La circulaire du 25 février 2008 a, entre autres, donné consigne aux préfets et aux DDASS d'assurer une bonne couverture territoriale du service. Les DDASS, pilotes uniques du service de domiciliation, fournissent à la DGAS un état annuel des CHRS, ainsi que des CIAS et CCAS des communes de plus de 15000 habitants qui assurent effectivement la domiciliation des personnes sans domicile. Ces chiffres sont alors rapportés au nombre de CHRS, CCAS et CIAS concernés.



**OBJECTIF n° 2 : Améliorer la qualité et l'efficacité de l'offre de services pour les personnes les plus vulnérables**

**Choix de l'objectif :** La stratégie de prévention de l'exclusion et d'insertion des personnes vulnérables est résolument centrée sur un double objectif en faveur des personnes concernées par cette politique publique. Être inséré socialement et professionnellement et disposer d'un logement constituent les meilleurs remparts contre la pauvreté et l'exclusion. Les personnes qui sont durablement éloignées ou privées d'emploi ou de logement nécessitent la mobilisation de dispositifs d'intervention spécifiques. L'efficacité de cette stratégie repose sur le parti pris d'un chaînage des solutions d'hébergement et de logement les plus appropriées à chaque stade du parcours d'insertion et les moins désocialisantes possibles, avec le souci constant d'investir les moyens là où ils sont le plus utiles à cet égard. Le choix des indicateurs du présent objectif procède de cette double préoccupation.

**INDICATEUR 2.1 : Part des personnes sortant de CHRS bénéficiant d'une insertion en matière de logement ou d'emploi**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des personnes sortant de CHRS vers le logement	%	nd	51,9	60	60	60	70
Part des personnes sortant des CHRS vers l'emploi	%	nd	25,9	27	27	28	30

**Précisions méthodologiques sous-indicateur 1 :**

Le public visé par ce sous-indicateur concerne les personnes de plus de 18 ans sorties de CHRS dans l'année en bénéficiant d'une insertion en matière de logement : logement durable y compris logement adapté, résidences sociales et maisons relais. Toutefois, la sortie vers un logement dépend fortement de l'offre disponible qui est variable selon les territoires concernés ainsi que des caractéristiques des publics. Si cet indicateur est simple à interpréter, son interprétation doit néanmoins être rapprochée des données disponibles sur l'évolution du parc de logement social sur le territoire concerné.

La valeur cible est fixée à 70% compte-tenu du fait que 30% du public accueilli est orienté vers d'autres structures de type social, médico-social ou sanitaire. Elle est également conditionnée à la bonne mise en œuvre du PARSA qui comprend des mesures d'accès au logement.

**Précisions méthodologiques sous-indicateur 2 :**

Le public visé par ce sous-indicateur concerne les personnes de plus de 18 ans sorties de CHRS dans l'année avec un contrat de travail durable : CDD de 6 mois au moins, CDI, emplois aidés de plus de 6 mois, IAE (insertion par l'activité économique), intérim de plus de 6 mois, ou ayant créé leur propre entreprise.

Le résultat de cet indicateur dépend pour partie de facteurs externes (situation du marché de l'emploi au niveau local) et des caractéristiques du public accueilli. Toute évolution positive de la valeur de l'indicateur doit toutefois s'analyser au regard des critères d'admission en CHRS qui ne doivent pas pénaliser pour des considérations de « bons résultats » la population cible, c'est à dire la plus défavorisée et la plus éloignée de l'emploi.

La valeur cible est fixée à 28% compte-tenu du fait qu'une part importante du public accueilli n'est pas directement employable. En effet, 25% sont des enfants, 30% relèvent d'autres structures sociales, médico-sociales ou sanitaires. En outre, une grande part du public dispose d'un très faible niveau de qualification.

**Source des données des sous- indicateurs :** Données des établissements et services collectées via le système unique d'information CHRS créé en avril 2006 (circulaire DGAS/1A/5B/n°204 du 21 avril 2006). Par ailleurs, un modèle de rapport d'activité est en préparation en lien avec la FNARS (la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale) afin d'améliorer la documentation de cet indicateur.

**INDICATEUR 2.2 : Proportion des personnes hébergées suite à un appel au 115 et ayant reçu une réponse adaptée à leur demande d'hébergement**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion des personnes hébergées suite à un appel au 115 et ayant reçu une réponse adaptée à leur demande d'hébergement	%	nd	70		70	72	76

**Précisions méthodologiques :**

Les « 115 » constituent une porte d'entrée parmi d'autres dans le dispositif d'hébergement. Le niveau de précision des réponses ne pourra être interprété qu'avec prudence car les « 115 » disposent, selon les départements, de moyens très différents pour répondre de façon adaptée aux demandes d'hébergement.

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Malgré ses limites (les performances identiques entre deux « 115 » pouvant s'expliquer par des raisons très différentes telles que l'importance relative de la demande, les moyens matériels et humains mis à la disposition des écoutants, l'importance du parc d'hébergement ou encore le positionnement du rôle du 115 - a-t-il réellement le pouvoir d'attribuer des places ? Sur tout ou partie du parc ?), cet indicateur a le mérite d'être un indicateur de résultat qualitatif de l'offre d'hébergement offerte via les 115.

Source des données : Les données synthétisées pour la production de l'indicateur sont des données anonymisées. Elles seront conservées année après année puisque l'objectif est d'apprécier l'évolution de l'indicateur au fil du temps.

Le comité de pilotage de l'Observatoire des 115, animé par la Direction Générale de l'Action Sociale, Sous-Direction des politiques de lutte contre l'exclusion, valide la synthèse des données collectées par l'Observatoire national des 115.

Collecte faite par l'Observatoire national des 115 auprès de « 115 » volontaires. Le choix a été fait d'un certain nombre de « sites sentinelles » qui disposeront chacun d'un système automatisé de gestion et d'information.

## INDICATEUR 2.3 : Taux de logements adaptés (Maisons relais et résidences accueil)

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
"Taux de répartition territoriale des maisons-relais au regard des publics cibles relevant du dispositif"	coef. de variation	0,8	0,9		0,7	0,65	0,55
"Proportion de places en logement adapté par rapport au nombre de places d'hébergement"	%	nd	nd		20	22	26

## Précisions méthodologiques sous- indicateur 1 :

Cet indicateur mesure la bonne adéquation de la répartition des maisons relais sur le territoire en fonction de la population cible

Le coefficient de variation est un indicateur de dispersion (écart type par rapport à la moyenne). Plus on se rapproche de zéro, plus l'objectif de couverture du territoire est réalisé.

Source : Enquête annuelle à partir des recueils de données CNAF et DGAS / DRASS / DDASS.

Au numérateur : écart-type du ratio nombre de places en maisons-relais/ population cible (bénéficiaires de l'AAH, du RMI, isolés et âgés de plus de 40 ans).

Source des données : DGAS/DRASS/DDASS. Enquête annuelle à partir du recueil des données CNAF et DGAS.

Périodicité : annuelle

Cette présentation est connue des services déconcentrés et ne pose pas de problème. La DGAS fournit chaque année pour chaque département le coefficient de variation qui le regarde.

## Précisions méthodologiques sous-indicateur 2 :

Nombre de places en résidences d'accueil et maisons-relais / Nombre de places d'hébergement (CHU et CHRS).

## Source des données :

Maison-relais : base de données nationale

Hébergement (CHU et CHRS) : tableau de bord DGAS

## INDICATEUR 2.4 : Proportion du public accueilli en maison relais qui relève du public cible (bénéficiaires de l'AAH, du RMI, isolés et âgés de plus de 40 ans)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion du public accueilli en maison relais qui relève du public cible (bénéficiaires de l'AAH, du RMI, isolés et âgés de plus de 40 ans)	%					46%	50%

**Précisions méthodologiques :** Nouvel indicateur. Cet indicateur vise à mesurer l'adéquation des pratiques d'accueil dans les maisons relais au regard du public cible défini pour ce dispositif (bénéficiaires de l'AAH, du RMI, isolés et âgés de plus de 40 ans). La situation des personnes concernées s'apprécie à la date d'entrée dans la maison relais.

Les données de base seront saisies dans le système d'information politiques publiques (SIPP) par les DDASS sur la base des informations qui seront collectées directement auprès des organismes gestionnaires de maisons relais.

**INDICATEUR 2.5 : Proportion de la dépense d'hôtel par rapport aux dépenses d'hébergement d'urgence (HU) et par rapport aux dépenses d'hébergement (HU - HI)**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion de la dépense d'hôtel par rapport aux dépenses d'hébergement d'urgence (HU)	%					36%	30%
Proportion de la dépense d'hôtel par rapport aux dépenses d'hébergement dans des places CHRS	%					11%	9%

**Précisions Méthodologiques :**

Nouvel indicateur. Cet indicateur ne préjuge pas de l'effort global nécessaire en matière d'hébergement pour répondre aux besoins mais vise seulement à objectiver l'effort fait pour parvenir à un recours approprié aux hôtels, en recyclant par exemple des moyens au cours des exercices 2009, 2010, 2011 pour le financement de l'intermédiation locative en faveur des familles en difficulté de logement. Cet objectif d'intermédiation consiste dans des aides de l'Etat aux organismes HLM ou à des associations gestionnaires leur permettant de financer des logements au prix du marché locatif privé (financement du différentiel entre les loyers modérés et ceux du prix du marché).

**Source des données :**

Remontées annuelles et infra annuelles des DDASS relatives à la ventilation de leurs crédits consommés sur cette ligne budgétaire (articles d'exécution 40, 41, 42) via l'application INDIA.

**INDICATEUR 2.6 : Ecart des coûts moyens régionaux de l'hébergement, pour chaque type d'hébergement (HU - HS - HI)**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ecart des coûts moyens régionaux de l'hébergement d'urgence	%						à la baisse
Ecart des coûts moyens régionaux de l'hébergement dans des places de CHRS	%						à la baisse

**Précisions méthodologiques :**

Nouvel indicateur. Le nouveau système d'information sur les coûts d'hébergement ne sera opérationnel que pour le RAP 2010. Toutefois cet indicateur pourra être renseigné pour 2009 grâce à une enquête spécifique.

**INDICATEUR 2.7 : Part des ménages hébergés grâce à l'ALT1 (Allocation logement temporaire) dont le séjour est inférieur à six mois**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des ménages hébergés grâce à l'ALT1 (Allocation logement temporaire) dont le séjour est inférieur à six mois	%	nd	nd		55	57	63

**Précisions méthodologiques :**

Il s'agit d'améliorer la fluidité dans les dispositifs d'hébergement afin que les personnes hébergées grâce à l'ALT puissent accéder à une solution de logement durable dans des délais raisonnables. L'entrée dans le logement pour ces personnes devrait être facilitée par les dispositions de la loi de cohésion sociale qui a acté l'accès prioritaire aux logements sociaux pour les personnes sortant d'hébergement temporaire ou en insertion professionnelle. La durée des séjours dans le dispositif ALT renseigne sur la mise en œuvre de cette fluidité.

**Source des données :**

Les CAF recueillent les données de base auprès des organismes ; elles font une synthèse départementale et la communiquent aux DDASS et à la CNAF qui établit les statistiques par département, par région et au plan national et les transmet à la DGAS.

Ces données sont communiquées aux services déconcentrés (DRASS et DDASS) par la DGAS à la fin du premier semestre de l'année n+1.

**OBJECTIF n° 3 : Promouvoir la prise en compte de la lutte contre l'exclusion par les différents acteurs concernés, développer l'évaluation des politiques mises en oeuvre et favoriser le partenariat associatif**

Choix de l'objectif : La mobilisation des acteurs et la mise en cohérence des interventions représentent des conditions indispensables à la réussite des politiques de lutte contre l'exclusion, qui nécessitent une approche globale des situations des personnes. C'est dans cette perspective que se situe le travail d'animation interministériel que conduit la DGAS auprès de l'ensemble des partenaires institutionnels ou associatifs dans le cadre des travaux du Comité permanent du CILE. En outre, ce Comité prépare et suit les mesures du CILE, réuni le 12 mai 2006, et du Plan national d'action pour l'inclusion sociale du Rapport national de stratégie Protection sociale/inclusion sociale, révisé pour la période 2008-2011).

La lutte contre l'exclusion repose en partie sur le travail de proximité des réseaux associatifs auprès des personnes en difficulté ou intervenant dans un cadre de prévention sociale. Par la présence de leurs adhérents dans les quartiers en difficulté, leur maillage territorial, les réseaux associatifs concourent à (re)créer et à développer le lien social entre les différentes composantes de la société. Les pouvoirs publics contribuent à une meilleure structuration des associations en leur accordant un soutien financier et en concluant des conventions pluriannuelles d'objectifs avec les têtes de réseaux qui peuvent ainsi conforter leur maillage territorial.

Choix de l'indicateur n°1 : L'indicateur vise à mesurer les actions menées dans une approche transversale de la lutte contre l'exclusion par les différents ministères.

Choix de l'indicateur n°2 : L'indicateur vise à mesurer l'intégration d'indicateurs d'évaluation dans les conventions signées par la DGAS avec des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre l'exclusion pour, notamment, mieux rendre compte du développement de la qualité de l'intervention de ces associations et de la capacité de l'État à mesurer cette qualité.

Cet objectif relève des objectifs transversaux du DPT Inclusion sociale pour 2008.

**INDICATEUR 3.1 : Proportion de mesures du PNAI (Plan national d'action pour l'inclusion sociale) et du CILE (comité interministériel de lutte contre l'exclusion) ayant été mises en oeuvre**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion de mesures du PNAI (plan national d'action pour l'inclusion sociale) et du Comité interministériel de lutte contre l'exclusion (CILE) ayant été mis en oeuvre	%	40	80		100	70	100

**Précisions méthodologiques :**

« La rupture de résultat s'explique par la mise en place d'une nouvelle génération de PNAI pour 2008-2011 ».

Cet indicateur vise à évaluer la mise en oeuvre des mesures décidées dans le cadre du CILE réuni le 12 mai 2006 et du rapport national de stratégie inclusion sociale (RSIS), volet PNAI 2008/2011.

La collecte s'organise dans le cadre de l'animation du Comité permanent du CILE. Deux tableaux de bord distincts de suivi des mesures du CILE et du Rapport national de stratégie Protection sociale/inclusion sociale, volet inclusion sociale (PNAI) sont tenus par la DGAS à partir de l'agrégation de données fournies par les ministères pilotes, dont la DGAS.

Sources des données : Tableaux de bord de la DGAS renseignés par les membres du Comité Permanent du CILE, composé de représentants de toutes les administrations concernées par la situation des personnes en difficulté sociale et professionnelle.

**INDICATEUR 3.2 : Proportion de conventions partenariales signées avec des associations nationales intervenant auprès des publics défavorisés ou dans un cadre de prévention sociale incluant des indicateurs d'évaluation**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Proportion de conventions partenariales signées avec des associations nationales intervenant auprès des publics défavorisés ou dans un cadre de prévention sociale, incluant des indicateurs d'évaluation	%	65	100		70 (nouveaux critères)		100

**Précisions méthodologiques :**

Il s'agit en systématisant la référence à des critères d'évaluation de procéder à une analyse qualitative des conventions partenariales signées avec des associations nationales intervenant auprès des publics défavorisés ou dans un cadre de prévention sociale dont le montant annuel de subvention est égal ou supérieur à 23000€ contre 150000€ auparavant. hors FONJEP et réserves parlementaires.

Conformément à la circulaire du 1er décembre 2000 relative aux conventions pluriannuelles entre l'Etat et les associations, complétée par la circulaire du 24 décembre 2002 et du 16 janvier 2007, le recours aux conventions pluriannuelles d'objectif doit être systématiquement préféré aux conventions conclues sur une base annuelle, dès lors que l'aide de l'Etat à une association consiste à soutenir son action dans la durée. La circulaire du 16 janvier 2007 prévoit, notamment, que la durée maximale des conventions pluriannuelles d'objectifs puisse atteindre quatre ans, au lieu de trois années prévues par la circulaire du 1er décembre 2000, dès lors que la nature de l'action ou du projet nécessite un calendrier de réalisation de trois années pleines, et que cette durée apparaît plus apte à renforcer l'efficacité globale de l'évaluation.

Numérateur : Nombre de conventions partenariales signées avec des associations nationales intervenant auprès des publics défavorisés ou dans le cadre de prévention sociale incluant des indicateurs d'évaluation (dont le montant annuel de subvention est égal ou supérieur à 23 000 € - hors FONJEP et réserves parlementaires).

Dénominateur : Nombre total de conventions partenariales signées avec des associations nationales intervenant auprès des publics défavorisés ou dans le cadre de prévention sociale (dont le montant annuel de subvention est égal ou supérieur à 23 000 € - hors FONJEP et réserves parlementaires).

Sources des données : DGAS (Tableau de bord).

**OBJECTIF n° 4 : Garantir une qualification adaptée par la certification des compétences professionnelles requises dans l'exercice d'un métier du travail social**

La qualification des professionnels qui prennent en charge les personnes exclues, en situation de maltraitance ou de perte d'autonomie, handicapées ou inadaptées revêt un caractère tout à fait déterminant en termes de qualité de l'accompagnement des projets individuels de ces personnes fragiles mais aussi en terme de diversification des parcours professionnels. Sur ce dernier point, la favorisation de la diversité des voies d'accès aux certifications (validation des acquis de l'expérience notamment) participe de la volonté de disposer de professionnels motivés par les métiers du social. Les régions ont, depuis le 1er janvier 2005, la responsabilité de recenser les besoins et de planifier l'offre de formations sociales. Elles assurent en lieu et place de l'État une partie de la réponse à ces besoins en finançant les formations initiales. Les employeurs continuent d'assurer le financement des formations continues qui sont également une voie importante d'accès à la qualification dans le secteur social et médico-social. Dans ce cadre décentralisé l'État doit, s'il veut rester pertinent, disposer d'une vision globale des besoins et de leur évolution et, afin d'y répondre au mieux, travailler en étroite partenariat avec les régions et les partenaires sociaux.

L'un des principaux enjeux pour l'avenir dans le champ des formations sociales est d'assurer l'attractivité des métiers. En effet, le secteur, déjà confronté à des difficultés de recrutement, devra faire face dans les prochaines années à des départs massifs en retraite alors même que la tendance au développement de l'emploi observée depuis plusieurs années ne semble pas devoir faiblir ou s'inverser. Dans ce contexte, les diplômes de travail social ont fait l'objet, sur la période récente, d'un important chantier de rénovation visant à intégrer les profondes mutations de l'action sociale et à satisfaire à l'objectif d'accessibilité par la validation des acquis de l'expérience (VAE). Il importe d'offrir de larges possibilités de mobilité et de carrière aux personnes qui souhaitent s'engager dans une profession sociale. La pertinence de l'action de l'État dépend également de l'adaptation de l'intervention sociale aux besoins des usagers. Le mode de construction des certifications mis en place dans le cadre de la commission professionnelle consultative de l'intervention sociale et du travail social y contribue car il permet d'associer étroitement les professionnels de terrain.

Il appartient à l'État, dans le cadre des diplômes de travail social qu'il crée et organise, de déterminer les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice des métiers du travail social et de garantir ainsi une qualification adaptée à la prise en charge et à l'accompagnement de personnes en situation de fragilité.

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

**INDICATEUR 4.1 : Part de la certification en travail social délivrée par les DRASS, centres d'examen à l'issue d'une VAE (validation des acquis de l'expérience) par rapport au nombre total de diplômes de travail social qu'elles délivrent**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part de la certification en travail social délivrée par les DRASS, centre d'examen à l'issue d'une VAE (validation des acquis de l'expérience) par rapport au nombre total de diplômes de travail social qu'elles délivrent.	%	22	23	35	25	25	25

**Précisions méthodologiques :**

L'indicateur retenu permet de mesurer d'une part l'effort de l'Etat en matière de VAE et d'autre part l'effort de l'ensemble des acteurs concernés (régions, employeurs, Etat) en matière de qualification nécessaire pour les métiers du travail social. Il s'agit d'un indicateur plancher qui vise à maintenir à 25% la part des diplômes obtenus par la voie de la VAE, dans le cadre de l'accroissement total du nombre de diplômes délivrés.

Liste des diplômes de travail social délivrés par les DRASS : DEAVS, DEAMP/CAFAMP, DEAF, DETISF, DEASS, DEEJE, DEMF, CAFERUIS, DEIS/DSTS.

Pour les diplômes dont la certification est organisée en inter-régions, les données ne doivent être communiquées que par la région centre d'examen interrégional, au global pour toutes les régions de l'inter-région.

Dans l'attente d'un système informatique performant permettant de suivre le parcours de certification des candidats :

- un candidat qui obtient une partie d'un diplôme par VAE, puis poursuit son parcours par la formation et obtient son diplôme à l'issue des épreuves de certification ne sera pas comptabilisé dans les diplômés VAE,
- à l'inverse un candidat qui obtient une partie d'un diplôme à l'issue des épreuves de certification (ou par dispenses d'épreuves de certification), poursuit son parcours par la VAE et obtient ainsi son diplôme, sera comptabilisé dans les diplômés VAE.

Champ couvert : diplômes en travail social délivrés par les DRASS.

Numérateur : Nombre de diplômes de travail social délivrés par les DRASS centre d'examen par validation des acquis de l'expérience (VAE) (totale ou partielle complétée par formation ou expérience) : enquête DGAS auprès des DRASS.

Dénominateur : Nombre de diplômes délivrés par les DRASS, centres d'examen, par VAE et à l'issue des épreuves de certification : enquête DGAS SOLEN auprès des DRASS.

Source des données : DGAS/DRASS/. Nombre de diplômes délivrés par les DRASS à l'issue d'une VAE (enquête DGAS auprès des DRASS)

**OBJECTIF n° 5 : Parachever la mise en oeuvre des mesures de solidarité en faveur des rapatriés et harkis.**

3.145 dossiers ont été effectivement déposés dont 719 déclarés éligibles ; Ces derniers ont tous été examinés et doivent donner lieu à paiement avant la fin 2008.

**INDICATEUR 5.1 : Pourcentage des enfants de harkis inscrits dans le dispositif qui bénéficient d'un retour vers l'emploi**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Pourcentage des enfants de harkis inscrits dans le dispositif qui bénéficient d'un retour vers l'emploi	%		70	100	70	75	75

**Précisions méthodologiques :**

L'indicateur décrit l'évolution du paiement des plans d'apurement des dettes, l'objectif étant le paiement de l'ensemble des plans d'ici fin 2008.

Source des données : CNAIR (Commission nationale d'aide aux désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée).

Mode de calcul : Nombre de plans payés par la Mission Interministérielle aux Rapatriés comparé au nombre de dossiers pour lesquels une aide financière de l'Etat a été accordée.

Périodicité de la mesure : annuelle.

**INDICATEUR 5.2 : Taux cumulé du nombre de bénéficiaires de l'allocation aux enfants de harkis orphelins par rapport au nombre de personnes éligibles à la date de dépôt des demandes.**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2009 Cible
Taux cumulé du nombre de bénéficiaires de l'allocation aux enfants de harkis orphelins par rapport au nombre de personnes éligibles à la date des demandes	%				66	100	100

**Précisions méthodologiques :**

L'indicateur mesure le taux de liquidation des droits ouverts aux personnes éligibles.

La mise en œuvre de cette mesure s'achevant en 2009, le dénominateur de cet indicateur est le nombre de personnes éligibles à la date limite du dépôt des demandes.

Mode de calcul : Nombre de bénéficiaires des allocations / Nombre de personnes reconnues éligibles à la date d'effet de la Loi du 23 février 2005.

Sources des données : Collecte des données auprès du Service Central des Rapatriés (SCR) qui assure l'instruction des dossiers et la mise en paiement des allocations.

**OBJECTIF n° 6 : Renforcer la cohésion sociale par une réduction de la pauvreté (Objectif DPT inclusion sociale)**

La cohésion sociale est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et éviter la polarisation » (Conseil de l'Europe, 2003). Toute société vit des tensions du fait des divisions et des déséquilibres entre groupes sociaux, mais elle se doit de mettre en place des mesures adaptées pour faire face à ces phénomènes, réduire les inégalités, viser à éradiquer les situations d'exclusion et rétablir l'équité afin que ces divisions ne s'aggravent pas jusqu'à menacer l'équilibre de la société. La France a engagé une démarche de renforcement de la cohésion sociale. A ce titre le Comité interministériel de lutte contre l'exclusion du 12 mai 2006 a fixé trois axes prioritaires, dont celui de réduire la pauvreté. De plus, dans la lettre de mission adressée au Haut Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté en juillet 2007, le Président de la République et le Premier ministre ont affirmé leur souhait de fixer un objectif chiffré de baisse de la pauvreté d'un tiers sur cinq ans.

Pour suivre l'atteinte de cet objectif, un tableau de bord d'indicateurs chiffrés a été arrêté en 2008, en concertation avec les principaux acteurs concernés, détaillant une série d'indicateurs permettant d'observer les principales dimensions de la pauvreté. La liste des thématiques traitées reprend les droits fondamentaux : pauvreté monétaire, emploi, logement, santé, exclusion financière, pauvreté des enfants et éducation.

Parmi les indicateurs retenus dans ce tableau de bord, figurent des indicateurs relatifs au suivi de l'intensité de la pauvreté qui correspond à l'écart entre le revenu médian des ménages pauvres et le seuil de pauvreté à 60% de la médiane. En outre, la situation des enfants pauvres, évalués en France à plus de deux millions suppose de décliner l'indicateur de suivi de l'intensité de la pauvreté aux personnes de moins de 18 ans.

**INDICATEUR 6.1 : Ecart entre le niveau de vie médian des personnes sous le seuil de pauvreté et ce seuil**

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ecart entre le niveau de vie médian des personnes sous le seuil de pauvreté et ce seuil	%	18,2				16,5	15,5

**Précisions méthodologiques :**

Cet indicateur est calculé comme l'écart entre le seuil de pauvreté et le niveau de vie médian des ménages au-dessous du seuil de pauvreté, exprimé en % du seuil de pauvreté (60 % du niveau de vie médian).

Numérateur : seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre

Dénominateur : seuil de pauvreté

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

En effet, dénombrer les personnes vivant dans des ménages dont le niveau de vie se situe en dessous du seuil de pauvreté ne renseigne pas sur la situation de ces personnes. Il peut exister un écart très important entre leur situation et celle des personnes vivant au-dessus du seuil de pauvreté ou bien un continuum de situations sans fracture réelle. Pour mesurer la distance qui sépare le niveau de vie des personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire de celui du reste de la population, on utilise donc la notion d'intensité de la pauvreté.

Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Champ : personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux

### INDICATEUR 6.2 : Ecart entre le niveau de vie médian des personnes de moins de 18 ans sous le seuil de pauvreté et ce seuil

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Ecart entre le niveau de vie médian des personnes de moins de 18 ans sous le seuil de pauvreté et ce seuil	%	18,7				17,2	15,9

#### Précisions méthodologiques :

Cet indicateur est calculé comme l'écart entre le seuil de pauvreté et le niveau de vie médian des ménages au-dessous du seuil de pauvreté, exprimé en % du seuil de pauvreté (60 % du niveau de vie médian).

Numérateur : seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre de moins de 18 ans

Dénominateur : seuil de pauvreté

En effet, dénombrer les personnes vivant dans des ménages dont le niveau de vie se situe en dessous du seuil de pauvreté ne renseigne pas sur la situation de ces personnes. Il peut exister un écart très important entre leur situation et celle des personnes vivant au-dessus du seuil de pauvreté ou bien un continuum de situations sans fracture réelle. Pour mesurer la distance qui sépare le niveau de vie des personnes vivant sous le seuil de pauvreté monétaire de celui du reste de la population, on utilise donc la notion d'intensité de la pauvreté.

Plus cet indicateur est élevé et plus la pauvreté est dite intense, au sens où le niveau de vie des plus pauvres est très inférieur au seuil de pauvreté.

Champ : personnes de moins de 18 ans, vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux



## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Prévention de l'exclusion		64 874 970	<b>64 874 970</b>		64 874 970	<b>64 874 970</b>
02	Actions en faveur des plus vulnérables		988 306 380	<b>988 306 380</b>		988 306 380	<b>988 306 380</b>
03	Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion		26 200 428	<b>26 200 428</b>		26 200 428	<b>26 200 428</b>
04	Rapatriés		38 000 000	<b>38 000 000</b>		38 000 000	<b>38 000 000</b>
Totaux			<b>1 117 381 778</b>	<b>1 117 381 778</b>		<b>1 117 381 778</b>	<b>1 117 381 778</b>

## DÉPENSES DE PERSONNEL

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

Les dépenses de personnel figurent dans le programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ».

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS  
À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>1 044 015 324</div>		<div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>1 003 152 436</div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	AE demandées pour 2009	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	Total des CP demandés pour 2009	Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
18 220 786	1 117 381 778	0	1 117 381 778	1 117 381 778	0
					Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(9)
					0
					Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009
					(10)
					0
					Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **
					(11) = (8) - (9) - (10)
					0

\* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

\*\* Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01 : Prévention de l'exclusion

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		64 874 970	<b>64 874 970</b>
Crédits de paiement		64 874 970	<b>64 874 970</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	50 000 000	50 000 000
Transferts aux autres collectivités	14 874 970	14 874 970

Les dispositifs financés par cette action se décomposent comme suit :

**Les allocations et prestations d'aide sociale versées aux personnes âgées et aux personnes handicapées : 50 M€ (AE = CP)**

Les allocations et aides sociales relevant de cette sous-action sont versées aux personnes âgées et aux personnes handicapées sans domicile fixe. Le nombre de bénéficiaires de ces prestations est faible et en diminution constante notamment pour les personnes handicapées.

Les allocations et aides sociales versées aux personnes âgées sont constituées :

- d'une allocation simple d'aide sociale à domicile dont le montant est égal à taux plein, au montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, versée à des personnes sans droit à une pension de retraite. Le nombre de bénéficiaires est estimé, pour 2009, à 216. Le montant mensuel moyen de l'aide qui devrait leur être versée est de 626 euros. Le besoin de financement pour 2009 est donc estimé à **1,6 M€**
- de la prise en charge de frais de séjour en établissement d'hébergement de personnes âgées sans domicile fixe et du versement d'allocation compensatrice de tierce personne. Le nombre de bénéficiaires (estimé à 2 650 personnes pour 2009) est en diminution en ce qui concerne l'hébergement mais en très forte augmentation pour les prestations relatives à l'aide ménagère, aux frais de repas et à la participation APA. Le coût moyen mensuel devrait être de 968 euros (pour 932 euros en 2008). Le montant des besoins pour 2009 atteint ainsi la somme de **30,8 M€**, soit un montant légèrement majoré par rapport à 2008 pour prendre en compte l'évolution du coût de l'hébergement.

Les allocations et aides sociales versées aux personnes handicapées sont constituées :

- d'une allocation différentielle qui garantit aux personnes handicapées bénéficiaires, la conservation des droits acquis au titre de la législation, antérieure à la loi d'orientation n° 75 834 du 30 juin 1975. Le nombre de bénéficiaires de cette allocation résiduelle est, estimé à 476 bénéficiaires en 2008, pour 599 bénéficiaires en 2007. Le montant moyen de cette aide devrait être en 2009 de 268 euros par mois. Le montant des besoins pour 2009 est donc estimé à **1,53 M€**
- de la prise en charge de frais de séjour en établissement d'hébergement pour personnes handicapées sans domicile fixe et du versement de l'allocation compensatrice de tierce personne pour un coût moyen mensuel en 2009 de 1.537 € par mois.

Le nombre de bénéficiaires est estimé à 871 pour 2008 (958 en 2007). Le montant des besoins pour 2009 est estimé à **16,06 M€**

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Le montant global des crédits demandés pour le financement, en 2009, des allocations et aides sociales versées aux personnes âgées et handicapées pour 2009 est donc de 50 M€, contre 41,07 M€ en 2008. Cet abondement permet également d'intégrer les crédits jusqu' à présent retracés dans un fonds de concours à hauteur de 2 M€.

**Les dispositifs en faveur des jeunes : 12,04 M€ (AE = CP) dont 10,76 M€ pour les points d'accueil et d'écoute jeunes (PAEJ) et 1,28 M€ pour les autres actions d'insertion en faveur des jeunes les plus en difficulté.**

- Le montant affecté aux PAEJ en 2009 correspond au financement de 300 PAEJ ou antennes existants à hauteur de 35 860 € en moyenne par structure, comme en 2008.

Ce financement de l'État équivaut environ à un tiers du budget global des PAEJ, les deux autres tiers étant à la charge principalement des collectivités territoriales. Le seuil de viabilité d'un PAEJ est de 100 000 €, celui d'une antenne de 30 000 €.

- Les autres actions jeunes seront financées, en 2009, à hauteur de 1,28 M€. Ces actions interpartenariales, dans lesquelles les crédits d'État jouent un rôle de levier, sont destinées aux jeunes les plus en difficulté et les plus éloignés de l'emploi pour des raisons qui peuvent tenir à la santé (ex addictions), à l'errance...

**Actions en faveur des gens du voyage, actions de lutte contre l'illettrisme, domiciliation : 2,83 M€ (AE = CP)**

Ces crédits permettent aux services déconcentrés de soutenir des initiatives associatives de terrain.

Les actions menées ont notamment pour objectif de lutter contre l'exclusion de la population des gens du voyage, fortement discriminée, notamment en favorisant la pré-scolarisation et la scolarisation des enfants, l'accès aux droits, la médiation, la formation des intervenants ou l'orientation de ces publics vers des formations adaptées ; 2,47 M€ sont prévus à ce titre pour 2009.

Les actions de lutte contre l'illettrisme conduites par les services déconcentrés viennent en soutien des initiatives associatives de terrain et en lien avec l'ANLCI ; pour 2009, 0,36 M€ sont prévus pour ces actions.

Ces actions visent également à soutenir la mise en œuvre des dispositions relatives à la domiciliation prises dans le cadre de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (article 51).

## ACTION n° 02 : Actions en faveur des plus vulnérables

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		988 306 380	<b>988 306 380</b>
Crédits de paiement		988 306 380	<b>988 306 380</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	15 127 558	15 127 558
Transferts aux autres collectivités	973 178 822	973 178 822

Les interventions financées par cette action sont les suivantes :

**La veille sociale : 43 350 725 € (AE = CP)**

La veille sociale recouvre les missions remplies par les plates-formes de veille sociale : n° vert sans abri " 115 ", samu sociaux et autres équipes mobiles, accueils de jour et services d'accueil et d'orientation (SAO). La veille sociale permet de réaliser le premier contact et le premier accueil des personnes sans abri, de leur procurer des aides matérielles (douche, vestiaire, restauration...) et une orientation vers un hébergement.

Une enquête DGAS réalisée en 2005 et actualisée en 2007 permet de connaître le nombre et le coût moyen annuel pour l'État en 2007 de chaque type de structures faisant partie des plates-formes de veille sociale :

- une équipe mobile coûte à l'État en moyenne : 94 029 €. Il en existe 134 sur l'ensemble du territoire ;
- un accueil de jour coûte à l'État : 75 347 €. Il en existe 288 ;
- un service d'accueil et d'orientation : 80 582 €. Il en existe 103 ;
- une équipe d'écouterants "115" : 158 000 €. Il existe une équipe d'écouterants 115 par département.

Une partie des dépenses de l'État s'impute sur l'enveloppe CHRS, une autre sous forme d'emplois aidés. Par ailleurs, ces structures bénéficient d'un cofinancement apporté par les collectivités.

La mise en œuvre des mesures récentes sur l'hébergement (plan triennal d'avril 2006, PARSA, plan « Pinte », loi DALO) peut avoir des effets sur le dispositif de veille sociale qu'il conviendra d'observer attentivement. Cette observation permettra d'apprécier les évolutions à apporter aux services concernés. Toutefois, pour combler des lacunes persistantes sur certains points du territoire dans les services qui vont au devant des personnes les plus exclues, il apparaît nécessaire de renforcer les équipes mobiles par la création de 25 équipes supplémentaires. Le coût de ce renforcement s'élève à 2 350 725 €, soit 94 029 € en moyenne par équipe. Il explique la progression de ce poste de dépenses par rapport à la LFI 2008.

#### **L'hébergement d'urgence : 234 221 240 € (AE = CP)**

La dotation 2009 amorce une évolution sensible dans la constitution du parc d'hébergement, arrêtée dans le cadre du budget pluriannuel 2009-2011. Elle permet :

- le financement de 9 045 places d'hébergement d'urgence à 12 300 € la place, soit 111 253 500 € ; à noter, d'une part, que le coût moyen par place intègre le financement d'un accompagnant pour 20 places d'hébergement (soit 1900 € par place) décidé en 2008 conformément aux préconisations formulées par le député Etienne Pinte dans son rapport « pour une relance de politique de l'hébergement et de l'accès au logement » et, d'autre part, que 674 places sont transformées en places de CHRS en 2008 dans le cadre des suites du PARSA ;
- le financement de 3 698 places de stabilisation hors CHRS à 13 800 € la place, soit 51 032 400 €. Sur les 4 298 places de stabilisation hors CHRS existantes au 31 décembre 2007, 600 seront transformées à raison de 300 places en résidences sociales avec accompagnement (un accompagnant pour 20 places en résidence sociale, soit 15\*38 000 € = 570 000 €) et de 300 places en maisons-relais ;
- le financement de 5 000 places hivernales à 3 250 € la place pour 5 mois, soit 16 250 000 € ;
- le financement de 9 152 nuits d'hôtel à 6 023 € par an, soit 55 122 496 €. Le développement des capacités d'accueil des structures d'hébergement permettra de réduire le recours aux nuitées d'hôtel, générant une économie de 3 914 950 € dont une partie est redéployée au profit de l'intermédiation locative (cf. ci-dessous).

#### **Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale : 576 567 789 € (AE = CP)**

La dotation permet de financer :

- 37 467 places en métropole, soit les 36 793 places existantes au 31 décembre 2007, auxquelles s'ajoutent 674 places d'hébergement d'urgence transformées dans le cadre des suites du PARSA ;
- 427 places dans les DOM.

Le coût moyen par place sera, en 2009, de 15 195 € en métropole et 16 965 € outre-mer.

#### **L'aide aux organismes qui logent temporairement des personnes défavorisées (ALT) et l'intermédiation locative : 44 218 300 € (AE = CP) dont 41 656 000 € pour l'ALT et 2 562 300 € pour l'intermédiation locative.**

L'ALT est financée à parité par l'État (50%) et les organismes de protection sociale (CNAF : 48% et MSA : 2%) et liquidée par les Caisses d'allocations familiales.

Ces crédits recouvrent :

- d'une part, l'aide aux organismes logeant à titre temporaire des personnes défavorisées (ALT1) : le nombre d'organismes conventionnés à l'ALT en 2007 est de 1689, dont 1 389 associations et 300 organismes divers, essentiellement des CCAS. En 2007, les crédits ont permis de mobiliser 27 688 logements (enquête CNAF), dans leur grande majorité à l'année. 102 000 ménages ont bénéficié de cette aide. L'aide attribuée aux organismes est destinée à couvrir le loyer et les charges (au moins partiellement). Elle est forfaitaire, selon un barème variant en fonction de la taille du logement et de son implantation (3 zones). En application de l'article R 851-5 du code de la Sécurité sociale,

ce barème mensuel est fixé par arrêté conjoint des ministres de la sécurité sociale, du budget et du logement. La fourchette, pour 2009, ira de 225,92 € par mois pour une chambre individuelle en zone 3 à 409,74 € pour un logement de plus de 5 pièces en zone 1 (forfait charges inclus).

- d'autre part, l'aide aux communes gérant des aires d'accueil des gens du voyage (ALT2) : l'aide est forfaitaire et varie en fonction du nombre d'emplacements installés. L'évaluation des besoins pourra être ajustée en fonction du rythme effectif de montée en charge du dispositif dans le cadre des schémas départementaux d'accueil des gens du voyage (4 622 en 2005, 11 112 en 2007, prévision : 13 460 en 2008) Le montant forfaitaire est en 2008 de 132,45€ par mois, par emplacement, 50% étant à la charge de l'État.

En 2009, les moyens affectés à l'ALT seront de 41 656 000 €.

Conformément aux recommandations établies en janvier 2008, issues de la Mission confiée à Monsieur Etienne Pinte, député, ce programme est abondé à hauteur de 2 562 300 €, au titre de l'intermédiation locative. Celle-ci permet d'aider des associations ou des organismes de logement social à prendre à bail des logements du parc privé et à les sous-louer à un tarif social à des ménages défavorisés, notamment des ménages prioritaires DALO. Il est prévu de mobiliser 300 logements en 2009 au coût de 8541 € par logement (selon l'estimation de l'ANAH), soit au total 2 562 300 €. La dépense couvrira le différentiel de loyer entre un loyer social et le prix du marché (pour environ les trois-quarts de son montant), ainsi que des charges de fonctionnement pour les opérateurs, la prospection de logements et l'accompagnement des ménages bénéficiaires. Cette mesure est la contrepartie de la diminution de la capacité en chambre d'hôtels au titre de l'hébergement d'urgence, à raison de 650 places en 2009 (cf. ci-dessus).

#### **L'aide alimentaire et secours d'urgence : 15 127 558 €(AE = CP)**

5 127 558 € seront délégués aux DRASS et DDASS comme en 2008 pour la mise en œuvre locale de l'aide alimentaire : conservation des produits dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire, traçabilité, comptabilité matière, accueil et accompagnement du public bénéficiant de cette aide, achats complémentaires, transport, actions socio-éducatives...

10 000 000 € supplémentaires seront mis à disposition des grands réseaux associatifs de distribution d'aide alimentaire désignés par le Gouvernement (Fédération Française des banques alimentaires, Secours populaire, Restaurants du cœur, ANDES, Croix-Rouge). Ces crédits supplémentaires, qui transiteront par l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (France AgriMer qui résulte de la fusion de 5 offices agricoles à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009) chargé d'élaborer les appels d'offre alimentaire, permettront de compléter les denrées financées par le programme européen d'aide alimentaire par des produits à base de viande, poisson, fruits et légumes, dont l'étude ABENA en 2006 a montré que les bénéficiaires de l'aide alimentaire n'en consommaient pas suffisamment. Le projet de loi de finances pour 2009 prévoit donc un abondement de ce programme pour soutenir l'action de ces grands réseaux associatifs de distribution d'aide alimentaire. Cet abondement de 10 000 000 € montre l'engagement fort du Gouvernement pour assurer un financement pérenne de l'aide alimentaire, cet abondement important étant d'ores et déjà intégré dans la programmation pluriannuelle sur la période 2009 – 2011.

L'ensemble de ces financements contribue à assurer la mise à disposition d'une aide alimentaire à environ 3 millions de bénéficiaires se traduisant par la fourniture d'environ 700 millions de repas par an.

#### **L'action sociale en faveur des personnes prostituées ou en situation de risque : 2 100 000 €(AE = CP)**

Il s'agit d'une mission propre de l'État (article 121-9 du CASF) qu'il réalise par le biais de subventions versées à des associations spécialisées. L'ampleur des actions menées varie fortement suivant l'importance du phénomène dans le département. Les sommes attribuées permettent selon les cas d'organiser des actions ponctuelles à visée de sensibilisation et de prévention (location de salles, prestation d'intervenants), ou des actions plus régulières de contacts et d'aide aux personnes prostituées (temps partiel d'intervenant social, véhicule, local d'accueil).

Le montant des subventions versées va de quelques milliers d'euros pour une action très ponctuelle à 145 000 € pour des actions régulières avec salariés dans un département très urbanisé.

Les services pérennes et professionnalisés sont passés en 2007 sous statut CHRS et émargent désormais dans l'unité de budgétisation correspondante.

**Les dispositifs développant des modes de logement adaptés : 59 720 768 € (AE=CP) dont 53 996 272 € (AE=CP) pour les maisons-relais et 5 724 496 € (AE=CP) pour l'aide à la gestion locative sociale (AGLS).**

- **Les maisons-relais**, concept de logement adapté, associent des logements privatifs et des locaux collectifs en offrant un cadre de vie convivial et chaleureux notamment grâce à la présence quotidienne d'un hôte. Elles permettent une réadaptation à la vie sociale et visent à faire retrouver à des personnes, jusque là en situation de grande exclusion, tous les aspects de la citoyenneté. La dépense prise en charge par ces crédits est la participation au financement du fonctionnement se traduisant par le financement d'un hôte (ou d'un couple d'hôtes) dont le montant est passé à 16 € par jour et par place au 1er janvier 2007. L'objectif annoncé par le Plan de cohésion sociale (PCS) et par le Plan d'action renforcé en faveur des sans abri (PARSA) est, au total, de 12 000 places. La loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 (article 83) a été modifiée en conséquence par la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable pour poursuivre le financement de ce programme jusqu'en 2009.

**Pour 2009, conformément aux préconisations de la « Mission Pinte » précitée, 53 996 272 € sont affectés au fonctionnement des maisons relais. La répartition des crédits se décompose de la manière suivante :**

- 33 796 080 € affectés aux 5 787 places financées au 31 décembre 2007 au tarif de 16 €/jour ;
- 15 090 560 € affectés aux 2.584 places créées en 2008 au tarif de 16 €/jour ;
- 5 109 632 € affectés à la création de 3629 places au tarif de 16 €/jour sur 88 jours en 2009 impliquant un effet report sur 2010 de 9 mois

- **L'aide à la gestion locative sociale (AGLS)** est une aide mise en œuvre par l'État pour aider les gestionnaires de résidences sociales (nouvelles ou issues de la transformation soit d'un foyer de jeunes travailleurs soit d'un foyer de travailleurs migrants dans le cadre du plan de traitement des FTM) à mettre en place des réponses adaptées aux besoins des populations accueillies (personnes en difficulté d'insertion). Son montant plafond annuel est fonction d'un barème lié au nombre de logements de la résidence sociale : 11 500 € pour moins de 50 logements, 19 000 € entre 50 et 100 logements et 22 500 € pour plus de 100 logements.

Pour 2009, le montant inscrit en LFI pour l'AGLS est de **5 724 496 €**

**Insertion et Accompagnement Social (IAS) : 13 000 000 € (AE = CP)**

En 2009, les crédits insertion et accompagnement social financeront principalement l'appui social individualisé (ASI) à hauteur de 9,4 M€ et les actions d'adaptation à la vie active (hors CHRS) à hauteur de 3,6 M€.

Le dispositif ASI a fait l'objet d'un repositionnement en 2007 (circulaire du 12 mai 2007) qui s'est accompagné du lancement d'un programme actions exemplaires fin 2007 et de la mise en œuvre de plans d'actions stratégiques par les services déconcentrés des affaires sanitaires et sociales pour la répartition des crédits 2008.

A partir de 2009, le dispositif d'Appui social individualisé (ASI) est supprimé progressivement en cohérence avec la mise en place de mesures d'accompagnement global et personnalisé des personnes en difficulté professionnelle et sociale, suite aux travaux du Grenelle de l'insertion et de la généralisation du RSA. Un travail avec les différents partenaires va être mené pour que la continuité des actions soit assurée et le savoir faire des opérateurs capitalisé. Les crédits ASI 2009 doivent permettre d'assurer cette transition.

Les crédits d'insertion d'accompagnement social (IAS) consacrés aux CAVA correspondent au financement total ou partiel de structures de mise au travail de publics très désocialisés, non susceptibles d'intégrer une structure d'insertion par l'activité économique. Ces CAVA ont vocation à terme à être intégrés dans le cadre juridique des CHRS et à être financés à ce titre.

Les crédits 2009 permettront le financement des actions suivantes :

- mesures ASI : 11 750 mesures (coût moyen d'une mesure : 800 €) pour financer la poursuite des actions exemplaires et la transition avec le nouveau cadre d'intervention des actions d'accompagnement vers l'emploi des publics très éloignés de l'emploi (conventions pluriannuelles, personnes entrées dans le dispositif en 2008).
- centres d'adaptation à la vie active : 3,6 M€ correspondant au financement total ou partiel de 26 structures qui ont vocation à relever à terme des CHRS.

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ACTION n° 03 : Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		26 200 428	<b>26 200 428</b>
Crédits de paiement		26 200 428	<b>26 200 428</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 000	2 000
Subventions pour charges de service public	1 679 620	1 679 620

Il est prévu une subvention pour charges de service public à l'Institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales (IFCASS) de Dieppe d'un montant de 1,68 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement. Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie " Opérateurs " du projet annuel de performances.

Un montant de 2 000 € est inscrit au titre des frais de justice du programme.

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	24 518 808	24 518 808

Les dépenses d'intervention concernent :

## L'ingénierie, l'animation et l'expérimentation d'outils : 10,61 M€(AE = CP)

- Ces crédits permettent de financer le **soutien financier aux têtes de réseaux intervenant dans le domaine de la lutte contre les exclusions ou dans un cadre d'intervention sociale** afin de maintenir ou de restaurer du lien social. 81 associations sont subventionnées pour un montant de **8 789 387 € (AE = CP)**. 42 conventions pluriannuelles d'objectifs ont été conclues dans ce cadre avec les organismes têtes de réseau.

- Ces crédits permettent également de financer des **actions d'animation, d'évaluation d'impact des politiques publiques menées et d'élaboration d'outils de gouvernance : 1 400 000 €(AE = CP)**

La mesure de la performance appelle un suivi quantitatif et qualitatif des dispositifs de lutte contre l'exclusion. Il convient de procéder à des mesures périodiques de leur mise en œuvre et de l'effet qu'ils produisent tant sur les publics que sur l'offre globale de prise en charge proposée sur le territoire. Les différents outils qui seront financés dans ce cadre concernent l'incitation au développement de formules de coopération, l'appui à la réalisation de schémas, le développement de la participation des usagers, notamment.

Une partie de ces crédits (700 000 €) permettra également la mise en place de 23 nouvelles chartes territoriales de cohésion sociale qui sont un outil privilégié de la territorialisation des politiques publiques. Elles ont pour objectif de mettre en cohérence sur les territoires les dispositifs d'action sociale mis en place par l'État et ses partenaires locaux, notamment les collectivités locales. Le coût unitaire moyen d'aide à l'ingénierie (diagnostic territorial, plan d'action des chartes) s'élève à 30.000 euros par charte.



- Enfin ces crédits concernent **le soutien financier aux fédérations locales des centres sociaux : 426 857 € (AE = CP)**

Les crédits attribués aux fédérations régionales et départementales des centres sociaux sont destinés à soutenir la mission confiée par la DGAS à la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) qui est d'accompagner la démarche de développement des centres sociaux en termes de croissance du parc des équipements et d'amélioration de leur qualité. Ces crédits sont ainsi consacrés au soutien, à la structuration et au fonctionnement des fédérations locales mais également à la réalisation de missions prioritaires et au développement d'actions ou projets spécifiques. C'est ainsi que le réseau fédéral de la FCSF est soutenu dans sa mission d'accompagnement et de qualification des centres sociaux : aide à la définition du projet social, appui au diagnostic, aide méthodologique, développement de l'ingénierie de formation des acteurs bénévoles et professionnels responsables des centres sociaux, maillage territorial, mobilisation des habitants. Cet appui agit sur la capacité des centres sociaux à intervenir dans la mise en œuvre des politiques de prévention, de lutte contre les exclusions et les discriminations. 15 régions pourvues de fédérations locales perçoivent ces crédits.

La subvention moyenne s'établit à 28 457 € par centre. Elle est calculée en fonction du nombre de centres sociaux reconnus et agréés par la FCSF, des crédits ouverts en LFI, soit 426 857 €, et du nombre de régions concernées (15).

**La contribution au fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) : 10 973 890 € (AE = CP)**

Dans le cadre du dispositif interministériel du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), la DGAS finance 1 488 postes qui constituent des aides au projet associatif par l'emploi de professionnels qualifiés. Ceux-ci font l'objet de co-financements au niveau local, contribuant à l'animation de territoires notamment par les centres sociaux et les foyers de jeunes travailleurs. Les actions entreprises constituent des interventions concourant à la prévention de l'exclusion et au maintien d'actions dans les domaines spécifiques tels que l'insertion des bénéficiaires de minima sociaux, l'insertion et l'autonomie des jeunes, le logement des plus démunis, le développement de la vie sociale dans un quartier ou en milieu rural, les points d'appui à la vie associative.

Ces crédits permettront de financer 1488 postes à hauteur de 7 371 € par poste.

La dotation intègre une économie à hauteur de 202 postes en 2009, ainsi qu'une baisse des coûts de gestion à raison de 10 € par poste.

**La qualification en travail social : 2 708 674 € (AE = CP)**

La qualification en travail social recouvre des actions de développement des ressources pédagogiques nationales et d'appui au développement de l'emploi social, dont :

- des actions de soutien et partenariat (soutien financier aux associations représentatives du secteur, notamment têtes de réseau),

- des actions de recherche et d'expérimentation dans le champ du travail social. Un des axes prévus par les orientations pour les formations sociales 2007-2009 prévoit le soutien au développement de plates-formes régionales et de pôles ressources pour favoriser la mutualisation des ressources pédagogiques (humaines, matérielles et de réseaux), permettre une meilleure articulation formation/recherche, accroître les activités de recherche des établissements de formation. Ce dispositif démarrant à la suite d'un appel à projet a été mis en œuvre en 2008 et se poursuivra en 2009 pour :

- des actions de professionnalisation (2 300 personnes en 2007).

- des actions d'animation et partenariats locaux permettant de faciliter ou accompagner la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux et dynamiser les partenariats (journées de réflexions sur l'apprentissage, le développement des sites qualifiants, ...).

Elle recouvre également :

le versement de la subvention au centre national de formation des enseignants intervenant auprès des déficients sensoriels de Chambéry – CNFEDS (125 personnes formées en 2007).

La dotation intègre une économie de 0,5 M€ en 2009.

**Les investissements dans les établissements de formation en travail social : 220 000 € (AE = CP)**

Ce montant correspond à des reliquats des contrats de plan État / Région 2000-2006.

**Frais de justice : 2000 € (AE=CP)**

**ACTION n° 04 : Rapatriés**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		38 000 000	<b>38 000 000</b>
Crédits de paiement		38 000 000	<b>38 000 000</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	38 000 000	38 000 000

Les crédits d'intervention de cette action recouvrent les dépenses suivantes :

**Désendettement des rapatriés réinstallés : 12,3 M€**

L'ensemble des dossiers des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée reconnus éligibles au dispositif du décret du 4 juin 1999 (723 dossiers éligibles sur 3145 demandes) a fait l'objet d'un examen par la commission nationale de désendettement (CNAIR) qui s'est achevé en 2008. Sur ce total, 225 dossiers ont donné lieu au paiement d'une aide de l'Etat, pour un montant global de 14,65M€, le versement de 10,4M€ étant encore prévu sur 2008.

S'agissant des dossiers reconnus éligibles mais n'ayant pu aboutir à un plan d'apurement, le Gouvernement a demandé qu'un réexamen soit diligenté en 2008, dans le cadre du droit de réformation ouvert par l'article 12 du décret du 4 juin 1999.

A ce titre, et sans préjuger de l'issue de ces réexamens en cours (302 dossiers), la dotation initiale 2009 a été prévue à **10 M€** auxquels pourraient, toutefois, s'ajouter le règlement de dossiers finalisés en 2008 mais non réglés sur l'exercice, ainsi que de secours exceptionnels qui seraient accordés par les préfets pour sauvegarder des toits familiaux, en vertu du décret du 23 mars 2007.

D'autre part, l'entrée en vigueur de la LOLF en 2006, a conduit à rattacher aux budgets opérationnels des charges qui étaient précédemment imputées au budget des charges communes. Il en est ainsi, pour l'action rapatriés, de dettes contractées au titre de bonifications d'intérêts, de remises de prêts ou de la mise en jeu de la garantie de l'Etat sur des emprunts de réinstallation pour **0,7 M€** et la prise en charge de cotisations retraites (MSA, CNAV, ORGANIC, CNBF) pour **1,6 M€**

*Ces dépenses constituent un transfert aux ménages*

**Allocation de reconnaissance et aux orphelins (Articles 6 et 9 de la loi du 23 février 2005) : 22, 2 M€**

Depuis 2003, les harkis et leur veuves, âgés de 60 ans et plus (12 385 personnes) domiciliés dans un État de l'Union européenne bénéficient d'une allocation de reconnaissance indexée (au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année) sur l'indice des prix à la consommation.

Dans le cadre de la loi du 23 février 2005, les bénéficiaires ont pu opter pour :

une allocation portée de 1830€ à 2800€ € par an ;

pour le maintien de l'allocation à son taux précédent avec versement d'un capital de 20.000 €;

- pour une sortie en capital de 30.000 €.

Les options en capital (20.000 € et 30.000 €) des bénéficiaires de la loi ont été réglées entre 2005 et 2007.

Les montants actualisés au 1<sup>er</sup> octobre 2007, s'élèvent à 2940 € pour la rente revalorisée et 1951€ pour la rente maintenue; une actualisation devrait intervenir en octobre 2008.

Compte tenu de ces éléments, la prévision de dépense pour 2009 s'établit comme suit :

Option 1 (rente revalorisée) : 680 bénéficiaires\*2940 = 1 999 200€

Option 2 (rente maintenue) : 4900 bénéficiaires\*1951 = 9 559 900€

Le montant prévisionnel est donc de 11 559 100 €, mais compte tenu du versement à termes échus, le report des arrérages revalorisés au 1er octobre du 4ème trimestre (2008 sur 2009 et 2009 sur 2010) conduit une dépense globale pour 2009 de **12 M€**

Le versement de cette allocation est financé sur avance remboursable du CAS pensions imputée sur le programme 743 "pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions".

La loi du 23 février 2005 a également prévu, sous certaines conditions, le versement aux orphelins d'anciens supplétifs d'un capital de 20.000 € par fratrie.

Il a été prévu de servir cette allocation en 2008 et 2009, selon l'année de naissance de l'ancien supplétif décédé. 2150 demandes ont été déposées avant la date limite du 18 mai 2007, sur lesquelles 1480 ont été reconnues éligibles dont 970 au titre de 2008 et 510 au titre de 2009.

Les attributions afférentes aux droits ouverts au titre de 2008 sont actuellement en cours d'instruction et de paiement.

Compte tenu des éléments qui précèdent, l'estimation de dépense 2009 à ce titre s'établit à **10,2 M€**

*Ces dépenses constituent un transfert aux ménages*

#### **Plan Harkis : 3,5 M€**

La politique en faveur des harkis et de leurs familles comporte - outre l'allocation de reconnaissance et l'allocation aux orphelins cités plus haut - des aides au logement, des actions en faveur de l'insertion professionnelle des enfants et des actions diverses à caractère social.

Le dispositif d'aide au logement, mis en place par la loi du 11 juin 1994, a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2009 par la loi du 23 février 2005. Il comprend trois mesures: une aide à l'amélioration de l'habitat pouvant atteindre 7622 €, une aide à l'acquisition de la résidence principale d'un montant de 12.196 €, une aide exceptionnelle au titre du désendettement immobilier. Sur la base des demandes observées sur les exercices antérieurs, une décroissance du besoin est anticipée qui conduit à une dépense sur 2009 estimée à **1 M€**

S'agissant de l'insertion professionnelle, le Président de la République a demandé qu'un plan national ambitieux soit engagé dès 2008, en vue de placer les enfants de harkis, vis-à-vis de l'accès à l'emploi, dans une situation identique à celle de l'ensemble des demandeurs d'emploi. A ce titre seront engagés des crédits permettant l'octroi de bourses et d'aides à la formation professionnelle et la mise en place d'un dispositif d'accompagnement renforcé vers l'emploi associant acteurs publics, organisations professionnelles et agents économiques concernés; **1,8 M€** sont prévus à ce titre.

A ces mesures doivent être ajoutées le versement de l'aide spécifique au conjoint survivant des harkis décédés (**0,5 M€**) et des aides et secours divers délivrés par les préfets (**0,2 M€**).

*Ces dépenses constituent un transfert aux ménages.*

#### **Remboursement article 46 :**

Aucun financement n'est prévu à ce titre en raison du règlement du solde des dossiers sur l'exercice 2008.

## Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables

Programme n° 177 OPÉRATEURS

## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			1 679 620	1 679 620	1 679 620	1 679 620
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)						
<b>Totaux</b>			<b>1 679 620</b>	<b>1 679 620</b>	<b>1 679 620</b>	<b>1 679 620</b>

La subvention pour charges de service public d'un montant de 1,68 M€ concerne l'Institut de Formation aux Carrières Administratives, Sanitaires et Sociales (IFCASS) de Dieppe. Il s'agit d'une reconduction de ses crédits. Constitué sous forme de GIP, cet institut a pour mission de dispenser une formation en vue de préparer aux différents concours des trois fonctions publiques et aux carrières du domaine sanitaire et social. Cette formation est destinée en priorité aux jeunes originaires d'outre-mer. Elle peut également développer des activités de formation à destination des jeunes de l'agglomération dieppoise.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	43		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		49	49
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		47	47
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>		2	2

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS

### EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	"sous plafond"	"hors plafond"	Total	ETPT (1)	"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
IFCASS - Institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales de Dieppe		43				47	2	49		47	2	49
<b>Totaux</b>		<b>43</b>				<b>47</b>	<b>2</b>	<b>49</b>		<b>47</b>	<b>2</b>	<b>49</b>

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

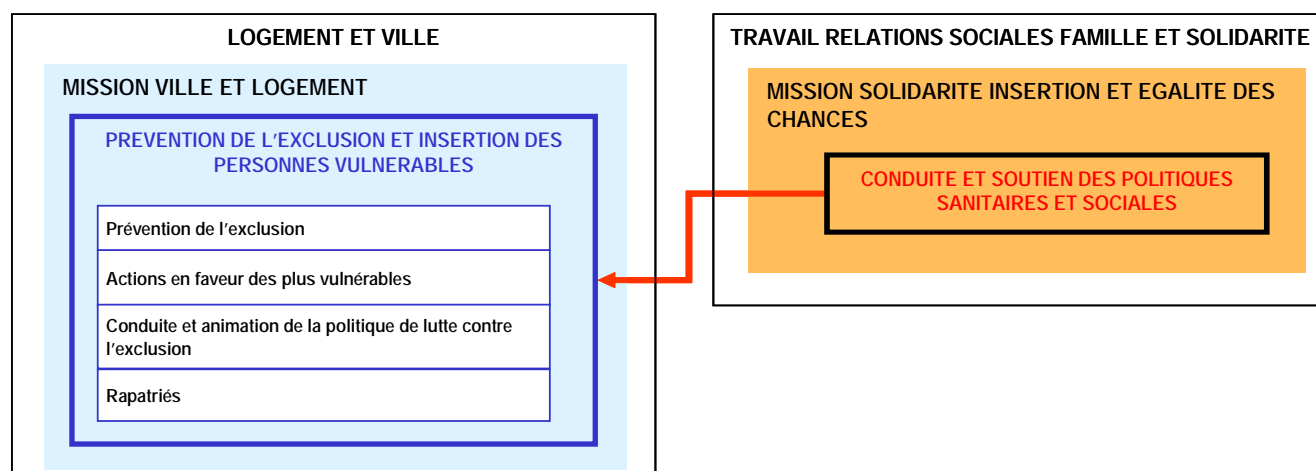
## Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

## SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Prévention de l'exclusion	64 874 970		+21 449 335	+86 324 305	+89 589 937
Actions en faveur des plus vulnérables	988 306 380		+87 463 837	+1 075 770 217	+966 054 690
Conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion	26 200 428		+45 842 615	+72 043 043	+46 642 979
Rapatriés	38 000 000		+1 296 559	+39 296 559	+53 606 638
<b>Totaux</b>	<b>1 117 381 778</b>		<b>+156 052 346</b>	<b>1 273 434 124</b>	<b>1 155 894 244</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-156 052 346</b>
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales (Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances »)	-156 052 346

**OBSERVATIONS****MODALITÉS DE VENTILATION DES DÉPENSES DU PROGRAMME**

Le présent programme bénéficie du soutien du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales » par la ventilation des dépenses des actions « gestion des politiques sociales » (sous action prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables), « statistiques, études et recherche », et « soutien de l'administration sanitaire et sociale », vers les actions du présent programme au prorata des ETPT travaillés par programme des différentes politiques sanitaires et sociales (sauf affectation directe de telle étude ou recherche).

Le personnel de la mission interministérielle aux rapatriés est imputé sur l'action « rapatriés ».

**Élaboration de la clé de déversement (ETPT)**

L'effectif des services déconcentrés représente plus de 80% de l'effectif du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ». Leur répartition par actions et sous-actions est donc prépondérante dans la détermination des clés de répartition du déversement. Cette répartition est estimée d'après les réponses apportées par les services déconcentrés à une enquête effectuée annuellement. La précision des réponses et leur nombre se sont significativement améliorés entre 2008 et 2009 expliquant en partie les écarts. La polyvalence des agents est très fréquente; ceux-ci contribuent à plusieurs sous-actions (notamment dans les services à faible effectif). Ce facteur entraîne une difficulté dans la détermination précise des fractions d'ETPT correspondant aux sous-actions qui s'ajoute à l'inconvénient d'une répartition très détaillée eu égard à la faiblesse de l'effectif dans certains services déconcentrés.

**COMMENTAIRE DES RESULTATS**

Le présent programme reçoit 16,27 % des crédits du programme « Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ». Le poids respectif des dépenses prévisionnelles complètes des actions du programme s'établit selon un ordre décroissant comme suit :

- 84,5% pour l'action « actions en faveur des plus vulnérables » ;
- 6,8% pour l'action « prévention de l'exclusion » ;
- 5,7 % pour l'action « conduite et animation de la politique de lutte contre l'exclusion » ;
- 3% pour l'action « rapatriés ».

**Éléments de comparaison LFI 2008/ PLF 2009**

La diminution des déversements entre les ventilations effectuées en PLF 2009 et celles effectuées en LFI 2008 est de 3,1 %. Elle est principalement justifiée par une diminution des ETPT de 6 %.





## PROGRAMME 147

**POLITIQUE DE LA VILLE**

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTINE BOUTIN, MINISTRE DU LOGEMENT ET DE LA VILLE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	58
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	60
Présentation du programme et des actions	65
Objectifs et indicateurs de performance	73
Justification au premier euro	83
Opérateurs	93
Analyse des coûts du programme et des actions	105

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Yves-Laurent SAPOVAL

Délégué interministériel à la ville et au développement social urbain

Responsable du programme n° 147 : Politique de la ville

Conformément aux préconisations formulées, en décembre 2007, par le Comité interministériel d'audit des programmes, les programmes « rénovation urbaine » et « équité sociale et territoriale et soutien » sont désormais regroupés, pour plus de cohérence, en un programme unique intitulé « Politique de la ville ».

Ce programme a pour objet l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers sensibles et investit à ce titre 5 champs prioritaires : emploi et activité économique, habitat et cadre de vie, réussite éducative, prévention de la délinquance et citoyenneté, santé.

Il est principalement mis en œuvre au plan local dans le cadre de contrats conclus entre l'État et les communes ou EPCI.

L'année 2007 avait été marquée par deux évolutions importantes pour la mise en œuvre de ce programme :

- la signature des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS), au nombre de 495 portant sur plus de 2 300 quartiers identifiés ;
- la mise en place opérationnelle de l'agence nationale pour la cohésion urbaine et l'égalité des chances (ACSÉ) qui, dès 2008, a pu ainsi mettre rapidement à disposition des acteurs locaux les moyens destinés à soutenir les programmes d'action des CUCS et renforcer le suivi des dispositifs spécifiques au service de ces contrats (PRE, adultes relais...).

Parallèlement, en 2008, la politique de la ville a connu une nouvelle dynamique avec le **plan espoir banlieues** dont les grandes orientations avaient été définies par le Président de la République dans son discours du 8 février 2008.

La finalisation opérationnelle de ce plan a été actée lors du comité interministériel des villes (CIV) du 20 juin 2008. Il prévoit, en plus de nombreuses mesures d'application immédiates, la **mobilisation** prioritaire et ciblée **des politiques de droit commun de tous les ministères concernés** : emploi, santé, éducation, justice, culture, intérieur, jeunesse et sports... Des plans d'action spécifiques pour les quartiers ont été validés avec des objectifs précis qui feront l'objet d'un suivi à un niveau interministériel. Un suivi particulier de la mise en œuvre de ces mesures dans les programmes d'action des CUCS sera effectué.

Le suivi du document de politique transversale (DPT) « ville » restera, par ailleurs, un élément fort de l'animation interministérielle.

En 2009, l'évaluation locale des CUCS devra permettre leur réorientation, pour concentrer les moyens sur les quartiers les plus en difficulté, conformément aux orientations arrêtées par le conseil de modernisation des politiques publiques.

Le renforcement de l'organisation territoriale de l'État se traduira également par la création dans le cadre du plan espoir banlieues de 350 postes de « délégués du préfet » qui, prolongeant l'expérience positive de quelques 230 délégués de l'État, auront pour mission de coordonner l'action des services de l'État dans les quartiers prioritaires, sous l'autorité directe du Préfet.

Le programme national de rénovation urbaine, mis en œuvre par l'agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU), vise à restructurer, dans un objectif de mixité sociale et de développement durable, les quartiers où le cadre bâti est le plus dégradé. Pour 2009 et les années suivantes, ses crédits inscrits jusqu'alors sur le programme « Rénovation urbaine » (202), seront essentiellement constitués d'une partie du produit de la participation des employeurs à l'effort de construction dans le cadre du recentrage des emplois du 1% logement sur les axes prioritaires de la politique du logement. Après 5 ans d'existence, la mission de l'ANRU évolue. Alors que l'ensemble des projets sera conventionné à la fin de l'année 2008, les enjeux actuels portent sur le cadrage final du programme, son suivi et son évaluation.

Il s'agira en 2009 de donner à lire de manière explicite l'ensemble du programme tel qu'il résultera des conventions signées et des projets locaux. La mise en œuvre des points d'étapes permettant de réexaminer les projets locaux à deux ans sera ainsi lancée en 2009, à la suite du travail expérimental mené en 2008.

Les modifications du règlement général de l'agence et du règlement financier ont apporté des progrès concernant la fluidité financière des opérations. Il s'agit aujourd'hui de s'assurer que les délais prévus soient bien respectés. La réflexion actuellement engagée sur la délégation élargie aux délégués territoriaux s'inscrit dans cette logique.

Par ailleurs, l'agence participera à la mise en œuvre du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés prévu par le projet de loi de mobilisation pour le logement et de lutte contre l'exclusion qui sera soumis au Parlement à l'automne 2008.

Quant aux mesures d'amélioration du cadre de vie issues de la dynamique « espoir banlieue » dans les champs de la mobilité et de la gestion urbaine de proximité, elles seront initiées dès le début de l'année 2009.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Renforcer la mixité fonctionnelle des territoires urbains prioritaires</b>
INDICATEUR 1.1	Écart entre la densité d'établissements exerçant une activité d'industrie, de commerce ou de services dans les ZFU et celle constatée dans les unités urbaines correspondantes
INDICATEUR 1.2	Écart entre l'évolution du nombre d'emplois salariés existants dans les ZFU et celui constaté dans les unités urbaines correspondantes
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Améliorer l'encadrement éducatif et les chances de réussite scolaire des élèves les plus en difficulté</b>
INDICATEUR 2.1	Évolution des chances de "réussite scolaire" des élèves des ZUS
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Développer la fonction de médiation dans les quartiers et soutenir l'innovation pour améliorer l'accès aux services publics</b>
INDICATEUR 3.1	Indice de satisfaction relatif aux interventions des adultes relais-médiateurs de ville
<b>OBJECTIF 4</b>	<b>Optimiser l'utilisation des fonds dédiés au programme, capitaliser les expériences et diffuser l'information</b>
INDICATEUR 4.1	Part des crédits consacrés aux quartiers prioritaires (hors compensation des allègements de charges sociales)
INDICATEUR 4.2	Part des associations subventionnées bénéficiant d'une subvention significative
INDICATEUR 4.3	Satisfaction de la demande d'informations sur les programmes et les actions expérimentales
<b>OBJECTIF 5</b>	<b>Améliorer la qualité de l'habitat pour les habitants des quartiers concernés par le PNRU et maintenir l'offre de logements sociaux dans le cadre du PNRU</b>
INDICATEUR 5.1	Taux de couverture des démolitions par des reconstructions
INDICATEUR 5.2	Respect de la programmation pour l'amélioration de l'habitat
INDICATEUR 5.3	Différentiel entre l'indice de satisfaction des habitants des ZUS quant à la qualité de l'environnement de leur logement et celui constaté dans les unités urbaines correspondantes
<b>OBJECTIF 6</b>	<b>Concentrer la mise en œuvre du programme de rénovation urbaine sur les secteurs les plus fragiles</b>
INDICATEUR 6.1	Part des crédits mobilisés pour la rénovation urbaine selon le niveau de priorité des zones à rénover
<b>OBJECTIF 7</b>	<b>Maîtriser le coût et les délais du programme national de rénovation urbaine</b>
INDICATEUR 7.1	Part des opérations programmées dont l'engagement est retardé
INDICATEUR 7.2	Évolution du coût moyen des opérations d'investissement financées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine
INDICATEUR 7.3	Taux d'engagement des programmations annuelles (en cumul)

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	<b>Prévention et développement social</b>			363 173 674	<b>363 173 674</b>	
02	<b>Revitalisation économique et emploi</b>	26 000 000		282 950 000	<b>308 950 000</b>	
03	<b>Stratégie, ressources et évaluation</b>	28 647 770	192 230	29 300 000	<b>58 140 000</b>	
04	<b>Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie (nouveau) (libellé modifié)</b>	5 000 000		9 000 000	<b>14 000 000</b>	
Totaux		<b>59 647 770</b>	<b>192 230</b>	<b>684 423 674</b>	<b>744 263 674</b>	

## 2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	<b>Prévention et développement social</b>			383 173 674	<b>383 173 674</b>	
02	<b>Revitalisation économique et emploi</b>	26 000 000		287 950 000	<b>313 950 000</b>	
03	<b>Stratégie, ressources et évaluation</b>	28 647 770	192 230	29 300 000	<b>58 140 000</b>	
04	<b>Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie (nouveau) (libellé modifié)</b>	5 000 000		9 000 000	<b>14 000 000</b>	
Totaux		<b>59 647 770</b>	<b>192 230</b>	<b>709 423 674</b>	<b>769 263 674</b>	

## 2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE RETRAITÉE)

## 2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	<b>Prévention et développement social</b>			340 289 968	<b>340 289 968</b>	
02	<b>Revitalisation économique et emploi</b>			375 400 000	<b>375 400 000</b>	
03	<b>Stratégie, ressources et évaluation</b>	15 830 000	200 000	27 000 000	<b>43 030 000</b>	
04	<b>Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie</b> (libellé modifié)			382 299 349	<b>382 299 349</b>	
Totaux		<b>15 830 000</b>	<b>200 000</b>	<b>1 124 989 317</b>	<b>1 141 019 317</b>	

## 2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	<b>Prévention et développement social</b>			367 489 968	<b>367 489 968</b>	
02	<b>Revitalisation économique et emploi</b>			382 200 000	<b>382 200 000</b>	
03	<b>Stratégie, ressources et évaluation</b>	15 830 000	200 000	27 000 000	<b>43 030 000</b>	
04	<b>Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie</b> (libellé modifié)			227 299 349	<b>227 299 349</b>	
Totaux		<b>15 830 000</b>	<b>200 000</b>	<b>1 003 989 317</b>	<b>1 020 019 317</b>	

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008 retraitée	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008 retraitée	Demandés pour 2009
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>		15 830 000	59 647 770		15 830 000	59 647 770
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		6 900 000	7 097 770		6 900 000	7 097 770
Subventions pour charges de service public		8 930 000	52 550 000		8 930 000	52 550 000
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>		200 000	192 230		200 000	192 230
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		150 000	144 170		150 000	144 170
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		50 000	48 060		50 000	48 060
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>		1 124 989 317	684 423 674		1 003 989 317	709 423 674
Transferts aux ménages		97 183 291	102 200 000		97 183 291	102 200 000
Transferts aux entreprises		723 195 349	250 000 000		542 995 349	250 000 000
Transferts aux collectivités territoriales		102 510 571	197 752 180		152 010 571	216 502 180
Transferts aux autres collectivités		202 100 106	134 471 494		211 800 106	140 721 494
<b>Totaux</b>		<b>1 141 019 317</b>	<b>744 263 674</b>		<b>1 020 019 317</b>	<b>769 263 674</b>

DÉPENSES FISCALES<sup>3</sup>

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (6)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
220101	<b>Exonération plafonnée à 61 000 € de bénéfice pour les entreprises qui exercent une activité en zone franche urbaine</b> Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 15 700 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1996 - Dernière modification : 2006 - CGI : 44 octies</i>	140	145	150
730216	<b>Taux de 5,5 % applicable aux logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers en rénovation urbaine</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 278 sexes-I-6</i>	100	100	110
220102	<b>Exonération plafonnée à 100 000 € du bénéfice réalisé par les entreprises qui exercent une activité dans une ZFU de troisième génération ou qui créent une activité dans une ZFU entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2011</b> Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 3 800 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2007 - CGI : 44 octies A</i>	35	35	35
420106	<b>Exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés exonérées d'impôt sur les sociétés qui exercent la totalité de leur activité dans les zones franches urbaines ou en Corse</b> Imposition forfaitaire annuelle <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (Corse)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1983 - Dernière modification : 2005 - CGI : 223 nonies</i>	5	5	5
960102	<b>Abattement de 1 500 € sur le montant de la taxe aux établissements situés dans les ZUS</b> Taxe d'aide au commerce et à l'artisanat <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (espaces urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 131 entreprises - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2000 - Dernière modification : 2008 - CGI : Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, article 68</i>	ε	ε	ε
320127	<b>Déduction d'une partie des versements effectués entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2007 dans le cadre de souscriptions en numéraire au capital des petites et moyennes entreprises situées dans les ZFU</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 217 sexdecies</i>	5	5	-
<b>Coût total des dépenses fiscales<sup>4</sup></b>		<b>285</b>	<b>290</b>	<b>300</b>

<sup>3</sup> Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

## Politique de la ville

Programme n° 147 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX, PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (6)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux, prises en charge par l'État, contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
080109	<b>Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZFU créées en 1996</b> Taxe professionnelle <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 20 600 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1996 - Dernière modification : 2006 - CGI : 1466 A-I quater</i>	36	36	37
080110	<b>Exonération en faveur des établissements existants ou créés dans les ZFU créées en 2003</b> Taxe professionnelle <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 7 500 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2006 - CGI : 1466 A-I quinquies</i>	19	21	22
080111	<b>Exonération en faveur des établissements existants ou créés entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2011 dans la première ou la deuxième ou la troisième génération de ZFU</b> Taxe professionnelle <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 700 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 1466 A-I sexes</i>	6	14	16
050104	<b>Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 2003</b> Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 3 000 entreprises et ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2006 - CGI : 1383 C</i>	6	7	8
050108	<b>Exonération en faveur des établissements existants ou créés entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2011 dans la première ou la deuxième ou la troisième génération de ZFU</b> Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 000 entreprises et ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 1383 C bis</i>	€	5	5
050103	<b>Exonération en faveur des immeubles situés dans les ZFU créées en 1996</b> Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (urbains)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 2 800 entreprises et ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1996 - Dernière modification : 2006 - CGI : 1383 B</i>	3	3	3
<b>Coût total des dépenses fiscales</b>		<b>70</b>	<b>86</b>	<b>91</b>

<sup>4</sup> Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« € »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

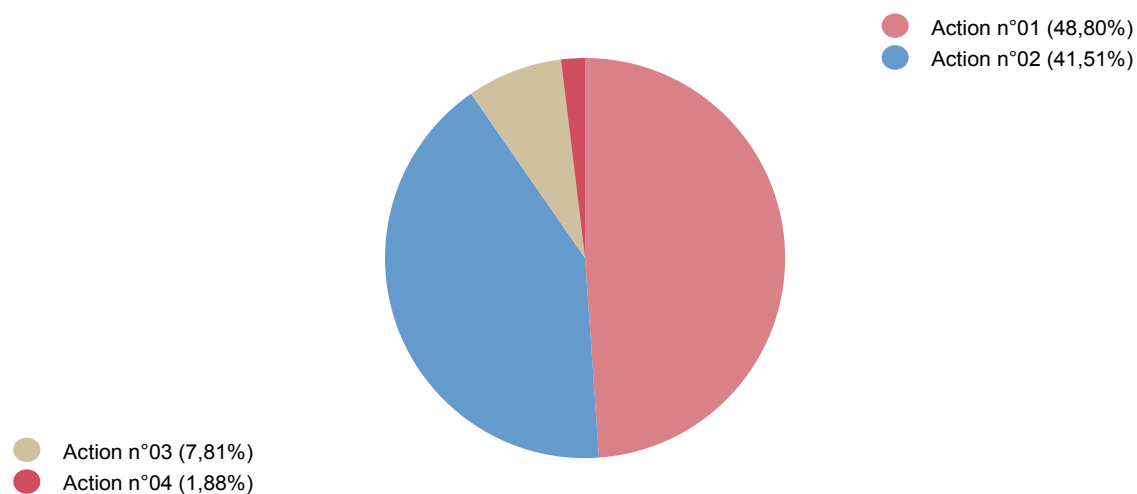


## PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Prévention et développement social	363 173 674	383 173 674
02	Revitalisation économique et emploi	308 950 000	313 950 000
03	Stratégie, ressources et évaluation	58 140 000	58 140 000
04	Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie (nouveau) (libellé modifié)	14 000 000	14 000 000
<b>Totaux</b>		<b>744 263 674</b>	<b>769 263 674</b>

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



## PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Conçus, à l'origine, comme des quartiers bénéficiant de toutes les fonctions nécessaires à une vie urbaine et souvent comme offrant une première étape dans le logement des ménages, les quartiers sensibles ont connu deux évolutions convergentes : d'une part, l'obsolescence de leur offre d'habitat a conduit à les spécialiser implicitement dans l'accueil de ménages à faibles ressources et/ou particulièrement vulnérables ; d'autre part, l'évolution et l'inadaptation des commerces et des services conçus à l'origine ont progressivement affaibli leur diversité fonctionnelle. Aujourd'hui, ces territoires présentent d'importants écarts par rapport à leur environnement tant d'un point de vue économique et social (chômage, échec scolaire, problèmes de santé, etc.) que du point de vue urbain (mono fonctionnalité des quartiers, médiocre qualité de l'habitat).

Le programme « politique de la ville » de la mission « Ville et Logement » vise à améliorer les conditions de vie dans les quartiers sensibles par deux types d'actions menées conjointement :

- rénover et mieux insérer ces quartiers dits « zones urbaines sensibles » (ZUS) dans la dynamique urbaine des agglomérations auxquelles ils appartiennent. A ce titre, le programme national de rénovation urbaine (PNRU) vise à renforcer la mixité sociale des plus dégradés parmi ces quartiers en renouvelant et diversifiant l'offre de logements, à mettre fin, en se conjuguant avec les mesures du plan « espoir banlieue », à l'enclavement physique des quartiers, à diversifier leurs fonctions urbaines (équipements pour l'accueil des services publics et privés, implantation d'activités économiques ou commerciales) et à mettre en place un environnement de qualité.

- réduire la vulnérabilité sociale et économique des habitants de ces quartiers. Le programme finance ainsi un processus d'adaptation et de dimensionnement de l'offre de services aux besoins de ces populations (accès aux droits, accès aux soins, lutte contre l'échec scolaire, etc.) et ce, notamment afin de les accompagner plus efficacement dans leurs démarches d'insertion professionnelle. Il soutient la création d'emplois et le développement économique au sein des quartiers concernés, notamment par la compensation d'exonérations de charges sociales. Il comprend des actions destinées à prévenir la délinquance et à favoriser la tranquillité publique et la citoyenneté, priorité pour des habitants dont l'exposition aux difficultés économiques et sociales accroît le sentiment d'insécurité. Il permet, en outre, la réalisation d'actions de lutte contre les discriminations.

Les moyens sont principalement mis en œuvre au plan local dans le cadre de contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) conclus entre l'État et les communes ou EPCI. Ces contrats, signés en 2007, sont d'une durée de trois ans reconductible après évaluation. Ils fédèrent les actions de l'ensemble des partenaires de l'État au service d'un projet portant sur cinq champs prioritaires (emploi et activité économique, habitat et cadre de vie, réussite éducative, prévention de la délinquance et citoyenneté, santé). C'est dans ce cadre que sont développés les différents outils spécifiques tels que les projets de réussite éducative ou les adultes relais. Les CUCS intègrent dans leur projet stratégique les opérations de rénovation urbaine.

Enfin, les moyens du programme sont, dans le cadre des CUCS, orientés vers les habitants des sites les plus en difficulté. Des quartiers prioritaires, déterminés en concertation avec les partenaires locaux, bénéficient de moyens renforcés.

### Acteurs et pilotage du programme

Le responsable de ce programme est le délégué interministériel à la ville et au développement social urbain.

Au niveau local, les préfets sont appuyés, en fonction des caractéristiques des territoires concernés par six préfets délégués à l'égalité des chances ou par les sous préfets chargés de la politique de la ville. En outre, 350 délégués du préfet à plein temps seront nommés en 2009. Les préfets, représentants de l'État, sont également les délégués territoriaux des deux établissements publics qui concourent principalement à la mise en œuvre du programme : l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE)

L'ANRU a été créée par la loi du 1er août 2003 afin de simplifier et d'accélérer les procédures de financement des opérations de rénovation urbaine en mutualisant les contributions financières de l'État, de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), de la Caisse de dépôts et consignations (CDC) et de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) au titre des bailleurs sociaux (USH). L'agence est au service des collectivités locales responsables des projets qui obtiennent dans le cadre de conventions pluriannuelles, une garantie de financement dans la durée pour la restructuration des quartiers en difficulté de leur territoire.

L'ACSE, créée par la loi n°2006-396 du 31 mars 2006 et mise en place courant 2007, est notamment chargée des opérations en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

En raison de la nature partenariale de cette politique, de nombreux acteurs locaux participent à sa mise en œuvre. Ainsi, les collectivités locales, les CAF, les bailleurs sociaux et les partenaires associatifs sont largement impliqués, chacun dans leurs compétences, dans la réalisation effective des objectifs du programme.

Ce programme participe au document de politique transversale consacré à la politique de la ville qui rend compte de la mobilisation de chacun des ministères concernés (emploi, santé, transports, éducation, sécurité, culture....). Enfin, les objectifs de ce programme mobilisent des moyens de l'Union Européenne.

#### **Les modalités de gestion et les opérateurs du programme**

Ce programme fait l'objet d'un budget opérationnel dont le délégué interministériel à la ville (DIV) est responsable.

La gestion d'une partie de ses crédits est confiée à l'ACSE et à l'ANRU, les deux opérateurs du programme.

Une partie des crédits restants sera confiée aux préfets de région en tant que responsables de budgets opérationnels de programmes locaux.

#### **Politique réglementaire et fiscale**

Le cadre du programme national de rénovation urbaine est celui fixé par la loi du 1er août 2003, la loi pour l'égalité des chances du 31 mars 2006, la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et la loi instituant le droit au logement opposable du 5 mars 2007.

Les dépenses fiscales rattachées à ce programme concernent d'une part, les exonérations attribuées aux entreprises dans le cadre des zones franches urbaines et d'autre part, l'attribution d'un taux réduit de TVA pour les logements en accession sociale à la propriété dans les quartiers de la rénovation urbaine.

L'année 2009 devrait également se caractériser par une réforme de la dotation de solidarité urbaine (DSU) exposée dans le document de politique transversale consacré à la politique de la ville et par la création d'une dotation de développement urbain.

#### **RÉCAPITULATION DES ACTIONS**

- ACTION n° 01 : Prévention et développement social
- ACTION n° 02 : Revitalisation économique et emploi
- ACTION n° 03 : Stratégie, ressources et évaluation
- ACTION n° 04 : Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie

## PRÉSENTATION DES ACTIONS

## ACTION n° 01

## Prévention et développement social

48,8 %

**Prévention et citoyenneté**

La prévention de la délinquance et la citoyenneté constituent un domaine d'action prioritaire de la politique de la ville. En effet, les travaux de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS) montrent que les habitants de ces quartiers sont davantage victimes de certaines formes de délinquance.

Cinq principales catégories d'activité sont financées dans le but : de **développer la médiation sociale** et de nouveaux modes de régulation des conflits, notamment par le développement et la professionnalisation des « adultes relais - médiateurs de ville » ; de **faciliter l'accès au droit et à la justice de proximité** et développer l'aide aux victimes en veillant à une adaptation de la prestation aux besoins particuliers de ces populations ; **de prévenir la délinquance juvénile**, en réaffirmant l'autorité parentale et en accueillant pendant les périodes de congés scolaires les adolescents et les jeunes pour leur proposer des activités sportives et artistiques empreintes d'une forte dimension éducative ; de **prévenir la récidive ou la réitération**, concernant en particulier les mineurs et jeunes majeurs ; de **prévenir la toxicomanie** et les conduites addictives.

En matière de citoyenneté, l'objectif est de développer la connaissance des institutions nationales et locales et de permettre à chacun de connaître ses devoirs et de faire l'usage de ses droits (notamment en développant des stages de citoyenneté pour les jeunes).

Cette action intègre également le **programme « ville, vie, vacances »**, qui permet aux jeunes les plus en difficulté de bénéficier d'activités culturelles, sportives et de loisirs pendant les vacances scolaires. Il est dorénavant orienté vers des actions à fort contenu éducatif et citoyen.

**Développement social**

Les travaux de l'Observatoire national des ZUS montrent d'importantes disparités entre les habitants de ces quartiers et ceux des agglomérations qui les accueillent, notamment en termes de réussite éducative et de santé. L'objectif des actions de développement social est de remédier à ces disparités.

Il s'agit de favoriser : **l'insertion sociale** (notamment en ce qui concerne les jeunes enfants et les femmes) ; **la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme** ; **le développement de politiques locales de santé** visant à favoriser la prévention et l'accès aux soins notamment par la généralisation des ateliers santé ville ; **la réussite scolaire** des enfants et des jeunes en complément de l'intervention de l'Éducation nationale notamment par l'action des équipes de réussite éducative, le développement des internats et du partenariat avec les grandes écoles ou la généralisation du dispositif « École ouverte » ; **la reconnaissance individuelle ou collective** à travers la pratique d'activités culturelles ; **l'adaptation des services publics de proximité** aux besoins spécifiques des populations des quartiers prioritaires ; et enfin **la lutte contre les discriminations**.

## ACTION n° 02

## Revitalisation économique et emploi

41,5 %



L'action « revitalisation économique et emploi » vise à renforcer la mixité fonctionnelle des quartiers les plus fragiles par leur développement économique et à favoriser l'insertion professionnelle de leurs habitants.

## Développement économique

Le développement économique de ces quartiers doit faciliter leur recomposition urbaine, à la transformation de leur image, ainsi que leur ouverture sur le reste de la ville en générant des flux d'activités, de clients, de salariés et d'investissements.

Ce programme œuvre également pour faciliter l'accès à l'emploi des habitants par l'implantation d'activités.

Cette stratégie de développement passe par la nécessité de :

- structurer et organiser l'accueil des entreprises, en proposant des services aux entreprises de nature à susciter et faciliter leur installation dans les quartiers prioritaires (ingénierie de projet, aide à la création, accompagnement dans les démarches administratives et recherche de locaux, cellules d'aide au recrutement, etc.) ;
- favoriser l'implantation d'activités et le développement économique, en s'appuyant essentiellement sur les dispositifs spécifiques (exonérations fiscales et sociales) dont bénéficient les entreprises installées dans les 100 zones franches urbaines. En complément de ces exonérations, des crédits sont consacrés à des actions de formation, de promotion et d'ingénierie locale des ZFU (plates-formes d'appui à la création d'entreprises, cellules de recrutement, etc.).

En accompagnement de cette action, le plan « espoir banlieues » doit permettre la mise en œuvre de manière anticipée dans les quartiers de la réforme de l'accompagnement à la création d'entreprises. Au cours des trois prochaines années, ce dispositif va bénéficier à 20 000 créateurs issus des quartiers sensibles. La convention « agir pour l'Emploi » signée le 18 mars 2008 entre l'État et la Caisse des Dépôts établit le profil général de cette réforme en matière de financement et d'accompagnement des créateurs ; l'objectif vise à augmenter la viabilité économique des entreprises créées.

Enfin, les projets de rénovation urbaine doivent prévoir la réhabilitation ou la création d'équipements spécifiques (hôtels d'entreprises, pépinières, locaux d'activité...) pour servir la stratégie poursuivie dans le cadre du volet emploi et insertion des CUCS.

## L'insertion professionnelle

La finalité est d'offrir un parcours individualisé vers l'emploi (formation, qualification et aide à la recherche d'emploi) aux habitants des quartiers prioritaires les plus éloignés du marché du travail. Bien souvent, une partie de cette population ne bénéficie pas des prestations du service public de l'emploi (SPE). L'enjeu est donc, en premier lieu, de créer des structures ou dispositifs « passerelle », permettant d'assurer des permanences continues au sein des quartiers et d'organiser un relais efficace avec les membres du SPE et la sphère de l'insertion par l'économie. Ces structures « passerelle » doivent permettre une meilleure mobilisation des politiques dites « de droit commun » (emplois aidés, formations qualifiantes, etc.) en faveur des habitants des quartiers prioritaires. Le programme finance ainsi différents dispositifs d'insertion qui permettent aux jeunes (16-25 ans) très éloignés de la qualification et de l'emploi de s'insérer dans le monde professionnel : il s'agit par exemple des financements accordés à l'établissement public d'insertion de la défense, aux écoles de la deuxième chance (E2C) ou aux contrats d'insertion dans la vie sociale.

Cette action vise aussi, notamment à travers les projets de rénovation urbaine, à favoriser le développement de l'insertion par l'économie. Les initiatives à mener doivent notamment conduire au renforcement du recours aux clauses d'insertion, à des marchés passés avec des entreprises d'insertion par l'économie, au soutien des régies de quartiers, au développement des liens avec les maisons de l'emploi, les plans locaux pour l'insertion et l'emploi, et les missions locales.

Le volet emploi du plan « espoir banlieues » doit susciter un engagement national pour l'emploi des jeunes des quartiers par de grandes entreprises. Cinquante trois entreprises se sont engagées sur des objectifs de recrutement pour la période 2008-2010 (40 741 emplois, 9 007 contrats de travail en alternance, 36 051 stages). Cet engagement a vocation à être étendu à l'ensemble des entreprises volontaires, sur le principe d'une adhésion continue.

En complément des actions menées dans le cadre du présent programme, le plan « espoir banlieues » prévoit une expérimentation, sur trois ans et dans trente cinq départements, d'un contrat d'autonomie en faveur des jeunes de moins de 26 ans, résidant dans des quartiers prioritaires (ZUS et CUCS) et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Cette action est détaillée dans le document de politique transversale consacré à la politique de la ville et dans le projet annuel de performance 2009 du programme 102 « Accès et retour à l'emploi ».

**ACTION n° 03****7,8 %****Stratégie, ressources et évaluation**

L'action «stratégie, ressources et évaluation» sert de cadre à l'ensemble des fonctions d'animation de la politique de la ville. Cette action est mise en œuvre, au niveau central, par la délégation interministérielle à la ville et le conseil national des villes et, au niveau local, par les préfets en partenariat avec les collectivités locales et le tissu associatif.

Cette action comprend :

**Animation de la politique de la ville**

Conformément aux préconisations du Comité de modernisation des politiques publiques, les compétences des différentes structures chargées de l'animation de la politique de la ville ont été redéfinies ou sont sur le point de l'être pour plus de lisibilité et d'efficacité.

Le Conseil interministériel des villes va devenir, sous l'autorité du Premier ministre, le lieu de décision et de suivi des résultats obtenus sur le terrain par les différents services de l'État.

La délégation interministérielle à la ville (DIV), administration de mission à la disposition du ministre chargé de la politique de la ville, assurera le secrétariat permanent du CIV pour en préparer les travaux et assurer le suivi de leur exécution. Afin d'éclairer les travaux du CIV, elle soutiendra l'expérimentation de dispositifs novateurs et jouera un rôle de capitalisation et de diffusion des expériences auprès des professionnels. Elle animera les réseaux des professionnels du développement social et organisera à ce titre des colloques et des séminaires de travail qui favoriseront les rencontres et les échanges d'expériences. Elle correspondra également avec d'autres États confrontés à des problèmes de développement social et urbain analogues à ceux de la France. Elle participera à l'activité des instances européennes définissant les actions de l'Union dans le champ des politiques urbaines, ainsi qu'aux travaux interministériels y afférents. Elle assure un suivi des interventions des Fonds structurels dans les territoires urbains, en particulier celui des programmes « Urban ». Elle gère et anime, pour le compte de la Commission européenne le programme « Urbact » qui mutualise les expériences urbaines dans l'espace européen.

Les missions de l'ACSÉ (définies dans la partie « opérateurs » du présent document) ont été recentrées sur son rôle de mise en œuvre de la politique de la ville.

Le fonctionnement du conseil national des villes (CNV), instance de consultation qui concourt à la définition de la politique nationale de la ville par ses propositions d'orientations et de projets, est pris en charge par la DIV.

Au niveau régional, la politique de la ville est animée par le préfet de région, responsable du budget opérationnel de programme et au plan technique par les services du SGAR ; une enveloppe spécifique est mise à disposition pour financer ces actions d'animation (rencontres, formation, échanges d'expériences...). Le préfet est en outre délégué de l'ACSÉ au niveau régional, et exercera dès 2009 son autorité sur les directions régionales de l'agence.

Au niveau départemental, elle est mise en œuvre par le préfet de département délégué territorial de l'ANRU et de l'ACSÉ ; le pilotage des CUCS est assuré par une instance politique réunissant l'ensemble des partenaires et par une instance de mise en œuvre technique, communément appelée « maîtrise d'œuvre urbaine et sociale » ou « direction de projet » ; cette structure, cofinancée par l'État et la collectivité locale, est chargée de la préparation et de l'exécution des décisions du comité de pilotage politique. Les préfets délégués à l'égalité des chances, les sous-préfets chargés de mission pour la politique de la ville et les délégués du préfet renforcent la mobilisation de l'État au plus près des habitants des quartiers défavorisés.

Les instances chargées de l'animation s'appuient, dans l'exécution de leur mission, sur les centres de ressources dédiés à la politique de la ville.

Créé en 1993, le centre de ressources de la DIV a vocation à être un lieu d'information, de capitalisation des connaissances et des savoir-faire. Il participe à la qualification et à l'animation du réseau des partenaires et des acteurs de la politique au plan national. Ce centre de ressources est également un centre de documentation assurant le dépôt légal des textes officiels. Il dispose de bases cartographiques et statistiques relatives à la géographie

prioritaire, thématique et territoriale à disposition dans le système d'information géographique de la DIV. Enfin, il apporte son soutien au développement des centres de ressources locaux.

Les 18 centres de ressources régionaux sont des structures supports de la politique de la ville, financés par l'État et d'autres partenaires (collectivités, Caisse des dépôts et consignations, etc.). Ils s'adressent à tous les acteurs de la politique de la ville: chefs de projet, agents des services de l'État et des collectivités locales, agents d'organismes publics, élus locaux, responsables associatifs. Ils participent à l'animation de la politique de la ville dans les régions : diffusion de l'information, formation et qualification des acteurs, organisation de rencontres, capitalisation des expériences. Capables de travailler sur les champs social et urbain, ils permettent d'accompagner la mise en œuvre des contrats urbains de cohésion sociale et sont un interlocuteur privilégié de l'ACSÉ et de l'ANRU.

### Évaluation de la politique de la ville

Cette sous-action permet de financer le fonctionnement de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS) créé par la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. Cet observatoire assure le suivi des indicateurs socio-économiques définis par cette loi ; il produit à cet effet un rapport annuel. Son travail permet de nourrir le dialogue de gestion entre la DIV et les responsables des budgets opérationnels de programme et les opérateurs que sont l'ANRU et l'ACSÉ. Un renforcement de l'équipe de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles et de son activité est en cours afin de concevoir et d'approfondir les indicateurs de la politique de la ville, notamment dans le cadre du document de politique transversale, et de mener des enquêtes spécifiques nécessaires pour une meilleure connaissance des quartiers. A partir de 2009, les travaux d'observation de l'ONZUS seront étendus à l'ensemble des quartiers prioritaires des CUCS. Adossée notamment à ces travaux d'observation, l'évaluation nationale de la politique de la ville doit permettre d'en apprécier les résultats ; cette évaluation nationale sera aussi alimentée par les évaluations des dispositifs spécifiques sous la responsabilité des opérateurs.

Par ailleurs, les CUCS font l'objet d'une évaluation systématique permettant aux acteurs locaux de réorienter leurs choix et leurs actions ; ces travaux d'évaluation sont cofinancés sur les enveloppes d'intervention mises à disposition des acteurs locaux.

### ACTION n° 04 Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie

1,9 %



L'action 4 recouvre l'ensemble des champs qui concourent à l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie. Elle englobe :

- le programme de rénovation urbaine ;
- l'amélioration du cadre de vie ;
- des actions ciblées sur les collèges les plus dégradés.

### Le programme de rénovation urbaine

Le programme de rénovation urbaine, mis en œuvre par l'ANRU, a été créé par la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1<sup>er</sup> août 2003. Il prévoit, dans un objectif de développement durable et de mixité sociale, le financement de projets globaux de requalification des quartiers. Ces projets portent, notamment, sur l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers, le renouvellement de l'offre de logements sociaux, le renforcement de la mixité sociale dans les ZUS et la réduction de la spécialisation fonctionnelle de ces quartiers.

En fonction des projets établis par les acteurs locaux, ce programme doit permettre sur la période 2004-2013 la production et la démolition de logements locatifs sociaux ainsi que des réhabilitations et des résidentialisations. Il doit aussi permettre le financement des projets relatifs à l'aménagement urbain et la requalification des espaces de proximité, à la création, la réhabilitation et la démolition d'équipements publics ou collectifs, à la réorganisation du foncier permettant l'émergence d'une offre d'habitat diversifiée et le développement de l'activité économique. L'ingénierie de projet est également financée.

Les projets de rénovation urbaine sont financés dans le cadre de conventions pluriannuelles passées avec l'ANRU qui garantissent aux acteurs locaux leur financement dans la durée.

Les territoires visés par ce programme sont les quartiers classés en zones urbaines sensibles et, à titre exceptionnel et après avis conforme du maire ou du président de l'EPCI concerné et accords du ministre chargé de la ville et de celui chargé du logement, ceux présentant des caractéristiques économiques et sociales comparables.

### **L'amélioration du cadre de vie**

Ce volet prévoit la mise en œuvre de mesures décidées lors du CIV du 20 juin 2008 relatif à la mise en place de la dynamique « espoir banlieues ».

Une première sous-action cible la qualité de service en termes de mobilité.

L'objectif est d'inciter les différents acteurs (autorités organisatrices de transport, collectivités, associations, employeurs, ...) à proposer des solutions répondant aux besoins de desserte des bassins d'emploi depuis les quartiers fragiles, à travers l'amélioration de l'offre locale, notamment par une meilleure adéquation géographique et temporelle des transports en commun.

Une seconde sous-action vise l'amélioration de la gestion urbaine de proximité (GUP) qui correspond à l'ensemble des services liés à l'habitat et au cadre de vie : les services locatifs rendus par les bailleurs (nettoyage, entretien quotidien,...) et les services urbains rendus par les collectivités locales (espaces verts, éclairage public, enlèvement des ordures et des encombrants,...).

L'objectif est de permettre au préfet de dresser un diagnostic de la situation des quartiers d'habitat social par tout moyen mis à sa disposition et, dans le cas d'une situation critique, de proposer un plan d'urgence avec obligation de mise en œuvre, en articulation avec d'autres leviers (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et conventions d'utilité sociale, conventions GUP dans le cadre des projets de rénovation urbaine, mise en place de sanctions et d'expérimentations...).

Enfin, un appel à projets sera lancé en 2009 pour initier, dès l'année suivante, la reconstruction-démolition d'une trentaine de collèges parmi les plus dégradés, en accord avec les acteurs locaux et les équipes éducatives.



## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Renforcer la mixité fonctionnelle des territoires urbains prioritaires

L'enjeu est de revitaliser les zones urbaines sensibles en y restaurant une vie économique résidentielle et en favorisant le maintien et le développement des commerces et des services de proximité. Au-delà de cet effort de remise à niveau, l'ambition de la politique de la ville est, de manière plus transversale, de participer, par le développement économique de ces quartiers, à leur restructuration urbaine et à la transformation de leur image, ainsi qu'à leur ouverture sur le reste de l'agglomération en générant des flux de clients, de salariés et d'investissements.

Les régimes spécifiques d'exonérations fiscales et sociales applicables dans les zones franches urbaines (ZFU) visent à favoriser le maintien et le développement des activités économiques et de l'emploi dans des quartiers urbains très défavorisés connaissant les niveaux les plus élevés de handicaps économiques et sociaux. Au total, dans les 100 ZFU déjà existantes, 18500 établissements bénéficient d'exonérations de cotisations sociales patronales concernant 69100 salariés en 2006. Les entreprises accueillies qui, pour la plupart, sont de petite taille peuvent bénéficier de mesures d'accompagnement financées dans le cadre de la politique de la ville afin de garantir leur pérennité. Ainsi, le taux de pérennité à 5 ans des entreprises implantées dans les ZFU créées en 1997, qui n'était que de 37,4% en 2005, est au 1<sup>er</sup> janvier 2007 de 42%, soulignant les progrès réalisés en la matière.

#### INDICATEUR 1.1 : Écart entre la densité d'établissements exerçant une activité d'industrie, de commerce ou de services dans les ZFU et celle constatée dans les unités urbaines correspondantes

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
toutes catégories confondues dans les ZFU (a)	nombre étab./1000h	30,3	30,3	-			-
dont commerces de détail et services aux particuliers (a')	nombre étab./1000h	7,6	7,1	-			-
toutes catégories confondues dans les unités urbaines ayant une ZFU (b)	nombre étab./1000h	56,8	58,8	-			-
dont commerces de détail et services aux particuliers (b')	nombre étab./1000h	16,4	16,7	-			-
écart toutes catégories confondues (a-b)	nombre étab./1000h	-26,5	-28,5	-16	-27	-25,5	0
écart commerces et services (a'-b')	nombre étab./1000h	-8,8	-9,6	-6	-9	-8,5	0

#### Précisions méthodologiques :

Sources des données : Fichiers SIRENE, INSEE et recensement des populations (RGP 1999). Estimations DIV - Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Champ : sont dénombrés les établissements exerçant une activité d'industrie, de commerce ou de services dans les ZFU (des générations 1996, 2004, 2006) de France métropolitaine ; ce qui correspond à un élargissement du champ de l'indicateur par rapport aux PAP précédents dans lesquelles seules 38 ZFU de la génération 1996 faisaient l'objet d'un suivi. Les commerces et services aux particuliers correspondent aux établissements exerçant une activité de commerce de détail et réparations (code J3 de la nomenclature économique de synthèse) et de services aux particuliers (code P de la nomenclature économique de synthèse).

Lecture : au 1<sup>er</sup> janvier 2007, les 93 ZFU de France métropolitaine comptaient pour 1000 habitants, 30,3 établissements exerçant une activité d'industrie, de commerce ou de services.

#### Explications sur la construction de l'indicateur :

- le nombre d'établissements est rapporté à la population vivant dans les ZFU et les unités urbaines correspondantes dénombrées au recensement de la population de 1999 ;

- le nombre d'établissements dans les quartiers classés en ZFU est obtenu à partir d'un comptage dans le répertoire SIRENE des établissements. Les établissements ont été localisés en fonction de leur adresse. Certains établissements n'ont pas pu être localisés avec précision au sein de la commune aussi un redressement statistique a été effectué pour prendre en compte ces cas de non-localisation.

**INDICATEUR 1.2 : Écart entre l'évolution du nombre d'emplois salariés existants dans les ZFU et celui constaté dans les unités urbaines correspondantes**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
dans les ZFU (a)	base 100 en 2002	101,6	94,7	-			-
dans les unités urbaines ayant une ZFU (b)	base 100 en 2002	92,8	95,4	-			-
écart (a-b)	points	8,8	-0,7	11	5	10	15

**Précisions méthodologiques :**

Sources des données : fichiers SIRENE, INSEE. Estimations DIV - Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Champ : sont dénombrés, au 1er janvier de l'année, les emplois salariés dans les entreprises ne comptant qu'un seul établissement et exerçant une activité d'industrie, de commerce ou de services dans les ZFU ou dans les unités urbaines correspondantes. Les données ne tiennent compte que des 38 ZFU de France métropolitaine de la première génération.

Lecture : l'indicateur concerne exclusivement les 38 ZFU métropolitaines de 1ère génération. Ces ZFU, compte tenu de leur ancienneté et de l'épuisement progressif des disponibilités foncières et immobilières, connaissent un dynamisme moindre que les ZFU créées par la suite. Aussi, afin de redynamiser ces territoires, il a été procédé à l'extension d'une trentaine de ZFU. La date récente de publication de ces décrets d'extension (15 mai 2007) ne permet pas encore de mesurer l'impact de cette décision. Par ailleurs il a été constaté que lorsque la conjoncture est favorable en termes de créations d'activités, comme en 2007, les territoires sensibles ne bénéficient pas de ces effets positifs dans les mêmes délais que les unités urbaines de référence.

Cible : l'écart devrait être de 15 points entre les progressions cumulées sur 7 ans (2004-2011) de l'emploi salarié dans les ZFU, d'une part, et dans les unités urbaines correspondantes, d'autre part. En raison des mouvements conjoncturels qui peuvent affecter l'évolution de l'emploi dans les ZFU et dans les unités urbaines correspondantes, seul l'indicateur d'écart comporte une cible et fait l'objet de prévisions.

La situation devrait se redresser sous l'effet de plusieurs actions du plan espoir banlieues, et notamment : le renforcement de l'action de l'EPARECA dont les moyens seront notablement accrus en 2009 ; l'article 100 de la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie qui prévoit de nouvelles mesures visant le commerce de proximité et destinées à favoriser la création, la modernisation ou la transmission des entreprises, notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ; le plan « espoir banlieues » a par ailleurs décidé de renforcer l'accompagnement de la création d'activité (ante et post création, technique et financier).

Explications sur la construction de l'indicateur : le nombre d'emplois salariés est obtenu à partir d'un comptage dans le répertoire SIRENE des établissements exerçant leur activité dans les quartiers classés en ZFU. Les établissements ont été localisés en fonction de leur adresse. Certains établissements n'ont pas pu être localisés avec précision au sein de la commune ; aussi, un redressement statistique a été effectué pour prendre en compte ces cas de non-localisation. Seules les entreprises ne comptant qu'un seul établissement ont pu être prises en compte (soit 87% des établissements implantés dans les ZFU). L'indicateur est présenté en évolution cumulée depuis le 1er janvier 2002 (indice base 100 en 2002)

**OBJECTIF n° 2 : Améliorer l'encadrement éducatif et les chances de réussite scolaire des élèves les plus en difficulté**

Instauré dans le cadre du plan de cohésion sociale et de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 (articles 128-132), le programme « réussite éducative » est spécifiquement dédié aux enfants de 2 à 16 ans les plus fragilisés et à leurs familles vivant sur les territoires en ZUS ou scolarisés dans les établissements de l'éducation prioritaire.

Dans son principe, le programme « réussite éducative » permet de réaliser, avec des interventions inscrites dans la durée qui donnent une place prépondérante aux parcours individuel, un accompagnement des jeunes qui porte sur toutes les dimensions (la santé, la scolarité, l'éducation, la culture, les sports...) et qui contribue à un développement harmonieux depuis l'école maternelle et jusqu'au terme de la scolarité obligatoire. Ces interventions sont proposées et mises en œuvre par une équipe pluridisciplinaire qui réunit sous la forme d'un réseau coordonné, des professionnels de différentes spécialités (enseignement, éducation, animation, santé, culture, sports...) et des intervenants du mouvement associatif. Les parents sont systématiquement associés. Ils peuvent aussi être aidés directement sous la forme d'un accompagnement ou d'une aide financière adaptée en complément des aides sociales qui sont mobilisées en priorité. Ce programme vise en priorité à améliorer la réussite scolaire des enfants relevant de l'obligation scolaire. Cette amélioration est mesurée par plusieurs indicateurs (voir tableau ci-après) en termes de réduction des écarts entre établissements en ZUS et établissements hors ZUS.

**INDICATEUR 2.1 : Évolution des chances de "réussite scolaire" des élèves des ZUS**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
% d'élèves en retard de 2 ans ou plus en 6ème dans les collèges situés en ZUS et sur lesquels intervient une ERE (a)	%	5,5	4,2				-
% d'élèves en retard de 2 ans ou plus en 6ème dans les collèges situés en ZUS (b)	%	4,9	4,1				-
% d'élèves en retard de 2 ans ou plus en 6ème dans les collèges situés hors ZUS (c)	%	2,5	2,1				-
écart (a)-(b)	points	0,6	0,2	1,2	0,2	0,2	0
écart (b-c)	points	2,4	2	2,0	1,8	1,5	1,0
taux de réussite au brevet des collèges des élèves scolarisés en ZUS et sur lesquels intervient une ERE(a')	%	64,2	70,3				-
taux de réussite au brevet des collèges des élèves scolarisés en ZUS (b')	%	66,7	70,8				-
taux de réussite au brevet des collèges des élèves scolarisés hors ZUS (c')	%	80,4	83,4				-
écart (a')-(b')	points	-2,5	-0,5	-3,0	-0,5	-0,5	0
écart (b')-(c')	points	-13,7	-12,6	-9	-11	-10	-5

**Précisions méthodologiques :**Sources des données :

- retards en 6<sup>ème</sup> : DEP – ministère de l'Éducation nationale ;
- réussite au brevet des collèges : DEP – ministère de l'Éducation nationale ;
- Synthèse des données : délégation interministérielle à la ville – observatoire national des zones urbaines sensibles ;

Champ :

- retards en 6<sup>o</sup> : élèves des établissements publics uniquement ;
- réussite au brevet des collèges : élèves des établissements publics uniquement ;

Explications sur la construction de l'indicateur :

- réussite au brevet des collèges : la formule de calcul est le rapport du nombre d'élèves diplômés sur le nombre d'élèves présents à l'examen ;
- Datation : année 2006 pour année scolaire 2005-2006

L'objectif de l'indicateur est de réduire significativement les écarts existants :

- d'une part entre les établissements les plus en difficulté des ZUS, sur lesquels interviennent des équipes de réussite éducative, et les autres établissements des ZUS ;
- d'autre part, entre les établissements des ZUS et les établissements hors ZUS.

**Commentaire :**

L'évolution de l'indicateur est impactée par l'extension progressive du champ géographique couvert par les équipes de réussite éducative (pour la réalisation 2006 sont prises en compte les ERE créées avant 2006). Au sein des ZUS, les quartiers les plus en difficulté ont été prioritairement ciblés au début du programme.

**OBJECTIF n° 3 : Développer la fonction de médiation dans les quartiers et soutenir l'innovation pour améliorer l'accès aux services publics**

Le dispositif des « adultes-relais » est destiné à renforcer le lien social dans les quartiers prioritaires et à conforter le rôle des adultes et la fonction parentale. Les missions de ces adultes-relais sont d'améliorer les relations entre les habitants des quartiers défavorisés et les services publics ainsi que les rapports sociaux dans les espaces publics ou collectifs. Ils contribuent ainsi à prévenir et à réguler les conflits de la vie quotidienne par le dialogue, l'écoute et la négociation entre la population, les usagers et les institutions. Un « adulte-relais » peut être engagé par une collectivité territoriale, un établissement local d'enseignement, un établissement public de santé, une association, un office public et un organisme d'habitation à loyer modéré (HLM), un office public d'aménagement et de construction (OPAC), ou une personne morale de droit privé chargée de la gestion d'un service public.

## Politique de la ville

Programme n° 147 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## INDICATEUR 3.1 : Indice de satisfaction relatif aux interventions des adultes relais-médiateurs de ville

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2010 Cible
Indice de satisfaction relatif aux interventions des adultes relais-médiateurs de ville	%	n.d	96		>96	>96	100

## Précisions méthodologiques :

Source de données : délégation interministérielle à la ville-agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Explications sur la construction de l'indicateur : Un questionnaire a été diffusé auprès des bénéficiaires (habitants et services publics) de l'intervention des adultes-relais par l'intermédiaire des services employant les médiateurs (échantillon représentatif). Ce questionnaire comporte des questions relatives à la satisfaction par rapport à la qualité de l'intervention d'une part, et par rapport à l'évolution de la situation à l'origine de la saisine ou de l'intervention de l'adulte-relais d'autre part.

## OBJECTIF n° 4 : Optimiser l'utilisation des fonds dédiés au programme, capitaliser les expériences et diffuser l'information

Deux orientations pour cet objectif :

- développer l'efficacité de la politique de la ville au niveau local et national ;
- orienter ces fonds sur les territoires les plus en difficulté et sur les actions les plus utiles : il faut donc définir des priorités et des associations de crédits significatives ;

Dans le cadre du programme « politique de la ville », sont considérés comme particulièrement prioritaires les objectifs suivants :

- prévenir la délinquance dans les zones urbaines sensibles ;
- favoriser la réussite scolaire des élèves les plus en difficulté ;
- faciliter l'accès aux soins des personnes en voie de marginalisation ;
- inscrire les publics les plus éloignés de l'emploi dans un parcours d'insertion professionnelle.

Ces objectifs prioritaires ont été repris dans les directives d'élaboration des CUCS ; à l'objectif « insertion » est adjoint l'objectif « développement économique » qui passe principalement par les exonérations ; enfin le cinquième objectif des CUCS est « habitat et cadre de vie » mis principalement en œuvre à travers le programme national de rénovation urbaine. Une première lecture des CUCS établit que ces priorités sont respectées dans les textes. L'année 2007 a été la première année des CUCS ; le système d'information comptable de l'ACSÉ, installé début 2007, permet à travers le renseignement des codes de nomenclature de connaître précisément le financement des 4 priorités.

Le renforcement de l'efficacité des interventions passe ainsi par l'évaluation des expériences, la circulation et le partage de l'information.

## INDICATEUR 4.1 : Part des crédits consacrés aux quartiers prioritaires (hors compensation des allègements de charges sociales)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Part des crédits dans les CUCS pour les quartiers de catégorie 1	%	s.o	77,5		75	75	75
Part des crédits dans les CUCS pour les quartiers de catégorie 2	%	s.o	15,8		20	20	20
Part des crédits dans les CUCS pour les quartiers de catégorie 3	%	s.o	6,7		5	5	5

## Précisions méthodologiques :

Source de données : délégation interministérielle à la ville – agence nationale de cohésion sociale système GIS.

Explications sur la construction de l'indicateur : sont comptabilisés les crédits qui concourent aux objectifs définis dans chacun des contrats urbains de cohésion sociale, selon les orientations prioritaires fixées lors du comité interministériel à la ville du 9 mars 2006 que sont l'habitat et le cadre de vie, l'accès à l'emploi et le développement économique, la réussite éducative, la santé ainsi que la citoyenneté et la prévention de la délinquance. Sont également comptabilisés les crédits consacrés aux actions transversales menées en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

Les communes couvertes par un CUCS peuvent avoir des quartiers classés en catégories 1, 2 ou 3 :

- les quartiers de catégorie 1 sont ceux dans lesquels une intervention massive et coordonnée de l'ensemble des moyens disponibles est absolument indispensable ;
- les quartiers de catégorie 2 sont ceux dans lesquels les difficultés sociales et économiques sont moindres mais pour lesquels la mobilisation des moyens spécifiques, au-delà des moyens de droit commun, est néanmoins nécessaire ;
- les quartiers de catégorie 3 sont ceux dans lesquels les actions à mettre en œuvre relèvent davantage de la prévention ou de la coordination des moyens de droit commun.

#### INDICATEUR 4.2 : Part des associations subventionnées bénéficiant d'une subvention significative

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
part des associations subventionnées bénéficiant d'une subvention significative	%	69		75	77,5	80	100

##### Précisions méthodologiques :

Source de données : délégation interministérielle à la ville – système GIS de l'ACSÉ -

Explications sur la construction de l'indicateur : le nombre de projets portés par les associations ayant bénéficié d'une subvention supérieure à 10% du coût total du projet est rapporté au nombre total d'associations subventionnées par la politique de la ville.

Il convient de souligner la fragilité des données figurant dans ce tableau. En effet, en l'état actuel du système d'information, de nombreuses difficultés demeurent (plusieurs projets pour une seule association, pluri-annualité des projets...). Un travail est mené afin de surmonter ces difficultés..

#### INDICATEUR 4.3 : Satisfaction de la demande d'informations sur les programmes et les actions expérimentales

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2010 Cible
Evolution de la diffusion par la DIV d'informations par NTIC	%	34	34	12	25	15	12
Indice de satisfaction des utilisateurs des informations diffusées par l'INTERNET de la DIV	%	n.d	96		95	96	100
Evolution de la fréquentation des centres de ressources régionaux	%	n.d	24		16	14	14

##### Précisions méthodologiques

Source de données : délégation interministérielle à la ville et centres de ressources régionaux de la politique de la ville

Explication sur la construction de l'indicateur :

- sous indicateur 1 : évolution annuelle du nombre de visites sur les 3 sites Internet de la DIV (ville.gouv.fr, i.ville.gouv.fr et sig.ville.gouv.fr)

Lecture : le nombre annuel de visites sur les 3 sites est passé de 997 000 en 2005 à 1 782 000 en 2007 soit une progression annuelle moyenne de 34 %. La cible est une progression moyenne de 12 % par an sur la période 2005-2010. L'actualité de la politique de la ville en 2008 (plan « espoir banlieue ») et l'enrichissement du contenu des sites devraient entraîner une augmentation soutenue de leur fréquentation en 2008.

-sous indicateur 2 : résultats d'une enquête conduite auprès des abonnés à la lettre électronique de la DIV. L'enquête a été réalisée pour la première fois en juillet 2007 et 293 réponses ont été reçues. L'indicateur est constitué par la somme des proportions d'enquêtés jugeant que la lettre électronique de la DIV est un outil de travail « très utile » ou « plutôt utile ». Un maintien du haut niveau de satisfaction des utilisateurs est recherché pour les années suivantes.

- sous-indicateur 3 : évolution annuelle du nombre de participants aux activités des centres de ressources régionaux (conférences, formations, groupes de travail,...). En 2006 le nombre de participants aux activités dans les 13 centres déjà en activité en début d'année peut être estimé à 11 400, il progresse en 2007 de 24 %, croissance qui devrait se poursuivre à un rythme plus modéré les années suivantes sous l'effet d'une extension du réseau (implantation de nouveaux CDR), et d'une stabilisation progressive de la fréquentation des CDR les plus anciens). Sur la période 2006-2010 la cible est une progression moyenne de 14 % par an.

**OBJECTIF n° 5 : Améliorer la qualité de l'habitat pour les habitants des quartiers concernés par le PNRU et maintenir l'offre de logements sociaux dans le cadre du PNRU**

Alors que le niveau de confort des logements est, dans les zones urbaines sensibles, plus élevé que la moyenne et que les loyers y sont, de manière générale, plus abordables, la vacance y est plus élevée qu'ailleurs : dans le parc HLM, elle était, en 2002, de 9 % en ZUS contre 5 % ailleurs ; dans le parc privé, la vacance atteignait également 9 % dans les ZUS contre 7 % dans le reste de l'espace urbain. L'interprétation de ce phénomène est complexe ; cependant, il est clair qu'il traduit, en partie au moins, un déficit d'attractivité de ces territoires ou des formes d'habitat qui y sont dominantes. L'objectif est donc de réaffirmer le logement en ZUS comme étape possible du parcours résidentiel des ménages en intervenant aussi bien sur le cadre bâti que sur l'environnement.

Pour renforcer l'attractivité du logement en ZUS, il convient, en priorité, de traiter le parc social. En effet, en moyenne nationale, plus de 60% des logements dans les ZUS sont des HLM. De plus, d'après les données du dernier recensement de la population, le parc HLM des ZUS est plus ancien qu'ailleurs : près de 80% des logements sociaux ont été construits entre 1949 et 1974.

Pour rendre l'habitat en zone urbaine sensible plus attractif et pour lutter, par là même contre la vacance excessive de logements, les enjeux opérationnels sont les suivants :

- la rénovation du patrimoine d'habitat social permet la réhabilitation et la résidentialisation des logements et doit conduire à envisager des démolitions dans des cas de vétusté ou d'inadaptation à la demande.
- la diversification de l'offre en soutenant la construction de logements locatifs à loyers intermédiaires et de logements destinés à l'accession à la propriété pour renforcer la mixité sociale dans les ZUS tout en garantissant la production d'une offre de logements à loyers modérés et des relogements de qualité.

Le programme de rénovation urbaine s'appuie également sur des actions d'amélioration du cadre de vie visant le développement de l'offre de transport et le désenclavement des quartiers, l'aménagement des espaces extérieurs, la restructuration des équipements et des services, la valorisation de l'environnement, ainsi que la lutte contre les principales sources de nuisances que sont la pollution, le bruit ou les dangers de la circulation. La finalité est de rendre aux yeux des habitants l'environnement aussi agréable dans les ZUS que dans le reste de leur agglomération. Les premiers effets du programme se font sentir d'ores et déjà à travers les résultats obtenus pour l'indicateur 5.3 en 2006 (diminution de l'écart entre a et b). La phase de travaux liés aux opérations de rénovation prend aujourd'hui tout son essor et entraîne certains désagréments, ce qui peut expliquer la légère baisse de l'indicateur pour 2007.

**INDICATEUR 5.1 : Taux de couverture des démolitions par des reconstructions**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2013 Cible
taux de couverture des démolitions par des reconstructions en flux cumulé	%	64	67	80	70	75	96

**Précisions méthodologiques :**

Sources des données : délégation interministérielle à la ville - agence nationale pour la rénovation urbaine.

Mode de calcul : Jusqu'à la livraison des premières opérations, seront considérés comme étant « réalisés » les projets dont le dossier a fait l'objet d'un engagement comptable (sous la forme d'une décision attributive de subvention).

Lecture :

- A la fin 2006, ont été engagés, d'un point de vue comptable, les dossiers relatifs à la démolition de 28 472 logements et à la construction de 19 854 logements ; le taux de couverture des démolitions par des reconstructions est donc de 69,7%.

- La valeur cible est de 96 : l'offre locative doit être reconstituée à raison d'une reconstruction par démolition, hormis dans certains cas particuliers de marché de l'habitat détendu, dont les critères ont été définis par le CA de l'agence.

**INDICATEUR 5.2 : Respect de la programmation pour l'amélioration de l'habitat**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2013 Cible
Taux d'engagement - Réhabilitation	%	51	48		50	55	100
Taux d'engagement - Résidentialisation	%	42	37		45	50	100
Poids des PLUS-CD	%	70	70		70	70	66

**Précisions méthodologiques :**Source : origine ANRU**Mise en œuvre des réhabilitations et des résidentialisations**

Suite à la demande du CIAP, cet indicateur a été créé pour rendre compte de l'avancement de l'amélioration de la qualité du parc social prévue dans le PNRU qui ne se limite pas à la démolition / reconstitution de l'offre.

Mode de calcul :

- numérateur : nombre de logements engagés au titre de la réhabilitation / de la résidentialisation de 2004 au 31/12 de chaque année ;
- dénominateur : nombre de logements programmés au titre de la réhabilitation / de la résidentialisation de 2004 au 31/12 de chaque année.

Modalités d'interprétation : au 31/12/2007, 48 % des logements programmés au titre de la réhabilitation sont engagés ; ce taux est de 37 % pour les résidentialisations. Comme pour toutes les familles d'opérations, ces taux masquent la croissance des engagements face à un pic très important de la programmation 2006/2007 :

PROGRAMMATION - Nombre de logements	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Fin du PNRU
Réhabilitation - Programmation annuelle	8%	15%	23%	23%	17%	10%	3%	1%	0%	0%	100%
Réhabilitation - Programmation cumulée	8%	24%	46%	70%	86%	96%	99%	100%	100%	100%	
Résidentialisation - Programmation annuelle	5%	11%	19%	27%	21%	8%	6%	2%	1%	0%	100%
Résidentialisation - Programmation cumulée	5%	16%	35%	63%	83%	91%	97%	99%	100%	100%	

**Poids des PLUS-CD dans le financement de la reconstitution de l'offre**

Taux global de PLUS-CD dans le financement de la reconstitution de l'offre démolie à l'issue du programme.

Mode de calcul :

- numérateur : nombre de logements engagés au titre de la reconstitution de l'offre financés par un PLUS-CD de 2004 au 31/12 de chaque année ;
- dénominateur : nombre total de logements engagés au titre de la reconstitution de l'offre de 2004 au 31/12 de chaque année.

Modalités d'interprétation : au 31/12/2007, 70 % des logements engagés au titre de la reconstitution de l'offre sont financés par un PLUS-CD.

**INDICATEUR 5.3 : Différentiel entre l'indice de satisfaction des habitants des ZUS quant à la qualité de l'environnement de leur logement et celui constaté dans les unités urbaines correspondantes**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2013 Cible
indice de satisfaction constaté en ZUS (a)	points	-1,8	-2,0	-			s.o
indice de satisfaction constaté dans les unités urbaines correspondantes (b)	points	-1,5	-1,6	-			s.o
différentiel entre ces deux scores (a-b)	points	-0,3	-0,4	- 0,2	-0,3	-0,3	0

**Précisions méthodologiques :**

Sources des données : INSEE - enquête permanente sur les conditions de vie (janvier) à partir de 2005. Exploitation des données par l'Observatoire national des ZUS.

Explications sur la construction de l'indicateur :

- la cible pour 2013 est exprimée en écart conformément aux objectifs de la loi du 1er août 2003. La valeur cible est fixée à 0. Néanmoins, les prévisions intermédiaires ne peuvent être calculées à partir de la seule enquête permanente sur les conditions de vie.
- le champ couvert par l'enquête concerne l'ensemble des personnes de 15 ans et plus résidant en France métropolitaine ;
- sont prises en compte les réponses à la question « Selon vous, votre quartier [...] est-il concerné par les problèmes suivants : » et sont additionnées, pour obtenir un score, les proportions de réponses positives aux cinq modalités suivantes : le bruit ; la pollution (pollution de l'air, pollution des sols, qualité de l'eau, etc.) ; la desserte et l'équipement du quartier ; l'environnement dégradé (mal entretenu, manque de propreté) ; les dangers de la circulation ;
- puis, est calculée la différence entre le score obtenu à partir des réponses des habitants des agglomérations ayant une ZUS et le score obtenu à partir des réponses des habitants des ZUS ;
- l'indicateur final est ainsi compris entre - 5 et + 5. Une valeur positive indique une meilleure opinion des habitants des quartiers en ZUS sur l'environnement de leur logement. Une valeur négative indique une opinion plus négative de la part des habitants des ZUS par rapport aux habitants des autres quartiers des agglomérations.



**Lecture :** la réalisation 2007 correspond à une situation où en moyenne 40 % des habitants des ZUS et 33 % des habitants des unités urbaines correspondantes déclarent leur quartier concerné par chacun des 5 problèmes cités.

L'évolution de l'indicateur entre 2006 et 2007 provient essentiellement de l'augmentation plus prononcée pour les habitants des ZUS de la perception des problèmes de bruit et de pollution. Les nuisances temporaires provoquées par les chantiers de rénovation contribuent sans doute au maintien de l'écart entre les perceptions des habitants des quartiers en ZUS et des autres quartiers.

#### OBJECTIF n° 6 : Concentrer la mise en oeuvre du programme de rénovation urbaine sur les secteurs les plus fragiles

Parmi les 751 zones urbaines sensibles et les quartiers ayant obtenu une dérogation ministérielle, l'ANRU, opérateur du programme, a pour mission de traiter les quartiers les plus vulnérables et de concentrer son action sur les secteurs présentant les caractéristiques urbaines, sociales et économiques les plus préoccupantes. Il a été décidé qu'elle consacrerait 70% de son budget à la rénovation des 215 quartiers prioritaires qui concentrent les plus grandes difficultés sociales et économiques, et 25% pour les autres quartiers qui feront l'objet d'une convention pluriannuelle (soit 342 quartiers relevant du « 2ème cercle de priorité »). Enfin, au maximum 5% de son budget sera consacré au traitement par opérations isolées (hors convention) des autres quartiers en ZUS.

Les projets portent également sur l'amélioration des transports collectifs et des déplacements, sur l'aménagement des espaces extérieurs, sur la valorisation de l'environnement ainsi que sur la lutte contre les principales sources de nuisances que sont la pollution, le bruit ou les dangers de la circulation. La finalité est de rendre, aux yeux des habitants, l'environnement aussi agréable dans les ZUS que dans le reste de l'agglomération. La qualité d'un logement dépend de :

- l'ampleur des nuisances auxquelles il est exposé (bruit, pollution, manque de propreté) ;
- la performance des dessertes et de la richesse en équipement du quartier dans lequel il se trouve.

#### INDICATEUR 6.1 : Part des crédits mobilisés pour la rénovation urbaine selon le niveau de priorité des zones à rénover

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2013 Cible
part des crédits réservés aux 189 sites prioritaires	%	74	75	70	74	73	70
part des crédits consacrés aux sites relevant du 2ème cercle de priorité	%	13	16	22	17	18	25
part des crédits consacrés aux autres ZUS et sites dérogatoires	%	13	9	8	9	9	5

#### Précisions méthodologiques :

**Sources des données :** délégation interministérielle à la ville - agence nationale pour la rénovation urbaine.

#### Explications sur la construction de l'indicateur :

- les 189 sites « prioritaires » - représentant en fait 215 quartiers, certains sites étant « à cheval » sur deux ZUS, sont les quartiers situés dans les zones de redynamisation urbaine de plus de 4.000 habitants, dans les zones urbaines sensibles de plus de 9.000 habitants et les quartiers non classés en ZUS mais ayant antérieurement bénéficié d'un grand projet de ville ;
- en termes de prévisions, ne sont prises en compte que les seules conventions effectivement approuvées par le conseil d'administration ou le comité d'engagement de l'ANRU ;
- en termes de réalisations, la quote-part des crédits mobilisés est déterminée à partir des engagements comptables pris dans l'année (sous la forme d'une décision attributive de subvention).

#### OBJECTIF n° 7 : Maîtriser le coût et les délais du programme national de rénovation urbaine

Le CA de l'ANRU a décliné des propositions qui doivent entrer dans un budget global de 12 milliards d'euros, générant un investissement global de 40 milliards d'euros.

Chaque projet est décliné en opérations et se voit attribuer une enveloppe référentielle de crédits (subvention ANRU, prêts CDC, collectivités locales...). Un des enjeux majeurs correspond à l'achèvement de la programmation générale au regard des 530 quartiers initialement prévus et à la signature de l'ensemble des conventions concernant les



quartiers prioritaires avant la fin de l'année 2008. Dès lors, le programme sera entré en phase opérationnelle. L'objectif sera de mener à bien l'ensemble des projets sans dépassement de délais et de coûts.

### INDICATEUR 7.1 : Part des opérations programmées dont l'engagement est retardé

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2013 Cible
part des opérations programmées dont l'engagement est retardé.	%	50	60		55	45	0

#### Précisions méthodologiques :

indicateur nouveau.

Sources des données : système d'information de l'ANRU.

Explications sur la construction de l'indicateur (année n) :

au numérateur : nombre d'opérations dont le démarrage était programmé en année n-1 et n'ayant pas fait l'objet d'une décision attributive de subvention au 31 décembre de l'année n ; au dénominateur : nombre d'opérations dont le démarrage était programmé en année n-1.

Une évolution de l'indicateur à la baisse (hausse) traduit un raccourcissement (allongement) des délais d'engagement des opérations du programme.

### INDICATEUR 7.2 : Évolution du coût moyen des opérations d'investissement financées dans le cadre du programme national de rénovation urbaine

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2013 Cible
Evolution du coût moyen du m² de logement social construit (indice base 100 en 2005)	points	105,4	110,5				sans objet
Différence	points	1,6	0,2		0	0	< 0
Evolution du coût moyen du m² de logement social détruit (indice base 100 en 2005)	points	101,0	100,6				s.o
Différence	points	-6,0	-9,6		0	0	s.o
Evolution du coût moyen du m² de logement social réhabilité (indice base 100 en 2005)	points	100,5	106,3				sans objet
Différence	points	-6,5	-3,9		0	0	< 0

#### Précisions méthodologiques :

Sources des données : délégation interministérielle à la ville - agence nationale pour la rénovation urbaine.

Explications sur la construction de l'indicateur :

- l'indicateur est fourni annuellement ;

- le coût moyen prévisionnel est égal au coût estimé des programmes, rapporté à la somme des surfaces SHON de ces programmes. Le coût effectif sera égal au coût réel des opérations pour tous les programmes réceptionnés dans l'année, rapportée à la somme des surfaces SHON de ces programmes. Le coût moyen réel ne pourra être calculé qu'à partir du moment où les premières opérations auront été déclarées terminées ;

- chaque année, l'indicateur sera calculé en évolution cumulée depuis l'année de base (indice base 100 en 2005) et comparé à l'évolution de l'ICC sur la même base (l'indice base 100 est égal à la moyenne de l'ICC sur les 4 trimestres 2005, soit 1289,0). L'indicateur est donné en écart par rapport à l'évolution de l'ICC : la valeur de l'ICC de référence est la suivante :

2005 : 1289 (base=100)

2006 : 1378,8 (107,0)

2007 : 1421,0 (110,2)

- l'objectif est de s'assurer que les coûts des opérations principales du PNRU (constructions, démolitions, réhabilitations) évoluent au maximum, sur la durée du programme, au rythme de l'ICC.

Lecture : en 2007, le coût des opérations de construction de logement social a connu une évolution cumulée par rapport à 2005 supérieure de 0,2 points à celle de l'ICC sur la même période.

## INDICATEUR 7.3 : Taux d'engagement des programmations annuelles (en cumul)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2013 Cible
Taux d'engagement des programmations annuelles ( en cumul)	%	38	40		50	55	100

**Précisions méthodologiques :**

Indicateur nouveau

Source des données : système d'information de l'ANRU.

Explications sur la construction de l'indicateur : Les délais de mise en œuvre sont mesurés par le cumul des montants des DAS (décisions attributives de subvention) au 31 décembre de l'année de référence rapporté au cumul des subventions programmées jusqu'à cette date dans les conventions signées. L'indicateur est donc un pourcentage qui doit atteindre 100% en fin de programme et qui doit évoluer à la hausse, traduisant un raccourcissement des délais d'engagement du programme.

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Prévention et développement social		363 173 674	363 173 674		383 173 674	383 173 674
02	Revitalisation économique et emploi		308 950 000	308 950 000		313 950 000	313 950 000
03	Stratégie, ressources et évaluation		58 140 000	58 140 000		58 140 000	58 140 000
04	Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie (libellé modifié)		14 000 000	14 000 000		14 000 000	14 000 000
Totaux			744 263 674	744 263 674		769 263 674	769 263 674

## GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

## CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

## Génération CPER 2007-2013 :

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2008	CP réalisés au 31/12/2008	AE demandés pour 2009	CP demandés pour 2009	CP sur engage- ments à couvrir après 2009
01 Prévention et développement social	2 500 000	0	0	0	0	0
<b>Totaux</b>	<b>2 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Totaux des crédits de paiement pour ce programme :

CP demandés pour 2009	CP sur engagements à couvrir après 2009
0	0

Les projets initialement prévus dans la génération 2007-2013 des CPER n'ont pas été commencés et ne devraient pas générer de dépense en 2009.

## Politique de la ville

Programme n° 147 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

Le tableau ci-dessous récapitule les crédits demandés au titre du PLF 2009 dédiés aux principaux dispositifs de la politique de la ville et du développement social urbain. Il présente aussi la répartition de ces crédits entre la DIV, l'ACSÉ et l'ANRU.

Unités de budgétisation	AE du PLF 2009	en % du programme	dont crédits gérés par la DIV	dont crédits gérés par l'ANRU	dont crédits gérés par l'ACSÉ
<b>Actions territorialisées</b>	<b>180,02</b>	<b>24,19%</b>	<b>4,47</b>		<b>175,55</b>
dont action 1	148,77		3,62		145,15
dont action 2	27,85		0,85		27,00
dont action 3	3,40				3,40
<b>Ingénierie des CUCS</b> action 3	<b>18,90</b>	<b>2,54%</b>			<b>18,90</b>
<b>Mesures du plan "espoir banlieues"</b>	<b>22,00</b>	<b>2,96%</b>	<b>5,00</b>		<b>17,00</b>
dont action 1	10,00				10,00
dont action 2	3,00				3,00
dont action 4	9,00		5,00		4,00
<b>Réussite éducative</b> action 1	<b>90,00</b>	<b>12,09%</b>			<b>90,00</b>
<b>Ville, vie, vacances</b> action 1	<b>10,00</b>	<b>1,34%</b>			<b>10,00</b>
<b>Adultes-relais</b> action 1	<b>88,50</b>	<b>11,89%</b>			<b>88,50</b>
<b>Service civil volontaire</b> action 1	<b>9,50</b>	<b>1,28%</b>			<b>9,50</b>
<b>Exonérations ZFU</b> action 2	<b>250,00</b>	<b>33,59%</b>	<b>250,00</b>		
<b>Partenariat national</b>	<b>5,00</b>	<b>0,67%</b>	<b>3,00</b>		<b>2,00</b>
dont action 1	4,40		2,40		2,00
dont action 2	0,60		0,60		
<b>Centres de ressource et animation régionale</b> action 3	<b>7,00</b>	<b>0,94%</b>	<b>7,00</b>		
<b>Mesures expérimentales</b>	<b>3,00</b>	<b>0,40%</b>	<b>3,00</b>		
dont action 1	1,50		1,50		
dont action 2	1,50		1,50		
<b>Fonctionnement des services</b> action 3	<b>28,84</b>	<b>3,87%</b>	<b>7,29</b>		<b>21,55</b>
<b>Ex-FIV investissement</b> action 1	<b>0,50</b>	<b>0,07%</b>	<b>0,50</b>		
<b>Rénovation urbaine</b> action 4	<b>5,00</b>	<b>0,67%</b>		<b>5,00</b>	
<b>ÉPIDe</b> action 2	<b>26,00</b>	<b>3,49%</b>	<b>26,00</b>		
<b>Total hors Exonérations ZFU et hors ÉPIDe</b>	<b>468,26</b>	<b>62,92%</b>	<b>30,26</b>	<b>5,00</b>	<b>433,00</b>
Pourcentage de répartition des crédits DIV/opérateurs			6,46%	1,07%	92,47%
<b>Total</b>	<b>744,26</b>	<b>100,00%</b>	<b>306,26</b>	<b>5,00</b>	<b>433,00</b>
Pourcentage de répartition des crédits DIV/opérateurs			41,15%	0,67%	58,18%
<b>Totaux par action</b>					
Action 1	363,17	26,67%	8,02	0,00	355,15
Action 2	308,95	37,08%	278,95	0,00	30,00
Action 3	58,14	7,35%	14,29	0,00	43,85
Action 4	14,00	0,67%	5,00	5,00	4,00

Le programme 147 est composé à plus de 58 % de crédits gérés par l'ACSÉ (soit 92% des crédits hors exonérations ZFU et hors ÉPIDe). La répartition des crédits entre les actions telle qu'elle est présentée dans ce PAP doit être considérée comme un objectif d'orientation des crédits fixé à l'Agence.

La présentation des dépenses doit donc être lue à double niveau, du point de vue de l'État dans la partie ci-dessous et du point de vue des agences, l'ACSÉ et l'ANRU, dans le volet « opérateurs » du présent document.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>1 164 847 730</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>1 045 044 413</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	<b>AE demandées pour 2009</b>	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	<b>Total des CP demandés pour 2009</b>	<b>Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009</b>
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
1 462 270 432	<b>744 263 674</b>	25 000 000	744 263 674	<b>769 263 674</b>	<b>36 630 767</b>
					<div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>5 000 000</div>
					<div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>5 000 000</div>
					<div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>26 630 767</div>

\* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

\*\* Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

### Incidence des autorisations de programme engagées avant 2009 :

Sur le périmètre de l'ex-programme 147 « Équité sociale et territoriale », le montant des engagements antérieurs à 2009 présentant un reste à liquider est estimé à 93,6 M€ au 31 décembre 2007. La loi de finances pour 2008 prévoit 32 M€ pour couvrir ces engagements, il restera donc 61,6 M€ à solder. 25 M€ sont prévus en 2009, puis 5 M€ en 2010 et 2011.

Sur le périmètre de l'ex programme 202 « Rénovation urbaine », les restes à payer relatifs aux grands projets de ville – opérations de renouvellement urbain (GPV-ORU) – devraient être totalement apurés au 31 décembre 2009.

Enfin, s'agissant du même périmètre (ex programme 202), le solde des engagements sur années antérieures, estimé au 31 décembre 2008 à environ 1,5 Md€, devrait faire en 2009 l'objet d'une annulation pour régularisation suite à la rénovation du « 1 % logement » prévue dans la loi de mobilisation pour le logement.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01 : Prévention et développement social

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		363 173 674	<b>363 173 674</b>
Crédits de paiement		383 173 674	<b>383 173 674</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	102 200 000	102 200 000
Transferts aux collectivités territoriales	160 305 561	175 305 561
Transferts aux autres collectivités	100 668 113	105 668 113

Les crédits consacrés au financement du volet « prévention et développement social » des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont gérés par l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSÉ). L'agence recevra 355 150 000 € en provenance de cette action.

Le détail du budget géré par l'ACSÉ dans ces domaines est présenté dans la partie « Opérateurs » de ce document.

Les crédits dédiés aux collectivités d'outre-mer (3 623 674 € en AE=CP pour la prévention et le développement social) restent gérés par la DIV. A noter que les crédits consacrés au financement du contrat de développement de la Nouvelle-Calédonie sont désormais inscrits sur le programme n°123 « conditions de vie outre-mer », ce qui explique la diminution relative des financements que le programme « politique de la ville » mobilisera désormais dans les collectivités d'outre-mer.

Les crédits de cette action permettent le financement des dispositifs et des programmes d'actions relevant de la citoyenneté et prévention de la délinquance d'une part et du développement social d'autre part. Ces dispositifs, qui sont en grande partie gérés par l'ACSÉ, sont présentés en détails dans la partie « opérateurs » du programme.

**a) Actions territorialisées et autres dispositifs coordonnés par l'ACSÉ (358 773 674 € en AE=CP)**

Les projets portant sur la citoyenneté et la prévention de la délinquance ont pour objectif le renforcement de la médiation familiale et le soutien à la parentalité, la prévention de la délinquance juvénile, l'amélioration de l'accès au droit et à la justice de proximité, ainsi que la lutte contre les discriminations.

Les projets portant sur le développement social des quartiers urbains visent à réduire la vulnérabilité sociale des habitants par une adaptation de l'offre de services à leurs besoins : maîtrise de la langue, accès aux soins, accompagnement scolaire, sport, loisirs et culture.

Les crédits ainsi versés à l'ACSÉ lui permettent de financer le développement social des quartiers urbains, dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) et de développer certains dispositifs spécifiques tels que le programme de réussite éducative, les adultes relais, le service civil volontaire ou encore une aide à la gestion urbaine de proximité.

L'ACSÉ sera également chargée de développer les projets relevant du plan « espoir banlieues » correspondant à cette thématique. En matière d'éducation, il s'agit du développement du « busing », de la création d'internats d'excellence, de l'accompagnement des lycéens et des étudiants pour faciliter l'accès et la réussite des jeunes des quartiers dans les classes préparatoires aux grandes écoles.

Ces dispositifs sont gérés par la DIV dans les collectivités d'outre-mer.

#### b) Partenariat national associations (2,4 M€ en AE=CP)

Ces crédits d'intervention en matière de développement social représentent 80 % des crédits consacrés au partenariat national associations par la DIV. Celle-ci apporte en effet son soutien financier à environ 80 associations dites « têtes de réseau » ou fédérations nationales intervenant dans ce champ.

#### c) Mesures expérimentales (1,5 M€ en AE=CP)

Afin d'alimenter l'animation interministérielle (suivi conjoint de projets expérimentaux) et d'encourager l'efficacité, la "rentabilité sociale", l'exemplarité et le caractère innovant de la politique de la ville, la DIV lancera un appel à projet au début de l'année 2009 pour repérer et évaluer des actions innovantes dans le domaine du développement social et économique, sur les champs prioritaires du plan banlieue. Les projets seront développés à petite échelle, en lien avec les ministères concernés, sur une durée limitée durant laquelle seront jugés :

- leur intérêt ;
- leurs résultats ;
- leur caractère reproductible ;
- leur possible prise en charge sur des moyens de droits commun au terme de la période d'expérimentation

Une dotation globale de 3 M€ est prévue pour financer ces mesures expérimentales ; 50 % de cette enveloppe bénéficiera à des projets dans le domaine de la prévention et du développement social.

#### d) Volet « travaux d'aménagement » des contrats urbains de cohésion sociale (0,5 M€ en autorisations d'engagement et 20,5 M€ en crédits de paiement)

Des crédits de paiement sont prévus pour apurer les restes à payer sur les opérations d'investissement engagées antérieurement et relevant du champ « Développement social », soit 80 % de l'enveloppe totale consacrée à cet objet qui s'élève à 25 M€ en crédits de paiement. Il s'agit, à titre d'exemple, d'aires de jeux, d'aménagement de locaux d'insertion. 500 000 € en AE = CP permettront par ailleurs de boucler le financement de certaines opérations anciennes.

La DIV assure la gestion de ces crédits qui seront délégués aux services déconcentrés.

### ACTION n° 02 : Revitalisation économique et emploi

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		308 950 000	<b>308 950 000</b>
Crédits de paiement		313 950 000	<b>313 950 000</b>

### ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

#### DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	26 000 000	26 000 000

#### SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

L'Établissement public d'insertion de la défense (EPIDE) a été créé par ordonnance n°2005-883 du 2 août 2005. Il est chargé d'assurer l'insertion sociale et professionnelle de jeunes adultes volontaires sans qualification ni emploi ou en voie de marginalisation sociale. Déployé sur l'ensemble du territoire national, il s'adresse notamment aux populations

des zones urbaines sensibles, rendant possibles des solutions de qualification ou d'accès à l'emploi. A ce titre, il s'inscrit pleinement dans le cadre des dispositifs de « 2<sup>ème</sup> chance » du Plan « espoir banlieues ». La contribution du Ministère du Logement et de la Ville à cet établissement s'élève à 26 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement pour 2009.

Cette somme permettra de financer le fonctionnement de 22 centres, 2 532 volontaires devraient être accueillis en fin d'année 2009. Une présentation de cet opérateur peut être consultée dans le projet annuel de performance du programme 102 de la mission « travail et emploi », auquel il est rattaché à titre principal.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	250 000 000	250 000 000
Transferts aux collectivités territoriales	15 847 619	19 597 619
Transferts aux autres collectivités	17 102 381	18 352 381

### a) Contrats urbains de cohésion sociale et autres actions territorialisées : 27,85 M€(en AE=CP)

L'ACSÉ est chargée de la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs concourant à la revitalisation économique et à l'emploi, notamment dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS). Les crédits nécessaires au financement du volet « développement économique et emploi » des CUCS représentent environ 19 % de la subvention dédiée à l'ACSÉ, soit 27 M€.

En revanche, la DIV conserve la gestion des crédits dédiés aux collectivités d'outre-mer, 850 000 € sont prévus sur cette action.

L'objectif est d'accompagner des actions portées par les communes et les associations.

Il s'agit de déployer des dispositifs articulés avec les interventions dites de droit commun permettant notamment de renforcer l'intermédiation à l'emploi avec les entreprises (prospection, accompagnement, forums...) et d'encourager la création d'activité.

### b) Écoles de la deuxième chance : 3 M€(en AE=CP)

Dans le cadre du plan « espoir banlieues », 3 M€ (AE=CP) sont prévus pour les écoles de la deuxième chance (E2C). Il s'agit d'une aide à l'ouverture des E2C donnée en lien avec le réseau européen E2C qui labellise les écoles. Une aide de 150 000 € est prévue par création d'école, 20 projets seront lancés en 2009.

Ces crédits sont confiés à l'ACSÉ.

### c) Compensation des exonérations de charges sociales en zones franches urbaines (ZFU) et en zones de redynamisation urbaine (ZRU) : 250 M€(en AE=CP)

Bénéficient d'une exonération de cotisations patronales de sécurité sociale (hors cotisations pour accident du travail et maladie professionnelle), de cotisations au titre du fonds national d'aide au logement et de versement « transport », les entreprises employant au plus 50 salariés au 1<sup>er</sup> janvier 1997 (ZFU 1997), au 1<sup>er</sup> janvier 2004 (ZFU 2004) ou à la date de leur création ou de leur implantation avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (ZFU 1997) ou le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (ZFU 2004). L'exonération s'applique aux salaires des employés recrutés en CDI ou CDD présents à la date de création ou d'implantation de l'entreprise en ZFU, transférés en ZFU avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008 (ZFU 1997) ou le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (ZFU 2004) ou embauchés dans les cinq ans qui suivent la création ou l'implantation de l'entreprise dans la zone. L'exonération est de 100 % pendant cinq ans sur la fraction de la rémunération inférieure à 140 % du SMIC (exonération limitée à 50 % pour les emplois transférés – ZFU 1997). A compter de 2009, une plus grande efficacité des dépenses de l'État sera recherchée par un recentrage de ce dispositif d'exonération sur les publics les plus éloignés de l'emploi, à savoir ceux qui sont les moins bien rémunérés, afin d'inciter les entreprises à recruter ces personnes en priorité.

Les exonérations fiscales et sociales applicables aux établissements implantés dans les ZRU sont assez proches de celles applicables dans les ZFU. L'exonération des cotisations sociales patronales dure 12 mois (au lieu de 5 ans



d'exonération totale en ZFU). L'exonération totale d'impôt sur les bénéfices y dure 24 mois (au lieu de 5 ans en ZFU), cette période étant suivie de 3 ans d'abattements dégressifs (contre 9 ans en ZFU). Les établissements peuvent également bénéficier d'exonérations de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties.

Conformément à l'article L.139-2 du code de la sécurité sociale, l'État doit compenser les exonérations accordées par les organismes de sécurité sociale. En prenant en compte l'impact du recentrage du dispositif, le montant de la dépense pour 2009 est estimé à 250 M€ (en AE=CP), dont 239 M€ au titre des ZFU et 11 M€ au titre des ZRU.

Le pilotage et la gestion de ces crédits sont assurés par la DIV.

#### **d) Partenariat national associations : 0,6 M€(en AE=CP)**

20% des crédits consacrés au partenariat national associations sont orientés dans les domaines liés à la revitalisation économique et à l'emploi. La DIV apporte son soutien financier à une vingtaine d'associations dites « têtes de réseau » ou fédérations nationales intervenant dans ce champ.

#### **e) Mesures expérimentales : 1,5M€(en AE=CP)**

50% de l'enveloppe prévue pour le suivi de projets innovants bénéficiera à des projets dans le domaine de l'emploi et du développement économique.

#### **f) Volet « travaux d'aménagement » des contrats urbains de cohésion sociale (5 M€en crédits de paiement)**

Des crédits de paiement sont prévus pour apurer les restes à payer sur les opérations d'investissement engagées antérieurement et relevant de l'action «Développement économique », soit 20% de l'enveloppe totale consacrée à cet objet qui s'élève à 25 M€ en crédits de paiement. Ces opérations de faible ampleur ne relèvent pas de la rénovation urbaine ; elles ont pour objet de favoriser le développement économique et l'insertion professionnelle des habitants des quartiers prioritaires. Il s'agit, à titre d'exemple, de locaux dédiés aux missions locales, aux pépinières d'entreprise, au changement d'usage de pièces d'habitation en bureaux...

La DIV assure la gestion de ces crédits qui seront délégués aux responsables de BOP.

### **ACTION n° 03 : Stratégie, ressources et évaluation**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		58 140 000	<b>58 140 000</b>
Crédits de paiement		58 140 000	<b>58 140 000</b>

### **ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE**

#### **DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	7 097 770	7 097 770
Subventions pour charges de service public	21 550 000	21 550 000

Les crédits nécessaires au financement de cette action se décomposent en moyens consacrés au :

#### **1 -Fonctionnement des services centraux : 5 M€(AE=CP)**

Ces dépenses recouvrent l'ensemble des frais de fonctionnement de la Délégation interministérielle à la Ville (y compris ceux de l'Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles) et du Conseil National des Villes.

Ces crédits financent :

- les missions d'études pour environ 1 M€ qui permettent à la DIV de travailler notamment sur l'évaluation de la politique de la ville ;
- les dépenses de fonctionnement courant, d'immobilier, et d'informatique pour environ 3,2 M€ ;
- les dépenses de communication nécessaires au financement des publications de la DIV telles que *La lettre de la DIV* ou le *rapport de l'ONZUS* et à l'organisation de manifestations telles que *les rencontres de la DIV* ou les réunions des sous-préfets ville pour environ 0,8 M€.

## 2 - Fonctionnement des services déconcentrés : 1,6 M€(AE=CP)

Dont :

### - les dépenses de fonctionnement courant et de communication

Les services de l'État chargés localement de la mise en œuvre et de l'animation de la politique de la ville doivent disposer des crédits nécessaires à l'édition de brochures, à l'organisation de rencontres, etc. Une enveloppe de 0,6 M€ sera consacrée à ces dépenses.

### - la formation des acteurs locaux de la politique de la ville (gestion déconcentrée)

La formation aux enjeux de la politique de la ville est une priorité pour les acteurs engagés dans la rénovation urbaine ou la lutte contre les exclusions. L'objectif est de développer, d'une part, une formation-action relative à la sociologie urbaine, ainsi qu'aux méthodes et aux outils de la politique de la ville et, d'autre part, une formation à la prise de poste pour les agents nommés dans un quartier prioritaire. En outre, tous les professionnels intervenant dans le champ de la médiation sociale (contrats d'accompagnement dans l'emploi, adultes-relais...), bénéficieront de formations menées en partie avec les travailleurs sociaux et autres professionnels en contact avec les publics en difficulté. Une enveloppe de 1 M€ sera consacrée à l'ensemble de ces formations.

La DIV assure le pilotage de ces crédits qui seront délégués aux responsables de BOP.

## 3 - Fonctionnement des délégués du Préfet : 0,5 M€(AE=CP)

Dans le cadre du plan « espoir banlieues » et conformément aux orientations fixées par le Président de la République lors de son discours du 8 février 2008, 350 délégués vont être placés auprès des Préfets pour assurer l'interface entre les habitants des quartiers et les services administratifs.

Il est nécessaire de prévoir une dotation d'environ 1 500 euros pour que chaque délégué puisse faire face aux frais de fonctionnement inhérents à ses missions qui ne pourraient être financés par la préfecture.

Par ailleurs, la rémunération des délégués du Préfet, assurée par leur service d'origine (salaires chargés et primes statutaires) sera améliorée par le versement d'un complément indemnitaire et éventuellement d'une indemnité temporaire de mobilité. Les sommes correspondantes sont budgétées sur l'action 6 du programme 135 « Développement et amélioration de l'offre de logement » de la mission « Ville et logement »

## 4 - Fonctionnement des opérateurs : 21,55 M€(AE=CP)

(Subvention pour charges de service public)

Cette dotation est destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement (personnel et fonctionnement courant) de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

## ■ DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	144 170	144 170
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	48 060	48 060

Le montant des crédits demandés au titre de petites dépenses d'investissement nécessaires au fonctionnement de la DIV telles que l'exploitation des applications « métiers » et de gestion, du réseau de télécommunications, l'acquisition de matériels informatiques et de logiciels ou le renouvellement du parc automobile est estimé à 192 230 € en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux collectivités territoriales	12 599 000	12 599 000
Transferts aux autres collectivités	16 701 000	16 701 000

Ces crédits d'intervention relevant de l'action 03 se décomposent en moyens consacrés :

### **1- au financement du volet « Ingénierie » des contrats urbains de cohésion sociale : (18,9 M€ en AE=CP)**

(Transferts aux collectivités territoriales et aux autres collectivités)

Les crédits inscrits au titre de l'ingénierie des contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) sont gérés par l'ACSÉ, ils s'élèvent à 18 900 000 € (AE=CP) pour 495 CUCS.

Tout contrat urbain de cohésion sociale doit être doté d'un dispositif de direction et de conduite du projet, communément appelé « équipe-projet » ou « maîtrise d'œuvre urbaine et sociale ». L'équipe-projet a pour mission de promouvoir et d'animer, par son rôle d'interface entre les différents partenaires, le projet global mis en œuvre dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale. Elle doit à la fois constituer un relais auprès des habitants et des associations, une interface avec les autres professionnels des différentes institutions, et un support technique à la préparation des décisions politiques prises dans le cadre du comité de pilotage réunissant les partenaires du contrat devant lequel elle doit rendre compte. Dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale intercommunaux, l'assiette de la subvention peut également intégrer le financement d'une direction de projet coordonnant l'intervention des différentes équipes « quartier ».

### **2- au financement d'actions d'ingénierie et d'animation en matière de politique de la ville : (7 M€ en AE=CP).**

(Transferts aux collectivités territoriales et aux autres collectivités)

#### **a- le financement de centres de ressources régionaux : 2,5 M€**

Au regard des activités de ces structures supports de la politique de la ville (diffusion de l'information, formation, capitalisation des expériences, etc.), les crédits nécessaires au financement des dix huit centres de ressources sont estimés à 2,5 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement. La participation versée à chaque centre de ressources varie entre 30000 € et 400000 € en fonction de sa taille, de son dynamisme et des actions programmées.

#### **b- l'animation régionale et l'évaluation de la politique de la ville : 4,5 M€**

Les résultats obtenus localement par la politique de la ville doivent faire l'objet d'un suivi permanent. C'est d'ailleurs un enjeu majeur pour l'année 2009 qui est, d'une part, une année de bilan intermédiaire pour les contrats urbains de cohésion sociale et d'autre part, une année de réflexion et de mise en œuvre de la révision géographique des quartiers concernés par la politique de la ville. Il est donc nécessaire de prévoir des crédits pour permettre de recourir à un prestataire extérieur sur ce sujet. En outre, les services régionaux assurent l'animation des réseaux en matière de politique de la ville.

L'État subventionne une partie de ces dépenses d'évaluation qui devraient s'élever à 4,5 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

La DIV assure le pilotage de ces crédits qui seront délégués aux responsables de BOP.

#### **c- le financement des opérations de pilotage, de ressources et d'évaluation menées par l'ACSÉ : 3,4 M€**

L'ACSÉ dispose de crédits d'intervention pour financer des actions visant la capitalisation et la diffusion des expériences par la formation et l'accompagnement des collaborateurs de l'agence.

**ACTION n° 04 : Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		14 000 000	<b>14 000 000</b>
Crédits de paiement		14 000 000	<b>14 000 000</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	5 000 000	5 000 000

**SUBVENTION POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC**

Pour 2009 et les années suivantes, les moyens d'intervention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), inscrits jusqu'alors au titre du programme Rénovation Urbaine (202), seront essentiellement constitués d'une partie du produit de la participation des employeurs à l'effort de construction dans le cadre du recentrage des emplois du 1% logement sur les axes prioritaires de la politique du logement.

L'ANRU bénéficiera également d'une subvention pour charges de service public de 5 M€.

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux collectivités territoriales	9 000 000	9 000 000

Qualité de service dans les transports

Le désenclavement des quartiers fait partie des mesures prévues dans le plan « espoir banlieues ». Un appel à projets pour développer les transports de proximité et améliorer la qualité de service est prévu. Le coût de cette mesure représente 5 M€ par an.

Gestion urbaine de proximité

Dans le cadre du plan « espoir banlieues », un financement complémentaire de 4 M€ est également prévu en matière de gestion urbaine de proximité, il permettra d'établir des diagnostics précis de gestion des quartiers. Ces diagnostics permettront de renforcer l'exigence vis-à-vis des mairies et des gestionnaires de l'habitat en matière de qualité du cadre de vie. Ils seront mis en œuvre par l'ACSÉ sur une centaine de sites, pour un coût unitaire moyen de 40000 €.

## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			8 930 000	8 930 000	52 550 000	52 550 000
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)			745 278 317	560 278 317	411 450 000	411 450 000
<b>Totaux</b>			<b>754 208 317</b>	<b>569 208 317</b>	<b>464 000 000</b>	<b>464 000 000</b>

En 2008, seule l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances percevait une subvention pour charges de service public. Les programmes 147 Politique de la ville et 104 Intégration et accès à la nationalité française avaient respectivement prévu en LFI 2008 des versements de 372 M€ et 104 M€ à l'ACSÉ.

Le programme 202 Rénovation urbaine avait prévu le versement de 197 M€ à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

En 2009, le programme Politique de la ville finance trois subventions pour charges de service public, elles sont versées à l'ACSÉ (21,55 M€), à l'ANRU (5 M€) et à l'Établissement public d'insertion de la défense (26 M€). L'EPIDe est opérateur principal du programme *Accès et retour à l'emploi* (102).

S'agissant des transferts (titre 6), intégralement versés à l'ACSÉ, le programme Politique de la ville prévoit en 2009 un versement de 411,45 M€, dont 40 M€ sont issus d'un transfert depuis le programme 104 Intégration et accès à la nationalité française vers le programme 147. Par ailleurs l'ACSÉ recevra directement 40 M€ du programme 104 précité.

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	384		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		404	344
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		404	344
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>			

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## Politique de la ville

Programme n° 147 OPÉRATEURS

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS

## EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
Intitulé de l'opérateur	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
		ETPT (1)	ETPT	ETP		Effectifs	ETPT (1)	ETP (2)		ETPT (1)	ETP	
							"sous plafond"	"hors plafond"	Total		"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)
ACSE - Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances		314				323		323		263		263
ANRU - Agence nationale pour la rénovation urbaine		70				81		81		81		81
Totaux		384				404		404		344		344

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

## PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

### ACSE - AGENCE NATIONALE POUR LA COHÉSION SOCIALE ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES

Les crédits alloués à l'ACSÉ sont dédiés principalement au financement d'actions territorialisées, en particulier des actions inscrites dans les contrats urbains de cohésion sociale, qu'il s'agisse des crédits destinés aux programmes phares, coordonnés au niveau national (réussite éducative, adultes relais, opération Ville-Vie-Vacances,...) ou de crédits d'utilisation plus diversifiée en fonction des projets locaux. Une part de ces crédits sera destinée à des projets spécifiques décidés dans le cadre du plan « espoir banlieues » (« busing », internat d'excellence, écoles de la deuxième chance, classes préparatoires, gestion urbaine de proximité, qualité de services dans les transports). L'établissement assure en outre la gestion du service civil volontaire et de postes FONJEP.

#### **Présentation de l'opérateur ACSÉ :**

L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSÉ) a été créée par la loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances (articles 38 et 39) ; le décret n°2006-945 du 28 juillet 2006 en fixe l'organisation administrative et financière.

Jusqu'en 2008, l'ACSÉ était placée sous la tutelle du ministre chargé du logement et de la ville et du ministre chargé de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire. Dans le cadre des orientations arrêtées par le comité pour la modernisation des politiques publiques (CMPP), elle sera désormais placée sous la tutelle unique du ministre chargé du logement et de la ville. Les orientations relatives au fonds interministériel pour la prévention de la délinquance (FIPD), dont la gestion est confiée à l'ACSÉ, sont fixées par le Comité Interministériel pour la prévention de la délinquance (CIPD).

Son activité relève désormais uniquement du programme n°147 « Politique de la ville » dont elle est l'un des opérateurs principaux.

Pour permettre la mise en place des dispositifs spécifiques dont la gestion est confiée à l'ACSÉ, le législateur a prévu une organisation fortement déconcentrée : délégué de l'agence dans la région et le département, le préfet décide de l'attribution des subventions, en suit l'exécution et en évalue les résultats. Il dispose en propre à cet effet d'une enveloppe de crédits délégués dont il est l'ordonnateur secondaire. L'outil informatique et comptable de l'Agence permet de suivre et d'améliorer le suivi de ces financements. Les procédures d'attribution des subventions sont simplifiées pour assurer des versements plus rapides aux bénéficiaires. L'utilisation d'une nomenclature commune par thématiques a favorisé le suivi et l'analyse des données financières ; un système de contrôle de gestion homogène sera développé au cours de l'exercice 2009 pour favoriser à terme l'agrégation des indicateurs et les évaluations des dispositifs qui lui sont confiés. En 2009, conformément aux décisions du CMPP, les services régionaux de l'ACSÉ seront en outre intégrés aux directions régionales chargées de la cohésion sociale, sous l'autorité des préfets.

#### **ACTION n°01 : prévention et développement social.**

Les crédits relevant de cette action concernent le financement des dispositifs et des programmes d'interventions en matière d'éducation et de santé, de citoyenneté et de lien social, de justice et de prévention de la délinquance, de prévention des discriminations et de promotion de la diversité. Une partie importante des crédits relève des grands programmes coordonnés au niveau central par la direction générale de l'ACSÉ (Adultes-relais, réussite éducative, service civil volontaire, postes FONJEP), mais dont la mise en œuvre s'effectue au niveau local, de même que pour les autres actions thématiques développées dans le cadre des CUCS.

## 1.1 – Éducation et accès aux savoirs de base : 112,1 M€

Les projets financés au titre de cette thématique sont destinés :

- au financement du programme de « réussite éducative » (90 M€) : afin de prévenir les situations de rupture ou d'échec scolaire et de repérer et accompagner dans des parcours individualisés les enfants en fragilité et leurs familles, l'État apporte son soutien au financement d'équipes de réussite éducative qui rassemblent des professionnels de l'enseignement, de l'éducation, du sanitaire et du social. L'aide moyenne de l'État est d'environ 180.000 € par projet. En 2009, environ 485 projets de réussite éducative seront financés.

S'agissant des internats de réussite éducative, les crédits mobilisés à ce titre en 2008 s'élève à 2,7 M€. 38 internats sont labellisés (soit 800 places)

- au financement des internats d'excellence dans le cadre du plan « espoir banlieues » (3 M€) : l'objectif est de relancer l'internat scolaire de droit commun pour y réserver des places aux élèves des zones urbaines sensibles et de favoriser la mixité sociale dans les internats en accueillant des enfants et des adolescents des quartiers sensibles. Le financement prévu est de 2000 € par place et par an ; 1500 places seront créées en 2009.

- au financement des mesures d'accès à l'éducation et à l'excellence (3 M€) : l'objectif est de permettre aux élèves issus des territoires de la politique de la ville et de l'éducation prioritaire, par un tutorat, plus ou moins soutenu dans la durée, de développer une ambition scolaire et éducative, comme pour les lycéens dans l'opération « Une grande école pourquoi pas moi ? » qui concerne plus de 50 grandes écoles et universités ; et les collégiens dans l'opération « 100 000 élèves – 100 000 tuteurs ». Les crédits associés à ces interventions s'élèvent respectivement à 2 M€ et 1 M€.

- au financement des mesures d'accompagnement aux classes préparatoires aux grandes écoles dans le cadre de la mise en œuvre du plan « espoir banlieues » (4,3 M€):

5% des élèves des lycées en éducation prioritaire doivent accéder aux classes préparatoires aux grandes écoles. Cette mesure ne peut se réaliser qu'à deux conditions :

- prévoir un accompagnement des lycéens pour développer leur ambition scolaire (objectif réussir) : 5 000 lycéens seront concernés en 2009. Cela représente un coût forfaitaire de 700 € par lycéen et par an ;
- accompagner les jeunes pour qu'ils restent et réussissent (oser l'excellence) : 800 élèves issus d'établissements situés dans les quartiers prioritaires ou habitant ces quartiers devront être accueillis et aidés en classe préparatoire grâce à une aide méthodologique, des actions d'ouverture culturelle, un tutorat par les étudiants de grandes écoles et un accès prioritaire à un hébergement sur place permettant d'optimiser les conditions de la réussite. Le coût forfaitaire de cette mesure est estimé à 1000 € par étudiant de ZUS en classe préparatoire par an.

- au financement du « busing » dans le cadre de la mise en œuvre du plan « espoir banlieues » (2,7 M€) : l'expérimentation du « busing » permet d'assurer le transport collectif des élèves des quartiers difficiles vers des écoles offrant une plus grande mixité sociale.

Elle concerne 50 sites au sein de quartiers en CUCS de catégorie 1 à raison de deux classes CM1 – CM2 par site. Le financement couvre les frais liés aux transports, les déplacements vers le nouvel établissement scolaire et la prise en charge d'une partie de la restauration scolaire.

- au financement d'autres projets visant l'accès à l'éducation des populations vulnérables (9,1 M€) : il s'agit de permettre une optimisation, une articulation et une cohérence des offres éducatives locales aux besoins identifiés, notamment en ce qui concerne les contrats d'accompagnement à la scolarité (CLAS) et l'accompagnement scolaire et éducatif développé par l'éducation nationale dans le cadre du plan « espoir banlieues ».

Dans ce cadre, 2,1 M€ sont réservés au financement de l'opération « école ouverte » en complément des moyens mobilisés par le ministère de l'éducation nationale. En 2009, environ 3.000 semaines d'ouverture seront financées à ce titre.



## 1.2 – Santé et accès aux soins : 19,5 M€

Les financements des actions autour de la santé sont réservés :

- au financement des ateliers santé-ville (ASV) (13 M€) : les ateliers santé-ville sont des instances de coordination associant les représentants de l'État, des collectivités territoriales et des professionnels de santé pour développer, dans les quartiers prioritaires, des programmes locaux de santé adaptés aux soins spécifiques des habitants, dont certaines actions développées par les services des collectivités territoriales et l'État peuvent être cofinancées. L'État octroie une aide moyenne de 43 333 € par atelier. En 2009, 300 ASV seront en activité.

- au financement d'autres projets visant à réduire la vulnérabilité sociale des habitants (1,5 M€), notamment en ce qui concerne les difficultés psycho sociales, par la mise en place d'équipes mobiles.

Cette mesure doit favoriser l'accès aux soins par l'adaptation de l'offre de services aux besoins des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

- à la prévention des toxicomanies et des conduites addictives (5 M€) : l'objectif est de faire émerger des réseaux locaux et de mettre en place informations et formations afin de sensibiliser professionnels et consommateurs sur les dangers liés aux consommations de tabac, d'alcool, de produits illicites et de lutter contre la provocation et le trafic de ces stupéfiants.

## 1.3 – Culture et promotion de la diversité : 22,74 M€

Les crédits sont affectés :

- au financement de la promotion de la diversité (10,14 €). Il s'agit de valoriser les apports culturels réciproques, facteurs d'épanouissement personnel, d'ouverture sur le monde et la société. Les projets financés favorisent l'égalité des chances par l'information et la sensibilisation de tous les publics en permettant de changer les représentations. Ces financements concernent l'ensemble du territoire national ;

- à l'accès des populations des quartiers prioritaires aux pratiques artistiques et culturelles (10 M€) ;

- au développement et à la pérennisation d'une offre culturelle diversifiée et de l'accès à cette offre artistique et culturelle pour des populations qui en sont éloignées pour des raisons sociales, économiques, territoriales, notamment par l'opération « les portes du temps » et 21 projets d'établissements patrimoniaux subventionnés pour 30 000 jeunes touchés (0,4 M€).

- au renforcement de la cohésion sociale par la valorisation des modes d'expression et de création, y compris les actions concourant à construire la mémoire architecturale et physique des quartiers prioritaires en cours de transformation. Ce volet peut s'illustrer par l'opération « intégration républicaine par la culture » (2,2 M€) et par la réalisation de 145 projets.

## 1.4 – Lien social, Citoyenneté et Participation à la vie publique : 160,14 M€

Les crédits sont affectés :

- au financement du programme « Adultes-relais » (88,5 M€) qui répond à un double objectif : d'une part la mise en œuvre d'actions de médiation portant sur des aspects sociaux, sanitaires ou culturels mais aussi de prévention de la délinquance et de tranquillité de l'espace public et d'autre part, fournir une solution d'insertion sociale et professionnelle aux bénéficiaires des contrats adultes-relais. Au total, 4225 conventions seront actives au 31 décembre 2008. Le financement proposé devrait permettre une stabilisation du dispositif.

- au financement du programme « Ville, vie, vacances » (10 M€) qui permet aux jeunes les plus en difficulté de bénéficier d'activités culturelles, sportives et de loisirs pendant les vacances scolaires. A ce titre, ce programme est un dispositif intégré de la prévention de la délinquance, qui a pour opérateurs des associations, des centres sociaux et

maisons de jeunes ou des services municipaux. L'État (crédits de la mission « Ville et logement ») consacre, en moyenne, chaque année une enveloppe de 750 € par projet. Le nombre de projets financés en 2008 est de l'ordre de 13.500, et est reconduit en 2009.

- au financement de 500 postes d'animateurs associatifs (5,60 M€) dont la gestion est confiée à l'association « fonds jeunesse éducation populaire ». Le FONJEP, comme le mentionne ses statuts, a pour but principal de faciliter la rétribution des personnels permanents remplissant des fonctions d'animation ou de gestion qui sont employés par des mouvements de jeunesse, des associations d'éducation populaire, des organismes de droit privé à but non lucratif concourant à l'action sociale. Ces aides aux projets associatifs, qui créent ou soutiennent des emplois, lorsqu'elles sont financées par l'État, sont désignées par l'appellation "postes FONJEP". A ce titre, l'État verse une subvention de 7.442 € par poste (dont 61 € de frais de gestion).

- au financement du service civil volontaire (9,5 M€)

Ce dispositif permet à chaque jeune qui le souhaite de s'engager dans une mission en faveur de l'intérêt général pour une période déterminée, avec pour objectif, au delà de l'accomplissement de la mission, de développer le sens civique des jeunes et de faciliter leur insertion professionnelle. Les structures d'accueil (collectivités territoriales et leurs groupements, associations, établissements publics, ONG,...) s'engagent à assurer un tutorat personnalisé de chaque jeune par la mise en place d'une formation aux valeurs civiques et un accompagnement à l'insertion professionnelle. A ce jour, bénéficient d'un agrément au titre du service civil volontaire 475 structures qui proposent des missions dans des secteurs aussi variés que l'éducation, la solidarité, la promotion de la citoyenneté, la mise en valeur de l'environnement, la protection du patrimoine... Le coût mensuel de cette mesure est d'environ 920 € par poste. En 2009, l'enveloppe consacrée à ce dispositif s'élève à 9,5 M€ et permettra la poursuite du financement d'environ 2000 postes recrutés dans le courant du dernier trimestre 2008.

- au financement du volet « développement social » des contrats urbains de cohésion sociale (46,54 M€) afin d'accompagner des actions portées par les communes et les associations.

### **1.5 – Prévention des discriminations, accès aux droits et actions citoyennes : 18,65 M€**

Les crédits sont affectés au financement :

- d'actions de prévention des discriminations (6,11 M€) : la prévention des situations de discrimination est une composante transversale à toutes les thématiques abordées par l'ACSÉ ; néanmoins, certaines actions spécifiques sont menées dans le domaine de la connaissance des situations et dans la prévention institutionnelle et médiatique des risques de discrimination. En 2009, 70 plans triennaux de lutte contre les discriminations sur le marché du travail et le logement devraient être financés, à raison d'une aide moyenne de l'État de 10 000 euros, soit 700 000 euros au total ;

- de l'accès aux droits et aux services publics (7,95 M€) : les projets financés doivent permettre un rapprochement physique entre les services publics et leurs bénéficiaires par une amélioration de l'accessibilité des services et de la qualité de l'accueil ou la mise en place de permanences pour une meilleure information et orientation. Ils visent également le renforcement de la médiation familiale et le soutien à la parentalité, la prévention de la délinquance juvénile et l'amélioration à la justice de proximité.

- d'actions citoyennes (4,59 M€). Il s'agit notamment d'actions favorisant la mise en place de projets à dimension civique et citoyenne, en matière d'éducation au respect, de promotion de l'égalité, du vivre ensemble, de rappel des droits et des devoirs et d'actions de solidarité en direction d'associations œuvrant dans le champ de l'exclusion, de l'environnement ou de l'humanitaire. Ces actions permettent le développement de la citoyenneté chez les jeunes, favorisent la prise d'initiatives, la participation et l'exercice des responsabilités autour de la formation et de la vie associative, ou visent à promouvoir la participation institutionnelle des habitants au sein de leur cité.

## **1.6– Prévention de la délinquance et justice : 17,02 M€**

Les crédits inscrits dans les contrats urbains de cohésion sociale ou nécessaires au financement de certaines actions territorialisées en matière de prévention de la délinquance sont consacrés :

- au financement du volet « prévention de la délinquance » des contrats urbains de cohésion sociale (13 M€) constitué en général par les contrats locaux de sécurité. Ces financements visent à accompagner des actions portées par les communes et les associations.

- au financement des mesures spécifiques annoncées lors du CIV du 9 mars 2006 qui interviennent dans le champ judiciaire et la prévention de la délinquance (4,02 M€). Ces mesures concernent principalement les six départements bénéficiant d'un préfet à l'égalité des chances.

Elles sont présentées dans les circulaires justice/ville du 17 juillet 2006 et Intérieur/Cohésion sociale du 1er août 2006 et permettent de faciliter les contacts entre les institutions judiciaires et la population, notamment les jeunes, en intervenant dans les quartiers, dans les commissariats et les gendarmeries, mais aussi dans les milieux hospitalier et pénitentiaire.

## **1.7- Opérations relevant de l'amélioration de gestion urbaine de proximité : 5 M€ (AE=CP)**

A cette action « prévention et développement social » sont également rattachées les opérations relevant de l'amélioration de la gestion urbaine de proximité, qui ont vocation à être mobilisées en complément ou en levier des interventions des collectivités territoriales ou des bailleurs et au soutien d'initiatives d'habitants visant à améliorer la gestion et l'entretien des espaces, comme à des actions de médiation sociale en lien avec les bailleurs. Le montant qui y est consacré est de 5 M€.

### **ACTION n° 02 : Revitalisation économique et emploi**

Les projets visent à favoriser le développement économique des territoires prioritaires, à renforcer la mixité fonctionnelle des quartiers les plus fragiles et à favoriser l'insertion professionnelle de leurs habitants.

Les crédits consacrés à l'emploi et au développement économique s'élèvent à 30 M€ et se décomposent en moyens consacrés :

- au financement du volet « développement économique et emploi » des contrats urbains de cohésion sociale (27 M€) afin d'accompagner des actions portées par les communes et les associations. Il s'agit de déployer des dispositifs articulés avec le droit commun permettant notamment de faciliter l'accueil de proximité des personnes en recherche d'emploi dans les quartiers, de développer les actions de parrainages, de renforcer les actions d'intermédiation à l'emploi avec les entreprises (prospection, accompagnement, forums...) et d'encourager la création d'activité.

- au financement et développement des Ecoles de la 2ème Chance (E2C) dans le cadre de la mise en œuvre du Plan « espoir banlieue » (3 M€). Les E2C sont des structures partenariales de statut privé, créées par les collectivités territoriales et consulaires, dans un objectif d'insertion professionnelle. L'objectif est d'offrir aux jeunes (16-25 ans) qui ont quitté le système éducatif sans qualification ou qui sont exclus du marché du travail et du circuit de la formation, la possibilité d'acquérir un diplôme dans un cadre innovant alternant formation théorique et stages en entreprises

### **ACTION n° 03 : Stratégie, ressources et évaluation**

Les crédits sont affectés :

- au financement du volet « ingénierie » des contrats urbains de cohésion sociale : 18,9 M€

Tout contrat urbain de cohésion sociale doit être doté d'un dispositif de direction et de conduite du projet, communément appelé « équipe-projet » ou « maîtrise d'œuvre urbaine et sociale ». L'équipe-projet a pour mission de promouvoir et d'animer, par son rôle d'interface entre les différents partenaires, le projet global mis en œuvre dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale. Elle doit à la fois constituer un relais auprès des habitants et des

associations, une interface avec les autres professionnels des différentes institutions, et un support technique à la préparation des décisions politiques prises dans le cadre du comité de pilotage réunissant les partenaires du contrat devant lequel elle doit rendre compte. Dans le cadre des contrats urbains de cohésion sociale intercommunaux, l'assiette de la subvention peut également intégrer le financement d'une direction de projet coordonnant l'intervention des différentes équipes « quartier ». Le montant de la participation de l'Etat au financement de ces « maîtrises d'œuvre » est estimé à 18,9 M€.

-au financement de la formation et de l'accompagnement des acteurs (3,4 M€) mobilise des moyens dédiés au pilotage de son action dans les champs de la formation pour professionnaliser les agents de l'ACSÉ ou les acteurs pris sous contrat pour diriger et animer colloques et réunions, pour monter des documentations ou participer à des diagnostics.

- au financement de la subvention pour charges de service public (21,55 M€) : cette dotation est destinée à couvrir l'essentiel des dépenses de fonctionnement (personnel et fonctionnement courant) de l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

#### **ACTION n° 04 : Rénovation urbaine et cadre de vie**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan « espoir banlieues » , pour un montant de 4 M€, 100 sites bénéficieront en 2009 de diagnostics avec d'une part, la mise en place de conventions de gestion urbaine de proximité rendues obligatoires par la loi du 1er août 2003 dans les quartiers de plus de 500 logements qu'ils fassent l'objet ou non d'une rénovation urbaine. L'aide de l'État permettra de financer notamment l'ingénierie locale de diagnostic, de mise en œuvre et de suivi.

#### **FINANCEMENT DE L'ÉTAT**

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 01 : Prévention et développement social</b>	<b>253 033</b>	<b>253 033</b>	<b>317 780</b>	<b>317 780</b>	<b>355 150</b>	<b>355 150</b>
Transferts	253 033	253 033	317 780	317 780	355 150	355 150
<b>Action n° 02 : Revitalisation économique et emploi</b>	<b>18 258</b>	<b>18 258</b>	<b>25 800</b>	<b>25 800</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>
Transferts	18 258	18 258	25 800	25 800	30 000	30 000
<b>Action n° 03 : Stratégie, ressources et évaluation</b>	<b>25 790</b>	<b>25 790</b>	<b>28 330</b>	<b>28 330</b>	<b>43 850</b>	<b>43 850</b>
Subventions pour charges de service public	1 805	1 805	8 930	8 930	21 550	21 550
Transferts	23 985	23 985	19 400	19 400	22 300	22 300
<b>Action n° 04 : Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 000</b>	<b>4 000</b>
Transferts	0	0	0	0	4 000	4 000
<b>Totaux pour ce programme</b>	<b>297 081</b>	<b>297 081</b>	<b>371 910</b>	<b>371 910</b>	<b>433 000</b>	<b>433 000</b>
<b>Programme 104 : Intégration et accès à la nationalité française</b>	<b>109 357</b>	<b>109 357</b>	<b>104 409</b>	<b>104 409</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Subventions pour charges de service public	7 636	7 636	7 000	7 000		
Transferts	101 721	101 721	97 409	97 409	0	0
<b>Totaux</b>	<b>406 438</b>	<b>406 438</b>	<b>476 319</b>	<b>476 319</b>	<b>433 000</b>	<b>433 000</b>

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	17 091	18 571	Ressources de l'État	404 634	450 867
Fonctionnement	7 644	10 832	- subventions de l'État	404 634	450 867
Intervention	466 618	481 877	- ressources fiscales	0	0
			Autres subventions	50 000	35 000
			Ressources propres et autres	8 759	17 403
<b>Total des dépenses</b>	<b>491 353</b>	<b>511 280</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>463 393</b>	<b>503 270</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	27 960	8 010
Total équilibre du CR	<b>491 353</b>	<b>511 280</b>	Total équilibre du CR	<b>491 353</b>	<b>511 280</b>

Le montant indiqué pour les « autres subventions » comprend le financement provenant du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD).

## Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement	27 834	7 470	Capacité d'autofinancement		
Investissements	723	558	Ressources de l'État		678
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	729	
<b>Total des emplois</b>	<b>28 557</b>	<b>8 028</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>729</b>	<b>678</b>
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	27 828	7 350

## DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

## Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	18 571	9 632	482 000	558	<b>510 761</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	314		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		323	263
dont emplois sous plafond opérateurs		323	263

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

Lors de la création de l'ACSÉ, en 2006, l'effectif-cible a été évalué à 350 postes, compte tenu des nouvelles missions qui ont été confiées à l'agence (politique de la ville, service civil volontaire, FIPD) par rapport à celles exercées antérieurement par le FASILD. Cet effectif incluait la prise en compte des redéploiements internes à réaliser pour améliorer l'efficacité d'ensemble et développer les synergies internes au service des nouvelles missions ; ces réorganisations ont eu lieu dans le cadre du « projet agence » engagé par la direction générale.

Pour le budget primitif 2008, la prévision est un effectif de 323 ETP, manifestant un effort de l'agence de maîtrise de ses emplois.

Pour 2009, les décisions du Comité de modernisation des politiques publique prévoient la création d'un nouvel opérateur chargé des politiques d'immigration constitué sur la base de l'ANAEM, et qui reprendra les missions exercées antérieurement par l'ACSE au bénéfice des primo-arrivants. La création effective de ce nouvel opérateur aura lieu en 2009. 60 ETP de l'ACSE lui sont transférés à ce titre. Les modalités de ce transfert restent à conclure.

## ANRU - AGENCE NATIONALE POUR LA RÉNOVATION URBAINE

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) (décret n°2004-123 du 9 février 2004), créé dans le but de simplifier l'ensemble des procédures et des financements du secteur de la rénovation urbaine. Elle apporte, dans le cadre du programme national de rénovation urbaine (PNRU), son soutien aux collectivités, aux établissements publics et organismes privés ou publics conduisant des opérations de restructuration urbaine, tant en matière de construction ou réhabilitation de logements sociaux que d'aménagement des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le cadre de mise en œuvre du PNRU a été fixé par la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (loi n° 2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003), modifiée dans le cadre du plan de cohésion sociale et de la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement. Les territoires visés sont les quartiers classés en zones urbaines sensibles et, à titre exceptionnel, et après avis conforme du maire ou du président de l'EPCI concerné et accord du ministre chargé de la ville et du ministre chargé du logement, ceux présentant des caractéristiques économiques et sociales comparables. Au 1<sup>er</sup> juin 2008, ce sont 331 projets globaux qui ont été approuvés par l'agence et 269 conventions signées, soit 174 quartiers prioritaires, ce qui représente 36 milliards d'euros de travaux programmés sur les cinq prochaines années concernant une population de 3,02 millions d'habitants. Ces projets sont financés par une participation de l'ANRU d'environ 10 milliards d'euros. Ces projets correspondent à la construction de 121 734 constructions de logements sociaux, à 273 211 réhabilitations de logements sociaux, à 128 798 déconstructions de logements sociaux et à 300 601 résidentialisations. Les règles appliquées par l'ANRU pour déterminer le montant de sa participation au financement des projets sont précisées dans son règlement général approuvé par son conseil d'administration le 16 janvier 2007, publié au Journal officiel.

L'ANRU mutualise les contributions financières de l'État, de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), de la Caisse de dépôts et consignations (CDC) et de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) au titre des bailleurs sociaux (USH). Si, en 2009 et dans les années suivantes, l'origine des moyens d'intervention de l'ANRU est largement modifiée par rapport aux exercices antérieurs (une part essentielle de ses ressources étant désormais constituée d'une partie du produit de la participation des employeurs à l'effort de construction), il convient de souligner que les moyens financiers mis à disposition de l'Agence lui permettront d'honorer les engagements pris dans la cadre du Programme national de rénovation urbaine.

L'agence est sous la tutelle du ministre chargé de la politique de la ville. Une convention signée en 2006 entre la délégation interministérielle à la ville et l'ANRU fixe les objectifs en matière de rénovation urbaine et précise les modalités techniques de cette tutelle.

L'agence participera également à la mise en œuvre du programme des quartiers anciens dégradés (PNRQAD), qui a pour objectif de traiter les quartiers anciens concentrant les situations d'habitat indigne, sociales et urbaines les plus difficiles au moyen d'une action globale et intégrée de transformation durable. Ce programme prévoit la production de plus de 90 000 logements de qualité ; la réalisation d'environ 50 000 logements locatifs conventionnés dont 5 000 places de logements adaptés ou d'hébergement ; la réhabilitation d'environ 60 000 logements privés ; le traitement d'immeubles en recyclage foncier portant sur environ 30 000 logements très dégradés ; les travaux d'aménagement de proximité et d'équipements publics ; les actions d'ingénierie avec l'aide à la conduite générale de projet par les communes ou EPCI.

Les coûts moyens constatés dans le cadre des « projets quartiers anciens » du PNRU sont d'environ 26 M€ de subvention par projet pour un investissement global d'environ 90 M€.

Les moyens financiers alloués à la mise en œuvre de ce programme s'élèveraient à hauteur de 2 milliards 500 millions d'euros, qui seraient pris en charge par l'Agence nationale de l'habitat et la participation des employeurs à l'effort de construction. Ces subventions seraient complétées à l'échelle du programme national.

### Mode d'intervention

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le préfet est le délégué territorial de l'ANRU dans le département ; il peut disposer d'un adjoint. Les services de l'État (350 agents rémunérés par le programme n°135) instruisent localement le dossier élaboré par la collectivité locale porteuse du projet et ses partenaires. Le délégué territorial veille également à la qualité du projet et à l'engagement des partenaires financiers locaux, à la cohérence et la pertinence du projet proposé, des actions d'accompagnement, au caractère opérationnel du programme.

Le dossier doit correspondre à un projet pluriannuel et comporter un descriptif, opération par opération et année après année, de la maîtrise d'ouvrage et des plans de financement prévus. Il est ensuite transmis à l'Agence dont le Comité d'Engagement est chargé d'examiner les projets et de préparer par ses avis, les décisions du Conseil d'Administration, lorsque cela est nécessaire.

C'est l'utilité même du projet pour la rénovation urbaine du quartier qui est prise en compte en premier critère pour définir la participation financière de l'ANRU. Le montant de cette aide, encadré réglementairement, est aussi conditionné à l'effort de la collectivité locale et des autres partenaires financiers, et modulé en fonction de la situation financière de ceux-ci.

### Politique réglementaire et fiscale

Le cadre de ce programme est celui fixé par la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 précitée, la loi pour l'égalité des chances du 31 mars 2006, la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et la loi instituant le droit au logement opposable du 5 mars 2007.

## FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 04 : Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie</b>	<b>380 115</b>	<b>100 000</b>	<b>382 299</b>	<b>197 299</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
Subventions pour charges de service public	0	0	0	0	5 000	5 000
Dotations en fonds propres	0	0	0	0	0	0
Transferts	380 115	100 000	382 299	197 299	0	0
<b>Totaux</b>	<b>380 115</b>	<b>100 000</b>	<b>382 299</b>	<b>197 299</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>

L'ANRU mutualise les contributions financières de l'État, de l'Union d'économie sociale pour le logement (UESL), de la Caisse de dépôts et consignations (CDC) et de la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) au titre des bailleurs sociaux (USH).

En 2009 et dans les années suivantes, l'origine des moyens d'intervention de l'agence est modifiée par rapport aux exercices antérieurs. Ses ressources seront désormais principalement constituées d'une partie du produit de la participation des employeurs à l'effort de construction ; au titre du programme national de rénovation urbaine, 785 M€ doivent ainsi être mis à disposition de l'agence en 2009. Ces moyens permettront à l'ANRU d'honorer les engagements pris dans le cadre du programme national de rénovation urbaine auprès des porteurs de projets et les maîtres d'ouvrages, conformément aux conventions pluriannuelles signées.

Le programme national de rénovation des quartiers anciens dégradés prévoit par ailleurs une participation sur ressources de la participation des employeurs à l'effort de construction qu'il reste à déterminer.

## Politique de la ville

Programme n° 147 OPÉRATEURS

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

## Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	5 089	5 970	Ressources de l'État	200 000	288 000
Fonctionnement	14 404	12 614	- subventions de l'État	200 000	288 000
Intervention	356 718	460 743	- ressources fiscales	0	
			Autres subventions	302 890	521 800
			Ressources propres et autres	20 049	
<b>Total des dépenses</b>	<b>376 211</b>	<b>479 327</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>522 939</b>	<b>809 800</b>
Résultat : bénéfice	146 728	330 473	Résultat : perte		
Total équilibre du CR	<b>522 939</b>	<b>809 800</b>	Total équilibre du CR	<b>522 939</b>	<b>809 800</b>

Les autres subventions de la colonne recettes sont versées par l'Union d'économie sociale du logement (UESL), la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) et la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

## Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	152 656	331 173
Investissements	536	978	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	0
			Autres ressources	0	0
<b>Total des emplois</b>	<b>536</b>	<b>978</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>152 656</b>	<b>331 173</b>
Apport au fonds de roulement	152 120	330 195	Prélèvement sur le fonds de roulement		

## DÉPENSES 2008 DE L'OPÉRATEUR PRÉSENTÉES PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2008 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actif.

## Dépenses 2008 de l'opérateur

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	5 970	11 914	460 743	978	<b>479 605</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	70		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		81	81
dont emplois sous plafond opérateurs		81	81

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.



## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

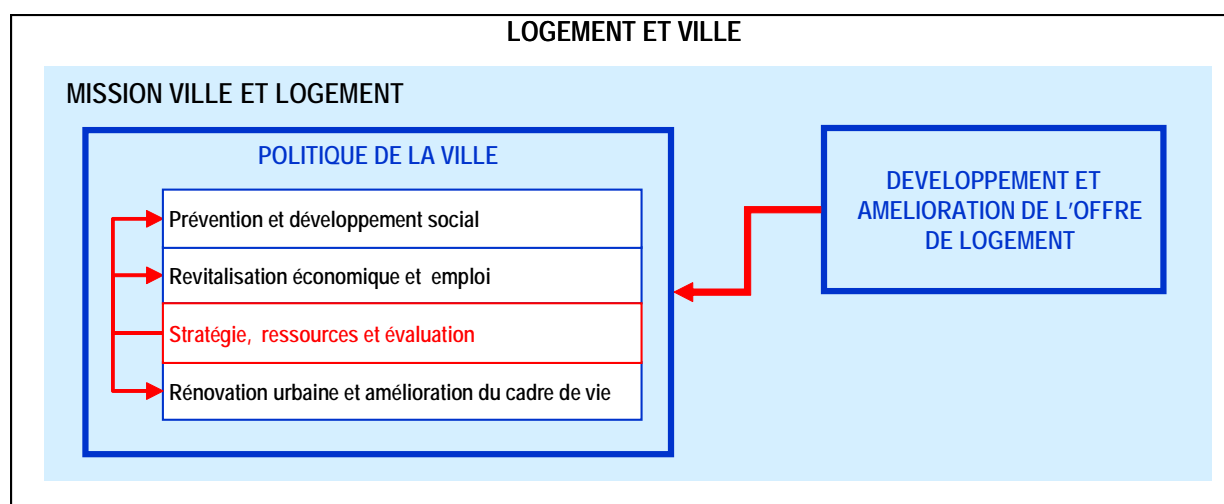
## Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

## SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Prévention et développement social	383 173 674	+9 175 309	+24 398 382	+416 747 365	+395 861 696
Revitalisation économique et emploi	313 950 000	+6 881 481	+731 780	+321 563 261	+389 063 948
Stratégie, ressources et évaluation	58 140 000	-24 658 642	+2 191 134	+35 672 492	+12 530 157
Rénovation urbaine et amélioration du cadre de vie (nouveau) (libellé modifié)	14 000 000	+8 601 852	+18 881 164	+41 483 016	+241 954 663
<b>Totaux</b>	<b>769 263 674</b>	<b>0</b>	<b>+46 202 460</b>	<b>815 466 134</b>	<b>1 039 410 464</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-46 202 460</b>
Développement et amélioration de l'offre de logement (Mission « Ville et logement »)	-46 202 460

## OBSERVATIONS

Les différentes fonctions de soutien dont bénéficie le programme « Politique de la ville » proviennent en interne, de l'action « Stratégie, ressources et évaluation » et, en externe, du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » de la mission « Ville et Logement ».

## PRÉSENTATION DES FONCTIONS DE SOUTIEN :

S'agissant du programme « Politique de la ville », les crédits de soutien faisant l'objet d'un déversement, inscrits dans l'action « Stratégie, ressources et évaluation », correspondent aux crédits de fonctionnement courant de la délégation interministérielle à la ville et du conseil national des villes à l'exception de ceux destinés au programme d'études de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

S'agissant du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement », les crédits de soutien sont les crédits destinés à la rémunération des personnels en poste à la délégation interministérielle à la Ville, soit 81 ETPT. Sont également valorisés, les personnels des services déconcentrés du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire participant à la mise en œuvre du programme, soit 349 ETPT ainsi que les ETP réservés pour les Délégués des préfets (350 ETP). Entrent dans le champ de ce déversement également les crédits de fonctionnement (crédits d'étude, frais de déplacement, communication, informatique...) nécessaires aux personnels concourant à la réalisation de ce programme.

Le programme « Politique de la ville » mobilise donc au total 780 ETP.

## Modalités de rapprochement et de ventilation des dépenses de fonction de soutien dans les actions :

Le déversement interne au programme a consisté à répartir certaines dépenses de soutien imputées comptablement sur l'action 3 « Stratégie, ressources et évaluation » vers les autres actions du programme.

Cette répartition a concerné les dépenses suivantes :

- dépenses de fonctionnement de la délégation interministérielle à la ville et du conseil national des villes à l'exception de celles réalisées au titre du programme d'études de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (4,4 M€),
- dépenses de fonctionnement des services déconcentrés (1,6 M€),
- subvention pour charges de service public versée à l'ACSé (21,55 M€),
- dépenses concourant à l'ingénierie des CUCS (18,9 M€).

La ventilation a été effectuée au prorata des ETP de la délégation interministérielle à la Ville qui sont répartis de la manière suivante :

- 16 ETP sont rattachés à l'action 1 Prévention et développement social ;
- 12 ETP sont rattachés à l'action 2 Revitalisation économique et emploi ;
- 38 ETP sont rattachés à l'action 3 Stratégie, ressources et évaluation ;
- 15 ETP sont rattachés à l'action 4 Rénovation urbaine et cadre de vie.

Les déversements externes proviennent du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement ». Ils consistent en une ventilation de la masse salariale en fonction des ETP d'administration centrale et de services déconcentrés répartis dans chacune des quatre actions comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	DIV	Services déconcentrés	Délégués du Préfet	TOTAL ETP	masse salariale associée
action 1	16	8	350	373	23 600 027
action 2	12	2		14	727 502
action 3	38	4		42	2 182 506
action 4	15	335		350	18 164 689
TOTAL	81	349	350	779	44 674 724

En outre, les moyens de fonctionnement concourant aux fonctions de soutien mobilisés par ce programme ont été ventilés au prorata des ETP (1,5 M€).

## COMMENTAIRES SUR LES RÉSULTATS OBTENUS :

La ventilation en interne au programme porte sur 46,2 M€ soit 6% des crédits du programme. Ses effets restent donc limités.

L'impact global de la ventilation des coûts prévisibles après déversement interne et externe amène des résultats différents selon les actions :

Le coût complet de l'action 1 « Prévention et développement social » est majoré de 8% par rapport au coût direct.

Le coût complet de l'action 2 « Revitalisation économique et emploi » est majoré de 2% par rapport au coût direct.

Le coût complet de l'action 3 « Stratégie, ressources et évaluation » est minoré de 39% par rapport au coût direct, ce résultat s'expliquant par la reventilation des coûts des fonctions support.

Le coût complet de l'action 4 « Rénovation urbaine et cadre de vie » est majoré de 196% par rapport au coût direct. Cela s'explique par le retraitement de la masse salariale des effectifs des services déconcentrés travaillant pour la rénovation urbaine.

Au total, les coûts prévisibles complets du programme majorent de 6% les coûts directs.



## PROGRAMME 109

**AIDE À L'ACCÈS AU LOGEMENT**

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTINE BOUTIN, MINISTRE DU LOGEMENT ET DE LA VILLE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	110
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	111
Présentation du programme et des actions	115
Objectifs et indicateurs de performance	121
Justification au premier euro	125
Analyse des coûts du programme et des actions	130

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Marc MICHEL

Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature

Responsable du programme n° 109 : Aide à l'accès au logement

Traditionnellement les aides au logement sont déterminées en deux grandes catégories : les aides à la personne, d'une part, les aides à la pierre, d'autre part. Le programme « Aide à l'accès au logement » regroupe les aides dites à la personne que l'État accorde, directement ou indirectement, aux ménages les plus modestes afin de leur permettre d'accéder à un logement ou de s'y maintenir.

Ces aides, dont la vocation sociale doit être soulignée, poursuivent plusieurs objectifs majeurs.

Les aides personnelles au logement, dont le financement est pour partie assuré par l'État, ont pour effet de réduire les dépenses de logement des ménages modestes, de manière différenciée selon qu'ils sont locataires ou accédants à la propriété (objectif 1 : aider les ménages modestes à faire face à leurs dépenses de logement).

L'article 26 de la loi n° 2007-390 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (DALO) et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale a apporté une avancée majeure et sans précédent pour les bénéficiaires des aides personnelles au logement : le principe de l'indexation des paramètres des barèmes représentatifs de la dépense de logement sur l'évolution de l'indice de référence des loyers.

L'État est, par ailleurs, garant de la mise en œuvre du droit au logement : dans le cadre des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, il anime et coordonne, aux côtés des conseils généraux, l'action de l'ensemble des acteurs, publics ou privés, susceptibles de faciliter l'accès à un logement autonome des ménages qui, pour des raisons à la fois financières et sociales, en sont exclus (objectif 2 : favoriser l'insertion par le logement des personnes en grande difficulté).

En outre, l'État apporte son soutien au fonctionnement des associations qui, principalement au niveau local, accompagnent les ménages dans leurs démarches relatives au logement. Dans ce contexte, l'accès à une information neutre et gratuite doit être permis à tous (objectif 3 : veiller à une bonne information du public dans le domaine du logement).

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Aider les ménages modestes à faire face à leurs dépenses de logement</b>
INDICATEUR 1.1	taux d'effort net moyen des ménages en locatif (avec charges) sur trois catégories de ménages : bénéficiaires de minima sociaux, salariés et étudiants (dont boursiers et non boursiers)
<b>OBJECTIF 2</b>	<b>Favoriser l'insertion par le logement des personnes en grande difficulté</b>
INDICATEUR 2.1	Pourcentage d'assignations en justice conduisant à une décision de justice prononçant l'expulsion
INDICATEUR 2.2	Pourcentage des personnes sortant des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ayant accédé à un logement social
<b>OBJECTIF 3</b>	<b>Veiller à une bonne information du public dans le domaine du logement</b>
INDICATEUR 3.1	Taux de satisfaction des usagers ayant consulté une association départementale pour l'information sur le logement (ADIL)

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 6 Dépenses d'intervention	FDC et ADP attendus en 2009
01	Aides personnelles	4 937 000 000	
02	Accompagnement des publics en difficulté	8 300 000	
Totaux		4 945 300 000	

## 2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 6 Dépenses d'intervention	FDC et ADP attendus en 2009
01	Aides personnelles	4 937 000 000	
02	Accompagnement des publics en difficulté	8 300 000	
Totaux		4 945 300 000	

**Aide à l'accès au logement**

Programme n° 109 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

**2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)****2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 6 Dépenses d'intervention	Prévisions FDC et ADP 2008
01	<b>Aides personnelles</b>	4 985 900 000	
02	<b>Accompagnement des publics en difficulté</b>	8 042 500	
Totaux		<b>4 993 942 500</b>	

**2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 6 Dépenses d'intervention	Prévisions FDC et ADP 2008
01	<b>Aides personnelles</b>	4 985 900 000	
02	<b>Accompagnement des publics en difficulté</b>	8 042 500	
Totaux		<b>4 993 942 500</b>	



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommés en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>		4 993 942 500	4 945 300 000		4 993 942 500	4 945 300 000
Transferts aux ménages		4 985 900 000	4 937 000 000		4 985 900 000	4 937 000 000
Transferts aux autres collectivités		8 042 500	8 300 000		8 042 500	8 300 000
<b>Totaux</b>		<b>4 993 942 500</b>	<b>4 945 300 000</b>		<b>4 993 942 500</b>	<b>4 945 300 000</b>

## Aide à l'accès au logement

Programme n° 109 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

DÉPENSES FISCALES<sup>5</sup>

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
120201	<b>Exonération de l'allocation logement et de l'aide personnalisée au logement</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les allocataires d'aides au logement</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 4 680 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1971 - Dernière modification : 1988 - CGI : 81-2° bis</i>	30	30	30
110234	<b>Crédit d'impôt prime d'assurance contre les impayés de loyers</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser l'accès des personnes modestes à la location d'un logement</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 40 100 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2005 - CGI : 200 nonies</i>	5	6	6
<b>Coût total des dépenses fiscales<sup>6</sup></b>		<b>35</b>	<b>36</b>	<b>36</b>

<sup>5</sup> Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

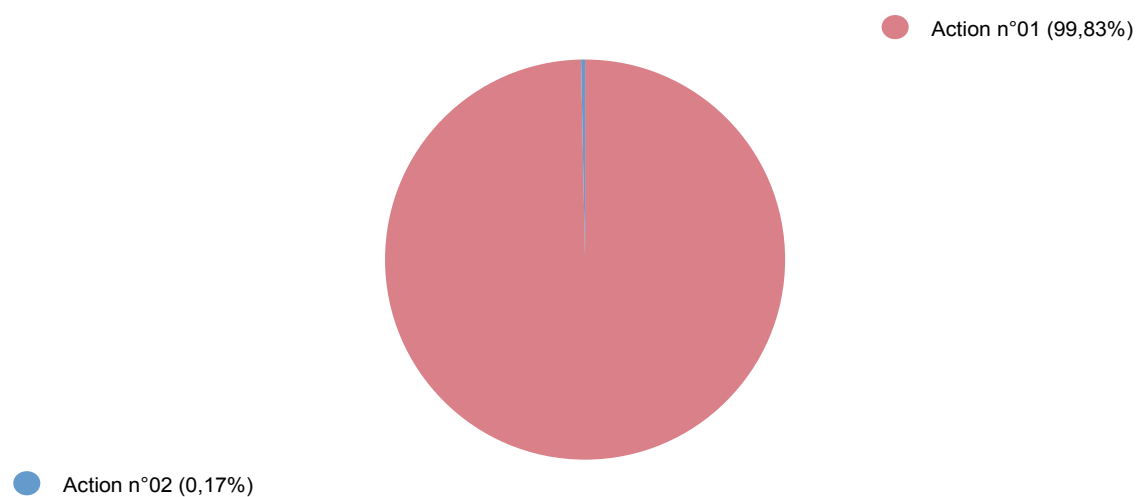
<sup>6</sup> Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

## PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Aides personnelles	4 937 000 000	4 937 000 000
02	Accompagnement des publics en difficulté	8 300 000	8 300 000
<b>Totaux</b>		<b>4 945 300 000</b>	<b>4 945 300 000</b>

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



## PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme « Aide à l'accès au logement » regroupe l'ensemble des aides accordées directement ou indirectement aux ménages qui, pour de multiples raisons (financières, sociales), rencontrent des difficultés pour accéder à un logement décent ou s'y maintenir durablement.

Il comprend :

- **le financement par l'État des aides personnelles au logement** qui ont pour finalité, dans le secteur locatif comme dans le secteur de l'accession, de diminuer les dépenses de logement (loyers ou mensualités d'emprunt et charges) des ménages aux ressources modestes ;

- **les subventions accordées aux associations** qui jouent un rôle important dans la mise en œuvre du droit au logement. Plusieurs d'entre elles bénéficient de subventions annuelles de fonctionnement. C'est notamment le cas des agences départementales pour l'information sur le logement (ADIL) qui, par les conseils qu'elles dispensent, facilitent la recherche d'un logement ; leurs interventions sont également très utiles dans la prévention ou le règlement des conflits entre bailleurs et locataires en difficulté. Ces agences, au nombre de 75 actuellement, couvrent les trois quarts des départements du territoire national et ont vocation à être renforcées dans les années à venir.

Pour rendre effectif le droit au logement l'État dispose des moyens du présent programme « Aide à l'accès au logement » destiné à « solvabiliser », grâce aux aides personnelles au logement qui diminuent leur taux d'effort, les ménages qui ont un logement, ainsi que des moyens du programme 135 « Développement et amélioration de l'offre de logement » (DAOL) afin de développer l'offre de logement accessible aux ménages dont les revenus sont modestes.

Par ailleurs, l'État est chargé de mettre en œuvre des dispositifs tels que les plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD) qui visent à coordonner l'action des pouvoirs publics et des acteurs du logement pour permettre l'accès au logement de ces ménages (développement de l'offre à bas loyers et politiques d'attribution) et leur maintien dans le logement (prévention des expulsions).

Ces dispositifs ont été profondément rénovés en application de l'article 60 de la loi n° 2006-872 portant engagement national pour le logement qui a modifié la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement ; deux décrets d'application respectivement relatifs au plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées et à la commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives ont été publiés le 1<sup>er</sup> décembre 2007 et le 28 février 2008 (décrets n° 2007-1688 du 29 novembre 2007 et n° 2008-187 du 26 février 2008). Ces dispositifs doivent s'articuler avec les aides financières des fonds de solidarité pour le logement dont la compétence a été transférée aux départements depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

L'effectivité du droit au logement garanti par la loi n°2007-390 du 5 mars 2007 sur le droit au logement opposable repose donc sur les deux piliers budgétaires des programmes 109 (« aides à la personne ») et 135 (« aides à la pierre ») ainsi que sur le bon fonctionnement de ces dispositifs copilotés par le préfet et le président du Conseil général.

Le pilotage du programme est assuré, au niveau national, par le Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN), et au niveau territorial, par les directeurs départementaux des territoires (DDT). L'action de l'État consiste principalement à réglementer les aides personnelles au logement (conditions d'octroi, barèmes). Par ailleurs, compte tenu du transfert aux départements des fonds de solidarité pour le logement (FSL) et des ressources financières afférentes, l'action de l'État en faveur de l'accompagnement des personnes en difficulté se concentre sur la politique réglementaire (en particulier, encadrement des FSL, réglementation des expulsions) et l'animation locale (copilotage des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées).

La mise en œuvre de ce programme implique de multiples acteurs. À cet égard, la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a renforcé l'intervention des collectivités locales dans le domaine du logement. Le paiement des aides personnelles au logement est assuré par les caisses d'allocations familiales et les caisses de mutualité sociale agricole. De nombreuses associations participent à la mise en œuvre, au plan national comme au plan local, de la politique du logement en faveur des personnes en difficulté d'insertion (accompagnement social, accueil d'urgence, médiation bailleurs-locataires).

Les crédits relatifs aux aides personnelles au logement ainsi qu'au fonctionnement des associations nationales seront gérés au sein d'un BOP central. Il en est de même pour les crédits destinés à soutenir le fonctionnement des ADIL.

Ce programme, qui participe à la réalisation des objectifs poursuivis par les documents de politiques transversales (DPT) « Inclusion sociale », « Ville » et « Outre-mer », se décline en deux actions.

#### RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Aides personnelles
- ACTION n° 02 : Accompagnement des publics en difficulté

## PRÉSENTATION DES ACTIONS

**ACTION n° 01**  
**Aides personnelles** **99,8 %**

Près de 6 millions de ménages bénéficient en 2007 d'une aide personnelle au logement, leur permettant ainsi de réduire, dans le secteur locatif comme dans le secteur de l'accession, leurs dépenses de logement (loyers ou mensualités d'emprunt et charges).

L'article 26 de la loi n°2007-390 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (DALO) et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale a apporté une avancée majeure et sans précédent pour les bénéficiaires des aides personnelles au logement.

Ces aides, qui varient de façon très étroite en fonction des ressources des bénéficiaires, figurent ainsi parmi les aides sociales les plus redistributives. Leur barème dégressif conduit à une diminution de l'aide quand les revenus augmentent, sans pour autant induire un effet de seuil. Par ailleurs, leur ciblage social est très marqué ; en effet, 76 % des ménages locataires bénéficiaires ont des revenus inférieurs au SMIC et 99 % inférieurs à 2 fois le SMIC.

Il existe trois types d'aides personnelles au logement :

- l'allocation de logement à caractère familial (ALF),
- l'allocation de logement à caractère social (ALS),
- l'aide personnalisée au logement (APL).

Seules l'ALS et l'APL relèvent d'un financement au titre du présent programme.

**L'allocation de logement à caractère social (ALS)** a été créée par la loi du 16 juillet 1971 afin de venir en aide à des catégories de personnes, autres que les familles, caractérisées par le niveau modeste de leurs ressources (personnes âgées, handicapés, jeunes travailleurs salariés de moins de 25 ans). Elle a progressivement été étendue à d'autres catégories de bénéficiaires puis attribuée, depuis le 1er janvier 1993, à toute personne sous seule condition de ressources qui n'entre pas dans les conditions fixées pour bénéficier de l'ALF ou de l'APL.

Elle est financée par l'État sur les crédits du présent programme et par une cotisation des employeurs.

**L'aide personnalisée au logement (APL)**, créée par la loi du 3 janvier 1977, est versée aux occupants des logements dits conventionnés, quelles que soient leurs caractéristiques familiales. Son champ d'application comprend :

- en accession à la propriété : les logements financés avec des prêts aidés par l'État (prêts d'accession à la propriété - PAP - ou prêts conventionnés/prêts à l'accession sociale - PC/PAS) ;
- en secteur locatif : les logements ou les logements-foyers conventionnés, financés par les prêts locatifs à usage social (PLUS), des prêts locatifs sociaux (PLS) ou des prêts PAP ou PC locatifs, les logements conventionnés à l'occasion de l'attribution de subventions à l'amélioration (prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale – PALULOS – ou Agence nationale de l'habitat – ANAH –), ainsi que les logements existants, conventionnés sans travaux, appartenant à des organismes d'habitation à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte ou appartenant à d'autres bailleurs lorsque les logements ont bénéficié avant 1977 des anciennes aides de l'État.

Son financement est assuré par des contributions du fonds national des prestations familiales (FNPF), du fonds de financement des prestations sociales agricoles (FFIPSA) ainsi que par une contribution de l'État inscrite au présent programme et des cotisations versées par les employeurs.

Les aides personnelles au logement sont versées mensuellement aux bénéficiaires par les caisses d'allocations familiales pour le régime général et par les caisses de mutualité sociale agricole pour le régime agricole.

Le financement des prestations au titre de 2007 s'est élevé à près de 14,50 Md€ , dont près de 4,9 Md€ en provenance du budget de l'État.

Les tableaux ci-dessous présentent, de façon synthétique, les chiffres-clés concernant les aides personnelles au logement.

Tableau 1 : financement des aides personnelles au logement en 2007 (compte financier du FNAL arrêté au 31/12/2007)

		En M€	En %
ALF	Régimes sociaux	3 675	25,36
	FNAL	10 819	74,64
	dont part employeurs ALS (dont recettes provenant de la taxe sur les tabacs)	2 250	
	dont part financement régimes sociaux APL	3 573	
	dont part financement État APL et ALS	4 846	
	dont contribution exceptionnelle des SACI	150	
	<b>Total</b>	<b>14 494</b>	<b>100,00</b>
	dont État	4 846	33,43
	dont contribution exceptionnelle des SACI	150	1,03
	dont employeurs	2 250	15,52
	dont régimes sociaux	7 248	50,01
<b>Total</b>			

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, le fonds national de l'habitation (FNH) et le fonds national d'aide au logement (FNAL) ont été fusionnés.

Tableau 2 : bénéficiaires des aides personnelles au logement au 31/12/2007 (chiffres provisoires)

	Bénéficiaires (en milliers)
ALF	1 263
ALS	2 216
APL	2 496
<b>Total</b>	<b>5 975</b>

Tableau 3 : montants moyens mensuels des aides versées en 2007 (chiffres provisoires)

	Montant moyen en locatif	Montant moyen en accession
ALF	271	153
ALS	174	132
APL	212	157

#### ACTION n° 02

Accompagnement des publics en difficulté

0,2 %



La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a donné le cadre de nouvelles responsabilités aux collectivités territoriales dans le domaine du logement : administration par le Département du fonds de solidarité pour le logement, possibilité pour les groupements intercommunaux ou les départements de devenir délégataires des aides à la pierre. La loi portant engagement national pour le logement (ENL) du 13 juillet 2006 et la loi instituant le droit au logement opposable (DALO) du 5 mars 2007 marquent une accélération dans la mise en œuvre du volet logement du plan de cohésion sociale, en proposant toute une série de mesures pour développer l'offre de logements, l'accession à la propriété, le logement locatif, les hébergements d'urgence... L'État, qui est un acteur majeur du droit au logement aux côtés des collectivités territoriales, doit s'impliquer dans le financement et la mise en œuvre des dispositifs destinés à promouvoir l'accès au logement des personnes qui, sans intervention publique, en seraient exclues : mise en œuvre des plans départementaux pour le logement des personnes défavorisées, pour lutter contre

les exclusions, assurer les hébergements d'urgence et accompagner les personnes en situation de précarité financière et sociale.

Le rôle des associations, aux côtés de celui joué par les pouvoirs publics, est déterminant pour promouvoir l'insertion par le logement des personnes en difficulté. Celles-ci disposent, en effet, de nombreuses possibilités d'intervention : accompagnement social lié au logement, gestion de places d'accueil et d'hébergement d'urgence et temporaire, médiation locative, maîtrise d'ouvrage de logements d'insertion...

Afin d'aider au développement de ces réseaux et, plus particulièrement, à leur professionnalisation, le ministère chargé du logement apporte chaque année des subventions de fonctionnement à leurs instances nationales. En 2008, ces subventions se sont élevées à 1,7 M€.

Les missions confiées conjointement depuis 1975 par les pouvoirs publics (État et Conseil général) à l'association nationale pour l'information sur le logement (ANIL) et aux associations départementales pour l'information sur le logement sont elles aussi fondamentales pour favoriser l'accès au droit au logement des personnes et des familles les plus modestes.

L'activité principale du réseau ANIL/ADIL consiste à fournir à ces personnes les informations dont elles ont besoin dans le domaine du logement et de l'habitat : droits et devoirs du locataire, conditions d'accès à l'aide personnalisée au logement, possibilités d'accession à la propriété, conditions et procédures pour le bénéfice du prêt à taux zéro, etc. L'information délivrée doit être neutre, objective, personnalisée et gratuite. Le caractère d'intérêt général de l'activité d'information de l'ANIL et des ADIL est confirmé par l'article L. 366-1 du code de la construction et de l'habitation qui confère à ces organismes une nouvelle assise juridique (clauses types précisant les conditions de neutralité exigées pour leur mission, procédure d'agrément ministériel). Les ADIL assurent environ 1 million de consultations sur place et par téléphone chaque année, dont environ un tiers sur place.

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics, qui sont amenés à participer de plus en plus directement à la mise en œuvre de la politique du logement, font plus que jamais appel à la compétence juridique et financière des ADIL et à leur connaissance des publics pour les aider à :

- maîtriser les outils réglementaires mis en œuvre par la loi (cf. la loi engagement national pour le logement et la loi concernant le droit au logement opposable) ;
- mettre en place les dispositifs locaux nécessaires : traitement de l'insalubrité, aides locales à l'accession, contribution aux plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, mise en place du Pass foncier, prévention des expulsions, etc.

Au 30 juin 2008, les ADIL bénéficient du soutien financier de l'État mais aussi des collectivités territoriales (conseils généraux, au premier chef), des organismes collecteurs du 1 % logement, des bailleurs sociaux... Elles devraient être au nombre de 78 en 2009, l'objectif à terme étant de doter l'ensemble des départements d'une ADIL, seuls ¾ étant couverts actuellement.

Le montant global de la participation de l'État au budget de fonctionnement de l'ANIL et des ADIL s'est élevé en 2008 à 6,2 M€.



## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Aider les ménages modestes à faire face à leurs dépenses de logement

Objectif concourant aux politiques transversales suivantes :

- Ville
- Inclusion sociale
- Outre-mer.

Les aides personnelles au logement ont pour finalité de diminuer les dépenses de logement (loyers + charges locatives ou mensualités d'emprunt) des ménages disposant de revenus modestes. Il importe donc de pouvoir en mesurer l'impact, par le calcul du taux d'effort supporté par leurs bénéficiaires après versement des aides (taux d'effort net).

Les aides personnelles au logement sont conçues de façon à être distribuées de la façon la plus équitable possible ; elles tiennent compte au mieux des revenus et de la situation particulière de chaque catégorie de bénéficiaires.

La part des crédits d'aides personnelles au logement affectée aux bénéficiaires de minima sociaux s'élève à 33%, pour les salariés à 29% et pour les étudiants à près de 9% (dont 6% pour les non boursiers et 3% pour les boursiers).

A compter de 2008, l'indice de référence des loyers suivra l'inflation, ce qui permettra de limiter les taux d'effort bruts (avant versement des aides personnelles) des différentes catégories de bénéficiaires.

L'actualisation annuelle des barèmes des aides personnelles au logement, avec une indexation, à compter de 2008, des paramètres représentatifs de la dépense de logement sur l'évolution de l'indice de référence des loyers, permettra de répondre à l'objectif de stabilisation des taux d'efforts nets des ménages.

#### INDICATEUR 1.1 : taux d'effort net moyen des ménages en locatif (avec charges) sur trois catégories de ménages : bénéficiaires de minima sociaux, salariés et étudiants (dont boursiers et non boursiers)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Bénéficiaires de minima sociaux :	%	21	21,1	21,1	21,1	21,1	21,1
Salariés :	%	27,6	27,4	27,4	26,7	26,7	26,7
Étudiants non boursiers :	%	26,5	26,6	26,6	26,8	26,8	26,8
Étudiants boursiers :	%	24,7	24,6	24,6	24,9	24,9	24,9

#### Précisions méthodologiques :

Source des données : ministère du logement et de la ville.

#### Mode de calcul :

Les calculs sont faits depuis 2004 à partir de cas-types pour quatre catégories de bénéficiaires.

Il sont effectués au 1<sup>er</sup> juillet de l'année N ; les loyers augmentent comme l'indice du coût de la construction (ICC) : évolution moyenne 4<sup>ème</sup> trimestre N-1/N-2 jusqu'en 2006 ; puis, à compter de 2007, comme l'évolution de l'indice de référence des loyers (IRL) 2<sup>ème</sup> trimestre N-1/N-2 (dernière évolution connue au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N) ; les charges évoluent comme l'inflation N-1/N-2.

Les valeurs des loyers-plafonds et des charges prises comme référence en 2003 sont actualisées chaque année :

- bénéficiaires de minima sociaux : isolé au RMI, locataire en zone 2 ; loyer de référence = loyer-plafond 2003 ; charges de référence : 75 euros en 2003.

- salarié : couple sans enfant dont un salarié percevant le SMIC ; locataire en zone 2 ; loyer de référence=loyer-plafond 2003 ; charges de référence : 90 euros en 2003.

- étudiants non boursiers : loyer de référence=loyer-plafond 2003 ; charges de référence : 75 euros en 2003 ; revenu égal au revenu minimum pris en compte pour le calcul de l'aide des étudiants non boursiers.

- étudiants boursiers : loyer de référence = loyer-plafond 2003 ; charges de référence : 75 euros en 2003 ; revenu égal au revenu minimum pris en compte pour le calcul de l'aide des étudiants boursiers.

## Aide à l'accès au logement

Programme n° 109 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Les évolutions attendues pour 2008 varient selon les catégories de bénéficiaires :

- maintien du taux d'effort des bénéficiaires des minima sociaux ;
- légère baisse du taux d'effort net des salariés ;
- légère hausse du taux d'effort des étudiants. Par construction, le revenu des étudiants n'évolue pas entre 2007 et 2008 puisqu'il est supposé égal au plancher pris en compte pour le calcul de l'aide au logement).

La cible 2011 est fixée sur la base de la prévision actualisée 2008 afin de stabiliser ce taux d'effort.

**OBJECTIF n° 2 : Favoriser l'insertion par le logement des personnes en grande difficulté**

L'État est un acteur majeur du droit au logement aux côtés des collectivités territoriales.

Parmi les domaines dans lesquels s'exercent ses responsabilités, la prévention des expulsions constitue une priorité. Cet objectif suppose l'action d'acteurs multiples : services de l'État (préfectures et tribunaux civils), bailleurs sociaux ou représentants des bailleurs privés, huissiers, services sociaux départementaux ou communaux, associations... dont les services de l'État assurent la coordination, notamment dans le cadre des chartes de prévention des expulsions. Ces démarches, lorsqu'elles sont mises en œuvre, doivent avoir pour effet de diminuer le nombre de jugements d'expulsion.

L'État doit également veiller à ce que les populations en grande difficulté, qui cumulent à la fois difficultés financières et situations de logements précaires, puissent accéder dans les conditions de droit commun à un logement autonome.

**INDICATEUR 2.1 : Pourcentage d'assignations en justice conduisant à une décision de justice prononçant l'expulsion**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
pourcentage d'assignations en justice conduisant à une décision de justice prononçant l'expulsion	%	79	78	77	77	76	74

**Précisions méthodologiques :**

Source des données : ministère de la justice.

Mode de calcul :

Compte-tenu des éléments remontés qui font apparaître une stabilité entre le chiffre 2005 et 2006, il convient de partir, de manière réaliste, de cette base en prenant en compte les premiers effets sensibles de la mise sur le marché de nouveaux logements sociaux ou conventionnés dans le parc privé, plus adaptés aux ressources des ménages modestes et de la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit opposable au logement. S'agissant de la politique de prévention des expulsions, les délais de mise en œuvre du décret du 29 novembre 2007 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées - PDALPD -, conduisent plutôt à escompter des progrès en 2009. Les objectifs indiqués plus haut intègrent donc une dimension volontariste des politiques publiques.

**Principaux leviers d'action en faveur de la prévention des expulsions :**

Outre les leviers indirects mais dont l'effet est majeur sur la prévention des expulsions tels que le maintien et, selon les territoires, le développement d'une offre de logements à coût (loyers et charges) « soutenable » ou accessible, compte tenu des aides existantes, pour les ménages de revenus faibles et très faibles, quatre leviers d'action peuvent être utilisés :

- 1/ les chartes de prévention des expulsions qui doivent permettre de mettre en place, dans chaque département, un partenariat actif entre tous les acteurs concernés par la prévention des expulsions ;
- 2/ l'enquête sociale que le préfet doit faire réaliser dans le délai de deux mois qui suit l'assignation. L'objet de cette enquête est d'analyser très finement la situation du ménage et de transmettre au juge les éléments actualisés destinés à lui permettre de prendre sa décision en toute connaissance de cause ;
- 3/ les protocoles conclus entre le bailleur et le locataire de bonne foi lorsque le jugement d'expulsion est rendu.

L'objectif est de maintenir le ménage dans le logement en suspendant l'effet du jugement d'expulsion sous réserve que le ménage respecte son engagement de résorber sa dette dans le cadre du plan d'apurement de celle-ci approuvé et suivi par la CDAPL.

4/ Depuis 2008 peut se rajouter un quatrième levier d'action prévu par la loi portant engagement national pour le logement (décret d'application nécessaire). Il s'agit d'une commission pouvant être créée à l'initiative du comité responsable du PDALPD afin de mieux coordonner l'instruction des différentes aides susceptibles d'être mobilisées par l'Etat et le conseil général : principalement aides personnelles au logement et aides du fonds de solidarité pour le logement (aides aux personnes et accompagnement social).

## INDICATEUR 2.2 : Pourcentage des personnes sortant des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ayant accédé à un logement social

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
pourcentage des personnes sortant des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ayant accédé à un logement social	%	22,7		46	25	25	30

### Précisions méthodologiques :

Source des données : ministère du logement et de la ville.

Les données relatives au réalisé 2007 seront disponibles à partir du mois d'octobre 2008.

Les prévisions 2008 inscrites dans le PAP 2008 doivent être corrigées pour être exactement conformes au libellé de l'indicateur. Ainsi, la valeur de 2008 est de 25 % et non de 46 % comme indiqué dans le PAP précédent. Les 46 % correspondent à la part des ménages sortant des CHRS pour intégrer un logement. Or, un peu plus de la moitié seulement d'entre eux se dirigent vers **un logement social** durable soit 25 %.

Mode de calcul :

Les données sont recueillies sur la base d'une enquête effectuée auprès des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

La circulaire de la Direction générale des affaires sociales (DGAS) relative aux remontées statistiques (circulaire DGAS/1A/5B/2006/204 du 21 avril 2006) prévoit que l'ensemble des remontées statistiques doit être transmis par les CHRS aux directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) pour le 30 avril de chaque année. Après validation par celles-ci, ces remontées statistiques sont transmises avant le 30 juin à la DGAS.

Le système d'information des CHRS devrait s'améliorer dans les prochaines années ce qui permettrait d'obtenir des données dans des délais plus opportuns.

La bonne compréhension de cet indicateur nécessite de préciser certains termes :

- **Personne** : le terme « ménage », utilisé dans le PAP 2006, a été remplacé par le terme « personne » qui est celui retenu par la DGAS dans la circulaire du 21 avril 2006 relative aux remontées statistiques.

- **Logement social** : cet indicateur prend en compte les sorties de CHRS vers le logement social afin de mesurer la contribution du parc social au logement des personnes issues de structures d'hébergement temporaire.

La mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et les effets du plan de cohésion sociale devraient avoir un effet sensible sur cet indicateur dès 2008, les publics hébergés faisant partie des publics, définis par la loi, susceptibles d'être reconnus comme prioritaires par les commissions de médiation et pouvant faire un recours contentieux dès la fin de l'année 2008. Il convient de noter que, dès 2005, certains résultats apparaissent comme encourageants, 43,61% des ménages issus de CHRS accédant à un logement non temporaire. Un sous-objectif est donc d'accroître l'accès au logement durable avec une cible à terme de 3/5 de personnes orientées vers de tels logements (dont la moitié vers un logement social), les autres ménages étant orientés vers des formules de logements temporaires ou de maisons-relais.

## OBJECTIF n° 3 : Veiller à une bonne information du public dans le domaine du logement

Le réseau des 75 ADIL a pour mission d'apporter aux usagers une information personnalisée, complète, gratuite et neutre sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux du logement. Les sujets abordés le plus souvent sont les rapports locatifs (aux alentours de 65 % des consultations) et l'accession à la propriété (plus de 20% des consultations). Les consultations par téléphone demeurent prédominantes, même si les ADIL s'efforcent de privilégier le face à face, qui favorise la qualité du conseil. Le foisonnement des nouvelles réglementations implique une actualisation permanente des données, avec le soutien de l'ANIL qui diffuse des documents et des guides permettant leur mise à jour systématique. Chaque ADIL fait remonter à l'ANIL ses propres données et analyses, ce qui permet de rationaliser les méthodes et d'échanger sur les savoir faire de chacune des ADIL.

La participation financière de l'État est essentielle pour le fonctionnement des ADIL, en partenariat avec le Conseil général. Cette démarche conjointe État / Conseil général a un effet d'entraînement auprès des institutions qui, au plan local, jouent un rôle dans le domaine du logement (communes ou groupements de communes, établissements publics de coopération intercommunale, caisse d'allocations familiales, organismes HLM, représentants d'organismes bancaires ou des usagers).

## Aide à l'accès au logement

Programme n° 109 OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## INDICATEUR 3.1 : Taux de satisfaction des usagers ayant consulté une association départementale pour l'information sur le logement (ADIL)

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
taux de satisfaction des usagers ayant consulté une association départementale pour l'information sur le logement (ADIL)	%	95,4	95,8	96	96	96,2	97

## Précisions méthodologiques :

Sources des données : agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL).

Mode de calcul :

Les données sont établies sur la base d'une enquête annuelle de satisfaction auprès des visiteurs des ADIL. Le pourcentage correspond à la moyenne des pourcentages de satisfaction exprimée sur 12 questions posées sur la qualité de l'information aux personnes se rendant dans une ADIL : pertinence des informations, volume suffisant ou insuffisant de l'information, clarté des explications fournies, etc. L'enquête a été menée fin 2005 et début 2006 auprès de 61 ADIL qui ont recueilli 8 500 réponses. L'analyse partielle de l'enquête fait apparaître un taux de satisfaction de 95,5 % en 2005. En 2006, l'analyse complète de l'enquête donne un taux de satisfaction de 95,4 % alors que le projet annuel de performances 2007 indiquait une prévision de 95,8 %.

Pour 2007 et les années suivantes, il a été demandé à l'ANIL de veiller à réaliser une enquête complète par an pour être en adéquation avec le réalisé annuel.

La variation des résultats est trop faible pour faire apparaître un taux de dispersion significatif entre chacune des ADIL, ce qui met en évidence le caractère homogène du réseau ou, du moins, de la qualité exprimée par l'utilisateur d'une ADIL à l'autre.

Même si les demandes de renseignements et d'informations par téléphone demeurent toujours prépondérantes, l'objectif des 75 ADIL est néanmoins de privilégier l'information du public sous la forme d'un rendez-vous et d'un contact direct personnalisé afin d'obtenir un échange de grande qualité et de présenter une information la plus fiable et complète possible, rompant ainsi avec le relatif anonymat d'un simple échange téléphonique.

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Aides personnelles		4 937 000 000	4 937 000 000		4 937 000 000	4 937 000 000
02	Accompagnement des publics en difficulté		8 300 000	8 300 000		8 300 000	8 300 000
Totaux			4 945 300 000	4 945 300 000		4 945 300 000	4 945 300 000

## DÉPENSES DE PERSONNEL

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

Les emplois œuvrant pour le programme « Aide à l'accès au logement » devraient être au nombre de 535 ETPT en 2009. Ces emplois ainsi que la masse salariale correspondante sont comptabilisés dans l'action Soutien du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement ».

## Aide à l'accès au logement

Programme n° 109 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS  
À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>4 994 345 060</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>4 994 345 060</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	<b>AE demandées pour 2009</b>	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	<b>Total des CP demandés pour 2009</b>	<b>Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009</b>
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
0	<b>4 945 300 000</b>	0	4 945 300 000	<b>4 945 300 000</b>	<b>0</b>
					<div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>0</div>
					<div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>0</div>
					<div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>0</div>

\* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

\*\* Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Compte tenu de leur nature, les dépenses relevant du présent programme sont inscrites et exécutées en AE=CP.

## JUSTIFICATION PAR ACTION

## ACTION n° 01 : Aides personnelles

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		4 937 000 000	<b>4 937 000 000</b>
Crédits de paiement		4 937 000 000	<b>4 937 000 000</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	4 937 000 000	4 937 000 000

**Contribution de l'État au financement du fonds national d'aide au logement (catégorie 61 - transferts aux ménages)**

L'action « Aides personnelles » regroupe la contribution de l'État au financement du fonds national d'aide au logement (FNAL).

**- Modalités de financement du FNAL**

En application de l'article L. 351-6 du code de la construction et de l'habitation, le FNAL assure le financement :

- de l'aide personnalisée au logement (APL),
- de la prime de déménagement,
- de l'allocation de logement sociale (ALS),
- des dépenses de gestion qui se rapportent à ces trois prestations (2% du montant des prestations),
- enfin, des dépenses du conseil national de l'habitat.

Conformément à l'article L. 351-7 du code de la construction et de l'habitation, les recettes du FNAL sont constituées par :

- le produit des cotisations employeurs prévues à l'article L. 834-1 du code de la sécurité sociale : une cotisation de 0,1% assise sur les salaires plafonnés et une contribution de 0,4% sur la totalité des salaires. Cette dernière contribution n'est pas due par les employeurs de moins de vingt salariés et les employeurs relevant du régime agricole ;
- une fraction de 1,48% du droit de consommation prévu à l'article 575 du code général des impôts ;
- des contributions des régimes de prestations familiales au financement de l'APL : la contribution annuelle de chaque régime de prestations familiales est égale au montant des prestations qui auraient été versées, en l'absence d'APL, au titre de l'allocation de logement familiale et de la prime de déménagement. Les clés de répartition du financement de l'APL ont été modifiées à compter des prestations versées en 2005, eu égard aux dispositions législatives en vigueur ;
- des dotations de l'État qui assure l'équilibre du fonds.

Pour 2009, la contribution de l'État s'élève à 4 937 M€. Elle a été déterminée en tenant compte de l'évolution tendancielle des prestations et du montant prévisionnel des ressources du FNAL.

**Aide à l'accès au logement**

Programme n° 109 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

**- Charges du FNAL en 2009**

L'évolution des prestations supportées par le FNAL dépend du niveau d'augmentation des dépenses de logement et de la situation économique des ménages (évolution du revenu et du chômage). Le montant prévu des prestations tient également compte :

- de l'actualisation au 1<sup>er</sup> janvier 2009 des loyers-plafonds et du forfait de charges qui sont indexés sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (IRL) ;
- de mesures d'ajustement de la participation minimale des bénéficiaires à la dépense de logement.

**- Ressources du FNAL en 2009**

L'évolution des recettes du FNAL tient compte d'une augmentation de la masse salariale estimée à environ + 4% par rapport à 2008 ;

Les modalités d'équilibre du FNAL pour 2009 sont détaillées dans le tableau ci-après :

	En M€
<b>Charges du FNAL</b>	<b>11 325</b>
Prestations APL	6 463
Prestations ALS	4 639
Frais de gestion	222
<b>Ressources du FNAL</b>	<b>11 325</b>
Contribution des régimes sociaux	3 722
<i>dont CNAF</i>	3 706
<i>dont MSA</i>	16
Cotisations employeurs	2 527
Affectation d'une partie de la taxe sur les tabacs	140
<b>Contribution de l'État</b>	<b>4 937</b>

**ACTION n° 02 : Accompagnement des publics en difficulté**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		8 300 000	<b>8 300 000</b>
Crédits de paiement		8 300 000	<b>8 300 000</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	8 300 000	8 300 000

L'action Accompagnement des publics en difficulté regroupe les aides accordées par l'État aux associations œuvrant en faveur du logement.

**ANIL et ADIL (catégorie 64 – transferts aux autres collectivités)**

Depuis 1975, l'État apporte son soutien au fonctionnement de l'Agence nationale pour l'information sur le logement (ANIL) et des agences départementales d'information sur le logement (ADIL). Le nombre des ADIL est passé de 68 en 2006 à 75 en 2008, et devrait être porté à 78 en 2009.



La subvention annuelle que l'État verse à l'ANIL, tête du réseau des ADIL, est forfaitaire.

La subvention que perçoit chaque ADIL englobe :

- d'une part, une somme forfaitaire de 26 000 €,
- d'autre part, une aide dont le montant est déterminé à partir d'un coefficient tenant compte des critères sociaux et démographiques de la population du département d'implantation de l'Agence.

En 2009, la dotation demandée, d'un total de 6,82 M€ en AE=CP, permettra de verser :

- une subvention dont le montant moyen avoisine 79 600 € à chacune des 78 ADIL,
- une subvention forfaitaire de 610 000 € à l'ANIL.

#### **Autres associations (catégorie 64 – transferts aux autres collectivités)**

L'État (DGALN) apporte, chaque année, son soutien financier à environ 30 fédérations ou associations qui concourent, sur le plan national, à la mise en œuvre des politiques du logement. Plusieurs d'entre elles sont signataires d'une convention d'objectifs pluriannuelle. Il s'agit pour l'essentiel d'organismes promouvant l'insertion par le logement des personnes défavorisées, aidant au logement des personnes handicapées ou participant à la défense des droits des locataires. La dotation demandée permettra de verser une subvention moyenne de 50 000 €. Le montant global de la dotation demandée est de 1,48 M€ en AE=CP, pour 2009, en progression à périmètre constant.

En effet, il faut noter que la subvention apportée par l'Etat au groupement d'intérêt public « habitat et interventions sociales », auparavant supportée par ce programme, le sera désormais par le programme 135 « développement et amélioration de l'offre de logement ».

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

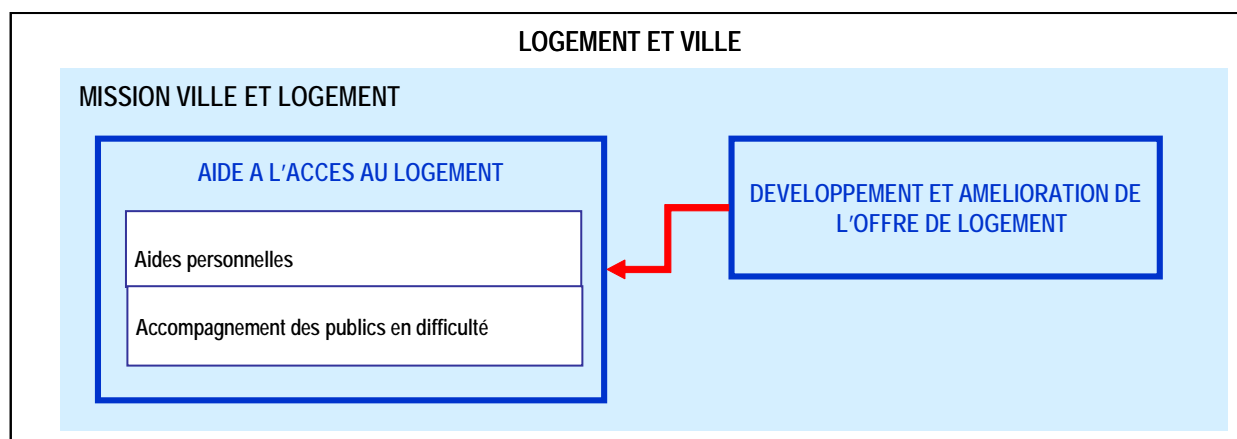
## Avertissement

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

## SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Aides personnelles	4 937 000 000		+1 579 207	+4 938 579 207	+4 988 233 692
Accompagnement des publics en difficulté	8 300 000		+31 509 529	+39 809 529	+40 559 132
<b>Totaux</b>	<b>4 945 300 000</b>		<b>+33 088 736</b>	<b>4 978 388 736</b>	<b>5 028 792 824</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-33 088 736</b>
Développement et amélioration de l'offre de logement (Mission « Ville et logement »)	-33 088 736

**OBSERVATIONS**

Le programme « Aide à l'accès au logement » bénéficie d'un déversement de crédits en provenance de l'action soutien du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » (mission « Ville et logement »).

**Présentation des fonctions de soutien du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement »**

L'action soutien du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » se compose essentiellement des emplois contribuant à la mise en œuvre des politiques de la mission « Ville et Logement », tant en administration centrale qu'en services déconcentrés (3.156 ETPT) et de la masse salariale correspondante.

Elle comprend par ailleurs les crédits d'études, de communication, de formation, d'informatique propres à la politique du logement (7,25 M€) ainsi que les crédits rattachés par voie de fonds de concours (130 000 euros) destinés à couvrir une partie des engagements de l'État en matière de logement et de droit au logement opposable.

La méthode retenue, pour le PLF 2009, a consisté à simplifier les modalités de déversement des fonctions support vers les autres programmes.

Ainsi, le calcul s'opère sur la base des ETPT, valorisés. Les ETPT de la mission Ville et Logement étant regroupés sur le programme « Développement et amélioration de l'offre de logement », il n'y a plus de déversement du programme « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire » de la mission « Écologie » vers le présent programme.

**Modalités de ventilation des crédits**

Les déversements du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » dans les deux actions du programme « Aide à l'accès au logement » s'effectuent au prorata des effectifs 2009 par extrapolation des données issues d'une enquête effectuée auprès des services du ministère, à l'exception des crédits destinés à l'externalisation des prestations externes pour les commissions de médiation (4,12 M€) qui se déversent intégralement dans l'action « Accompagnement des publics en difficulté ». A contrario, aucun déversement n'émane du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » au titre des dépenses de fonctionnement de la mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos) et de la délégation interministérielle pour le développement de l'offre de logement (DIDOL).



## PROGRAMME 135

## DÉVELOPPEMENT ET AMÉLIORATION DE L'OFFRE DE LOGEMENT

MINISTRE CONCERNÉ : CHRISTINE BOUTIN, MINISTRE DU LOGEMENT ET DE LA VILLE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	134
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	137
Présentation du programme et des actions	148
Objectifs et indicateurs de performance	157
Justification au premier euro	164
Opérateurs	181
Analyse des coûts du programme et des actions	191

## PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Jean-Marc MICHEL

Directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature

Responsable du programme n° 135 : Développement et amélioration de l'offre de logement

Deux catégories d'aides au logement peuvent traditionnellement être distinguées : les aides à la personne (programme n°109 « aide à l'accès au logement »), d'une part, et les aides dites « à la pierre » (qui relèvent de trois programmes, dont deux de la mission ville et logement – le programme n°147 « politique de la ville » et le présent programme n°135 « développement et amélioration de l'offre de logement »), d'autre part. Les aides au logement concernant l'outre-mer sont pour leur part budgétisées dans le programme n°123 « conditions de vie outre-mer ».

Dans le cadre particulier du programme n°135, il convient de préciser que ces aides sont accordées, selon les cas, par les services de l'État, par l'agence nationale de l'habitat (ANAH) ou lorsqu'ils sont délégataires de compétences pour les aides à la pierre, par des établissements publics de coopération intercommunale et des départements. Les aides dont il est question dans le présent programme sont réservées aux seuls projets réalisés en métropole, hors périmètre d'intervention de l'agence nationale pour la rénovation urbaine.

La politique menée par l'Etat en faveur du logement repose sur la cohérence du programme « aide à l'accès au logement » et des trois programmes portant des aides à la pierre. Ces dernières visent à favoriser la mise sur le marché d'une offre de logements diversifiée et adaptée aux besoins de la population. Cette politique nécessite une offre de logement parfaitement corrélée avec les barèmes des aides personnelles et le niveau des loyers des logements que le versement de ces aides à la pierre permet d'atteindre.

La politique du logement est mise en œuvre dans un contexte nouveau, dans lequel les personnes les plus défavorisées, qui ne peuvent obtenir un logement par leurs propres moyens, se sont vu reconnaître un droit au logement opposable (DALO). L'effectivité de ce droit suppose une offre de logements abordable et adaptée.

Dans ce contexte, un certain nombre de priorités guident l'action publique pour les aides à la pierre.

Dans les bassins de vie où les tensions sur le marché immobilier qui résultent d'un déséquilibre entre l'offre et la demande, sont les plus importantes, les ménages, en particulier ceux qui disposent de ressources modestes, éprouvent des difficultés importantes à accéder à un logement quand ils n'en sont pas totalement exclus.

L'enjeu est donc de permettre un accroissement de l'offre de logements, en particulier de logements sociaux, pour fluidifier la chaîne du logement et pour permettre de satisfaire ces demandes dans les meilleurs délais (objectif n°1 : satisfaire dans les meilleurs délais la demande de logements locatifs, en particulier dans les zones tendues) par un effort soutenu en termes de production (120 000 logements par an) et en suscitant la libération de logements sociaux par les ménages plus aisés.

Afin de lutter contre les phénomènes ségrégatifs et favoriser la mixité sociale, cet objectif de production doit s'accompagner d'une meilleure répartition des logements sociaux au sein des agglomérations (objectif n°2 : mieux répartir les logements sociaux au sein des agglomérations).

En 2009, l'enjeu majeur pour la mise en œuvre de ces politiques, et plus particulièrement pour assurer l'opposabilité effective du droit au logement, reste la mobilisation la plus efficace possible de l'ensemble des acteurs du logement. De même, l'utilisation des ressources disponibles sera optimisée : les disponibilités financières de certains organismes de logement social seront progressivement réinvesties dans la production de logements et dans l'entretien du parc. Pour ce faire, des mécanismes de solidarité financière permettront une mutualisation des moyens afin que les bailleurs sociaux les plus concernés par les tensions sur le marché immobilier puissent renforcer leur effort de construction. La vente d'une partie du parc social permettra également de dégager des capacités d'intervention. Le dispositif permettant aux bailleurs sociaux de bénéficier d'un taux de TVA réduit (5,5 %) pour l'ensemble de leurs projets de construction de logements et d'entretien de leur patrimoine est maintenu. Enfin, la baisse du cautionnement (c'est-à-dire du taux des prêts), qui accompagne la réforme du Livret A, bénéficiera sur le long terme aux organismes emprunteurs.

L'action de l'État doit concourir, soit par une programmation adaptée des aides qu'il délivre en direct, soit par la signature de conventions de délégations de compétences adaptées aux enjeux des territoires, à répondre le mieux

possible, au titre de la solidarité nationale, aux besoins exprimés. La réalisation de cet objectif nécessite une connaissance accrue des marchés du logement mais aussi une plus grande maîtrise de l'ingénierie sociale qu'il convient de développer au sein des services de l'État. A ce titre, ils bénéficieront d'un renforcement en personnel qualifié de catégorie A.

Une autre priorité réside dans l'amélioration de l'habitat existant, plus particulièrement la lutte contre l'habitat indigne (objectif n°3 : lutter contre le logement indigne), objectif majeur de l'ANAH que le Premier ministre et le ministre en charge du logement ont réaffirmé au cours de l'année 2008, en vue d'une « relance de la politique d'hébergement et d'accession au logement ». Bien que de nombreux progrès aient été accomplis depuis déjà plusieurs années, il subsiste, en zone urbaine comme en zone rurale, des logements qui ne garantissent pas à leurs occupants des conditions satisfaisantes d'habitat. Afin de mettre plus rapidement fin à de telles situations, l'État a décidé de rationaliser ses interventions en désignant l'Agence nationale de l'habitat, un de ses opérateurs, comme interlocuteur unique des collectivités locales et des propriétaires en matière de lutte contre l'habitat indigne. L'indicateur mis en place permet, en mesurant l'effort financier de l'ANAH ciblé sur ce type d'intervention, d'apprécier l'effort des services de l'État dans les partenariats locaux pour concrétiser des dossiers particulièrement complexes.

L'adaptation des logements aux besoins des personnes âgées et des personnes handicapées constitue un axe fort de la politique du logement. L'action développée par l'ANAH en direction du parc privé mais également celle développée par les organismes d'HLM en faveur de l'adaptation du parc social méritent d'être très fortement encouragées (objectif n°4 : adapter les logements aux besoins des personnes âgées et handicapées).

L'accession à la propriété est un souhait partagé par la plupart de nos concitoyens. Le programme de la maison pour 15 euros par jour, qui repose sur le Pass-Foncier®, permet une accession populaire à la propriété. En facilitant la mobilité dans le parc, notamment le parc locatif social, l'accession sociale à la propriété contribue, en outre, à amplifier les effets de la politique menée pour accroître le parc de logements locatifs accessibles aux ménages disposant de ressources modestes. Dans ce cadre, un certain nombre de dispositifs financiers et/ou juridiques ont été créés pour aider les ménages disposant de ressources modestes à devenir propriétaires d'un logement (objectif n°5 : développer l'accession sociale à la propriété).

Enfin, le bâtiment est une des principales sources de l'émission de gaz à effet de serre. Il est, à ce titre, directement concerné par les enjeux du développement durable et la mise en œuvre des orientations du Grenelle de l'environnement tant pour le neuf que pour l'ancien. La politique menée par l'État est de répondre à ces enjeux par l'adaptation de la réglementation, par le développement de la recherche et de l'innovation, par des incitations fiscales et par les priorités données aux aides de l'ANAH (objectif n°6 : promouvoir le développement durable dans le logement et, plus généralement, la construction).

Il convient enfin de préciser que même si aucun indicateur ne figure au titre de ce programme sur la rénovation urbaine (cf. programme « politique de la ville »), les effectifs inclus dans ce programme participent, tant sur le plan central que sur le plan local à la mise en œuvre du programme national de rénovation urbaine qui, outre l'instruction des dossiers de financement pour le compte de l'ANRU, comporte également la participation à l'élaboration des projets urbains et l'assistance aux collectivités territoriales.

La plupart de ces objectifs stratégiques sont contenus dans « le projet de loi mobilisation pour le logement » qui doit être débattu prochainement et dont l'adoption permettra notamment la mutualisation des moyens financiers des divers acteurs du logement.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

<b>OBJECTIF 1</b>	<b>Satisfaire dans les meilleurs délais la demande de logements locatifs, en particulier dans les zones tendues</b>
INDICATEUR 1.1	Fluidité du parc de logements sociaux
INDICATEUR 1.2	Pourcentage de logements locatifs sociaux financés (en PLUS et PLAI) et agréés (PLS) en zone tendue, moyennement tendue et détendue
INDICATEUR 1.3	Pourcentage de logements privés à loyers maîtrisés aidés par l'agence nationale de l'habitat (ANAH) par zones (en zone tendue, moyennement tendue et détendue)
INDICATEUR 1.4	Pourcentage de logements conventionnés sans travaux par zone

<b>■ OBJECTIF 2</b>	<b>Mieux répartir les logements sociaux au sein des agglomérations</b>
INDICATEUR 2.1	Pourcentage de logements locatifs sociaux financés dans les communes soumises à l'article 55 de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi SRU) par rapport à leur objectif annuel moyen sur la période triennale par tranches
<b>■ OBJECTIF 3</b>	<b>Lutter contre le logement indigne</b>
INDICATEUR 3.1	Pourcentage des subventions accordées par l'ANAH pour sortir d'une situation d'indignité par rapport au total des subventions accordées par l'ANAH
<b>■ OBJECTIF 4</b>	<b>Adapter les logements aux besoins des personnes âgées et handicapées</b>
INDICATEUR 4.1	Taux de logements aidés par l'ANAH en vue d'une adaptation aux besoins des personnes âgées ou handicapées
<b>■ OBJECTIF 5</b>	<b>Développer l'accèsion sociale à la propriété</b>
INDICATEUR 5.1	Part des ménages primo-accédants sur le total des accédants
INDICATEUR 5.2	Part des bénéficiaires du PTZ selon leur niveau de revenu
<b>■ OBJECTIF 6</b>	<b>Promouvoir le développement durable dans le logement et, plus généralement, dans la construction</b>
INDICATEUR 6.1	Consommation énergétique globale des bâtiments



## PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## 2009 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

## 2009 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Construction locative et amélioration du parc		6 000 000	580 000 000	<b>586 000 000</b>	
02	Soutien à l'accession à la propriété		4 700 000		<b>4 700 000</b>	
03	Lutte contre l'habitat indigne			0	<b>0</b>	
04	Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction		700 000	7 980 000	<b>8 680 000</b>	
05	Soutien	163 778 000	12 230 000		<b>176 008 000</b>	130 000
06	Délégués du préfet dans les quartiers (nouveau) (libellé modifié)	22 400 000			<b>22 400 000</b>	
Totaux		<b>186 178 000</b>	<b>23 630 000</b>	<b>587 980 000</b>	<b>797 788 000</b>	<b>130 000</b>

## 2009 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2009	FDC et ADP attendus en 2009
01	Construction locative et amélioration du parc		6 000 000	586 810 000	<b>592 810 000</b>	
02	Soutien à l'accession à la propriété		4 700 000	70 000	<b>4 770 000</b>	
03	Lutte contre l'habitat indigne			0	<b>0</b>	
04	Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction		700 000	7 980 000	<b>8 680 000</b>	
05	Soutien	163 778 000	12 230 000		<b>176 008 000</b>	130 000
06	Délégués du préfet dans les quartiers (nouveau) (libellé modifié)	22 400 000			<b>22 400 000</b>	
Totaux		<b>186 178 000</b>	<b>23 630 000</b>	<b>594 860 000</b>	<b>804 668 000</b>	<b>130 000</b>

**Développement et amélioration de l'offre de logement**

Programme n° 135 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

**2008 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)****2008 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Construction locative et amélioration du parc		5 762 219	1 315 673 848	<b>1 321 436 067</b>	
02	Soutien à l'accession à la propriété		4 572 409	1 769 965	<b>6 342 374</b>	
03	Lutte contre l'habitat indigne			24 582 846	<b>24 582 846</b>	
04	Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction		688 319	7 374 853	<b>8 063 172</b>	
05	Soutien	155 051 556	13 196 072		<b>168 247 628</b>	150 000
Totaux		<b>155 051 556</b>	<b>24 219 019</b>	<b>1 349 401 512</b>	<b>1 528 672 087</b>	<b>150 000</b>

**2008 / CRÉDITS DE PAIEMENT**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2008	Prévisions FDC et ADP 2008
01	Construction locative et amélioration du parc		5 762 219	923 969 734	<b>929 731 953</b>	
02	Soutien à l'accession à la propriété		4 554 359	1 501 509	<b>6 055 868</b>	
03	Lutte contre l'habitat indigne			24 418 821	<b>24 418 821</b>	
04	Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction		685 600	6 347 018	<b>7 032 618</b>	
05	Soutien	155 051 556	12 131 271		<b>167 182 827</b>	150 000
Totaux		<b>155 051 556</b>	<b>23 133 449</b>	<b>956 237 082</b>	<b>1 134 422 087</b>	<b>150 000</b>

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées en 2007	Ouvertes en LFI pour 2008	Demandées pour 2009	Consommées en 2007	Ouverts en LFI pour 2008	Demandés pour 2009
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>		155 051 556	186 178 000		155 051 556	186 178 000
Rémunérations d'activité		100 166 468	122 922 358		100 166 468	122 922 358
Cotisations et contributions sociales		53 466 406	61 569 114		53 466 406	61 569 114
Prestations sociales et allocations diverses		1 418 682	1 686 528		1 418 682	1 686 528
<b>Titre 3. Dépenses de fonctionnement</b>		24 219 019	23 630 000		23 133 449	23 630 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		18 456 800	17 630 000		17 371 230	17 630 000
Subventions pour charges de service public		5 762 219	6 000 000		5 762 219	6 000 000
<b>Titre 6. Dépenses d'intervention</b>		1 349 401 512	587 980 000		956 237 082	594 860 000
Transferts aux ménages		506 209 939	0		374 582 644	70 000
Transferts aux entreprises		792 059 256	557 980 000		524 026 020	554 790 000
Transferts aux collectivités territoriales		51 132 317	30 000 000		57 628 418	40 000 000
<b>Totaux hors FDC et ADP prévus</b>		<b>1 528 672 087</b>	<b>797 788 000</b>		<b>1 134 422 087</b>	<b>804 668 000</b>
FDC et ADP prévus		150 000	130 000		150 000	130 000
<b>Totaux y.c. FDC et ADP</b>		<b>1 528 822 087</b>	<b>797 918 000</b>		<b>1 134 572 087</b>	<b>804 798 000</b>

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

DÉPENSES FISCALES<sup>7</sup>

## Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2009 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2009. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2009 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

## DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (37)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
730213	<b>Taux de 5,5 % pour les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien portant sur des logements achevés depuis plus de deux ans</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider à l'amélioration du logement</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 310 000 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1999 - Dernière modification : 2005 - CGI : 279-0 bis</i>	4 800	5 100	5 400
110247	<b>Crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés à raison de l'acquisition ou de la construction de l'habitation principale</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider à l'acquisition de son logement</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - CGI : 200 quaterdecies</i>	-	230	1 170
730210	<b>Taux de 5,5 % pour certaines opérations (livraisons à soi-même d'opérations de construction, livraisons à soi-même de travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien, ventes, apports, etc.) portant sur les logements sociaux et locaux assimilés suivants : - logements sociaux à usage locatif ; - logements destinés à la location-accession ou à l'accession sociale à la propriété avec acquisition différée du terrain ; - logements relevant des structures d'hébergement temporaire ou d'urgence ; - logements relevant de certains établissements d'accueil de personnes âgées ou handicapées ; - immeubles sociaux apportés aux sociétés civiles immobilières d'accession progressive à la propriété</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1998 - Dernière modification : 2006 - CGI : 278 sexies-I-2, 3, 3 bis, 3 ter, 3 quater, 3 septies, 3 octies, 4, 5 et 7</i>	750	780	800
130201	<b>Déduction des dépenses de grosses réparations et d'amélioration</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Conserver et améliorer le patrimoine immobilier. Faciliter l'accès de personnes handicapées. Protéger les locaux des effets de l'amiante</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 000 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1989 - Dernière modification : 2001 - CGI : 31-I-1°-b, b bis et 31-I-2°-a pour les dépenses visées aux b et b bis du I-1°</i>	800	800	800
210313	<b>Prêt à taux zéro (crédit d'impôt au titre d'une avance remboursable ne portant pas intérêt)</b> Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider à l'acquisition de son logement</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 235 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2007 - CGI : 244 quater J, 199 ter I, 220 K, 223 O-1-k</i>	300	500	700

<sup>7</sup> Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
140101	<b>Exonération des intérêts et primes versés dans le cadre de l'épargne logement</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Orienter l'épargne vers l'immobilier</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1978 - Dernière modification : 2005 - CGI : 157-9° bis</i>	800	700	700
300102	<b>Exonération des organismes d'HLM et des offices publics d'aménagement et de construction (OPAC)</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2004 - CGI : 207-1-4°, 221 bis</i>	650	650	650
130208	<b>Déduction dégressive sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale pour les investissements réalisés à compter du 3 avril 2003 : Dispositifs ROBIEN classique et ROBIEN recentré</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements locatifs</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 154 000 ménages - Méthode de chiffage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2006 - CGI : 31-I-1°-h et 31 bis</i>	220	300	350
130209	<b>Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 1er janvier 1999) pour les investissements réalisés jusqu'au 3 avril 2003 : Dispositif BESSON neuf</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements loués sous conditions de ressources</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 56 000 ménages - Méthode de chiffage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1998 - Dernière modification : 2002 - CGI : 31-I-1°-g</i>	70	70	70
730204	<b>Taux de 5,5 % applicable aux terrains à bâtir achetés par des organismes d'HLM ou des personnes bénéficiaires de prêts spécifiques pour la construction de logements sociaux à usage locatif</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1991 - Dernière modification : 1998 - CGI : 278 sexes-I-1</i>	60	60	60
130204	<b>Déduction dégressive sur les revenus des logements neufs loués à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire à compter du 1er janvier 1999) : Dispositif PERISSOL</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements loués sous conditions de ressources</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 121 000 ménages - Méthode de chiffage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1996 - Dernière modification : 2002 - CGI : 31-I-1°-f</i>	50	50	50
150114	<b>Exonération des plus-values immobilières relatives aux deux premières cessions de l'habitation en France des personnes physiques, non résidentes en France, ressortissantes d'un Etat membre de la Communauté européenne</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser l'acquisition de logements</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2005 - CGI : 150 U-II-2°</i>	30	30	30
110236	<b>Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes âgées ou handicapées, prévenir les risques technologiques.</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 40 000 ménages - Méthode de chiffage : Simulation - Fiabilité : Bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2005 - CGI : 200 quater A</i>	25	30	30
130215	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements donnés en location dans le cadre d'une convention ANAH : Dispositif BORLOO ancien</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements loués sous conditions de ressources</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2007 - CGI : 31-I-1°-m</i>	3	10	25

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
130203	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements loués sous conditions de loyer et de ressources du locataire : Dispositif BESSON ancien</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements loués sous conditions de ressources</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1998 - Dernière modification : 1998 - CGI : 31-I-1°-j</i>	40	35	25
130214	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements neufs à usage d'habitation principale (sous conditions de loyer et de ressources du locataire) : Dispositif BORLOO populaire</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements loués sous conditions de ressources</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 31-I-1°-l</i>	1	10	20
130211	<b>Déduction sur les revenus des logements loués à usage d'habitation principale dans les zones de revitalisation rurale : Dispositif ROBIEN ZRR</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements loués dans certaines zones</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 5 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2005 - CGI : 31-I-1°-k</i>	10	15	20
150118	<b>Exonération des plus-values immobilières réalisées à l'occasion des cessions d'immeubles au profit des organismes concourant au logement social</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2007 - CGI : 150 U-II-7°</i>	10	10	10
130216	<b>Déduction spécifique sur les revenus des logements ayant donné lieu au paiement de la taxe sur les logements vacants l'année qui précède celle de la conclusion du bail (bail conclu entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2007)</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Inciter à la location des logements vacants</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 17 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 31-I-1°-n</i>	3	5	5
320137	<b>Imposition au taux réduit de 16,5 % des plus-values déclarées par les SEM lors de la cession d'immeubles réalisée avant le 31 décembre 2010 si les sommes sont employées dans un délai de 3 ans dans des logements locatifs sociaux (construction, acquisition, réhabilitation)</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 6 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 210 E-IV et V</i>	1	1	1
570202	<b>Droit fixe applicable à certaines opérations concernant les sociétés transparentes et les sociétés civiles immobilières régies par l'article L. 443-6-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider le secteur immobilier</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1963 - Dernière modification : 2006 - CGI : 828-I-2° et 4°</i>	€	€	€
550102	<b>Exonération du droit de 1,10 % sur les actes de partage des copropriétés</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Favoriser la réorganisation des copropriétés</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1996 - Dernière modification : 2001 - CGI : 749 A</i>	€	€	€
530207	<b>Application du droit réduit de 1,10 % sur les cessions d'actions de sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux et d'organismes d'HLM</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1948 - Dernière modification : 2000 - CGI : 726-I-2°</i>	€	€	€

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
300110	<b>Exonération des unions d'économie sociale</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Soutenir l'économie sociale</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 20 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2005 - CGI : 207-1-4° quater</i>	€	€	€
150119	<b>Exonération des plus-values immobilières réalisées à l'occasion des cessions d'immeubles au profit des collectivités territoriales en vue de leur cession par celles-ci à des organismes de logements sociaux</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 150 U-II-8°</i>	€	€	€
140113	<b>Exonération de retenue à la source pour les dividendes et autres produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement et par les sociétés immobilières de gestion</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Orienter l'épargne vers l'immobilier</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1963 - Dernière modification : 1963 - CGI : 139 ter</i>	€	€	€
120508	<b>Etalement sur 5 ans de l'imposition du versement en capital issu d'un plan d'épargne retraite populaire (PERP) au titre de la primo-accession à la propriété de la résidence principale lors de la retraite</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les personnes retraitées à acquérir leur logement</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 163 bis</i>	€	€	€
110243	<b>Réduction d'impôt sur le revenu au titre des investissements dans les résidences hôtelières à vocation sociale</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider le secteur hôtelier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 0 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - CGI : 199 decies I</i>	-	€	€
530101	<b>Exonération des transferts de biens de toute nature opérés entre organismes HLM et sociétés de crédit immobilier ou leurs unions en matière de droit proportionnel</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 1963 - Dernière modification : 2004 - CGI : 1051-1°</i>	0	0	0
720101	<b>Exonération des cessions de terrains par les collectivités locales aux offices publics d'HLM</b> Taxe sur la valeur ajoutée <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 370 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 1963 - Dernière modification : 1971 - CGI : 261-5-2°</i>	40	nc	nc
520107	<b>Exonération sous certaines conditions et dans certaines limites des immeubles neufs acquis entre le 1er juin 1993 et le 31 décembre 1994 ou entre le 1er août et le 31 décembre 1995, et des immeubles anciens acquis entre le 1er août 1995 et le 31 décembre 1996</b> Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider le secteur immobilier</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises et ménages - Création : 1993 - Dernière modification : 2000 - CGI : 793-2-4° à 6°, 793 ter</i>	nc	nc	nc
320125	<b>Imposition au taux réduit de 16,5 % des plus-values de cessions de biens immobiliers ou de titres de sociétés à prépondérance immobilière à des bailleurs sociaux réalisée avant le 31 décembre 2009</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2007 - CGI : 210 E-III</i>	10	nc	nc

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
300202	<b>Exonération des produits retirés par les sociétés immobilières d'investissement de leurs participations dans des sociétés civiles constituées en vue de la construction et de la gestion d'immeubles affectés à l'habitation</b> Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Orienter l'épargne vers l'immobilier</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1963 - Dernière modification : 1984 - CGI : 208 B</i>	nc	nc	nc
230101	<b>Déduction des versements à fonds perdus effectués en faveur de certains organismes de construction</b> Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Favoriser la construction de logements</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1953 - Dernière modification : 1959 - CGI : 39 quinquies</i>	nc	nc	nc
180309	<b>Imputation sur le revenu global des déficits commerciaux supportés par les loueurs en meublé qui réalisent plus de 23 000 € de recettes annuelles</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider le secteur immobilier</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 3 500 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1981 - Dernière modification : 1995 - CGI : 151 septies-VII, 156-I-1° bis 1er alinéa</i>	12	nc	nc
180102	<b>Exonération accordée sous certaines conditions, aux personnes louant ou sous-louant en meublé, une partie de leur habitation principale</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Favoriser la location d'une partie de son habitation</i> <i>Bénéficiaires 2007 : (nombre non déterminé) ménages - Création : 1952 - Dernière modification : 2001 - CGI : 35 bis-I et II</i>	nc	nc	nc
130206	<b>Déduction spécifique majorée sur les revenus des logements loués à des personnes modestes. Dispositif LIENEMANN</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Augmenter l'offre de logements loués sous conditions de ressources</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 7 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Changement de méthode - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2001 - Dernière modification : 2005 - CGI : 31-I-1°-j</i>	2	ε	-
<b>Coût total des dépenses fiscales<sup>8</sup></b>		<b>8 687</b>	<b>9 448</b>	<b>10 978</b>

## ■ DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS LOCAUX, PRISES EN CHARGE PAR L'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts locaux, prises en charge par l'État, contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2007	Chiffre pour 2008	Chiffre pour 2009
070201	<b>Dégrèvement d'office gestionnaire de foyers et OSBL agréés pour les logements loués à des personnes défavorisées</b> Taxe d'habitation <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 9 370 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1998 - Dernière modification : 2002 - CGI : 1414-II</i>	15	15	16
050102	<b>Exonération en faveur des immeubles à caractère social</b> Taxe foncière sur les propriétés bâties <i>Objectif : Aider le secteur immobilier social</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 200 000 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1936 - Dernière modification : 2007 - CGI : 1384, 1384 A à D</i>	5	4	4
<b>Coût total des dépenses fiscales</b>		<b>20</b>	<b>19</b>	<b>20</b>

<sup>8</sup> Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2008 ou 2007) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.



## DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffage pour 2007	Chiffage pour 2008	Chiffage pour 2009
110222	<b>Crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur des économies d'énergie et du développement durable</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Diminuer la consommation énergétique des logements</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 1 255 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1999 - Dernière modification : 2006 - CGI : 200 quater, 18 bis de l'annexe IV</i>	1 873	2 050	1 500
110210	<b>Réduction d'impôt au titre des investissements locatifs et de la réhabilitation de logements situés dans les D.O.M., à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna et les Terres australes et antarctiques françaises</b> Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider certains espaces géographiques (Outre-mer)</i> <i>Bénéficiaires 2007 : 33 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2000 - Dernière modification : 2004 - CGI : 199 undecies A</i>	240	250	250
<b>Coût total des dépenses fiscales</b>		<b>2 113</b>	<b>2 300</b>	<b>1 750</b>

## ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES À FORTS ENJEUX

## PRÊT À TAUX ZÉRO (CRÉDIT D'IMPÔT AU TITRE D'UNE AVANCE REMBOURSABLE NE PORTANT PAS INTÉRÊT) (210313)

## OBJECTIF VISÉ

Le prêt à 0%, modifié l'année dernière, finance une première accession à la propriété de ménages sous conditions de ressources. L'absence d'intérêt sur le montant du prêt prend la forme d'un crédit d'impôt versé à l'établissement de crédit distributeur du prêt. Ce crédit d'impôt remplace depuis 2005 une dépense budgétaire sous forme de subvention. L'objectif du prêt à 0% est de **faciliter l'accession à la propriété** afin de répondre aux aspirations d'une majorité de ménages souhaitant devenir propriétaires de leur logement. Il est ciblé sur les ménages primo-accédants, en particulier ceux dont les revenus sont les plus modestes.

## PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

Le dispositif du prêt à 0% est adapté à l'objectif de solvabilisation des ménages à revenus modestes. Son octroi est simple et il accroît directement leur capacité d'emprunt. Deux indicateurs ont été définis pour mesurer la performance (c.f. n°5-1 et 5-2 de la partie « Objectifs et indicateurs de performance »).

## COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre de bénéficiaires (nombre de prêts émis)	194 587	236 869	244 930	140 719 (estimation)	250 000 (estimation)
Dépense fiscale (M euros)	2	120	300	500	700

La dépense étant décalée d'un an par rapport au versement du prêt et étalée sur cinq ans, la dépense indiquée une année donnée ne correspond pas aux prêts émis cette même année.

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

## EFFICIENCE

Les indicateurs utilisés sont : « la part des ménages primo-accédants sur le total des accédants » (5-1) et « la part des bénéficiaires du PTZ selon leur niveau de revenu ». Ils ont connu une érosion mesurée au regard des facteurs exogènes particulièrement défavorables sur la période : forte augmentation des prix de l'immobilier et augmentation des taux d'intérêts à partir de 2006. Il convient néanmoins de remarquer que la part des bénéficiaires du PTZ dont les revenus sont inférieurs à 2 SMIC passe de 33,6% en 2006 à 34,8% en 2007.

## COMPARAISON COÛTS-AVANTAGES ENTRE DÉPENSES FISCALE ET BUDGÉTAIRE

S'agissant d'une dépense versée à un faible nombre d'acteurs professionnels (les banques actives dans le domaine du crédit à l'habitat), le paiement par l'État sous forme de crédit d'impôt plutôt que de subvention budgétaire est relativement indifférent. En effet, le formalisme du crédit d'impôt a été autant que possible transposé du formalisme antérieurement applicable aux subventions budgétaires et le décalage dans le temps entre la déclaration et la perception du crédit d'impôt ne bute pas sur des contraintes de liquidité des acteurs. En termes de gestion budgétaire, le crédit d'impôt est plus souple et permet de mieux s'adapter à une dépense dont le montant dépend de la demande des ménages et non de décisions proprement administratives.

■ TAUX DE 5,5 % POUR LES TRAVAUX D'AMÉLIORATION, DE TRANSFORMATION, D'AMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN PORTANT SUR DES LOGEMENTS ACHEVÉS DEPUIS PLUS DE DEUX ANS (730213)

## OBJECTIF VISÉ

L'objectif de cette mesure est de **favoriser la rénovation et la réparation de logements privés pour dynamiser le secteur du BTP**, secteur à forte intensité de main d'œuvre. Il s'agit de lutter en particulier contre le travail au noir qui touche beaucoup ce secteur.

## PERTINENCE ET NIVEAU D'ATTEINTE DE L'OBJECTIF

Cette mesure a contribué à la création d'emplois et d'entreprises dans ce secteur en stimulant la demande de travaux dans les logements. En 2002, le rapport de la France à la Commission Européenne estimait la création d'emplois induits directs et indirects imputables à la baisse de TVA entre 40 000 et 46 000 au minimum, en fonction de la méthode retenue (évaluation du surcroît de chiffre d'affaire par la méthode économétrique ou par les déclarations fiscales).

L'activité économique du secteur a progressé en 2002 de 1,3 Md€ à 1,5 Md€ aux prix de l'an 2000 de chiffre d'affaires supplémentaire en fonction de la méthode retenue. La direction des affaires économiques et internationales du MEEDDAT évalue ce surcroît d'activité entre 1,7 Md€ et 2 Md€ en 2007. Les résultats des déclarations fiscales, mentionnés dans le rapport de la France, permettent par comparaison avec les résultats de l'enquête « baromètre de l'entretien - amélioration du logement », de mettre en évidence que de 3 à 5 milliards d'euros de travaux supplémentaires par an ont été déclarés au fisc grâce à l'introduction de la mesure, alors qu'ils auraient été effectués par les entreprises de manière informelle dans un scénario sans taux réduit de TVA.

En prenant en compte les emplois directs et indirects, la suppression des réductions et crédits d'impôt et la diminution du travail non déclaré, le coût moyen par emploi créé se situerait entre 40 000 à 50 000 euros/an, voire 20 000 à 30 000 euros/an en prenant en compte les gains fiscaux et sociaux indirects.

## COÛT POUR LES FINANCES PUBLIQUES ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 (prev)	2009 (prev)
Coût (en M€)	656	3 049	3 300	3 400	3 700	4 100	5 000	4 700	4 800	5 100	5 400
Nombre d'entreprises (en milliers)	270	277	278	280	287	295	308	320	310	nc	nc

La dépense liée au dispositif créé en 1998 pour le logement social et étendu en 1999 à l'ensemble des logements croît régulièrement depuis 2000. La brusque montée de la dépense en 2005 est due principalement à l'anticipation de l'arrêt du dispositif en 2006 avant qu'il ne soit reconduit jusqu'en 2010.

## EFFICIENCE

La mesure a permis de cumuler des retombées sur le secteur d'activité et des retombées indirectes, permettant de soutenir la croissance. Elle a également permis des créations d'emplois et d'entreprises ainsi que de résorber dans une proportion significative le travail au noir. La mesure incite à la réalisation de travaux de rénovation, dont des travaux d'isolation favorisant une meilleure performance énergétique des logements.

## COMPARAISON COÛTS-AVANTAGES ENTRE DÉPENSES FISCALE ET BUDGÉTAIRE

D'une manière générale, on peut dire que la dépense budgétaire est nécessairement bornée dans son montant (enveloppe prédéfinie), correspond plus exactement à son objet (approbation du dossier en amont), mais l'instruction de l'ensemble des dossiers constitue un frein au succès de la mesure lorsqu'elle s'adresse à un public large comme c'est le cas. Cette instruction génèrerait également des coûts de gestion pour l'Etat.

La dépense fiscale ne permet pas de maîtriser absolument le coût a priori. L'absence de contrôle exhaustif peut conduire à laisser bénéficier indûment certains contribuables de l'aide fiscale.

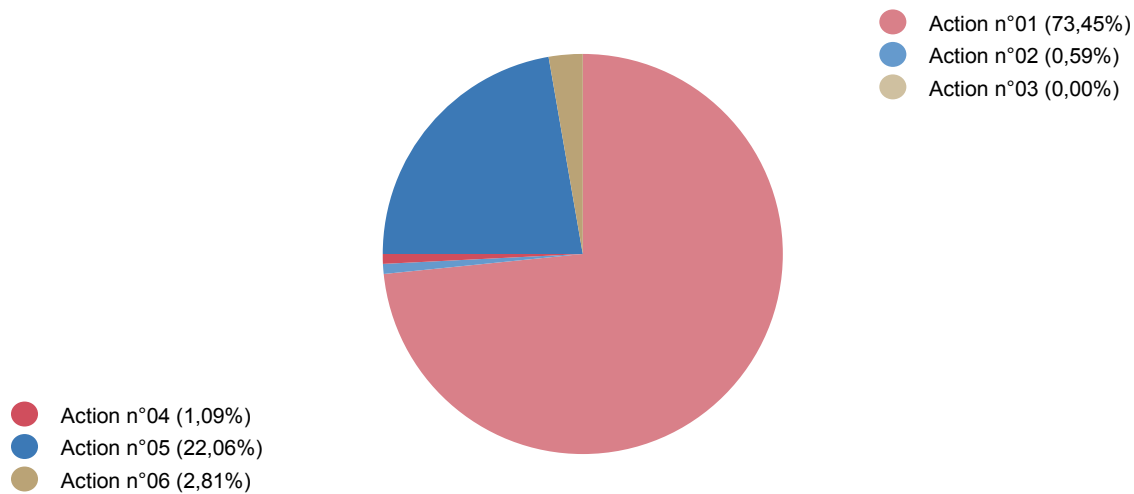
Du point de vue du bénéficiaire final, c'est-à-dire la personne physique réalisant les travaux, l'aide sous forme de TVA à taux réduit permet une diminution immédiate de la charge à payer, ce qui serait difficilement le cas d'une dépense budgétaire versée après instruction. Cette diminution immédiate est de nature à renforcer l'effet de la mesure sur la demande de travaux.

## PRÉSENTATION DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

## PRÉSENTATION PAR ACTION DES CRÉDITS DEMANDÉS

Numéro et intitulé de l'action		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
01	Construction locative et amélioration du parc	586 000 000	592 810 000
02	Soutien à l'accession à la propriété	4 700 000	4 770 000
03	Lutte contre l'habitat indigne	0	0
04	Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction	8 680 000	8 680 000
05	Soutien	176 008 000	176 008 000
06	Délégués du préfet dans les quartiers (nouveau) (libellé modifié)	22 400 000	22 400 000
<b>Totaux</b>		<b>797 788 000</b>	<b>804 668 000</b>

Répartition par action des autorisations d'engagement demandées pour 2009



## PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme *développement et amélioration de l'offre de logement* regroupe l'ensemble des moyens que l'État consacre (hors outre-mer et hors périmètre d'intervention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine) à la production de logements sociaux, à l'amélioration du parc social et privé existant et à l'accession à la propriété. Il renvoie également aux missions assurées par l'État en matière de droit de l'habitat (rapports locatifs, copropriété...) et de qualité de la construction.

Dans le domaine du logement, l'année 2007 a été marquée par l'adoption de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable, qui fait de l'Etat le garant du droit au logement et à l'hébergement, et renforce l'enjeu de développement d'une offre de logements accessible à l'ensemble des ménages. Le programme DAOL y contribue sous divers aspects.

Cette loi constitue un tournant essentiel puisqu'elle institue, pour l'Etat, une obligation de résultats. De plus, la loi conforte le principe de mixité sociale en étendant le dispositif de l'article 55 de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi SRU).

Les commissions de médiation peuvent être saisies par les demandeurs depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, le recours contentieux sera ouvert aux demandeurs prioritaires de logement dès le 1<sup>er</sup> décembre 2008 et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, à tous les demandeurs d'un logement social à l'expiration d'un délai anormalement long.

Outre la mobilisation des moyens humains au sein des services de l'Etat, l'effectivité du droit au logement, et donc la limitation des recours contentieux, est étroitement liée à la pleine utilisation des moyens existants et notamment des moyens budgétaires regroupés dans ce programme.

L'objectif voulu par le Président de la République dans son discours du 11 septembre 2007 à Vandœuvre Lès Nancy est la construction de 120 000 logements sociaux. Pour y parvenir, outre la mobilisation de moyens budgétaires, le développement et l'amélioration du parc locatif social sont financés par des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, mobilisant des ressources du livret A. L'État contribue à l'équilibre financier de ces opérations en apportant des subventions et en accordant des avantages fiscaux aux opérateurs, tels que l'application du taux réduit de TVA sur les opérations neuves et anciennes. Ces opérations peuvent également faire l'objet de subventions des collectivités territoriales et de concours financiers du 1% logement. Les ressources des opérateurs (organismes d'HLM, les sociétés d'économie mixte de construction) doivent également être mieux utilisées. Enfin, l'État compense une partie des abattements et des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dont bénéficient les logements sociaux construits depuis moins de 15 ans et les logements situés en zone urbaine sensible.

L'amélioration du parc privé repose essentiellement sur les subventions versées par l'agence nationale de l'habitat (ANAH). Celle-ci concourt à développer ou maintenir un parc de logements privés à loyers maîtrisés dans les zones dites tendues où l'écart entre les loyers du parc public et ceux du parc privé a tendance à s'accroître. Elle intervient également pour résorber l'inconfort voire l'insalubrité des logements anciens, remettre sur le marché des logements vacants et adapter les logements existants aux besoins des personnes âgées ou handicapées.

En application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la délivrance des aides de l'État au logement locatif social et à l'amélioration du parc privé peut être déléguée, à leur demande, aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et aux conseils généraux. Dans cette situation, une convention est conclue entre l'État et la collectivité ou l'établissement public délégataire afin de fixer les objectifs à atteindre et les moyens financiers correspondants.

La politique d'accession sociale à la propriété s'appuie sur des prêts ouvrant droit à des aides de l'État : nouveau prêt à 0%, prêt à l'accession sociale, prêt social de location-accession. L'absence d'intérêt perçu sur les prêts à 0% est compensée aux établissements de crédit sous forme de subventions, pour les prêts émis avant le 1<sup>er</sup> février 2005, et de crédits d'impôt, pour les prêts émis à compter de cette date. Le prêt à l'accession sociale (PAS) donne la possibilité aux ménages disposant de ressources modestes d'accéder au crédit immobilier dans de bonnes conditions. En effet, ces prêts bénéficient de la garantie de l'État, permettant aux établissements de crédit adhérant aux dispositifs de proposer des taux d'intérêt accessibles aux plus modestes.

De plus, ils ouvrent droit à l'aide personnalisée au logement aux ménages qui remplissent les conditions de ressources. Les prêts sociaux de location-accession (PSLA) font bénéficier les opérations de construction d'une TVA à 5,5 % au lieu de 19,6 %.

Le pilotage du programme est confié, au niveau national, au directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature. Les directeurs régionaux et départementaux sont chargés de le mettre en œuvre au niveau territorial, sauf en ce qui concerne l'accession à la propriété et la réglementation qui restent des compétences de niveau central.

Les crédits du programme seront gérés soit dans le cadre d'un BOP central soit dans le cadre de BOP régionaux (logement locatif social, par exemple).

L'agence nationale de l'habitat (ANAH), établissement public administratif dont les ressources proviendront principalement, à compter de 2009, de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) et à titre complémentaire, de la taxe sur les logements vacants (TLV) et de la contribution de l'Etat à ses dépenses de fonctionnement, a vocation à intervenir sur l'ensemble du parc privé (propriétaires occupants et propriétaires bailleurs, sauf pour l'outre-mer où elle n'intervient que sur le parc des propriétaires bailleurs). Les aides de l'agence, versées sous forme de subventions, sont destinées à faciliter le financement de travaux d'amélioration des logements.

La caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS), établissement public administratif soumis à la réglementation applicable aux établissements de crédit, gère un fonds de garantie de prêts au logement social. Elle accorde également des concours financiers aux organismes d'HLM pour prévenir leurs difficultés financières et pour les aider à assurer leur redressement ou leur réorganisation.

Sur le plan de la politique réglementaire, il revient à l'État de définir la réglementation applicable au logement. Outre ses aspects financiers (par exemple, caractéristiques et conditions d'octroi des aides décrites ci-dessus), la réglementation relative à l'habitat vise à sécuriser les rapports entre personnes (rapports locatifs, droit de la copropriété, réglementation des loyers dans le parc social...), à garantir la qualité technique des constructions (par exemple, définition des réglementations de sécurité et d'accessibilité) et à promouvoir la prise en compte du développement durable (limitation des rejets de gaz à effet de serre, prise en compte des effets des matériaux sur la santé des occupants...).

La maîtrise de l'impact environnemental des bâtiments, et tout particulièrement la maîtrise de la consommation énergétique et la diminution des émissions de gaz à effet de serre, constituent plus que jamais des sujets essentiels, dont l'importance a été réaffirmée à l'occasion du Grenelle de l'environnement.

La mise en œuvre des mesures issues du Grenelle de l'environnement impactera le programme DAOL, en particulier en ce qui concerne les mesures liées à l'éco-construction. Les indicateurs seront modifiés pour traduire les objectifs de consommation fixés et la part relative des programmes HQE (haute qualité environnementale) et THQE (très haute qualité environnementale).

Ce programme, qui participe à la réalisation des objectifs poursuivis par les documents de politiques transversales (DPT) « inclusion sociale », « ville », « outre-mer » et « lutte contre le changement climatique », se décline en cinq actions.

## RÉCAPITULATION DES ACTIONS

- ACTION n° 01 : Construction locative et amélioration du parc
- ACTION n° 02 : Soutien à l'accession à la propriété
- ACTION n° 03 : Lutte contre l'habitat indigne
- ACTION n° 04 : Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction
- ACTION n° 05 : Soutien
- ACTION n° 06 : Délégués du préfet dans les quartiers

## PRÉSENTATION DES ACTIONS

### ACTION n° 01

#### Construction locative et amélioration du parc

73,5 % 

Cette action s'inscrit, pour l'essentiel, dans la conformité des orientations énoncées par le Président de la République dans son discours du 11 décembre 2007 à Vandœuvre Lès Nancy. Les objectifs de construction arrêtés sont de 500 000 € logements par an, dont 120 000 logements sociaux qui dépendent de ce programme.

En vertu de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, l'État peut désormais déléguer aux EPCI ou aux conseils généraux qui le souhaitent sa compétence d'attribution des aides au logement locatif social et à l'amélioration du parc privé. Dans ce cas, une convention est conclue avec la collectivité délégataire aux termes de laquelle cette dernière s'engage sur des objectifs à atteindre. Parallèlement, l'État indique les moyens financiers qu'il met à disposition pour la réalisation de ces objectifs.

#### Développement et amélioration du parc locatif social

L'action « construction locative et amélioration du parc » concerne les subventions accordées par l'État, en métropole, pour le financement du logement locatif social en dehors des zones urbaines sensibles. Ces dernières sont, en effet, dans le champ d'intervention de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Les subventions de l'État sont destinées aux opérations de construction et d'acquisition, le cas échéant suivie d'amélioration, financées à l'aide de prêts locatifs à usage social (PLUS), de prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) ou de prêts locatifs à usage social construction-démolition (PLUS-CD). Les prêts locatifs sociaux (PLS), qui ne bénéficient pas de subventions budgétaires mais qui ouvrent droit à des avantages fiscaux, permettent également de financer des opérations locatives sociales. Enfin, des subventions peuvent être accordées pour aider à la démolition des logements sociaux jugés obsolètes.

En complément des subventions PLAI et PLUS, l'État peut accorder des subventions pour surcharge foncière destinées à faciliter la réalisation de logements sociaux, majoritairement en zone A et dans une moindre mesure en zone B.

Les principaux organismes éligibles aux subventions de l'État sont les organismes d'HLM et les sociétés d'économie mixte (SEM) de construction. Les associations peuvent également assurer la maîtrise d'ouvrage d'opérations très sociales, financées à l'aide du PLAI. Les collectivités locales peuvent, notamment en cas de carence d'autres opérateurs, prendre en charge la réhabilitation ou l'acquisition-amélioration de logements existants ainsi que la construction de logements très sociaux. Enfin, l'association foncière logement (AFL), gérée par les partenaires sociaux, développe une offre de logements destinée aux salariés dans une logique de mixité sociale ; elle finance ainsi des logements PLS dans les communes où peu de logements sociaux sont implantés et des logements sans plafond de loyer dans les sites de rénovation urbaine.

Les aides à la pierre permettent de modérer les loyers dans le parc locatif social comme dans le parc privé réhabilité. Les aides personnelles complètent ces dispositifs de façon déterminante en atténuant la charge de logement pour les locataires les plus modestes (voir programme « aide à l'accès au logement »).

Enfin, l'État peut également subventionner des actions d'accompagnement nécessaires à la mise en œuvre de projets complexes au plan opérationnel, urbain et social, notamment pour ce qui concerne le logement des personnes défavorisées.

#### Amélioration du parc privé

L'amélioration des logements du parc privé relève, pour l'essentiel, de l'agence nationale de l'habitat (ANAH), établissement public administratif, qui reçoit à ce titre une subvention de l'État pour ses dépenses de fonctionnement (notamment, dépenses en personnel). Les ressources de l'ANAH sont principalement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, alimentées par la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) et par le produit de la taxe sur les logements vacants (TLV). L'ANAH verse à la fois des aides à destination des propriétaires bailleurs qui réalisent des travaux d'amélioration et des primes à l'amélioration de l'habitat (PAH) destinées aux propriétaires occupants sous conditions de ressources.

Depuis déjà plusieurs années, l'ANAH articule ses activités autour des priorités suivantes :

- développer ou maintenir un parc de logements privés à loyers maîtrisés dans les zones dites tendues où l'écart entre les loyers du parc public et ceux du parc privé a tendance à s'accroître ;
- remettre sur le marché, après réhabilitation, des logements vacants, dont des logements à loyer social ou très social destinés à être sous-loués à des bénéficiaires du DALO
- éradiquer l'habitat indigne, objectif qui recouvre la lutte contre l'insalubrité, le péril et le saturnisme ainsi que la réhabilitation des copropriétés dégradées ;
- favoriser une meilleure adaptation des logements à leurs occupants, notamment lorsque ces occupants sont des personnes âgées ou des personnes handicapées.

La loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ouvre la possibilité pour l'ANAH de passer des conventions avec des bailleurs privés qui bénéficient ainsi d'une déduction forfaitaire de 30% ou de 45% sur leurs revenus fonciers en contrepartie notamment d'un engagement de location à des loyers plafonnés.

### Accueil des gens du voyage

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage a prévu l'élaboration, dans chaque département, d'un schéma départemental pour l'accueil des gens du voyage.

Dans ce cadre, des subventions d'investissement sont accordées aux collectivités territoriales pour la réalisation ou la réhabilitation d'aires d'accueil des gens du voyage. En effet, l'État a soutenu financièrement les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents pour l'aménagement des aires d'accueil prévues dans ces schémas dans un délai de deux ans après la signature du schéma (délai prolongé de deux années supplémentaires en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales). Le dispositif permettant la participation de l'État au financement de projets insérés dans les schémas départementaux actuels prendra fin au 31 décembre 2008 quelle que soit la date de publication du schéma. Toutefois, l'État continuera d'apporter son soutien dans le cadre du renouvellement de schémas aux collectivités qui n'étaient pas inscrites dans les précédents (population insuffisante ou absence de besoin alors) et pour l'aménagement de terrains dits familiaux destinés à accueillir les gens du voyage en voie de sédentarisation.

### ACTION n° 02

Soutien à l'accession à la propriété

0,6 %



Cette action poursuit plusieurs finalités :

- répondre aux aspirations d'une majorité de ménages souhaitant devenir propriétaire d'un logement ;
- accroître la mobilité dans le parc locatif social en favorisant l'accession à la propriété d'une partie des locataires ;
- enfin, permettre aux ménages de se constituer un patrimoine en vue de leur retraite.

Les ménages qui souhaitent acquérir un logement ont, la plupart du temps, recours à l'emprunt. L'État a donc mis en place des dispositifs qui solvabilisent les ménages et sécurisent leur projet d'accession. Grâce à ces interventions, les ménages disposant de ressources modestes peuvent accéder au crédit immobilier dans de bonnes conditions.

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2005, le **nouveau prêt à 0% (NPTZ)** a succédé au prêt à taux zéro avec pour ambition de renforcer l'accession à la propriété des ménages modestes : d'une part, il est ouvert à l'acquisition d'un logement ancien, d'autre part, ses barèmes prennent mieux en compte les ressources et la composition des ménages. De plus, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, il est, pour les ménages les plus modestes, majoré d'un montant maximum de 15.000 euros (soit une augmentation de près de 70% du montant moyen du prêt) pour la construction ou l'acquisition d'un logement neuf bénéficiant d'une aide d'une collectivité territoriale.

Le financement par l'État du NPTZ est désormais assuré, non plus au moyen d'une subvention versée sur crédits budgétaires, mais grâce à un crédit d'impôt sur les sociétés accordé aux établissements prêteurs en compensation de l'absence d'intérêts financiers pour les emprunteurs.

Le **prêt à l'accession sociale (PAS)** est destiné à des ménages dont les revenus sont inférieurs à des plafonds de ressources plus faibles que ceux appliqués au nouveau prêt à 0%. Le PAS est distribué par les établissements de crédit adhérent au dispositif de garantie de l'accession sociale à la propriété. Ce mécanisme permet d'indemniser les établissements prêteurs des pertes qu'ils supportent en cas d'insolvabilité de leurs emprunteurs. La sécurisation apportée par ce dispositif permet de ne pas exclure du crédit immobilier les ménages qui disposent de ressources modestes.



Le **prêt social de location-accession (PSLA)** est dédié au financement des opérations de location-accession. Il ouvre droit à l'application d'un taux réduit de TVA et à une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant 15 ans. Les ménages, bénéficiaires de ce dispositif, peuvent devenir propriétaires d'un logement neuf après une phase locative à loyer modéré, au cours de laquelle ils peuvent mesurer leur capacité de remboursement. Des garanties de rachat du logement et de relogement sont également apportées aux ménages pour les protéger contre les accidents de la vie.

Le **crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale** correspond à un crédit d'impôt sur le revenu portant sur les intérêts d'emprunt supportés, pendant les cinq premières années, pour l'acquisition ou la construction d'une résidence principale.

Institué par la loi n°2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (loi TEPA) et codifié à l'article 200 quaterdecies du code général des impôts, il est destiné à toutes les personnes qui contractent un emprunt pour acheter leur résidence principale, qu'elles soient ou non imposables sur le revenu.

Le projet de loi de finances pour 2009 inclut une mesure modifiant ce crédit d'impôt en faveur des ménages acquérant un logement dont la performance énergétique est supérieure à celle imposée par la réglementation thermique. Toutefois, son impact financier n'est pas indiqué car seules les dépenses fiscales adoptées sont présentées dans les projets annuels de performance.

Il convient de souligner que les aides personnelles au logement constituent, elles aussi, un outil important de la politique menée en faveur de l'accession sociale à la propriété puisqu'elles permettent de diminuer les mensualités de remboursement des ménages les plus modestes (voir programme « aide à l'accès au logement »).

#### **ACTION n° 03** **Lutte contre l'habitat indigne**

A compter de 2009, cette action ne subsiste que pour assurer les obligations légales du représentant de l'Etat en matière de travaux d'office, dans l'attente du transfert définitif de leur prise en charge financière par l'ANAH. En effet, l'ANAH devient, dans le cadre d'un processus de rationalisation des interventions de l'Etat, opérateur unique de la lutte contre l'habitat indigne, priorité réaffirmée par le premier ministre et le ministre en charge du logement au cours de l'année 2008. Les commentaires suivants seront donc plus spécialement développés dans la partie « opérateurs ».

A ce titre, l'ANAH devra régler les dépenses engendrées par la mise en œuvre des pouvoirs de police dont dispose l'Etat en vertu de l'ordonnance du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux, de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000 et du programme national de lutte contre l'habitat indigne (LHI), inclus dans le plan de cohésion sociale et le plan national santé-environnement.

Les crédits consacrés à la lutte contre l'habitat indigne couvrent différents dispositifs, selon que les logements peuvent être traités ou doivent être démolis et reconstruits. Ces dispositifs peuvent être mis en œuvre dans le cadre de protocoles quinquennaux signés avec les collectivités territoriales concernées.

**L'habitat indigne** comprend les logements insalubres, menaçant ruine ou exposés au risque plomb ainsi que les hôtels meublés dangereux dont le traitement relève des pouvoirs de police des maires ou des préfets. Ces logements sont principalement situés à Paris et en proche banlieue, mais également à Marseille, Lyon, dans l'agglomération lilloise...

S'agissant du dispositif de **lutte contre le saturnisme** instauré dans le cadre de la loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, des diagnostics sont réalisés et le cas échéant, en cas de carence des propriétaires, les travaux nécessaires sont entrepris pour supprimer l'exposition au plomb. S'y ajoutent les contrôles postérieurs aux travaux pris en charge ainsi que l'hébergement provisoire des occupants des immeubles traités en cas de travaux réalisés d'office par le préfet. La loi du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique a consolidé ces mesures de lutte contre le saturnisme en instituant un lien automatique entre les procédures saturnisme et insalubrité par le déclenchement de diagnostics insalubrité, à l'issue de diagnostics plomb positifs. Le cas échéant, les travaux couvriront un champ plus large car ils seront étendus aux causes premières de la dégradation afin d'assurer la pérennité de la protection.

Les dispositions de l'ordonnance du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'**habitat insalubre ou dangereux** et de la loi du 13 juillet 2006 portant « engagement national pour le logement » ont modernisé les procédures et les dispositifs de lutte contre l'insalubrité. Les actions financées à ce titre sont très proches de celles consacrées à la lutte

contre le saturnisme (financement des diagnostics d'insalubrité, de l'accompagnement social des ménages, des travaux réalisés par l'État en substitution des propriétaires et contrôle de ces travaux). En outre, sont subventionnables les mesures exécutées d'office visant à empêcher toute occupation de locaux faisant l'objet d'un arrêté d'insalubrité avec interdiction d'habiter.

Enfin, dans un souci de sécurisation juridique des procédures, est introduite une définition de **l'insalubrité irrémédiable**, notion qui nécessite la réalisation d'évaluations de coûts de travaux. Dans ce cadre, des subventions sont accordées aux communes pour des opérations dites de résorption de l'habitat insalubre (RHI). Ces opérations visent à acquérir et à démolir ou à requalifier les logements insalubres puis à produire, à leur place, des logements locatifs sociaux.

L'ANAH aura donc la charge de ces dossiers et continuera également à mettre en œuvre un certain nombre d'aides qui, destinées soit à des particuliers (propriétaires bailleurs ou occupants), soit à des collectivités locales, sont propres à renforcer le traitement de l'habitat indigne. Ces aides sont, le plus souvent, accordées dans le cadre d'opérations globales dites opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) engagées en vue de requalifier les centres-villes anciens.

Ces opérations seront toutes imputées à l'action « construction locative et amélioration du parc ».

#### ACTION n° 04

Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction



#### Réglementation et contentieux de l'habitat

La finalité de cette politique est de faire progresser la qualité du bâti en adéquation avec le niveau de développement économique et social de la nation, en tenant compte de la multiplicité et de la diversité des agents économiques concernés.

Elle s'insère dans la préoccupation générale de développement durable, sur les plans :

- environnemental (consommations d'énergies et émissions de carbone, production de déchets) ;
- économique (importance de la filière professionnelle bâtiment) ;
- social (accessibilité physique et économique à tous).

Dans le respect de ces grands objectifs, la politique de la construction est aujourd'hui tournée vers les principaux enjeux suivants :

- lutte contre l'effet de serre par la diminution des consommations d'énergie des bâtiments et la réduction de la part des énergies productrices de CO<sub>2</sub> ;
- santé publique des occupants par le contrôle de l'utilisation des substances et matériaux dangereux, par la prévention des intoxications au plomb... ;
- sécurité et prise en compte des risques naturels ou technologiques : incendies, séismes, inondations, sécurité des équipements du bâtiment... ;
- accessibilité du cadre bâti aux personnes âgées ou handicapées.

Elle s'insère dans un cadre largement interministériel comprenant notamment les ministères chargés de la santé, de l'économie et des finances, etc.

Cette politique a porté, jusqu'à présent, davantage sur la construction neuve et l'habitat que sur le patrimoine existant et les bâtiments non-résidentiels. Les enjeux de santé et de sécurité ainsi que la nécessité d'une réduction massive des émissions de CO<sub>2</sub> imposent désormais de s'intéresser à la totalité des bâtiments et en particulier au parc existant, compte tenu de la lenteur de son renouvellement (environ 100 ans pour un renouvellement complet).

Pour répondre aux enjeux ci-dessus, la politique de qualité de la construction se décline en de multiples activités complémentaires les unes des autres :

- conduite des études et recherches techniques et socio-économiques nécessaires à la prise en compte des besoins des habitants et usagers des bâtiments, à la connaissance technique et à l'élaboration de la doctrine ;
- concertation et dialogue avec l'ensemble des partenaires professionnels et les représentants des usagers ;

- détermination des positions françaises en vue de la définition et du développement des politiques européennes, notamment à travers la production de normes ;
- élaboration de la réglementation technique ;
- promotion de la qualité et de l'innovation dans la construction, soutien aux associations œuvrant dans ce domaine et actions de communication (publications, colloques et séminaires...).

**ACTION n° 05** **22,1 %**  
Soutien



Cette action regroupe les moyens suivants :

- d'une part, les emplois (équivalents temps plein travaillés ou ETPT) qui, tant en administration centrale qu'au niveau local, contribuent à la mise en œuvre des politiques regroupées au sein de la mission « Ville et logement » ainsi que les masses salariales correspondantes ;
- d'autre part, les crédits d'études, de communication et autres crédits supports propres, cette fois-ci, à la seule politique du logement.

#### **Personnels de la mission Ville et logement**

Sont comptabilisés, au sein de cette action, les emplois correspondant à l'ensemble des programmes de la mission ville et logement, qu'ils soient affectés à la DGALN, à la mission interministérielle d'inspection du logement social (MILOS), à la délégation interministérielle à la ville (DIV), à la délégation interministérielle pour le développement de l'offre de logement (DIDOL), en directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ou en DDEA de métropole.

Les services habitat jouent un rôle majeur dans la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat, notamment pour améliorer la connaissance des marchés immobiliers et favoriser le développement d'une offre de logements diversifiée. Plus particulièrement, les DDEA assurent le co-pilotage des actions destinées à favoriser le logement des personnes en grande difficulté.

Il convient, en outre, de préciser que les DDEA concourent aux activités de l'agence nationale de l'habitat (ANAH) et de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Elles peuvent aussi, en vertu de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, être mises à la disposition des collectivités locales délégataires.

Les emplois relatifs à la mission ville et logement et les masses salariales correspondantes feront l'objet d'un transfert en gestion vers le programme n°217 « conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ». Ce transfert a pour objet de faire bénéficier le programme des économies d'échelle permises par l'expérience acquise dans la gestion du personnel par les services administratifs du ministère chargé de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

#### **Crédits supports de la politique du logement**

Un certain nombre de dépenses concourent globalement à la mise en œuvre de la politique du logement.

Il s'agit :

- des crédits nécessaires au financement des études, tant nationales que locales, qui permettent de définir les actions à mener et d'évaluer leurs effets ;
- des crédits nécessaires à l'externalisation de certaines prestations pour les commissions de médiation du droit au logement opposable ;
- des crédits relatifs à la communication et à l'information du public et des professionnels du secteur ;
- des crédits liés à la maintenance et au développement des applications informatiques nationales ;
- des crédits destinés à la formation continue des agents sur les métiers afférents à l'habitat ;
- enfin, des frais de déplacement des agents de la DGALN.

L'action comprend, en outre, les moyens de fonctionnement de la MILOS et une partie des moyens de fonctionnement de la DIDOL.

**ACTION n° 06****Délégués du préfet dans les quartiers****2,8 %**

Cette nouvelle action de soutien regroupe les emplois et la masse salariale correspondant aux délégués du préfet dans le cadre du plan espoir banlieue.

Ces agents sont des fonctionnaires de l'État choisis par les préfets pour animer la politique de la ville et les réseaux de services publics locaux dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Ces délégués du préfet se consacreront à 350 quartiers prioritaires identifiés. Correspondants de proximité des élus, des chefs de projet et des associations œuvrant sur les quartiers, ils seront un point d'entrée privilégié pour tous les dispositifs de la politique de la ville. De plus, ils sont des vecteurs de connaissance des quartiers, reconnus par les préfetures et les services déconcentrés de l'État.

## OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

### OBJECTIF n° 1 : Satisfaire dans les meilleurs délais la demande de logements locatifs, en particulier dans les zones tendues

Objectif concourant à la politique transversale « Inclusion sociale » et pour partie, à la politique transversale « Outre-mer ».

Un des objectifs fondamentaux des politiques publiques en matière de logement est de rendre la plus effective possible la liberté de choix de leur logement par les ménages. Par le ciblage de sa programmation des aides au logement (cf. indicateurs 2 et 3), l'État s'efforce, directement ou à travers les conventions de délégation de compétence, d'agir prioritairement dans les zones où l'offre de logement est déficitaire (zones dites tendues), afin de réduire à terme le délai d'attente d'un logement social (cf. indicateur 1).

Les pouvoirs publics interviennent sur l'ensemble de la chaîne du logement (locatif/accession, parc public/parc privé). Les aides accordées par l'État, bien que ciblées en direction de certaines populations ou en faveur de certains types de logements, ont vocation à accroître globalement le nombre de logements et à permettre leur adaptation aux caractéristiques de la demande. Cependant, en cas de fortes tensions sur les marchés immobiliers, ce sont les plus modestes qui se heurtent aux plus grandes difficultés. Cela se traduit, en règle générale, par un allongement de la durée d'attente d'un logement social, voire par l'impossibilité de se loger dans des conditions décentes. Les résultats obtenus en matière d'accroissement de l'offre de logements accessibles aux ménages disposant de ressources modestes se mesurent à l'aune de la satisfaction de la demande de logements locatifs sociaux.

Par ailleurs, tout particulièrement dans les zones tendues, il convient d'agir sur l'ensemble des segments du marché immobilier. C'est pourquoi le développement d'un parc de logements privés à loyers maîtrisés et notamment de logements à loyers sociaux et très sociaux constitue, lui aussi, un enjeu majeur.

#### INDICATEUR 1.1 : Fluidité du parc de logements sociaux

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
1-1-1 Pourcentage des demandeurs de logement social pour lesquels l'ancienneté de la demande est supérieure à 1,5 fois l'ancienneté moyenne en zone tendue, moyennement tendue et détendue							
En zone tendue	%	22,6	22,5	22,4	22,4	21	20
En zone moyennement tendue	%	20	19,9	19,8	19,8	19,4	18
En zone détendue	%	18,2	18,1	18	18	17,6	16
1-1-2 Taux de mobilité dans le parc social	%	9,5			9,5	10	12

#### Précisions méthodologiques :

- Sous-indicateur 1-1-1 « Pourcentage des demandeurs de logement social pour lesquels l'ancienneté de la demande est supérieure à 1,5 fois l'ancienneté moyenne ».

Les données permettant de renseigner cet indicateur sont issues du fichier du « numéro unique d'enregistrement des demandes de logement social » instauré par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion.

Les zones tendues, moyennement tendues et détendues auxquelles il est fait référence correspondent respectivement aux zones A, B et C du dispositif dit « amortissement Robien » institué par la loi du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat.

**Source des données :** Ministère du logement et de la ville.

- Sous-indicateur 1-1-2 « Taux de mobilité dans le parc social ».

Le taux de mobilité correspond aux emménagements dans les logements locatifs proposés à la location en service depuis au moins un an / les logements locatifs loués ou proposés à la location depuis au moins un an. Les premières mises en location ne sont pas comptabilisées.

Ce sous-indicateur est renseigné à partir de l'enquête sur le parc locatif social (EPLS), enquête réalisée chaque année et dont les données sont disponibles à compter de l'année N+2. Pour mémoire, le taux de mobilité était de 9,5% en 2005. Le réalisé 2006 est une donnée provisoire, inscrite au niveau de la valeur 2005 à ce stade.

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le taux de mobilité, particulièrement bas, reflète la situation actuelle de forte tension sur le parc social et de « captivité » de ses occupants ; cette tension se traduit par des difficultés d'accès accrues pour les ménages demandeurs. Un des enjeux fondamentaux pour l'Etat est donc de réintroduire la fluidité nécessaire sur tous les segments du marché du logement. L'augmentation du taux de mobilité attendue doit traduire cette fluidité retrouvée.

Pour mémoire, on peut rappeler que le parc privé, qui comporte une proportion nettement supérieure de petits logements et qui joue par conséquent un rôle primordial dans le démarrage des parcours résidentiels des jeunes adultes, et qui est de plus caractérisé par des loyers supérieurs à ceux du parc social, connaît de façon structurelle des taux de rotation largement supérieurs à ceux du parc social.

**Source des données :** Ministère du logement et de la ville.

### INDICATEUR 1.2 : Pourcentage de logements locatifs sociaux financés (en PLUS et PLAI) et agréés (PLS) en zone tendue, moyennement tendue et détendue

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
En zone tendue	%	23	24,4	23,5	25,5	26,8	35
En zone moyennement tendue	%	44,9	46,41	45	46,5	46,5	45
En zone détendue	%	32,1	29,19	31,5	28	26,7	20

#### Précisions méthodologiques :

Les zones tendues, moyennement tendues et détendues auxquelles l'indicateur fait référence correspondent respectivement aux zones A, B et C du dispositif dit « amortissement Robien » institué par la loi du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat.

Les logements financés correspondent aux décisions de financement prises dans l'année.

Compte tenu de la nécessité de produire des logements sociaux en zones tendues il est proposé de maintenir des objectifs ambitieux pour la zone A (cible 2011 à 35%) et la zone B (45%) tout en limitant les objectifs de la zone C (20%)

Pour que l'analyse de cet indicateur ne soit pas biaisée par le fort développement des structures collectives financées en PLS à destination des personnes âgées ou handicapées, dont une proportion importante est financée en zone non tendue, il faudra analyser dans les années à venir la part relative de ces établissements dans le calcul des pourcentages qui renseignent cet indicateur.

**Source des données :** ministère du logement et de la ville.

### INDICATEUR 1.3 : Pourcentage de logements privés à loyers maîtrisés aidés par l'agence nationale de l'habitat (ANAH) par zones (en zone tendue, moyennement tendue et détendue)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
En zone tendue	%	46,1	42	40	42	42	42
En zone moyennement tendue	%	28,3	31	37	34	36	38
En zone détendue	%	25,6	27	23	24	22	20

#### Précisions méthodologiques :

Le nombre de logements à loyer maîtrisé est égal au total des nombres de logements à loyer social (y compris les logements sociaux PST-LIP = programme social thématique – Logement d'Insertion prioritaire) et intermédiaire.

Les zones tendues, moyennement tendues et détendues auxquelles l'indicateur fait référence correspondent respectivement aux zones A, B et C du dispositif dit « amortissement Robien » institué par la loi du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat (arrêté du 19 décembre 2003 modifié par un arrêté du 10 août 2006).

Les logements aidés correspondent aux décisions de subvention accordées dans l'année.

Pour information : le pourcentage de logements privés à loyers sociaux et très sociaux (conventionnés APL) aidés par l'agence nationale de l'habitat (ANAH) se répartit en 2007 comme suit : zone tendue (7%), moyennement tendue (46%) et détendue (47%).

Cet indicateur, ainsi que plusieurs autres, figurent dans le contrat de performance de l'ANAH.

**Source des données :** Agence nationale de l'habitat (ANAH).

### INDICATEUR 1.4 : Pourcentage de logements conventionnés sans travaux par zone

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
zone tendue	%		16	15	17	19	20
zone moyennement tendue	%		51	55	53	53	52
zone détendue	%		33	30	30	28	28

**Précisions méthodologiques :**

Les zones tendues, moyennement tendues et détendues auxquelles l'indicateur fait référence correspondent respectivement aux zones A, B et C du dispositif dit « amortissement Robien » institué par la loi du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat (arrêté du 19 décembre 2003 modifié par un arrêté du 10 août 2006).

Le dispositif du conventionnement des logements privés sans travaux a été institué par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement. Ce dispositif étant entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2006 :

- le réalisé 2006 n'a pas à être renseigné car non pertinent,
- les prévisions 2008 et suivantes ont été établies à partir des données disponibles fin 2007, soit après une année effective d'exercice du nouveau dispositif. Les prévisions du présent indicateur ont été établies à partir de la répartition du parc de logements par zone et des résultats du plan de cohésion sociale en 2006 et 2007.

L'objectif 2011 correspond à une projection actualisée des objectifs du contrat de performance qui arrive à échéance fin 2009.

Il convient donc de réserver l'hypothèse de l'évolution des indicateurs à la suite de la renégociation du contenu du contrat de performance.

Sources des données : Agence nationale de l'habitat (ANAH).

**OBJECTIF n° 2 : Mieux répartir les logements sociaux au sein des agglomérations**

Objectif concourant aux politiques transversales suivantes :

- ville ;
- inclusion sociale.

L'article 55 de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi « SRU ») vise à promouvoir la mixité sociale au sein des agglomérations. C'est pourquoi elle fait obligation aux communes des agglomérations de plus de 50 000 habitants d'atteindre, sur 20 ans, le seuil minimal de 20 % de logements locatifs sociaux. L'application progressive de cette disposition doit permettre, non seulement d'augmenter l'offre locative sociale, mais surtout d'en rééquilibrer la répartition entre les communes.

Cet objectif doit en toute logique conduire l'État et, depuis la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les collectivités locales (à qui la compétence logement a été déléguée), à mieux cibler les financements apportés et ainsi donner, dans l'exercice de programmation des aides au logement social, priorité aux opérations situées dans les communes « déficitaires ».

**INDICATEUR 2.1 : Pourcentage de logements locatifs sociaux financés dans les communes soumises à l'article 55 de la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi SRU) par rapport à leur objectif annuel moyen sur la période triennale par tranches**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Communes ayant entre 0 et 5 % de logements locatifs sociaux	%	62	66	129	129	100	>=100
Communes ayant entre 5 et 10 % de logements locatifs sociaux	%	100	93	163	163	100	>=100
Communes ayant entre 10 et 15 % de logements locatifs sociaux	%	157	136	266	266	150	>=100
Communes ayant entre 15 et 20 % de logements locatifs sociaux	%	475	292	641	641	300	>=100

**Précisions méthodologiques :**

Les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU sont réparties chaque année en 4 tranches au regard de leur taux de logements locatifs sociaux de l'année précédente. L'échéancier de réalisation des logements locatifs sociaux est découpé par période triennale à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Chaque période triennale est assortie d'un objectif de réalisation actualisé en tenant compte de l'évolution du parc de résidences principales et des logements locatifs sociaux mis en service au terme de la période triennale. L'objectif triennal donne lieu à des objectifs annuels moyens.

L'objectif de 100% affiché est un objectif minimum. L'objectif prioritaire cible les communes ayant entre 0 et 10% de logements locatifs sociaux.

**Source des données** : ministère du logement et de la ville.

**OBJECTIF n° 3 : Lutter contre le logement indigne**

Objectif concourant aux politiques transversales suivantes :

- ville, inclusion sociale, outre-mer (indicateur 3-1).

La loi relative à la « solidarité et au renouvellement urbains » du 13 décembre 2000 a défini la notion de logement décent et fait de la lutte contre l'habitat indigne un objectif fort de la politique du logement. Celle-ci prend plusieurs formes : traitement de l'habitat insalubre ou dangereux et du risque plomb, lutte contre le surpeuplement accentué et les hôtels meublés vétustes que leurs services effectifs et leurs conditions d'occupation rendent indignes, etc. Toutefois, ces démarches se heurtent souvent à l'insolvabilité des occupants. Par ailleurs, les procédures mises en œuvre sont complexes puisqu'elles doivent impérativement coupler interventions techniques sur le bâti et accompagnement social, voire relogement provisoire ou définitif, des ménages.

À cet égard, les aides accordées par l'ANAH aux propriétaires occupants ou bailleurs jouent un rôle déterminant, en amoindrissant le coût des travaux rendus nécessaires. Le rôle des collectivités territoriales est lui aussi fondamental, par les moyens financiers qu'elles peuvent apporter en complément de ceux de l'ANAH et par l'intervention de leurs services sociaux et/ou de santé.

**INDICATEUR 3.1 : Pourcentage des subventions accordées par l'ANAH pour sortir d'une situation d'indignité par rapport au total des subventions accordées par l'ANAH**

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
pourcentage des subventions accordées par l'ANAH pour sortir d'une situation d'indignité par rapport au total des subventions accordées par l'ANAH	%	11,8	14,1	13,5	15	26,5	38,2

**Précisions méthodologiques :**

La notion de logement indigne recouvre ici les logements soumis à un risque de saturnisme, les logements insalubres ou menaçant ruine ainsi qu'un certain nombre d'hôtels meublés, que leurs services effectifs et leurs conditions d'occupation rendent indignes.

Il est rappelé que le traitement des copropriétés en difficulté ne ressort pas du périmètre de cet indicateur.

La prévision 2008 correspond à la cible du contrat de performance de l'ANAH : la prévision 2009 est réévaluée à la hausse pour tenir compte du renforcement de l'action publique en matière de lutte contre l'habitat indigne, due à la prise en charge par l'ANAH de l'ensemble de la problématique, c'est à dire les opérations qui ressortaient auparavant de l'action n°3 du présent programme. La forte augmentation entre 2008 et 2009 s'explique par ces éléments. La cible 2011 correspond à la montée en puissance de l'action publique œuvrant pour une « relance de la politique d'hébergement et d'accession au logement ».

Source des données : agence nationale de l'habitat (ANAH).

Pour information : le nombre de logements ayant bénéficié de subventions ANAH pour « sortie d'indignité » (péril, insalubrité, saturnisme) est de 6 293 en 2005, de 5 586 en 2006 et de 7 134 en 2007.

**OBJECTIF n° 4 : Adapter les logements aux besoins des personnes âgées et handicapées**

Objectif concourant à la politique transversale « outre-mer ».

La population française vieillit et cette évolution nécessite de procéder à des adaptations dans la conception des logements. De la même façon, pour permettre aux personnes handicapées d'accéder à un logement autonome, il est indispensable que ce logement présente des caractéristiques telles qu'il réponde aux besoins spécifiques de leurs occupants : localisation, normes, équipements...

Les problématiques liées au vieillissement et au handicap sont encore insuffisamment prises en compte dans l'habitat. Les pouvoirs publics doivent donc inciter les constructeurs à produire des logements mieux adaptés aux besoins des personnes concernées. Les efforts en vue de l'adaptation du parc existant doivent également être poursuivis ; dans ce



cadre, les aides de l'ANAH constituent un véritable levier, les interventions développées en faveur du logement des personnes âgées et des personnes handicapées faisant partie des toutes premières priorités de cet établissement.

Il convient de souligner que la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées favorisera l'accessibilité des logements des personnes handicapées.

#### INDICATEUR 4.1 : Taux de logements aidés par l'ANAH en vue d'une adaptation aux besoins des personnes âgées ou handicapées

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
Nombre de logements aidés pour personnes âgées/handicapées	nombre	13 203	29 271	24 500	16 000	16 000	16 000
Nombre de logements total aidés	nombre	133 000	131 236	145 000	132 000	132 000	132 000
Taux	%	10	22,3	16,8	12	12	12

##### Précisions méthodologiques :

Cet indicateur est renseigné à partir des données saisies dans l'application « OP@L » (outil de pilotage d'aides au logement) de l'ANAH.

Les prévisions 2008 et 2009 ont été réévaluées pour être conformes au contrat de performance de l'ANAH, qui sera renégocié à partir de 2010.

Mode de calcul : nombre de logements aidés par l'ANAH en vue d'une adaptation aux besoins des personnes âgées ou handicapées rapporté au nombre total de logements aidés par l'ANAH.

Source des données : Agence nationale de l'habitat (ANAH).

L'horizon et la cible de l'indicateur ont été respectivement portés à 2011 et 12 %. L'ajustement s'explique par le fait que l'augmentation substantielle, en 2007, du nombre de logements réhabilités en faveur des personnes âgées et handicapées était liée au vote de l'enveloppe exceptionnelle de 50 M d'€ sur ce volet.

#### OBJECTIF n° 5 : Développer l'accession sociale à la propriété

Cet objectif vise à rendre compte de la politique menée en matière d'accession à la propriété. Si l'objectif global est d'augmenter le nombre de ménages propriétaires de leur logement, l'action de l'État est cependant ciblée sur les catégories de ménages les plus modestes. Elle passe ainsi, pour l'essentiel, par la mise en place d'outils juridiques et/ou financiers propres à lever les obstacles qui gênent ou empêchent les ménages à revenus modestes, et plus particulièrement les primo-accédants, d'acquérir leur résidence principale : prêts à caractère social, avantages fiscaux, systèmes de garantie...

De ce point de vue, le nouveau prêt à 0 % (NPTZ), entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2005, a donné un nouvel élan à la politique conduite par l'État en faveur de l'accession sociale à la propriété, en l'ouvrant notamment aux acquisitions de logements anciens sans obligation de travaux. Près de 202 000 PTZ (contre environ 80 000 en 2004) ont été déclarés émis en France métropolitaine en 2005 (dont 195 500 NPTZ), pour un montant global prêté de 3,1 milliards d'euros et un coût total d'opérations financées de 25,4 milliards d'euros.

En 2006, 237 163 PTZ ont été émis (le nombre de PTZ réellement débloqués est un peu inférieur), pour un montant global de 3,642 milliards d'euros, soit une hausse de 17 %.

En 2007, 244 720 PTZ ont été émis, pour un montant global prêté de 3,761 milliards d'euros, soit une hausse de 3 % (sources : statistiques SGFGAS au 29/02/08).

Plus récemment, la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement a prévu une majoration du NPTZ de 15 000 euros pour les ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds du logement locatif social (PLUS) et qui perçoivent une aide des collectivités territoriales.

#### INDICATEUR 5.1 : Part des ménages primo-accédants sur le total des accédants

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
part des ménages primo-accédants sur le total des accédants	%	58		67	67	68	70

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

## Précisions méthodologiques :

Cet indicateur est renseigné sur la base des données collectées chaque année dans le cadre de l'observatoire du financement du logement (OFL).

La société de gestion du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété (SGFGAS) centralise les informations sur les prêts à taux zéro (PTZ) et les prêts à l'accession sociale (PAS). Il s'agit d'une étude annuelle commandée par le ministère du logement à l'OFL et qui repose sur l'analyse de près de 40 000 dossiers de prêts et fait l'objet de retraitements statistiques lourds.

La mesure de déduction des intérêts d'emprunt et la bonne tenue du marché du crédit incitent à maintenir les prévisions pour 2008.

L'année cible passe de 2010 à 2011 mais avec une valeur cible constante.

Les résultats de cette étude sont disponibles en fin d'année n+1 pour l'année n.

Il n'existe aucune source d'information permettant de donner plus tôt le réalisé (pour mémoire, les résultats 2004 et 2005 étaient de 61% et 62.4%)

Sources des données : ministère du logement et de la ville.

## INDICATEUR 5.2 : Part des bénéficiaires du PTZ selon leur niveau de revenu

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2011 Cible
part des bénéficiaires du PTZ selon leur niveau de revenu	%	42	42	46	44	46	50

## Précisions méthodologiques :

La hausse des taux d'intérêt observée depuis 2006 incite à revoir à la baisse les prévisions de 2 points pour 2008. L'objectif de 50% prévu pour 2010 est reculé à 2011.

Cet indicateur représente la part des bénéficiaires aux plus bas revenus parmi les bénéficiaires du prêt à 0 % (revenus compris dans les deux premières tranches du barème). S'agissant des revenus des ménages, près de la moitié des ménages (42 % en 2006) appartient aux deux premières tranches du barème.

Mode de calcul : total des bénéficiaires du PTZ disposant des revenus compris dans les deux tranches les plus basses rapportées au total des bénéficiaires.

Source des données : ministère du logement et de la ville.

## OBJECTIF n° 6 : Promouvoir le développement durable dans le logement et, plus généralement, dans la construction

Objectif concourant à la politique transversale « lutte contre le changement climatique » (indicateur 6-1-2).

Promouvoir le développement durable devient aujourd'hui un objectif majeur, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. Aussi la France, signataire du protocole de Kyoto, s'est-elle dotée de plans d'actions volontaristes (plan climat, stratégie nationale de développement durable...) qui comportent tous un volet relatif au logement et à la construction. Dans ce cadre, lutter contre l'effet de serre par une consommation d'énergie mieux maîtrisée devient un impératif. L'État dispose à cet égard d'un certain nombre de leviers d'action : la réglementation qu'il définit, les incitations fiscales qu'il met en place, les recherches et expérimentations qu'il finance.

Les mesures prises par les pouvoirs publics pour enrayer l'évolution tendancielle à la hausse de la consommation d'énergie vont avoir pour effet, à l'horizon 2010, de réduire cette hausse pour certaines consommations, voire de les stabiliser. Ainsi, pour 2010, la cible de consommation énergétique des bâtiments d'habitation et tertiaires (indicateur 6-1-2) est de 836 TWh contre une valeur tendancielle, en l'absence de mesures prises par les pouvoirs publics, de 886 TWh, soit une diminution de 5,6%. De même, pour ce qui concerne les logements seuls (indicateur 6-1-1), la cible pour 2010 est de 460 TWh pour une valeur tendancielle de 512 TWh, soit une baisse de 10.15%.

Cette hausse tendancielle est liée à deux types de causes :

- l'accroissement du parc de bâtiments et de la surface construite (de l'ordre de 1% par an pour les logements) ;
- l'augmentation importante des usages spécifiques de l'électricité depuis plusieurs années, augmentation due à l'accroissement des appareils domestiques de tous types (ordinateurs, DVD, home cinema, etc.).

Produite par la DGALN, la réglementation thermique applicable lors de la construction ou lors de travaux sur les bâtiments existants est un des moyens utilisés pour diminuer cette consommation. La réglementation technique 2005 est applicable aux bâtiments neufs dont le permis de construire est postérieur au 1<sup>er</sup> septembre 2006 et une réglementation, éléments par éléments, lors du remplacement de fenêtres ou de chaudières, par exemple, a été mise en place en 2006.

Cet objectif sera maintenu avec l'application des mesures liées au Grenelle de l'environnement, mais les indicateurs associés seront modifiés en fonction des arbitrages rendus, en particulier en matière d'écoconstruction.

#### INDICATEUR 6.1 : Consommation énergétique globale des bâtiments

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Prévision PAP 2008	2008 Prévision actualisée	2009 Prévision	2010 Cible
6-1-1 Consommation énergétique globale des logements, corrigée des variations climatiques, dont consommation d'énergie pour le chauffage							
Total	Twh	421			440	450	460
Dont chauffage	Twh	273			283	288	293
6-1-2 Consommation énergétique globale tous usages confondus (chauffage, eau chaude sanitaire et usages spécifiques), des bâtiments d'habitation et tertiaires, corrigée des variations climatiques	Twh	822	821		826	831	836

Concernant le sous-indicateur 6-1-1 (« Consommation énergétique globale des logements, corrigée des variations climatiques, dont consommation d'énergie pour le chauffage »), le Centre d'études et de recherches économiques sur l'énergie (CEREN) a revu, en 2007, son système de correction des variations climatiques : la climatologie retenue pour l'année type de référence a évolué en passant de 2 450 degrés-jours unifiés (Dju) à 2 250 Dju.

Les données correspondant au réalisé de l'année N sont disponibles en juin de l'année N+2.

Sources des données : observatoire de l'énergie - ministère de l'économie, des finances et de l'emploi.

En ce qui concerne le sous-indicateur 6-1-2 (« Consommation énergétique globale tous usages confondus (chauffage, eau chaude sanitaire et usages spécifiques), des bâtiments d'habitation et tertiaires, corrigée des variations climatiques »), comme à chaque publication des consommations, les valeurs des consommations relatives aux deux années antérieures à la dernière année connue (soit 2004 et 2005) ont été affinées et ont sensiblement évolué à la hausse (+ 2 à 3 %). Les données prévisionnelles ont donc été ajustées, à l'exception de la cible.

Unité de mesure : consommation d'énergie en Twh corrigée du climat, y compris énergies renouvelables autres que hydrauliques, éoliennes et photovoltaïques (énergies renouvelables thermiques, EnRt).

Sources des données : observatoire de l'énergie - ministère de l'économie, des finances et de l'emploi.

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	Construction locative et amélioration du parc		586 000 000	586 000 000		592 810 000	592 810 000
02	Soutien à l'accession à la propriété		4 700 000	4 700 000		4 770 000	4 770 000
03	Lutte contre l'habitat indigne		0	0		0	0
04	Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction		8 680 000	8 680 000		8 680 000	8 680 000
05	Soutien	163 778 000	12 230 000	176 008 000	163 778 000	12 230 000	176 008 000
06	Délégués du préfet dans les quartiers (libellé modifié)	22 400 000	0	22 400 000	22 400 000	0	22 400 000
Totaux		186 178 000	611 610 000	797 788 000	186 178 000	618 490 000	804 668 000

## DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emplois	Emplois exprimés en ETP				Crédits
	Exécution 2007	Plafond autorisé pour 2008	Demandés pour 2009	Variation 2009 / 2008	Demandés pour 2009 (y.c. charges sociales)
Catégorie A		942	1 312	+370	94 339 004
Catégorie B		1 228	1 234	+6	57 064 423
Catégorie C		963	959	-4	34 774 573
<b>Totaux</b>		<b>3 133</b>	<b>3 505</b>	<b>+372</b>	<b>186 178 000</b>

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	122 922 358
Cotisations et contributions sociales	61 569 114
dont contributions au CAS Pensions	49 453 210
Prestations sociales et allocations diverses	1 686 528

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS

Les crédits de titre 2 du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » correspondent :

- d'une part, à la rémunération des agents œuvrant pour les programmes de la mission Ville et logement, tant en administration centrale qu'en services déconcentrés (164 M€) ;
- d'autre part, à la rémunération des délégués de l'État dans les quartiers (22,4 M€).

Pour 2009, le programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » (DAOL) comprend 3.159 ETPT avant transfert, soit 3.505 ETPT après transfert (dont 1 312 de catégorie A, 1 234 de catégorie B et 959 de catégorie C). Sont opérées les mesures suivantes :

- 1 ETPT est retiré du plafond autorisé du programme DAOL au titre des postes transférés à l'Agence centrale des achats (ACA) ;
- 2 ETPT sont retirés du plafond autorisé du programme DAOL et transférés vers le ministère de la culture et de la communication dans le cadre de l'ouverture du centre national des archives.
- 349 s'ajoutent : ce sont les délégués des préfets pour les quartiers dans le cadre de la mise en œuvre du plan "respect et égalité des chances". Le programme 135 contribue pour 1 ETP. Le nombre total de délégué sera de 350.

Le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions d'un agent de catégorie A est de 55 922 €. Celui d'un agent de catégorie B s'élève à 33 626 € et celui d'un agent de catégorie C à 27 370 €.

## HYPOTHÈSES DE SORTIES

175 sorties sont prévues en 2009.

- 62 départs sont prévus pour la catégorie A à la date moyenne du 9 juillet 2009, dont 33 départs à la retraite, 5 autres départs définitifs et 24 départs temporaires (disponibilités, détachements permettant un retour au sein du ministère). Le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions des sortants est de 58 726 €.
- 67 départs sont prévus pour la catégorie B à la date moyenne du 12 juillet 2009, dont 42 départs à la retraite, 2 autres départs définitifs et 23 départs temporaires. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions des sortants est de 32 281 €.
- 46 départs sont prévus pour la catégorie C à la date moyenne du 28 juillet 2009, dont 31 départs à la retraite, 1 autre départ définitif et 14 départs temporaires. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions des sortants est de 26 086 €.

## HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

175 entrées sont prévues en 2009.

La date moyenne des recrutements et le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions des entrants sont estimés aux valeurs suivantes :

- 62 entrées d'agents de catégorie A sont prévues pour 2009, à la date moyenne du 14 juillet. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions des entrants est de 43 323 € ;
- 67 entrées d'agents de catégorie B sont prévues pour 2009, à la date moyenne du 5 juin. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions des entrants est de 26 425 € ;
- 46 entrées d'agents de catégorie C sont prévues pour 2009, à la date moyenne du 25 juin. Le coût moyen indiciaire et indemnitaire hors CAS pensions des entrants est de 23 689 €.

## AUTRES EFFETS DE STRUCTURE

### Glissement vieillesse technicité (GVT)

Le GVT positif est estimé à 1,34% des rémunérations principales de l'ensemble des agents du programme. Le GVT négatif est estimé à 1,05% de l'assiette des rémunérations principales des agents du périmètre non transféré.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
05	Soutien	3 155
06	Délégués du préfet dans les quartiers (nouveau) (libellé modifié)	350
Total		3 505

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

### MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2009 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur du point fonction publique de 54,8474 € au 1er janvier 2009. Le PLF 2009 prend également en compte l'impact en 2009 des augmentations du point fonction publique intervenues en 2008 (+0,5% au 1er mars et +0,3% au 1er octobre).

### PRINCIPALES MESURES CATÉGORIELLES

Les principales mesures envisagées sont décrites dans le projet annuel de performances du programme n°217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables ».

## CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS EMPLOYEURS ; PRESTATIONS ET ACTION SOCIALES

Le montant des contributions employeurs au compte d'affectation spéciale « Pensions » est de 44,9 M€ dont 44,66 M€ au titre des personnels civils (taux de 66,44%) et de 0,24 M€ au titre de l'allocation temporaire d'invalidité (taux de 0,32%).

En millions d'euros	Réalisation 2007	LFI 2008	Prévision 2009
Contribution employeur au CAS pensions	35,838	40	44,9
<i>dont civils</i>	35,616	39,75	44,66
<i>dont ATI</i>	0,222	0,25	0,24

## GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

### LA CONSTRUCTION ET L'AMÉLIORATION DE LOGEMENTS EN FRANCE

Conformément aux orientations énoncées par le Président de la République dans son discours du 11 décembre 2007 à Vandœuvre Lès Nancy, les objectifs de construction sont de 500 000 logements par an, dont 120 000 logements sociaux.

Concentré sur la construction de logements sociaux et l'amélioration du parc privé existant, le présent programme maintient l'effort croissant entrepris depuis quelques années en matière de construction de logements sociaux, en permettant notamment le développement du segment destiné au logement des ménages les plus modestes, et affirme comme priorité la lutte contre l'habitat indigne.

#### La construction de logements sociaux

La destination des logements est encadrée en termes de plafond de loyer et de ressources des locataires. Le type de logement financé ou agréé varie en fonction des objectifs poursuivis et détermine le niveau des prêts et subventions accordés aux bailleurs.

Les objectifs sont de :

- développer l'offre de logements destinés aux ménages ayant des revenus modestes dans un objectif de mixité sociale. Leur financement est assuré, entre autres (outre les aides de circuit et les aides fiscales), par la mobilisation d'un prêt locatif à usage social (PLUS)<sup>1</sup> et par une subvention moyenne de l'État de 2 700 euros par logement ;
- permettre l'accès des ménages cumulant difficultés économiques et sociales à un logement pérenne en produisant 60 000 logements entre 2007 et 2009 (soit près de 38 000 logements supplémentaires par rapport à la production

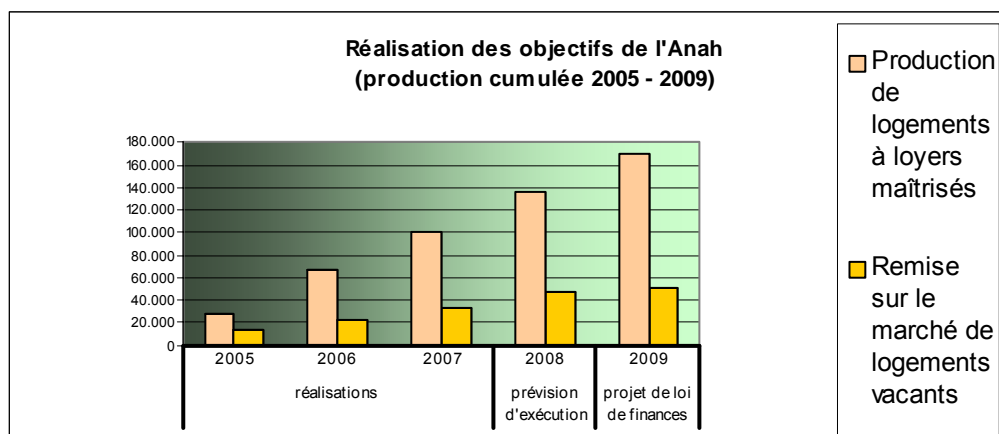
constatée jusqu'ici). La construction de ces logements ouvre droit à un prêt locatif aidé d'intégration (PLAI)<sup>9</sup> et à une subvention moyenne de l'État de 12 000 euros par logement ;

- réamorcer les parcours résidentiels dans les zones dont le marché immobilier est tendu grâce à des logements bénéficiant d'un prêt locatif social (PLS)<sup>1</sup>. Ceux-ci ne font pas l'objet d'une subvention budgétaire de l'État mais bénéficient d'aides fiscales et d'aides de circuit.

Fin 2007, près de 425 000 logements (PLUS, PLAI et PLS) avaient été financés ou agréés depuis 2003. Les crédits ouverts pour 2008 devraient permettre la production de plus de 100 000 logements PLUS et PLAI et l'agrément de plus de 40 000 logements PLS. La dotation 2009 a été calculée pour assurer le financement de 120 000 logements dont 20 000 PLAI destinés aux publics les plus modestes et 42 000 PLS.

### L'amélioration du parc privé

Fin 2009, grâce aux aides octroyées par l'ANAH depuis 2005, près de 170 000 logements à loyer maîtrisé auront été produits et plus de 55 000 logements vacants être remis sur le marché. L'Agence se consacrera pleinement à la lutte contre l'habitat indigne, priorité réaffirmée par le ministre du logement au cours de l'année 2008. La lutte contre l'habitat indigne était déjà un de ses plus importants postes budgétaires ; elle sera désormais et plus encore après 2009, l'objectif prioritaire de l'ANAH en tant qu'opérateur unique de l'État sur le sujet.



<sup>9</sup> Les logements locatifs aidés sont communément désignés par le prêt qui a contribué à leur financement.

## SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

<div> <div>AE LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(1)</div> <div>1 529 487 177</div> </div>		<div> <div>CP LFI 2008 + reports 2007 vers 2008</div> <div>(2)</div> <div>1 140 075 465</div> </div>			
Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2007	<b>AE demandées pour 2009</b>	CP demandés sur AE antérieures à 2009 *	CP demandés sur AE nouvelles en 2009	<b>Total des CP demandés pour 2009</b>	<b>Prévision du solde des engagements non couverts par des CP au 31/12/2009</b>
(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)
2 961 008 401	<b>797 788 000</b>	531 309 000	273 359 000	<b>804 668 000</b>	<b>3 014 108 464</b>
					<div> <div>Estimation des CP 2010 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(9)</div> <div>550 000 000</div> </div>
					<div> <div>Estimation des CP 2011 sur engagements non couverts au 31/12/2009</div> <div>(10)</div> <div>350 000 000</div> </div>
					<div> <div>Estimation du montant maximal de CP nécessaires après 2011 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2009 **</div> <div>(11) = (8) - (9) - (10)</div> <div>2 114 108 464</div> </div>

\* Cette case n'a pas vocation à correspondre à un calcul théorique de la tranche des CP 2009 pouvant couvrir les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2008.

\*\* Ces données constituent un calcul arithmétique maximal ne prenant pas en compte les désengagements de crédits rendus nécessaires en gestion.

Le total des AE qui seront engagées ou affectées et non soldées au 31 décembre 2009 est estimé à plus de 3 Mds€. Cette somme correspond aux restes à payer sur engagements et ne doit pas être confondue avec la notion beaucoup plus restrictive de dette. L'estimation de ces restes à payer s'appuie sur les données issues de la comptabilité spéciale des investissements de l'État, et, pour les années 2006 et suivantes, sur les données extraites du système d'information interministériel INDIA. L'existence de tels restes à payer est essentiellement due à l'échelonnement des paiements inhérent à la réalisation de travaux. Cet échelonnement a tendance à s'étaler dans le temps du fait de la complexité croissante des opérations (mobilisation du foncier, normes techniques...).

Les CP demandés pour 2009 s'élèvent à 804,67 M€. Sur ce total, 531,31 M€ seront consacrés au paiement des AE engagées antérieurement. Il convient de noter, à cet égard, qu'un certain nombre de dépenses (masse salariale et moyens de fonctionnement notamment) font l'objet, compte tenu de leur nature, d'une inscription en AE=CP. Concernant les actions pour lesquelles le montant des AE demandées diffère du celui des CP, le versement des CP est fonction du rythme d'avancement réel des opérations.



On constate sur la trajectoire 2009-2011, une nette baisse des restes à payer sur ce programme. L'échéancier des crédits de paiement nécessaires au-delà de 2009 repose à ce stade sur les estimations qui résultent des négociations budgétaires menées dans le cadre d'une approche triennale.

Des indications plus précises sont fournies dans le volet justification des crédits par action du présent document avec notamment, le détail par sous-action présentant un paiement pluriannuel de ce reste à payer prévisionnel.

Le solde des engagements sur années antérieures devrait faire en 2009 l'objet d'une annulation pour régularisation à hauteur d'environ 329 M€ correspondant aux engagements de l'ANAH antérieurs au 1er janvier 2009 suite à la rénovation du « 1 % logement » prévue dans la loi de mobilisation pour le logement.

**Développement et amélioration de l'offre de logement**

Programme n° 135 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

## JUSTIFICATION PAR ACTION

**ACTION n° 01 : Construction locative et amélioration du parc**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		586 000 000	<b>586 000 000</b>
Crédits de paiement		592 810 000	<b>592 810 000</b>

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## ■ DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	6 000 000	6 000 000

L'action « Construction locative et amélioration du parc » regroupe les crédits que l'État consacre à l'Agence nationale de l'habitat, au développement et à l'amélioration du parc locatif social et à l'accueil des gens du voyage.

**Amélioration du parc privé : subvention de fonctionnement à l'Anah (catégorie 32 – subvention pour charge de service public)**

Il est prévu une subvention pour charges de service public à l'Agence nationale de l'habitat (Anah) d'un montant de 6 M€ en AE=CP. Cette dotation est destinée à couvrir une partie des dépenses de fonctionnement de l'Agence, opérateur principal du présent programme. Une description détaillée de ses missions et de son budget est présentée dans la partie « Opérateurs » du présent document.

Cette dotation est susceptible de subir des mouvements débiteurs en faveur de l'action 3 du présent programme afin de faire face aux obligations légales du représentant de l'Etat en matière de lutte contre l'habitat indigne si un impondérable de nature juridique ou technique venait à retarder le transfert de cette compétence à l'Agence nationale de l'habitat (cf. supra).

## ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	0	0
Transferts aux entreprises	550 000 000	546 810 000
Transferts aux collectivités territoriales	30 000 000	40 000 000

## TRANSFERTS AUX ENTREPRISES

**Parc locatif social**

En 2009, la production de 120 000 logements locatifs sociaux nouveaux devrait être financée, conformément aux engagements du Premier ministre. 58 000 prêts locatifs à usage social (PLUS) et 20 000 prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI) seront financés par l'Etat. 32 000 prêts locatifs sociaux (PLS) seront agréés. Enfin, l'association Foncière Logement sera chargée de subventionner 10 000 logements nouveaux. Cet effort reste ambitieux par rapport aux réalisations 2005, 2006 et 2007 (près de 100 000 logements pour ces deux dernières années hors Foncière et hors ANRU).

Ces éléments se doublent d'un fléchage social, géographique et fonctionnel de la production afin de mieux adapter l'offre à la demande.

L'effort appuyé en direction des ménages les plus défavorisés (20 000 PLAI) est conforme aux objectifs qualitatifs posés par la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et s'exprimera également par la réalisation de certains de ces logements dans des structures collectives pour les personnes à la recherche d'une réponse intermédiaire entre hébergement et logement autonome. Pour accompagner ces publics, les crédits d'accompagnement et d'ingénierie sociale augmentent considérablement (de 3 à 7 M€) pour une plus grande efficacité dans la prise en charge des personnes.

La production sera dès 2009 concentrée dans les zones les plus tendues du territoire. A cet effet, la ligne surcharge foncière a vocation à permettre l'équilibre des opérations pour compenser le coût important du foncier. Cette production sera réorientée vers des logements de 2 à 3 pièces pour mieux tenir compte des évolutions de la société française alors que celle-ci était jusqu'à maintenant tournée vers des 3 à 4 pièces, rejetant trop de ménages du parc locatif social ou amenant à de nombreuses sous-occupations de logements sociaux. Parallèlement, des logements pour les familles nombreuses seront également proposés.

Ce programme prévoit, en outre, des interventions en matière de réhabilitation et de démolition de logements sociaux. Les actions d'hébergement (mise aux normes) seront désormais financées par l'Agence nationale de l'habitat, il en est fait mention dans la partie « opérateur » du présent document.

Pour mener à bien ce programme, une dotation de 550 M€ en AE est inscrite au présent programme.

Cette enveloppe budgétaire, essentielle à l'État pour appuyer directement son effort sur la demande de logements sociaux la plus urgente ne sera pas exclusive. Elle s'accompagne d'actions et de financements innovants. Ainsi la trésorerie dont disposent de nombreux organismes de logement social sera réinvestie dans la production et la réhabilitation de logements sous le contrôle de la Caisse de garantie du logement social, opérateur principal de ce programme. C'est également sous son contrôle que seront instaurés des mécanismes de solidarité financière permettant une mutualisation des moyens entre organismes de logement social afin de permettre aux bailleurs sociaux les plus concernés de renforcer leur effort de construction nonobstant leur situation financière.

L'effort de l'État n'est pas uniquement budgétaire mais également fiscal. Quant aux collectivités territoriales, elles participent également à ce programme. Conformément à l'article 61 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les conseils généraux et certains EPCI peuvent signer avec l'État une convention de délégation de compétence pour l'attribution des aides au logement. Un avenant annuel précisant les objectifs et les moyens qui les servent est élaboré entre les cocontractants. Pour plus de lisibilité du présent document, le parti a été pris de traiter dans une même unité de justification prenant en compte le bénéficiaire final des subventions l'ensemble des crédits devant être consacrés au financement du parc locatif social, qu'ils soient versés directement par l'État aux organismes HLM ou par l'intermédiaire des collectivités délégataires de cette compétence.

	Nombre de logements	Subvention moyenne par logement (en €)	Coût total (en M€)
PLUS	58 000	2 700	156,6
PLAI	20 000	12 000	240
PLS	42 000	0	
<i>Dont logements de l'Association Foncière</i>	<i>10 000</i>	<i>0</i>	
Surcharge foncière			143
<b>S/t offre nouvelle</b>	<b>120 000</b>		
Démolition	1 360	2 500	3,4
Actions d'accompagnement			7
<b>Total</b>			<b>550</b>

Le montant de la dotation demandée en CP est de 546,81 M€. Elle permettra d'honorer les engagements antérieurs mais aussi de couvrir, à hauteur de 10 %, les AE mises à disposition, en 2008, des collectivités territoriales délégataires de compétence.

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Parc locatif social	Titre 6 – catégorie 62
Autorisations d'engagement	550 000 000
Crédits de paiement	546 810 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	54 681 000
Crédits de paiement à ouvrir après 2009	495 319 000

## TRANSFERTS AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

## Accueil des gens du voyage

En application de la loi du 5 juillet 2000, un schéma d'accueil des gens du voyage a été appliqué à chaque département et a défini des objectifs de production de places d'accueil et de mise aux normes d'hygiène et de sécurité des places existantes. L'État est tenu de participer au financement de ces projets s'ils lui ont été présentés dans les délais et ce avant le 31 décembre 2008. Une enveloppe de 25M€ permettra de subventionner tous les dossiers qui bien que valablement présentés aux services de l'État n'auront pas pu être financés, faute de crédits ou présentés après entre la clôture de l'exercice comptable et le 31 décembre. Le renouvellement de nombreux schémas départementaux nécessitera une enveloppe importante pour les études (1,5M€).

Par ailleurs, une enveloppe de 5M€ est prévue pour financer les opérations relevant des deux schémas dont l'échéance était postérieure à 2008, les projets de communes de plus de 5 000 habitants, par définition parties prenantes aux schémas déjà publiés mais dont les besoins n'étaient pas établis auparavant pour la réalisation d'une aire et enfin les projets de communes passées depuis la publication du précédent schéma départemental dans la catégorie des communes de plus de 5 000 habitants.

Au-delà de ces obligations légales, des crédits sont demandés pour financer des aires de grand passage destinées à répondre aux besoins de déplacement des gens du voyage en grands groupes à l'occasion de rassemblements traditionnels ou occasionnels. Le taux de subvention varie de 70 à 100% selon la décision du représentant de l'État. Ces opérations peuvent être réalisées sous la maîtrise d'œuvre de l'État, (au quel cas, le taux de subvention le plus élevé s'applique). Enfin, les terrains familiaux constituent une offre progressive de sédentarisation pour les gens du voyage qui le souhaitent : outre les 60 places financées au titre du report de charge, 75 places nouvelles seront donc créées.

	Objectifs quantitatifs	Subventions unitaires (en €)	Coût total (en M€)
Places nouvelles	2 250	10 750	24,19
Aires de grand passage	29	93 930	2,72
Places en terrains familiaux	135	10 750	1,45
Études	65	25 000	1,62
Total			30

Sur les 40 M€ de CP demandés pour 2008, 6 M€ (soit 15%) devraient s'imputer sur des engagements opérés en 2009. Le solde, soit 34 M€, permettra le paiement d'opérations engagées antérieurement.

Accueil des gens du voyage	Titre 6 – catégorie 63
Autorisations d'engagement	30 000 000
Crédits de paiement	40 000 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	6 000 000
Crédits de paiement à ouvrir après 2009	24 000 000

**ACTION n° 02 : Soutien à l'accession à la propriété**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		4 700 000	<b>4 700 000</b>
Crédits de paiement		4 770 000	<b>4 770 000</b>

**ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE****DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 700 000	4 700 000

L'action « Soutien à l'accession à la propriété » regroupe les crédits relatifs à la gestion des dispositifs d'accession sociale à la propriété (dépenses de fonctionnement - titre 3) ; elle porte également les crédits destinés au financement des prêts à 0% accordés antérieurement au 1<sup>er</sup> février 2005 (dépenses d'intervention - titre 6).

**Frais de gestion des dispositifs d'accession sociale à la propriété (catégorie 31 – dépenses de fonctionnement)**

Depuis la suppression du fonds de garantie de l'accession sociale à la propriété, intervenue le 31 décembre 2005, la charge de garantie proprement dite a été transférée sur le programme « Appels en garantie » (mission Engagements financiers de l'État) placé sous la responsabilité du ministre chargé des finances. Le ministère chargé du logement verse, pour sa part, à la SGFGAS une commission au titre des frais de gestion du nouveau dispositif de garantie de l'accession à la propriété (le « NFGAS »). De la même manière, il verse une commission au titre de la gestion des prêts à 0% ainsi qu'une commission au titre de la gestion de la sécurisation des prêts d'accession sociale réalisés entre 1999 et 2003. Une répartition analytique des coûts de fonctionnement de la SGFGAS entre les différentes commissions est réalisée.

La dotation demandée en 2009, destinée aux commissions de la SGFGAS, s'élève à 4,7M€ en AE=CP.

**DÉPENSES D'INTERVENTION**

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages		70 000

**Prêts à 0% (catégorie 61 – transferts aux ménages)**

Depuis le lancement du nouveau prêt à 0% (NPTZ), l'État n'a plus à compenser sur crédits budgétaires que les frais financiers générés par les prêts souscrits avant février 2005. Cette compensation est assurée par le versement de subventions aux organismes prêteurs. Toutefois, de nouvelles AE sont ouvertes en loi de finances pour des raisons générales aux prêts immobiliers et particulières au prêt à 0%.

Pour les prêts immobiliers, un certain délai sépare l'émission de l'offre de la mise en force du prêt : l'offre doit d'abord être acceptée par l'emprunteur, puis s'écoulent les délais inhérents à la signature de l'acte authentique de vente et, enfin au déblocage effectif des fonds qui, dans le cas de construction ou d'acquisition amélioration, suit le rythme de réalisation des travaux. Ces travaux peuvent s'étaler sur plusieurs années (3 ans maximum pour les prêts à 0%, mais des prolongations peuvent être accordées) ; un éventuel litige avec le constructeur peut là encore être source de retards (parfois de plusieurs années) jusqu'à l'intervention d'une décision judiciaire définitive ; enfin le projet peut être finalement abandonné, auquel cas l'offre ne sera jamais suivie d'une mise en force.

Pour les prêts à 0% en particulier, s'ajoute un délai technique entre l'émission de l'offre du prêt et le versement de la subvention. Aucun délai réglementaire ne sépare l'acceptation de l'offre de la mise en force du prêt. En revanche, la mise en force, qui déclenche le versement de la subvention, doit être déclarée dans un délai maximal de 120 jours. En cas de dépassement, l'établissement de crédit perd tout droit à subvention passé un retard de 6 mois. Le versement aux organismes prêteurs de cette subvention est opéré en 2 temps : 50% l'année où le prêt est mis en force, le solde

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

l'année suivante. Le fait générateur de la subvention de l'État est non pas le premier déblocage de fonds mais le second.

Jusqu'en 2008, de nouvelles AE étaient ouvertes, pour des montants très limités, pour ceux des prêts à 0% émis avant février 2005 qui étaient mis tardivement en force. Ce n'est plus nécessaire à partir de 2009 : le montant très faible de prêts qui pourrait éventuellement être encore mis en force en 2009 sera pris en charge par le fonds de roulement de l'Etat auprès de la Société de Gestion du Fonds de Garantie à l'Accession Sociale (SGFGAS), société chargée du suivi du dispositif.

Il reste encore des CP en 2009, pour un montant de 70 000€, correspondant au solde de subvention pour les prêts mis en force l'an dernier.

## ACTION n° 03 : Lutte contre l'habitat indigne

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		0	0
Crédits de paiement		0	0

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	0	0
Transferts aux collectivités territoriales	0	0

L'action 3 est maintenue en 2009 afin d'assurer la transition de la gestion des crédits par l'État et l'Agence nationale de l'habitat (cf. partie « Opérateurs »). Dans l'hypothèse de retard d'ordre technique ou juridique dans le transfert de la charge de telles dépenses à l'Anah, les crédits nécessaires aux opérations de travaux d'office seraient prélevés sur la dotation budgétaire de l'Agence nationale de l'habitat par le responsable de programme.

## ACTION n° 04 : Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement		8 680 000	8 680 000
Crédits de paiement		8 680 000	8 680 000

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

## DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	700 000	700 000

### Contentieux de l'habitat

Dans le domaine de l'habitat, peuvent être source de frais de contentieux :

- les contentieux générés par la mise en œuvre du droit au logement opposable ;
- les recours de bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement (APL) ;
- l'application des réglementations en vigueur ;
- le non versement de subventions.

Ces affaires génèrent le plus souvent peu de dépenses contentieuses mais certaines d'entre elles comportent un risque plus sérieux pour le budget de l'État. L'évaluation du risque sur ces contentieux a conduit à porter la dotation à 0,7 M€.

### ■ DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	7 980 000	7 980 000

### Qualité de la construction

La définition, la mise en œuvre et l'évaluation de la politique technique de la construction nécessite chaque année de soutenir la réalisation, par les professionnels du secteur, d'études, de recherches et d'expérimentations. Les études financées par la DGALN dans le domaine de la construction répondent aux inflexions fortes liées au développement durable, à l'accessibilité aux personnes handicapées et à la prévention des risques naturels et sanitaires.

Pour 2009, le programme d'études et de recherche sera le suivant :

- au titre de la mise en œuvre de l'aspect énergétique du Grenelle de l'Environnement : les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les bâtiments neufs mais aussi existants nécessitent de nombreuses études qu'il s'agisse d'études préparatoires à la réglementation thermique 2010 pour les bâtiments tertiaires, à la réglementation 2012 pour les bâtiments d'habitation neufs ainsi qu'à l'amélioration de la fiabilité du diagnostic de performance énergétique. Par ailleurs des bouquets de travaux sont à mettre au point pour les bâtiments existants en tenant compte de la typologie très diversifiée desdits bâtiments ;
- au titre de l'accessibilité des bâtiments neufs ou existants à tous les types de handicap en application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances : réalisation de documents d'aide à la mise en œuvre de solutions techniques pour faciliter l'application de la réglementation ;
- en matière de développement durable : études liées aux déchets du BTP, à la qualité environnementale et architecturale des bâtiments, ainsi qu'à la prévention des risques technologiques ;
- au titre de l'aspect sanitaire du Grenelle de l'Environnement : le programme de l'observatoire de la qualité de l'air intérieur (OQAI) et les actions sur la qualité des matériaux et produits de construction et leur étiquetage environnemental et sanitaire permettront de mieux prendre en compte les exigences de santé dans l'habitat et de progresser dans la connaissance de la qualité de l'air intérieur des bâtiments tertiaires, en particulier les établissements scolaires ;
- au titre de la protection contre l'incendie : études en vue d'améliorer la sécurité dans les bâtiments de logements existants et élaboration de guides d'information sur les mesures de prévention et de protection ;
- au titre de la prévention des risques domestiques et des risques naturels : élaboration de guides pour des travaux de confortement dans les bâtiments existants.

Au total, 6,28 M€ seront consacrés à ces actions.

Par ailleurs, le ministère chargé du logement contribuera à la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre du programme de recherche sur l'énergie des bâtiments (PREBAT) ; cette contribution est estimée à 1,7M€ en AE.

Ces expérimentations ont pour objectif d'amener les professionnels de la construction à mettre au point des solutions techniques propres à favoriser la maîtrise de l'énergie dans les logements et les bâtiments. Pour mémoire, le secteur du bâtiment représente 45% de la consommation de l'énergie en France et 25% des émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'activité humaine.

**Développement et amélioration de l'offre de logement**

Programme n° 135 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Au total, une dotation de 7,98 M€ en AE sera consacrée en 2008 au financement des démarches liées à la politique technique et à la qualité de la construction.

En CP, la dotation prévue s'élève à 7,98 M€. Elle permettra de couvrir, à hauteur d'environ 20%, les engagements 2009. Le solde sera consacré à la couverture des engagements antérieurs.

Qualité de la construction	Titre 6 – catégorie 62
Autorisations d'engagement	7 980 000
Crédits de paiement	7 980 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	7 700 000
Crédits de paiement à ouvrir après 2009	280 000

**ACTION n° 05 : Soutien**

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	163 778 000	12 230 000	<b>176 008 000</b>
Crédits de paiement	163 778 000	12 230 000	<b>176 008 000</b>

**EFFECTIFS**

L'action Soutien du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » regroupe la majorité des effectifs de la mission Ville et logement qui seront au nombre, en 2009, de 3.505 ETPT. Seuls 3.155 ETPT de ces 3.505 ETPT sont affectés à cette action. Il a en effet été choisi pour des raisons techniques de gestion du personnel (traitements, suivi de la dépense) et pour une bonne identification de la dépense (en raison de la contribution construite par hypothèse de l'ensemble des ministères puis du recrutement aléatoire des préfets) de créer une action spécifique (action 6) aux délégués des préfets dans les quartiers.

Le plafond d'emploi total est augmenté de 350 équivalents temps pleins constitués des ETP mis à disposition par divers programmes (dont 1 par le programme 135) pour les délégués des préfets affectés à l'action 6.

Il ne sera traité dans cette partie que des 3.155 ETPT qui ressortent formellement à cette action.

**Effectifs participant à la mise en œuvre des programmes Aide à l'accès au logement et Développement et amélioration de l'offre de logement**

2.725 ETPT seront affectés à la mise en œuvre de la politique du logement. 293 agents serviront en administration centrale (DGALN et Miilos) et 2.432 en services déconcentrés (directions régionales et départementales de l'environnement, de l'aménagement et du logement).

La direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) est chargée d'élaborer, d'animer et d'évaluer les politiques du logement et de la construction. Les directions régionales et départementales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL et DDEAL) sont chargées de leur mise en œuvre au niveau local.

Ces missions s'exercent dans les principaux domaines suivants :

- le financement du logement (aides personnelles au logement, aides à la construction et à la réhabilitation des logements sociaux, financement de l'accession à la propriété, fiscalité du logement ...)
- la politique sociale du logement (logement des personnes défavorisées, accueil des gens du voyage, lutte contre le logement indigne) ;
- le droit de l'habitat (rapports bailleurs-locataires, droit de la copropriété...)
- la réglementation applicable aux organismes constructeurs de logements sociaux ;
- la politique technique de la construction.



Il convient d'indiquer qu'une partie des personnels des DDEAL instruisent, pour le compte de l'agence nationale de l'habitat (Anah), les dossiers de demande d'aide présentés par les propriétaires. Ces effectifs, en raison de l'évolution des missions de l'Anah, seront de facto probablement en augmentation.

De plus, depuis la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les services habitat des DDEAL peuvent être mis à la disposition des départements et des EPCI signataires d'une convention de délégation de compétence en matière d'aides publiques au logement.

Plus de 86,3 % des effectifs de la mission devraient être affectés à la politique du logement ; à titre indicatif, leur répartition serait la suivante :

- Aide à l'accès au logement : 534,24 ETPT (16,93 % des effectifs de la mission) ;
- Développement et amélioration de l'offre de logement : 2.190,96 ETPT (69,44 %) ;
  - dont construction locative et amélioration du parc : 1375,07 ETPT (43,58 %) ;
  - dont soutien à l'accession à la propriété : 34,98 ETPT (1,11 %) ;
  - dont réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction : 687,97 ETPT (21,81 %) ;
  - dont effectifs affectés à la Miilos : 92,94 ETPT (2,95 %). La mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos) est chargée de contrôler les comptes et l'activité des organismes constructeurs de logements sociaux. En 2008, ses effectifs devraient être de 105 ETPT (hors personnels mis à disposition par le ministère chargé des finances, inscrits sur le programme « Soutien et pilotage des politiques économique, financière et industrielle »).

#### Effectifs participant à la mise en œuvre du programme Politique de la ville

Hormis les délégués des préfets dans les quartiers (excepté le délégué issu du présent programme), 429,80 ETPT devraient participer, en 2008, à la mise en œuvre du programme Politique de la ville, soit environ 13,62 % des effectifs de la mission.

340 ETPT (soit 10,78 % des effectifs de la mission) contribueront, dans les services déconcentrés du ministère chargé de l'écologie et du développement durable, à la mise en œuvre de la politique de la ville et de la rénovation urbaine, notamment en procédant à l'instruction des projets financés par l'agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU).

A ces effectifs, s'ajouteront ceux de la délégation interministérielle à la ville (DIV), estimés à 81 ETPT (2,57 % des effectifs de la mission). Celle-ci est chargée, en coordination avec l'ensemble des ministères concernés, d'élaborer, d'animer, de coordonner et d'évaluer les politiques menées en faveur des zones urbaines sensibles (pour plus de détails, voir le programme Politique de la ville).

Enfin, des personnels de la DGALN œuvreront également pour la politique de la ville : ils sont estimés à 8,8 ETPT pour 2008.

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

### — DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12 230 000	12 230 000

L'action Soutien du programme Développement et amélioration de l'offre de logement comprend, en outre, les moyens nécessaires au financement des actions supports dédiées à la politique du logement (études, communication, formation, frais de déplacement de la DGALN et informatique) et au fonctionnement de la Miilos et de la DIDOL.

#### Etudes

La dotation de 4 M€ en autorisations d'engagement va permettre de financer le programme d'études suivant :

- Un système d'information sur le parc de logements ainsi que sur sa structure, ses évolutions, son occupation, les recettes et dépenses des producteurs et des consommateurs de logement ainsi que sur les aides versées par les pouvoirs publics est nécessaire au pilotage de la politique du logement. Les évolutions en cours et attendues

(délégations des aides à la pierre, conventionnement global des bailleurs sociaux,...) rendent plus cruciale encore la mobilisation de données externes, notamment sur le parc privé (loyers, transactions, financement de l'accession). Ces investissements représentent un montant global de 0,65 M€ :

- 0,5 M€ sont nécessaires à la collecte et au traitement annuels de données (0,1 M€ pour la participation de la DGUHC à l'observatoire du financement du logement, 0,1 M€ pour la fiabilisation des comptes HLM et 0,3 M€ pour la réalisation et l'exploitation des enquêtes sur les loyers du parc privé en province) ;
- 0,15 M€ pour l'amélioration du système d'information et de suivi des opérations de logement locatif social (agrément, mise en place du financement, ouverture du chantier le cas échéant, achèvement et mise en service).

L'appui méthodologique aux services déconcentrés (marchés locaux de l'habitat, repérage et diagnostic des situations de mal logement, diffusion des bonnes pratiques en matière d'ingénierie sociale) et la mise en place d'outils d'évaluation (investissement locatif, accession sociale) ont un coût estimé à 0,2 M€.

La réalisation d'une dizaine d'expertises pour la mise au point, l'application et le suivi des mesures de politique du logement. Le coût unitaire est estimé à 20 000 euros. La dépense totale est de 0,2 M€.

Pour les services déconcentrés, le financement des études nécessaires au suivi du plan de cohésion sociale (projections de populations et de ménages et la connaissance du fonctionnement des marchés locaux de l'habitat, mise en place de dispositifs d'observation, notamment dans le cadre des plan départementaux de l'habitat, appui à l'identification de solutions opérationnelles) nécessite la mobilisation d'une enveloppe de 2,3 M€.

Les lois portant engagement national pour le logement et instituant un droit au logement opposable rendent obligatoire la création d'un observatoire de l'habitat indigne dans chaque département. A raison d'un coût estimé de 2 000 euros par département, le montant total de la dépense est de 200 000 euros.

Une dotation de 4 M€ en crédits de paiement est demandée pour permettre de couvrir les engagements décrits ci-dessus et les engagements des années précédentes.

Etudes	Titre 3 – catégorie 31
Autorisations d'engagement	4 000 000
Crédits de paiement	4 000 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	500 000
Crédits de paiement à ouvrir après 2008	3 500 000

Cette dotation devrait être complétée par voie de fonds de concours pour un montant estimé à 130 000 €.

### Communication

Les actions de communication correspondent aux éditions, publications, périodiques, expositions et manifestations diverses réalisées chaque année au profit du public, des réseaux de professionnels et des services déconcentrés. Sont aussi prises en charge les dépenses relatives à la maintenance et au développement du site intranet de la DGALN et du site internet du ministère chargé du logement. En 2009, le budget communication devra répondre à des objectifs ambitieux, tels que la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable ou la promotion de l'accession à la propriété.

Par ailleurs, des actions spécifiques seront lancées à l'adresse des jeunes (l'objectif étant de favoriser l'accès à la location des jeunes) et des personnes handicapées (pour la mise en œuvre de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées).

Au titre du PLF 2009, la dotation demandée s'élève à 1 M€ en AE=CP.

Communication	Titre 3 – catégorie 31
Autorisations d'engagement	1 000 000
Crédits de paiement	1 000 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	100 000
Crédits de paiement à ouvrir après 2009	900 000

### Formations nationales et interrégionales

Le programme national de formation est mis en œuvre par un réseau composé de 22 chefs de projet et de 6 correspondants compétences-formation. Des plans régionaux de formation sont élaborés en réseau par les DRE animé par la DGALN.

L'exercice 2009 sera marqué par la poursuite de l'adaptation des compétences des agents aux modifications institutionnelles et réglementaires intervenues dans le domaine du logement (fin du plan de cohésion sociale et mise en œuvre du droit au logement opposable) et de la rénovation urbaine. Par ailleurs, la prise en compte des enjeux du développement durable dans la construction, notamment l'éco-construction, nécessite la professionnalisation des services déconcentrés et du réseau scientifique et technique sur ce sujet, comme sur celui de la réglementation thermique.

La dotation 2009, d'un total de 0,35 M€ en AE=CP, devrait permettre de dispenser près de 5 700 journées de formation/agent.

### Frais de déplacement de la DGALN

Le programme comprend les crédits nécessaires à la prise en charge des frais de déplacement des agents de la DGALN œuvrant dans le domaine de l'habitat.

La dotation prévue pour 2009 s'élève à 100 000 € en AE=CP.

### Fonctionnement de la Miilos et de la DIDOL

Le programme comprend les crédits de fonctionnement de la mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos). Cette dotation, qui s'élève à 0,81 M€ pour 2009, est destinée à couvrir l'essentiel des dépenses de fonctionnement courant telles les déplacements, les études, les dépenses informatiques... Elle correspond à une enveloppe d'environ 7 700 € par agent et par an. Sont également pris en charge par le présent programme les frais de fonctionnement de la délégation interministérielle pour le développement de l'offre de logement (DIDOL) à raison de 50 000 euros. Le programme DAOL assume, au même titre, les dépenses de personnel relatives aux agents (7 ETPT) en poste à la délégation.

### Dépenses d'informatique

L'application destinée aux commissions départementales des aides publiques au logement (CDAPL) sera terminée puis déployée au cours de l'année 2009.

L'observatoire des logements insalubres, impropres à l'habitation, non décents ou dangereux, dont l'étude a commencé en 2008, sera réalisé en 2009 et 2010.

La mise en œuvre de la loi DALO (droit au logement opposable) a nécessité la réalisation d'une application de gestion en 2008. Elle se poursuivra en 2009 par l'intégration de données de synthèse dans le système d'information sur le logement social.

L'application de gestion des conventions qui formalisent la relation entre l'Etat et les bailleurs en matière de logement social, sera renouvelée. Cette application d'une technologie très ancienne gère en particulier un historique des conventions depuis 1978.

Une étude globale des différentes applications concernant le logement sera par ailleurs réalisée en 2009, actualisant le « schéma d'urbanisation » conçu il y a quelques années, dont la cohérence doit être reconstruite pour tenir compte des évolutions et des nouvelles applications informatiques créées depuis sa réalisation.

Ces dépenses nécessitent une dotation de 1,8 M€ en AE et en CP.

Dépenses d'informatique	Titre 3 – catégorie 31
Autorisations d'engagement	1 800 000
Crédits de paiement	1 800 000
dont crédits de paiement au titre des engagements nouveaux	1 300 000
Crédits de paiement à ouvrir après 2008	500 000

### Externalisation de certaines prestations

L'application des mesures de la loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable nécessite la mobilisation d'importantes ressources humaines justifiant, outre des redéploiements d'effectifs, le recrutement de nouveaux agents et, enfin, le recours à des prestataires externes qui seront chargés de l'instruction des dossiers présentés aux commissions de médiation. Le montant de la dotation inscrite à ce titre dans le PLF 2009 est de 4,12 M€ en AE=CP.

### ACTION n° 06 : Délégués du préfet dans les quartiers

	Titre 2	Hors titre 2	Total
Autorisations d'engagement	22 400 000	0	<b>22 400 000</b>
Crédits de paiement	22 400 000	0	<b>22 400 000</b>

### EFFECTIFS

Comme il l'a été évoqué dans la précédente action au titre des effectifs, 350 ETP du programme sont identifiés dans la présente action. Ces 350 ETP sont les délégués des préfets pour les quartiers dans le cadre de la mise en œuvre du plan "respect et égalité des chances". Le présent programme contribue à raison de 1 ETP.

Cette action a été créée avant tout pour des raisons pratiques de suivi de la dépense et de gestion des personnels.

Les prévisions budgétaires ont été construites à partir d'une hypothèse de transfert global affecté initialement au programme. Il s'agira ensuite d'opérer un transfert en gestion des crédits et des ETP vers les ministères selon leur contribution réelle. Ce circuit méritait donc la construction d'une action spécifique.

## OPÉRATEURS

## RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)			5 762 219	5 762 219	6 000 000	6 000 000
Dotations en fonds propres (titre 7-2)						
Transferts (titre 6)			491 656 894	361 360 301		
<b>Totaux</b>			<b>497 419 113</b>	<b>367 122 520</b>	<b>6 000 000</b>	<b>6 000 000</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS

## Avertissement

A compter du 1er janvier 2009, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances (article 64 de la LFI 2008).

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Rappel du total des emplois (ETPT) rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)		3 133	3 505
Emplois (ETPT) des opérateurs rémunérés par le programme (inclus dans le plafond d'emplois du ministère)			
Emplois rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)	152		
Emplois (ETP) rémunérés par les opérateurs (hors plafond d'emplois du ministère)		172	172
<i>dont sous plafond d'emplois opérateurs</i>		172	172
<i>dont hors plafond d'emplois opérateurs</i>		0	0

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 OPÉRATEURS

## EMPLOIS DES OPÉRATEURS

## EMPLOIS PRIS EN COMPTE POUR LE PLAFOND D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2007 (RAP)				Prévision 2008 (Budget prévisionnel)				Prévision 2009			
	Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs			Rémunérés par le programme	Rémunérés par les opérateurs		
	ETPT (1)	ETPT	ETP	Effectifs	ETPT (1)	ETP (2)			ETPT (1)	ETP		
						"sous plafond"	"hors plafond"	Total		"sous plafond" (3)	"hors plafond" (4)	Total
ANAH - Agence nationale de l'habitat		125				143	0	143		143	0	143
CGLLS - Caisse de garantie du logement locatif social		27				29	0	29		29	0	29
<b>Totaux</b>		<b>152</b>				<b>172</b>	<b>0</b>	<b>172</b>		<b>172</b>	<b>0</b>	<b>172</b>

(1) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(2) Emplois rémunérés par les opérateurs présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

(3) Emplois (ETP) sous plafond d'emplois des opérateurs.

(4) Emplois (ETP) hors plafond d'emplois des opérateurs.

## PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX OPÉRATEURS

### ANAH - AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT

#### Présentation et missions de l'opérateur

L'agence nationale de l'habitat (Anah) est un établissement public administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle conjointe du ministre chargé du logement et du ministre chargé des finances.

Créée en 1971, elle a pour mission de promouvoir le développement et la qualité du parc existant de logements privés et, à partir de 2009, l'amélioration des structures d'accueil et d'hébergement. Elle participe également aux actions nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne. En vue de la réalisation de ces missions, elle encourage et facilite l'exécution de travaux de réparation, d'assainissement, d'amélioration et d'adaptation d'immeubles d'habitation, ainsi que l'exécution de travaux de transformation en logements de locaux non affectés à l'habitation, dès lors que ces logements sont utilisés à titre de résidence principale. Depuis la loi portant engagement national pour le logement (ENL) du 13 juillet 2006, elle peut mener des actions d'assistance, d'étude ou de communication ayant pour objet d'améliorer la connaissance du parc privé existant et des conditions de son occupation et de faciliter l'accès des personnes défavorisées et des ménages à revenus modestes ou intermédiaires aux logements locatifs privés.

Les articles L.321-1 et suivants et R.321-1 à R.321-36 du code de la construction et de l'habitation (CCH) définissent l'organisation et le fonctionnement de l'Anah ainsi que certaines règles d'attribution des subventions. Ce dispositif réglementaire est complété par le règlement général de l'agence approuvé par un arrêté interministériel du 17 octobre 2006 qui précise les conditions d'attribution, de versement et de remboursement des aides.

Pour effectuer ces missions, elle accorde des aides financières sous forme de subventions aux propriétaires privés, propriétaires bailleurs ou propriétaires occupants sous conditions de ressources, qui réalisent des travaux d'amélioration des immeubles ou des logements construits depuis plus de 15 ans, sauf exceptions, ou qui transforment en logements des locaux non initialement destinés à cet usage. Les propriétaires ayant réhabilité leur logement et ayant reçu une subvention s'engagent à occuper celui-ci ou à le donner en location, pendant neuf ans, à titre de résidence principale. Les travaux permettent d'améliorer l'habitat en matière de sécurité, de salubrité, d'équipement, d'accessibilité et d'adaptation aux personnes handicapées physiques. Les travaux destinés à économiser l'énergie, à améliorer l'isolation acoustique et, de façon générale, à favoriser la prise en compte du développement durable dans l'habitat peuvent également faire l'objet d'aides de l'Anah.

En outre, l'Anah est amenée à contribuer activement à la réalisation du financement de logements à loyers maîtrisés et à la remise sur le marché de logements vacants.

Depuis la loi ENL et, de manière opérationnelle depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2006, l'agence peut conclure avec tout bailleur une convention par laquelle ce dernier s'engage à respecter des conditions de loyers et de ressources des locataires et, le cas échéant, des modalités de choix de ceux-ci. Précédemment cette compétence était exercée par l'État, indépendamment de l'agence, pour les seules conventions permettant l'ouverture au droit à l'Aide Personnalisée au logement (APL) pour le locataire et uniquement si le logement était subventionné par l'Anah.

L'agence attribue également des subventions d'ingénierie (OPAH, PIG...) aux collectivités locales et à leur groupement pour la mise en place de dispositifs opérationnels visant à mobiliser les propriétaires, dans le cadre de projets de territoires ou de programmes thématiques, sur la réalisation d'actions visant à la mise en œuvre des priorités gouvernementales en matière d'habitat privé.

A partir de 2009, l'agence assurera la gestion de l'ensemble des crédits relatifs à la lutte contre l'habitat indigne et notamment les crédits relatifs à la mise en œuvre, par le préfet, de ses pouvoirs de police. Ces crédits sont mobilisables, à tout moment, à la demande du représentant de l'État pour l'exercice de ses missions.

Depuis la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les départements peuvent conclure une convention avec l'État par laquelle celui-ci leur délègue la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques au logement, notamment les aides en faveur de la rénovation de l'habitat privé. Les EPCI et les départements qui sollicitent cette délégation de compétence doivent également conclure avec l'Anah une convention déterminant les conditions de gestion par l'agence, ou, à leur demande, par l'EPCI ou le département, des aides destinées aux propriétaires privés. Cette convention peut prévoir la gestion par l'agence, au nom et pour le compte de l'EPCI ou du département, des aides destinées à l'habitat privé qu'ils apportent sur leur budget propre.

Le rôle de l'agence, en tant que chargée de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière d'habitat privé, s'est trouvé renforcé par la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale. Ce texte souligne que le parc privé participe à la mise en œuvre du droit au logement opposable et précise notamment que le représentant de l'État peut proposer aux demandeurs reconnus prioritaires par la commission de médiation des logements du parc privé conventionnés avec l'ANAH, d'un niveau de loyer social ou très social pour lesquels les bailleurs se sont engagés sur des conditions spécifiques d'attribution et ceux donnés à bail à un organisme public ou privé en vue de leur sous-location, meublée ou non.

En 2007, 131 340 logements ont été réhabilités avec les aides de l'Anah : 57 891 logements par les propriétaires occupants, 24 361 logements par les syndicats de copropriétaires et 49 088 par les propriétaires bailleurs. Parmi ces logements, 33 750 ont fait l'objet d'un loyer maîtrisé après travaux (dont 12 657 en loyer conventionné et 18 634 en loyer intermédiaire). Plus de 10 000 logements ont été remis sur le marché.

Ces résultats ont été obtenus pour près de 85% avec le concours des collectivités locales et de leur groupement dans le cadre des dispositifs opérationnels (OPAH, PIG, ...) et des délégataires de compétence qui décident de l'attribution de la moitié du budget d'intervention de l'Anah. Le partenariat entre l'État et les collectivités a donc vocation à se renforcer.

L'Anah, dont l'activité s'inscrit majoritairement dans l'action « Construction locative et amélioration du parc », est ainsi un acteur majeur des politiques menées dans le cadre du programme. A cet égard, parmi les indicateurs de performance retenus, plusieurs mesureront l'impact des aides accordées par l'Anah, qu'il s'agisse de produire des logements à loyers maîtrisés, de contribuer à la lutte contre l'insalubrité ou le « risque plomb » ou de participer aux démarches visant à promouvoir un habitat adapté et conforme aux exigences du développement durable.

Pour l'ensemble de son action l'ANAH bénéficiera, à compter de 2009, du concours du « 1% Logement » (Participation des employeurs à l'effort de construction) à raison de 480 M€ dans le cadre des objectifs stratégiques contenus dans le projet de loi « mobilisation pour le logement » dont l'adoption permettra la mutualisation des moyens financiers des divers acteurs du logement.

### Programme 2009 de l'opérateur

Les principales orientations de l'Anah pour l'exercice 2009 sont les suivantes :

- le développement d'un parc privé à vocation sociale,
- la lutte contre le logement indigne et les copropriétés dégradées,
- l'adaptation des logements aux besoins des personnes âgées et handicapées,
- l'humanisation des centres d'hébergement,
- la lutte contre la précarité énergétique dans le cadre du « Grenelle » de l'environnement.

L'Anah pourra également participer au programme national de requalification des quartiers anciens dégradés.



Pour 2009, le programme prévisionnel de l'Anah sera le suivant au titre des compétences classiques de l'opérateur (en AE) :

Production de logements à loyers maîtrisés	Logements	31 915
	Subvention	7 000
	<b>Sous-total</b>	<b>223 405 000</b>
Remise sur le marché de logements vacants (surcoût)	Logements	3 000
	Subvention	3 000
	<b>Sous-total</b>	<b>9 000 000</b>
Lutte contre l'habitat indigne et très dégradé	Logements	15 000
	Subvention	8 830
	<b>Sous-total</b>	<b>132 450 000</b>
Traitement des copropriétés en difficulté	Logements	22 000
	Subvention	1 700
	<b>Sous-total</b>	<b>37 400 000</b>
Amélioration logements PO impécunieux (hors ins et handicap, vieillissement)	Logements	30 000
	Subvention	2 700
	<b>Sous-total</b>	<b>81 000 000</b>
Adaptation handicap vieillissement	Logements	14 500
	Subvention	2 900
	<b>Sous-total</b>	<b>42 050 000</b>
Précarité énergétique		<b>12 000 000</b>
Ingénierie		<b>10 000 000</b>
Fonctionnement		<b>6 000 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>553 300 000</b>

Pour les compétences transférées, la maquette est la suivante :

Résorption de l'habitat insalubre	Logements	400
	Subvention	30 000
	<b>Sous-total</b>	<b>12 000 000</b>
Lutte contre l'habitat insalubre - (travaux d'office d'urgence)	Logements	125
	Subvention	10 000
	<b>Sous-total</b>	<b>1 250 000</b>
Lutte contre l'habitat insalubre - (travaux d'office de droit commun)	Logements	125
	Subvention	20 000
	<b>Sous-total</b>	<b>2 500 000</b>
MOUS	Logements	1 100
	Subvention	2 500
	<b>Sous-total</b>	<b>2 750 000</b>
Saturnisme et diagnostics / hébergement insalubrité		<b>11 500 000</b>
<b>TOTAL</b>		<b>30 000 000</b>

### Production de logements à loyers maîtrisés

La production de logements à loyers maîtrisés reste un objectif prioritaire de l'Agence pour 2009.

La mise en œuvre d'un droit au logement pour tous nécessite une action particulière forte en matière de production de logements privés à loyer conventionné sociaux ou très sociaux. A cet effet, les objectifs pour l'exercice 2009 sont de 12 500 logements sociaux conventionnés et de 4 000 logements à destination des ménages très défavorisés (environ 2 500 logements de ce type ont été subventionnés en 2007). Pour renforcer l'efficacité des dispositifs d'intervention actuels en faveur des ménages visés par la loi DALO, il a été décidé d'améliorer simultanément les conditions d'intervention à destination :

- des propriétaires bailleurs afin de libérer une offre supplémentaire dans les zones de marché les plus tendues, notamment par le recentrage de la prime incitative de sortie de la vacance des logements,
- des collectivités territoriales en accompagnant mieux l'ingénierie des programmes sociaux thématiques (PST),

- des opérateurs en les mobilisant au travers d'un nouveau dispositif d'assistance à maîtrise d'ouvrage spécifiquement dédié aux ménages très défavorisés.

### Lutte contre l'habitat indigne

La lutte contre l'habitat indigne représente également une intervention majeure de l'Anah. Le premier ministre et le ministre en charge du logement ont réaffirmé au cours de l'année 2008 le caractère prioritaire de cette politique dans le cadre de la mise en œuvre du droit au logement. L'Anah va par conséquent approfondir les missions qu'elle exerçait déjà en partie en matière de lutte contre l'habitat indigne. A ce titre, elle consacrera comme auparavant une partie de ses crédits en faveur des propriétaires. Ces interventions verront leur dotation budgétaire considérablement augmenter. En effet, l'Anah aura la charge de traiter 15 000 de ces logements pour un coût estimé à 132,45 M€ contre 78 M€ consacrés à cette action en 2007. Cet objectif ambitieux, eu égard des exécutions des années précédentes s'inscrit pleinement dans les objectifs fixés à la suite de la mission conduite par le député des Yvelines Etienne PINTÉ. Sur ces 15 000 logements, 11 500 concerneront le traitement de l'habitat indigne stricto sensu et 3 500 la réalisation de travaux sur des logements dont l'état de dégradation aboutirait à court terme à une situation d'indignité.

Pour donner plus de cohérence à l'action de l'Etat et réaliser des économies d'échelle en matière de moyens et de savoir faire, l'ensemble des crédits nécessaires à la lutte contre l'habitat indigne sont transférés à l'Anah, l'action 3 du programme n'héberge donc plus de crédits à compter de 2009. A ce titre, l'Anah apportera, dès cet exercice, les financements nécessaires aux opérations de résorption de l'habitat insalubre irrémédiable (RHI) et de Mous insalubrité. D'autre part, elle assurera la gestion des crédits nécessaires à la mise en œuvre des mesures de police du préfet en matière d'habitat et mettra à disposition de ce dernier, sur sa seule demande, les crédits exigés.

Dans le cadre des procédures de police de l'insalubrité et du saturnisme, ces crédits peuvent être mobilisés par le représentant de l'Etat pour le financement :

- des diagnostics préalables aux procédures saturnisme et insalubrité (4,2 M€) ;
- des travaux d'office en cas de carence du propriétaire (soit 3,75 M€ au titre de l'insalubrité y compris 1,25 M€ au titre des mesures d'urgence et 1,5 M€ au titre du saturnisme). Les travaux d'office, quelle que soit leur nature, sont effectués aux frais des propriétaires et font donc l'objet d'une procédure de recouvrement. Le coût de ces travaux est estimé en moyenne à 20 000 € par logement en matière d'insalubrité mais peut varier du simple au quadruple selon les conditions. Il s'agit d'un poste stratégique dans la mesure où ces crédits permettent le financement de la mise en œuvre du plan de lutte contre les « marchands de sommeil », lancé en hiver 2007, par le ministre en charge du logement 1,25 M€ seront nécessaires pour financer des mesures d'urgence (mesures de police et de sécurisation) et assurer la prise en charge des créances non recouvrées par la commune en cas de réalisation de ces travaux d'office par le maire au nom de l'État.

Au titre de la lutte contre le saturnisme, l'Anah devra provisionner 1,5 M€ sur son budget. En tenant compte de l'extension des travaux palliatifs aux causes immédiates de la dégradation, le coût moyen des travaux de suppression de l'exposition au plomb, peut être estimé à 8 000 € par logement ;

- de l'hébergement ou le relogement des occupants en cas de défaillance des propriétaires (2 M€) ;

En matière de lutte contre l'insalubrité, la durée moyenne d'hébergement variant entre 2 à 8 mois, le coût de ces mesures peut être estimé à 7 000 € par ménage. Pour le risque plomb, il est vivement recommandé de ne pas réaliser de travaux en site occupé. Aussi, il s'agit d'héberger temporairement les familles pendant la durée de l'opération entraînant un coût de 1 000 € par famille (essentiellement nuitées d'hôtel),

- des contrôles après travaux ;

- des autres mesures (3,8 M€) qui visent à mettre en œuvre, à tous les stades de la procédure, telles que la mise en place de prestations d'accompagnement social et juridique des ménages, les frais de prestations juridiques et d'actes administratifs relatifs à la conservation des hypothèques, la mise en œuvre d'actions correctives sur les chantiers...

Pour la mise en œuvre des pouvoirs de police du Préfet, l'Anah devra provisionner les crédits nécessaires et en assurer l'exécution. Le tableau suivant récapitule les objectifs et coûts prévisionnels pour 2009 :

(en euros)			
<b>Diagnostics et contrôles</b>			<b>4,20</b>
- sortie d'insalubrité (diagnostic classique)	350	450	0,20
- évaluation insalubrité irrémédiable	400	750	0,30
- traitement du risque plomb :			
dont diagnostics	5000	500	2,50
dont contrôles	3000	400	1,20
<b>Travaux d'office :</b>			<b>5,25</b>
- sortie d'insalubrité	125	20 000	2,50
- mesures d'urgence	125	10 000	1,25
- traitement du risque plomb	187	8000	1,50
<b>Hébergement/relogement des familles :</b>			<b>2,00</b>
- sortie d'insalubrité	230	7000	1,60
- traitement du risque plomb	400	1000	0,40
<b>Autres mesures</b>			<b>3,80</b>
<b>TOTAL</b>			<b>15,25</b>

En dehors des aides aux propriétaires, de la mise en œuvre des mesures de police, il existe, outre l'intégration de volet habitat indigne dans les opérations programmées, deux dispositifs spécifiques dont le financement est transféré à l'agence en 2009.

Les opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI) sont des opérations sous maîtrise d'ouvrage locale (commune ou EPCI), en vue de mettre en œuvre une politique de traitement de l'insalubrité irrémédiable par acquisition d'immeubles, principalement sous déclaration d'utilité publique (DUP), en vue de la production de logements locatifs sociaux par démolition/reconstruction. Les opérations de RHI ont d'abord une finalité sociale. Elles visent non seulement à trouver une solution de logement pérenne, mais aussi à répondre aux difficultés économiques et sociales que connaissent les occupants. Sous réserve d'acceptation des dossiers après leur examen en commission interministérielle dont l'Anah assure le secrétariat, les collectivités locales menant de telles opérations bénéficient de subventions de l'agence, sous forme de participation au bilan de l'opération. Le déficit de l'opération est subventionnable au taux de 70% voire 100% lorsqu'il s'agit de la résorption de bidonvilles. En 2009, 12 M€ seront consacrés au financement par l'opérateur de ces opérations RHI. Ce montant doit permettre de financer environ 400 logements pour un coût moyen de 30 000 euros.

Les MOUS insalubrité sont des dispositifs d'ingénierie technique et sociale à maîtrise d'ouvrage locale qui ont pour objet le traitement, par une équipe spécialisée, de l'insalubrité diffuse. Ses missions sont le repérage des situations sociales et sanitaires d'habitat insalubre ; le descriptif de l'état des lieux en vue de la mise en œuvre de travaux de sortie d'insalubrité ; l'assistance à la maîtrise d'ouvrage (appui aux propriétaires, notamment aide à la constitution des dossiers de financements, définition et suivi des travaux...) et l'aide aux occupants (respect de leurs droits, recherche de solutions d'hébergement provisoire ou de relogement définitif) et leur accompagnement social. Pour 2009, les besoins peuvent être estimés, en intégrant le renouvellement des opérations lancées lors des exercices antérieurs, à 2,75 M€ permettant d'engager le traitement de presque 1 100 logements, soit un coût moyen au logement de 2 500 €.

## Hébergement

En matière d'hébergement, 30 M€ seront consacrés à l'humanisation des centres d'hébergement. Ils correspondent par rapport à la moyenne de ce qui était financé sur la ligne du logement locatif social dans les années précédentes à une majoration de 20 M€ pour poursuivre la mise en œuvre des mesures arrêtées à l'issue de la mission Pinte.

Les crédits affectés à ces opérations ont pour objet de financer le plan d'humanisation et de rénovation des centres d'hébergement, annoncé par le Premier Ministre le 22 février 2008, suite aux propositions du député Etienne Pinte puis repris dans le cadre du chantier national prioritaire 2008-2012 pour l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans-abri ou mal logées.

Pour répondre à cet enjeu, les crédits mobilisés porteront sur toute action d'amélioration des centres d'hébergement :

- mise aux normes de sécurité des structures qui n'avaient pu être prises en compte jusqu'ici ;
- suppression des dortoirs et restructuration en vue de constituer des chambres ;

## Développement et amélioration de l'offre de logement

Programme n° 135 OPÉRATEURS

- tous travaux d'amélioration et de mises aux normes nécessaires.

### Précarité énergétique

Ce poste bénéficiera prioritairement des mesures fiscales issues du « Grenelle de l'environnement » vers lesquelles vont s'orienter les propriétaires. En dépit de ces avantages fiscaux, une part de ces propriétaires pourra difficilement réaliser les objectifs d'amélioration énergétiques projetées d'ici 2012 pour des questions de moyens. Une aide spécifique sous condition de ressources destinée aux propriétaires occupants dits en situation de précarité énergétique est prévue à hauteur de 12 M€ en 2009.

### Financement du programme de l'opérateur

D'un total de 613 M€, le coût de ce programme sera couvert par le produit de la taxe sur les logements vacants (TLV), estimée à 18 M€ pour 2008, par une subvention de l'État d'un montant de 6 M€ et par la contribution du « 1% Logement » (Participation des employeurs à l'effort de construction) à raison de 480 M€. Ces crédits (504 M€ au total) permettront de soutenir les engagements induits par ce programme en tenant compte du taux de chute constaté sur les engagements de l'ANAH.

### FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(En milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Exécution 2007		LFI 2008		PLF 2009	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
<b>Action n° 01 : Construction locative et amélioration du parc</b>	<b>467 765</b>	<b>319 725</b>	<b>497 418</b>	<b>367 122</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>
Subventions pour charges de service public	5 697	5 697	5 762	5 762	6 000	6 000
Transferts	462 068	314 028	491 656	361 360	0	0
<b>Totaux</b>	<b>467 765</b>	<b>319 725</b>	<b>497 418</b>	<b>367 122</b>	<b>6 000</b>	<b>6 000</b>

### BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

#### Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	8 557	10 496	Ressources de l'État	337 226	383 492
Fonctionnement	8 381	16 076	- subventions de l'État	319 724	365 492
Intervention	451 361	462 926	- ressources fiscales	17 502	18 000
			Autres subventions	265	4 184
			Ressources propres et autres	15 517	4
<b>Total des dépenses</b>	<b>468 299</b>	<b>489 498</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>353 008</b>	<b>387 680</b>
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	115 291	101 818
Total équilibre du CR	<b>468 299</b>	<b>489 498</b>	Total équilibre du CR	<b>468 299</b>	<b>489 498</b>

Tableau de financement abrégé

(En milliers d'euros)

Emplois	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Ressources	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Insuffisance d'autofinancement		85 417	Capacité d'autofinancement	15 517	0
Investissements	706	2 667	Ressources de l'État	319 724	365 492
			Autres subv. d'investissement et dotations	265	22 184
			Autres ressources	17 502	4
<b>Total des emplois</b>	<b>706</b>	<b>88 084</b>	<b>Total des ressources</b>	<b>353 008</b>	<b>387 680</b>
Apport au fonds de roulement	352 302	299 596	Prélèvement sur le fonds de roulement		

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	125		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		143	143
dont emplois sous plafond opérateurs		143	143

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

Comme il l'est précisé dans la justification au premier euro de l'action 5, les agents des Directions départementales de l'environnement, de l'aménagement et du logement instruisant, pour le compte de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), les dossiers de demande d'aide présentés par les propriétaires ne sont pas intégrés dans ce chiffrage. En raison de l'évolution des missions de l'Anah, ils seront de facto en augmentation et sont estimés à 620 ETP.

## CGLLS - CAISSE DE GARANTIE DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL

La caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) a été créée par la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains. Le législateur a limité le champ d'intervention de la CGLLS à la seule activité locative des organismes constructeurs.

La CGLLS est un établissement public administratif, doté de surcroît d'un statut d'institution financière spécialisée, investi à l'origine d'une double mission :

- garantir les prêts consentis par la caisse des dépôts et consignations (CDC) aux organismes constructeurs de logements sociaux lorsque les collectivités locales refusent ou sont dans l'incapacité d'octroyer leur garantie ;
- contribuer à la prévention des difficultés financières et au redressement des organismes d'HLM et des sociétés d'économie mixte en difficulté, pour ce qui concerne leur activité locative sociale.

La loi n°2003-710 du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine a élargi la mission de la CGLLS à l'aide à la réorganisation et au regroupement des bailleurs HLM. Elle s'est vue par ailleurs donner la possibilité de financer des actions de formation et de soutien technique aux opérations de renouvellement urbain.

Les missions de la CGLLS sont financées par des cotisations instaurées par voie législative, qui relèvent d'un principe de mutualisation des ressources des bailleurs HLM et des SEM. La CGLLS collecte une cotisation assise sur les loyers perçus par les organismes d'HLM et par les SEM destinée à financer ses missions initiales, dont le produit s'élève à 73,1 M€ en 2008. Elle collecte également une cotisation additionnelle destinée à financer les missions nouvelles que lui a confiées la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 ainsi qu'à contribuer au financement de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Le produit de la cotisation additionnelle s'est élevé à 53,5 M€ en 2007.

Le conseil d'administration de la CGLLS comprend quatre représentants de l'État, le directeur général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), trois représentants de l'union sociale pour l'habitat (USH), un

représentant de la fédération nationale des SEM et une personnalité qualifiée désignée par le ministre chargé du logement après avis des représentants de l'USH. Le président est élu parmi les représentants de l'USH.

La tutelle de l'État s'exerce donc principalement à travers la présence de ses représentants au conseil d'administration ; de plus, le directeur général, chargé de la conduite opérationnelle de l'établissement, est nommé par arrêté ministériel. Certaines décisions prises par le conseil d'administration sont par ailleurs soumises à l'approbation expresse des administrations de tutelle. La CGLLS dispose de ses propres mécanismes de contrôle puisqu'en plus du contrôle interne a été institué un comité d'audit. Enfin, la CGLLS est soumise au contrôle de la commission bancaire en tant qu'institution financière spécialisée.

Chiffres clés de l'activité de la CGLLS en 2007 :

- Aides au rétablissement de l'équilibre des organismes en difficulté : fin 2007, 46 organismes (contre 44 l'année précédente) étaient suivis par la CGLLS.
- Au titre de la section des aides, 72,9 M€ de subventions ont été engagés en 2007 (contre 60,7 en 2006) et 73,7 M€ versés par la CGLLS aux organismes.
- Aides à la prévention et à la consolidation : dans le cadre de sa mission de prévention des difficultés des organismes HLM et SEM, la CGLLS a subventionné en 2007 des actions pour un montant global de 8.218 M€.
- Aides dans le cadre de la réorganisation : le montant engagé en 2007 s'élève à 30,68 M€ et 24,24 M€ ont été versés.
- Garanties apportées aux opérations des bailleurs sociaux : en 2007, 108 garanties ont été accordées pour un montant global de 93,8 M€ (en 2006, 91 garanties avaient été accordées pour un montant total de 106 M€).

A l'avenir et dans le cadre des réformes annoncées précédemment, la CGLLS verra ses compétences accrues en matière de péréquation financière entre organismes de logement social afin que les bailleurs sociaux les plus concernés par les tensions sur l'offre puissent participer à l'effort de construction et entretenir leur parc.

## BUDGET PRÉVISIONNEL 2008 DE L'OPÉRATEUR

### Compte de résultat

(En milliers d'euros)

Dépenses	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008	Recettes	Exécution 2007	Budget prévisionnel 2008
Personnel	1 867	2 922	Ressources de l'État	128 271	134 420
Fonctionnement	3 537	6 401	- subventions de l'État		
Intervention	170 064	142 907	- ressources fiscales	128 271	134 420
			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	63 863	19 360
<b>Total des dépenses</b>	<b>175 468</b>	<b>152 230</b>	<b>Total des recettes</b>	<b>192 134</b>	<b>153 780</b>
Résultat : bénéfice	16 666	1 550	Résultat : perte		
Total équilibre du CR	<b>192 134</b>	<b>153 780</b>	Total équilibre du CR	<b>192 134</b>	<b>153 780</b>

## CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2007	Budget prévisionnel 2008 *	Prévision 2009
Emplois rémunérés par l'opérateur	27		
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		29	29
dont emplois sous plafond opérateurs		29	29

\* Les emplois rémunérés par les opérateurs sont présentés à titre indicatif pour 2008 selon les modalités prévues pour 2009.

## ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

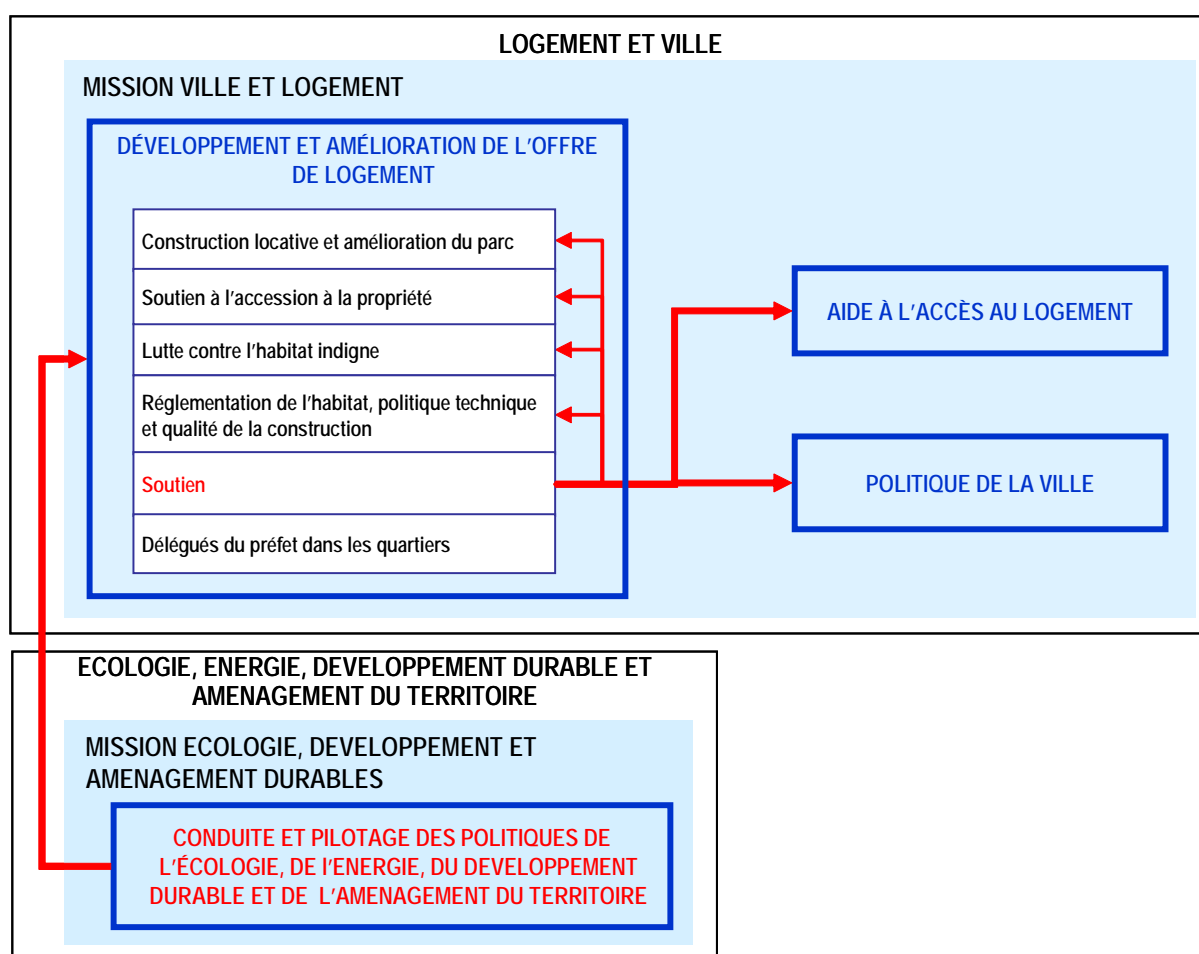
**Avertissement**

Sont décrites ici les dépenses prévisionnelles pour chaque action, après ventilation des crédits (comprenant autant que de besoin les évaluations de fonds de concours et attributions de produits) des actions de conduite, pilotage, soutien ou de services polyvalents vers les actions de politique publique. Cette description comporte trois volets : la cartographie des liens vers ou depuis les actions du programme, un tableau de synthèse et les commentaires explicatifs. Les données ont été élaborées par les ministères en charge des programmes, en concertation avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

S'appuyant sur des principes et des méthodes définis au plan interministériel, la démarche pragmatique adoptée pour les projets de loi de finances précédents, faisant porter l'effort sur l'identification des enjeux pertinents en termes politiques et financiers, est reconduite et approfondie. L'analyse des coûts doit être envisagée comme une démarche progressive, dont la précision évoluera au fil des exercices, dès lors que les phases d'exécution permettront de valider les méthodes et de se référer à des données comptables.

## SCHEMA DE DEVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



**Développement et amélioration de l'offre de logement**

Programme n° 135 ANALYSE DES COÛTS

**PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE**

Intitulé de l'action	PLF 2009 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2009 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2008 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
Construction locative et amélioration du parc	592 810 000	+74 481 494	+80 149 231	+747 440 725	+1 045 080 858
Soutien à l'accession à la propriété	4 770 000	+1 894 550	+652 754	+7 317 304	+9 523 667
Lutte contre l'habitat indigne	0	0	+2 395 974	+2 395 974	+33 439 801
Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction	8 680 000	+43 032 760	+3 597 832	+55 310 592	+70 743 725
Soutien	176 138 000	-119 408 804	-56 729 196	0	+10 000
Délégués du préfet dans les quartiers (nouveau) (libellé modifié)	22 400 000		-22 400 000	0	
<b>Totaux</b>	<b>804 798 000</b>	<b>0</b>	<b>+7 666 595</b>	<b>812 464 595</b>	<b>1 158 798 051</b>

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	<b>-7 666 595</b>
Aide à l'accès au logement (Mission « Ville et logement »)	+33 088 736
Politique de la ville (Mission « Ville et logement »)	+46 202 460
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (Mission « Écologie, développement et aménagement durables »)	-86 957 791

**OBSERVATIONS****PRÉSENTATION DES FONCTIONS DE SOUTIEN :****- du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement »**

L'action soutien du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » se compose essentiellement des emplois contribuant à la mise en œuvre des politiques de la mission « Ville et Logement », tant en administration centrale qu'en services déconcentrés (3.155 ETPT) et de la masse salariale correspondante. L'action « Délégués du préfet dans les quartiers » identifie spécialement les 350 ETP qui seront affectés à cette politique et leur masse salariale.

L'action « Soutien » du programme regroupe également les crédits d'études, de communication, de formation, d'informatique... propres à la politique du logement (7,25 M€), une dotation de fonctionnement pour la Miiolos et la DIDOL (0,86 M€) ainsi que la rémunération des prestataires extérieurs (4,12 M€) qui seront chargés de l'instruction des dossiers présentés aux commissions de médiation créées par la loi du 5 mars 2007 instaurant le droit au logement opposable. Enfin, les crédits rattachés par voie de fonds de concours (130 000 euros) destinés à couvrir une partie des engagements de l'État en matière de logement et de droit au logement opposable.

Le regroupement de l'ensemble de ces crédits (personnel et fonctionnement) au sein d'une action de soutien répond à un souci de mutualisation des moyens et de simplification en termes de gestion des crédits. Dans le cadre d'une comptabilité d'analyse des coûts, cette action de soutien a vocation à être déversée entièrement sur les autres actions du programme mais également sur les actions des programmes « Aide à l'accès au logement » et « Politique de la ville ».



**- du programme de soutien « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire » rattaché au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire**

Le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire participe à la gestion des moyens mobilisés pour la mise en œuvre des politiques la mission « Ville et logement ». C'est pourquoi, le programme « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire » de la mission « Écologie, développement et aménagements durables » déverse dans toutes les actions du programme les crédits relatifs à des actions mutualisées menées par ce programme en appui des programmes sectoriels. Il s'agit notamment des crédits indivis (fluides, loyers, etc.), des crédits liés à la gestion opérationnelle des ressources humaines, des crédits de politique et de gestion de l'immobilier.

La méthode retenue, pour le PLF 2009, a consisté à simplifier les modalités de déversement des fonctions support vers les autres programmes.

Ainsi, le calcul s'opère sur la base des ETPT, valorisés :

En titre 2 – dépenses de personnel – sur la base du nombre d'ETPT multiplié par le coût moyen d'un agent en macro-grade

En hors titre 2 – dépenses de fonctionnement sur la base du nombre d'ETPT (sans distinction de macro-grade) multiplié par un coût moyen.

**MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS DES FONCTIONS DE SOUTIEN :**

Le déversement des crédits de l'action « Soutien » du programme « Développement et amélioration de l'offre de logement » dans les autres actions dudit programme et dans les actions des programmes « Aide à l'accès au logement » et « Politique de la ville » est effectué au prorata des effectifs 2009 qu'il est prévu d'affecter à ces différentes actions à partir de l'extrapolation des données issues d'une enquête menée auprès des services du ministère.

Plusieurs points méritent d'être précisés :

- les dépenses de personnel de l'action 5 « Soutien » sont réparties au prorata des effectifs prévus pour chaque action des programmes, hormis les dépenses de titre 2 afférentes aux délégués du préfet. Les dépenses de personnel de l'action 6 « Délégués du préfet dans les quartiers » sont affectées intégralement au programme « Politique de la ville ».

- pour le hors titre 2, la répartition s'est effectuée grâce au total des effectifs des actions 5 et 6 précitées. Un traitement particulier a été appliqué aux crédits de fonctionnement de la mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos). Le montant de ces crédits (810 000 €) est déversé en totalité dans l'action « Réglementation de l'habitat, politique technique et qualité de la construction » puisque l'ensemble du personnel de la Miilos (92 ETPT en 2009) est affecté à cette action. Les crédits destinés à l'externalisation de certaines prestations se déversent intégralement dans l'action « Accompagnement des publics en difficulté » du programme « Aide à l'accès au logement ». Les autres dépenses sont réparties entre les actions des programmes « Aide à l'accès au logement », « Développement et amélioration de l'offre de logement » et « Politique de la ville » au prorata des ETP mobilisés pour leur mise en œuvre. Les dépenses liées à la communication et aux frais de déplacement ne sont destinées qu'à la DGALN et sont réparties au prorata des agents uniquement en poste dans cette dernière. Les dépenses liées aux études, à l'informatique et à la formation sont réparties au prorata de la totalité des effectifs. Les crédits rattachés au programme par voie de fonds de concours sont répartis selon les mêmes règles, en fonction de leur objet. Enfin, aucun déversement ne sera effectué en faveur de l'action « Lutte contre l'habitat indigne » du programme qui doit seulement permettre, dans les premiers temps de l'exécution budgétaire, de gérer la transmission à l'action « Construction locative et amélioration du parc » des dossiers qui émergeaient à cette action.

Quant au programme « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire », il déverse ses crédits dans les actions du programme au prorata des effectifs 2009, éventuellement pondérés, affectés aux actions du programme par extrapolation des données issues d'une enquête menée auprès des services du ministère.